

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13790 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine

MARDI 30 MAI 1989

Le débat Est-Ouest et l'évolution des deux grands pays communistes

Un pas en arrière à Moscou

Les débats au nouveau Parlement soviétique, et surtout l'élection des membres des deux Assemblées permanentes du Soviet suprême, auront sans doute déçu ceux qui voyaient déjà l'ensemble des institutions de l'URSS engagées d'un pas ferme sur la voie de la démocratie. Ce qui va constituer le véritable organe législatif du régime sera donc à dominante conservatrice, et quelques-uns des ténors les plus connus de la perestroïka ne pourront s'y exprimer.

Est-ce pourtant une surprise ? Les réformateurs ont eu beau se compter et se recompter lors des premiers votes de procédure, il était évident que si leurs rangs se renforçaient ils étaient encore très loin de représenter une majorité au sein d'un congrès où les apparatchiks ne manifestent aucun goût pour une révolution dirigée contre leurs propres intérêts. L'arithmétique a joué, tout naturellement, en leur faveur.

Il est encore trop tôt pour en tirer des conclusions à long terme. Mais trois observations peuvent d'ores et déjà être formulées. La première concerne M. Gorbatchev, qui, plus que jamais, on le sent de toutes parts, se voit investi du rôle principal dans la démocratisation du régime. Si le Soviet suprême n'en est pas le moteur, c'est au chef de l'Etat - avec ses pouvoirs de secrétaire général du Parti - qu'il incombera de pousser le feu des réformes.

Deuxième observation : le coup de frein donné à la transformation des institutions entraîne une radicalisation des tendances qui y sont représentées. Ainsi assiste-t-on à la naissance de fait de ce multipartisme contre lequel les conservateurs continuent de jeter l'anathème. Certes, le régime est toujours celui du parti unique, mais celui-ci doit compter avec le bourgeoisie d'associations indépendantes et surtout avec l'apparition dans ses propres rangs de groupes contestataires que ce premier échec ne va nullement inciter au silence. Il est au contraire à prévoir qu'ils montreront une vigueur accrue dans leur combat contre des adversaires dont la volonté de leur barrer la route vient d'être démontrée.

Au-delà du Palais des congrès où sont réunies les députés soviétiques, il est clair enfin que le pays tout entier s'veille à une forme de vie politique entièrement nouvelle. La campagne électorale avait déjà considérablement innové dans cette direction, mais c'est effectivement dans un apprentissage de la vie parlementaire - et de ses aléas - que sont plongés des dizaines de millions de citoyens habitués à ne jamais entendre parler, sauf coup d'Etat interne, que de l'unité de leurs dirigeants. Le contraste est frappant avec une Chine un moment soulevée d'espérance sur laquelle retombe la chape d'un pouvoir certes divisé, mais bien résolu à ne pas partager le moindre de ses privilèges.

L'avenir de la perestroïka n'est donc pas hypothéqué. Mais les conservateurs sont là pour freiner une évolution, et il faudra à M. Gorbatchev toute son autorité pour contrôler les risques évidents de dérapage.

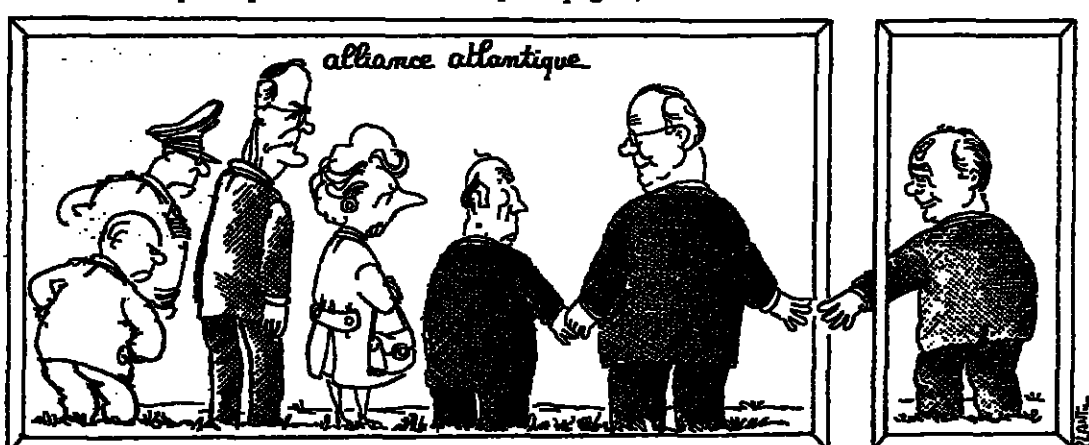
(Lire nos informations page 6.)



M. Bush propose une réduction des armements classiques de l'OTAN

Le sommet de l'OTAN, qui s'est ouvert lundi 29 mai à Bruxelles, a été marqué par des propositions du président Bush en matière de réduction des armements conventionnels : il a notamment suggéré une réduction de 15 % à 20 % des troupes américaines stationnées en Europe, et que l'OTAN propose à l'URSS, pour la première fois, une diminution réciproque des forces aériennes et des hélicoptères. Reste à savoir si un tel plan, qui avait été communiqué

aux alliés la semaine dernière, et qui est destiné à répondre aux dernières propositions de M. Gorbatchev, peut convaincre la RFA de ne plus réclamer l'ouverture sans conditions de négociations avec l'URSS sur la réduction des armes nucléaires à courte portée. M. Bush lie en effet de telles discussions au succès des négociations de Vienne sur la réduction des armements conventionnels (lire nos informations page 8).



Un entretien avec M. Ballardur

« Il y a comme un affaissement des convictions à droite comme à gauche »

M. Edouard Ballardur, fondateur de l'Association pour le libéralisme populaire, regrette, dans l'entretien qu'il a accordé au « Monde », le caractère « atone » de la vie politique, et souhaite un retour au débat idéologique, ainsi qu'une meilleure organisation de l'opposition. Il décrit également sa conception d'un système monétaire international, qu'il appelle de ses vœux.

« L'économie française est en excellente santé. Grâce à votre successeur Rue de Rivoli ? »

« 1988 a été l'année la meilleure depuis quinze ans, et sur tous les plans. Nous le devons à la régulation des revenus menée depuis 1983 et à la politique conduite de 1986 à 1988 : libération de l'économie, baisse des impôts et des déficits, privatisations, sans oublier la conjoncture internationale, dont, cette fois, la France a pu profiter parce qu'elle s'était redressée. »

« Cependant, le chômage demeure en France à un niveau beaucoup plus élevé qu'ailleurs. Notre assainissement n'est donc pas terminé. Pour y parvenir il faut poursuivre l'action dans cinq directions : maintien des libertés économiques, baisse accentuée des déficits et des impôts, poursuite des privatisations, réforme du système monétaire international, meilleur

leur préparation de notre société à l'entrée dans le marché européen.

« L'assainissement de la situation économique internationale est-il suffisamment rapide ? »

« Non. Si je devais en chercher la démonstration, je la trouverais dans l'instabilité monétaire qui semble renaitre. Nous ne voulons pas voir que le monde, qui connaît une période d'expansion avec une inflation modérée depuis environ deux ans, présente encore des déséquilibres graves : la hausse du prix des matières premières et du pétrole entraîne les prix ; les distorsions demeurent entre les excédents allemands et japonais et les déficits américains ; des taux d'intérêt élevés n'arrivent plus à brider la hausse des prix en Grande-Bretagne et à un moindre niveau aux Etats-Unis. Quelle en est la cause ? Le monde souffre d'être privé, depuis bientôt vingt ans, d'un système monétaire stable et équilibré. »

« Qu'appellez-vous un système monétaire international stable et équilibré ? »

« C'est un système qui comporte en lui-même ses automatismes et ses sanctions indépendamment de la volonté des Etats. Le flottement des monnaies dans lequel nous vivons depuis vingt ans, c'est le nationalisme monétaire, le règne du chacun pour soi. »

Propos recueillis par
JEAN-MARIE COLOMBANI
et ERIK IZRAELWICZ
(Lire la suite page 14.)

Liberté surveillée

par ANDRÉ FONTAINE

C'était donc pas une révolution, sire, mais une simple révolte. Tandis que des centaines de milliers de ses sujets le défiaient, humiliant suprême, jusque sous les yeux étonnés et vaguement inquiets de Mikhaïl Gorbatchev, Deng, minuscule araignée tapie au centre de sa toile, préparait minutieusement et silencieusement sa revanche. L'armée a évité le choc avec la foule en colère. Mais ses chefs, une fois de plus, ont été amenés à arbitrer entre les « deux lignes » qu'a toujours connues le PC chinois. Comme à l'accoutumée, ils ont choisi le parti de l'ordre contre celui de la « chienli ». Venant de milliers, le contraire eût été surprenant. Epuisés par un mois d'incessants cortèges, les étudiants n'ont pas insisté.

Triste jour pour tous ceux qui, en Chine et ailleurs, croyaient déjà pouvoir célébrer l'apothéose de la liberté. Comme si rendez-vous avait été pris avec l'Histoire pour que 1989 vint consacrer à jamais le triomphe de 1789. Sans doute le dernier mot n'a-t-il pas été

dit. Deng a quatre-vingt-quatre ans. Le Mai de Paris, auquel ressemble tant celui de Pékin, est là pour rappeler que de Gaulle, lequel n'avait que soixante-dix-neuf ans à l'époque, n'a pas longtemps survécu à son éclatante victoire. Il disposait pourtant du soutien, attesté par le défilé du 30 mai et par les législatives de la fin juin, de la nette majorité de la nation. Tandis que la population de la capitale chinoise est descendue massivement dans les rues, après la proclamation de la loi martiale, pour manifester sa solidarité avec les étudiants. Il ne suffit pas à une République de se proclamer « populaire » pour être assurée du soutien du peuple.

Reste qu'on a déjà vu à plusieurs reprises, depuis les obsèques de Zhou Enlai, des mouvements de cette nature se terminer en queue de poisson. Disons que les protestataires n'ont apparemment pas encore trouvé l'organisation, les chefs, la stratégie, qui leur permettraient de mettre en échec la bureaucratie régnante.

(Lire la suite page 4.)

Les explications du responsable de la Fraternité Notre-Dame de la Merci

La « providence » de Paul Touvier

Parmi les réseaux qui auraient, au moins financièrement, soutenu l'ancien milicien Paul Touvier et sa famille figure l'association de bienveillance et d'aide aux prisonniers la Fraternité Notre-Dame de la Merci, liée à l'Ordre des Chevaliers de Notre-Dame. M. Jean-Pierre Lefèvre, secrétaire général de cette Fraternité et responsable parisien de l'Ordre, nous a expliqué qu'il a aidé Touvier « par pitié et par charité ».

« J'avais disparu, à la fin de la guerre, pendant vingt mois et pendant vingt mois, ma mère a pleuré. Puis une certaine de fois, en prison, elle est venue me voir. Qui croira à mon histoire ? Elle est pourtant vraie. J'ai dépanné Touvier, parce que c'était un homme traqué, une famille en détresse. J'en aurais fait autant pour un républicain rouge ou un FTP. »

L'auteur de cette confession, Jean-Pierre Lefèvre, soixante-quatre ans, retraité, secrétaire général de la Fraternité Notre-Dame de la Merci, précepteur parisien de l'Ordre des Chevaliers de Notre-Dame, habite une villa de banlieue plutôt cossue. Des roses éclatantes grimpent le long des murs de pierre.

Depuis vingt-deux ans, il ne se passe pas une semaine sans qu'il franchisse le portail de la prison centrale de Melun où il est visiteur attitré. Il s'enflamme dès qu'on parle de l'insignifiance des aides publiques à la réinsertion des détenus.

Anciens délinquants ou drogués, réfugiés chiliens ou asiatiques, Africains, Noirs ou Maghrébins, il est la providence des libérés de prison. Il ne refuse aucun secours, sauf celui des armes, qu'on lui demandait encore récemment de la part de maquisards du Vietnam.

Ce catholique de tradition et de conviction va chaque jour à la messe dans l'église de la paroisse, à quelques dizaines de mètres de son domicile. Sauf le dimanche, où il fait quelques kilomètres supplémentaires pour une paroisse plus traditionnelle. S'il dit aimer les belles cérémonies, il n'est pas de ces intégristes qui veulent revenir en arrière et ont rompu avec le pape.

Il avait dix-neuf ans, l'âge de toutes les bêtises, en 1944. On lui avait dit : « Si tu ne prends pas l'uniforme vert, on t'enfilera l'uniforme rayé ». (celui des déportés). Sa guerre sur le front russe, Jean-Pierre Lefèvre ne veut plus en parler. Il a tiré un trait dessus, comme la justice qui l'a amnistié en 1951. Il a payé dans les camps russes et sibériens, plus tard à la prison de Douai. A son retour en France, cet homme qui mesure 1,84 mètre ne pesait plus qu'une quarantaine de kilos.

C'est alors qu'il croise la route de la Fraternité Notre-Dame de la Merci, une association caritative créée après la Libération par le chanoine Jean Desgranges, ancien député, mort en 1958.

HENRI TINCO.

(Lire la suite page 15.)

LAURENT COHEN-TANUGI

LAURENT COHEN-TANUGI
LA MÉTAMORPHOSE
DE
LA DÉMOCRATIE

EDITIONS
ODILE JACOB

IL Y A DES IDÉES QUI FONT AVANCER LES IDÉES

Pékin : la fête devient triste

Les étudiants face à la carence du pouvoir

PAGE 3

Les Internationaux de Roland-Garros

Champions en consultation

PAGE 22

Voyages en littérature :

les questions de notre concours en page 2

Ce numéro contient notre supplément « le Monde Economique »,
folioté I à IV, en encart entre les pages 22 et 23.

Le sommaire complet se trouve page 44.

Débats

L'ACCÈS À L'ENA

Une réforme pervertie

par ANICET LE PORS *

AUCUNE réforme de l'ENA n'est, par elle-même, de nature à démocratiser de façon décisive l'accès à la haute fonction publique. Mais elle peut y contribuer. C'était le but de la troisième voie d'admission à l'ENA créée en janvier 1983 après une large concertation éclairée par le rapport Boutin-Kessler-Magnadas.

Bien que la portée de cette réforme fut limitée, elle se fondait sur l'esprit de service public pour mettre en cause la conception de l'élite bourgeoise. C'est pourquoi elle fut alors si violemment attaquée, asphyxiée, puis finalement étranglée en 1986 par le gouvernement Chirac.

L'actuel gouvernement a annoncé sa reprise sous le vocable de troisième concours (opposé à troisième voie) et en a fait connaître les principales dispositions. Elles traduisent une dénaturation complète de la réforme de 1983 et n'apparaissent tout à fait critiquables, et ce de trois points de vue.

Ce projet est tout d'abord, et pour l'essentiel, un moyen de faire prévaloir, dans la fonction publique, l'idéologie des managers sur l'esprit de service public.

La loi de 1983 se référait à la conception française de la fonction publique, fondée sur les principes d'égalité, d'indépendance et de responsabilité du fonctionnaire, pour souligner la spécificité (difficulté et noblesse) des activités de service public. C'est pourquoi elle avait circonscrit le champ de ces candidats du « troisième type » à ceux ayant exercé pendant au moins huit ans des activités relevant du service public, au sens large, dans les syndicats, les collectivités territoriales et les associations. Malheureusement, il est vrai, des pressions de toutes sortes avaient conduit à un vivier insuffisant de candidats, notamment de ceux provenant des collectivités territoriales et des associations.

Domination des valeurs du privé

Mais la correction à effectuer était simple : il suffisait d'assouplir les critères qualitatifs (abaïssement des seuils démographiques des municipalités pour les élus, augmentation du nombre des associations prises en compte).

A l'inverse, l'abandon de tout critère de service public dans le projet du gouvernement va conduire à la domination des valeurs du privé sur celles du public, de celles du profit sur celles de l'efficacité sociale. Ce projet participe de la même démarche que celle qui conduit à la création, annoncée par l'Association des anciens élèves de l'ENA, d'un « service emploi » destiné à organiser le débouché des hauts fonctionnaires par le secteur privé, et ce avec la bénédiction du gouvernement (ENA mensuel, mars 1989).

Ce projet est par ailleurs une atteinte au principe d'égalité sociale dont la recherche, repérable dans certains acquis de notre Etat de droit, se situe bien au-delà du simple respect formel de l'égalité en droit. Affirmant précisément la conformité à la Constitution de la troisième voie de 1983, le Conseil constitutionnel l'a clairement exposé dans la motivation de sa décision du 14 janvier 1983 : « Si le principe de l'égal accès des citoyens aux emplois publics proclamé par l'article 6 de la Déclaration de 1789 impose que, dans les nominations de fonctionnaires, il ne soit tenu compte que de la capacité, des vertus et des talents, il ne s'oppose pas à ce que les règles de recrutement destinées à permettre l'appréciation des aptitudes et des qualités des candidats à l'entrée dans une école de formation ou dans un corps de fonctionnaires soient différenciées pour tenir compte tant de la variété des mérites que de celle des besoins du service public ».

Méconnaissant le principe de valeur constitutionnelle ainsi posé et supprimant tout critère social permettant, tant à l'entrée qu'à la sortie de l'ENA, la différenciation positive des candidats de la société civile publique, le projet du gouvernement est incontestablement une régression sociale intrinsèque.

(*) Ancien ministre de la fonction publique et des réformes administratives.

Enfin ce projet est également contraire à la recherche d'une meilleure efficacité sociale de la fonction publique. Il n'apporte aucune solution à cet autre handicap qui affectait la réforme de 1983 : l'insuffisance des rémunérations de début de carrière des fonctionnaires recrutés par la troisième voie et la non-prise en compte de leur ancienneté professionnelle (remarque également valable pour les candidats fonctionnaires de la deuxième voie, celle de la promotion interne). Mais là encore le remède était simple à concevoir : il suffisait de généraliser, en la différenciant selon les trois voies d'accès à l'ENA, la reprise d'anciennetés des élèves pour lever tout motif d'inconstitutionnalité et encourager le recrutement d'agents de qualité. J'en ai fait à l'époque la proposition au gouvernement sous forme d'un projet de décret qui a été malheureusement récusé pour des raisons qui s'éclaircissent aujourd'hui.

Dès lors, compte tenu de l'ensemble des observations précédentes, le troisième concours risque fort de n'être qu'un concours de rattrapage des deux autres, sans aucun apport bénéfique pour le service public, mais de nature, au contraire, à en pervertir les finalités et les moyens.

Le gouvernement soutiendra sans doute que son projet permet néanmoins une certaine ouverture du recrutement de l'ENA. C'est vrai en apparence. Mais ce n'est qu'une nouvelle preuve que l'ouverture n'est pas plus démocratique que le consensus n'est égalité et le libéralisme, liberté.

Ouvrir vraiment

par RAPHAËL ALOMAR (*)

UNE nouvelle réforme de l'ENA va être présentée au Parlement : ainsi la tradition est-elle respectée qui veut que tout gouvernement nommé après un changement politique s'intéresse à l'ENA et exclusivement à elle parmi les grandes écoles.

Si la nouvelle formule proposée ne présente pas le caractère inacceptable de celle de 1983, elle n'est pas à la hauteur de l'objectif d'ouverture de la haute fonction publique.

Par rapport à la réforme de 1983, il existe cette fois-ci un véritable concours d'entrée, une formation identique à celle dont bénéficient les lauréats étudiants et fonctionnaires, ainsi qu'un même classement de sortie. A ces conditions on peut effectivement parler de « troisième concours ».

Mais qui pourra se présenter à ce concours et qui s'y présentera ? A l'inverse de la troisième voie de 1983, qui était réservée à des responsables d'organisations syndicales ou d'associations, ou à des élus locaux, le projet actuel ne limite plus les candidatures à certaines catégories de la population : seule est exigée une expérience professionnelle de huit ans avec une limite d'âge de trente-cinq ans.

Combien de cadres ou de membres de professions libérales abandonneront leur situation précédente pour préparer le concours durant un an, rémunérés 7 000 francs, avec une chance sur quatre de le réussir et la quasi-certitude d'une rémunération moindre en cas de succès, après une scolarité de deux années ?

En réalité, cette porte entrouverte pourrait bien se révéler un mirage. Or c'est un enjeu essentiel de la haute fonction publique — comme de l'ensemble de la fonction publique — de se moderniser et de s'ouvrir, conformément aux principes énoncés dans la circulaire du premier ministre du 23 février 1989 sur « le renouveau de la fonction publique » et aux déclarations du ministre d'Etat chargé de la fonction publique.

A l'occasion de l'examen du projet de troisième concours, il convient de concrétiser ces déclarations en mettant en place, à côté de l'élargissement par le concours, une ouverture en cours de carrière par l'organisation d'échanges de cadres de trente-quatre ans entre l'Etat et les entreprises, de tels échanges devant également s'organiser avec les collectivités territoriales et avec les institutions internationales.

Depuis décembre 1984, l'Association des anciens élèves de l'ENA travaille inlassablement à cette tâche et a surtout rencontré un accueil favorable à ce projet. Le Livre blanc, qui résume ses propositions a été adopté à l'unanimité en décembre 1987 par son assemblée générale.

Depuis, force est de constater qu'il ne s'est rien passé. Pourtant, sans échanges véritables par mise à disposition réciproque (un cadre

(*) Président de l'Association des anciens élèves de l'ENA.

d'entreprise étant affecté à telle administration pendant deux à trois ans et continuant à être rémunéré par elle, un haut fonctionnaire étant mis à disposition de telle entreprise à un poste opérationnel pendant sa période de mobilité), il n'y aura pas de connaissance véritable des points de vue réciproques ; il n'y aura pas de rapprochement des méthodes et des mentalités, source d'efficacité et d'enrichissement mutuel ; il n'y aura pas de réel discernement ni de transfert de techniques et de savoir-faire, il n'y aura pas de synergie entre les entreprises et les administrations, préalable pourtant indispensable si nous voulons aborder 1993 avec les meilleurs atouts.

Dans le respect de ces règles de déontologie, il faut aujourd'hui entreprendre une véritable ouverture de la fonction publique. Telle est l'urgence.

Certains grands pays étrangers, parmi d'autres ceux qui envoient des fonctionnaires se former à l'ENA, sont déjà plus avancés que nous en ce domaine. C'est le cas, au sein même de l'Europe, de la Grande-Bretagne et en ce moment même du Japon.

Si la fonction publique, loin de favoriser les échanges public-privé, continue de les empêcher, elle risque fort de perdre rapidement une grande partie de ses cadres dirigeants. Ce n'est pas l'intérêt de l'Etat : à lui et à ses responsables de prendre conscience des enjeux véritables que cache une réforme certes respectueuse d'égalité mais de portée trop limitée.

Au courrier du Monde

SUPPLICES

Le temps de la corrida

Voici venu le temps de la corrida : la fameuse corrida du mois de mai. Chaque année, au temps des orbes, quand les fleurs s'épanouissent dans les prés, le taureau agonise sur le sable doré. La corrida ne doit plus être, le temps de la barbarie est révolu. Appréhender la corrida, c'est oublier l'essentiel : elle est un acte violent et cruel. C'est faire preuve d'obscurantisme, en refusant la raison et le progrès.

La corrida est un spectacle codifié où l'homme combat la bête. Pour certains, elle est l'objet de vénération, pour d'autres de réprobation. Objectivement, elle est violente et cruelle.

Comment peut-on ignorer ces caractéristiques essentielles ? Quelles sont les raisons d'aimer la corrida et de vouloir la faire perdurer (art, culture, ambiance...), elles ne sauraient supplanter la violence, la souffrance, la vie enfin, qui sont les priorités absolues. Le refus d'entendre la raison apparaît dans la logique du non-respect de l'autre. On ne respecte pas le taureau comme certains ne respectent pas des hommes (parce

qu'ils sont juifs, maghrébins ou simplement différents d'eux-mêmes). Il faut dépasser notre égocentrisme. Le respect, la solidarité ne doivent pas s'arrêter à l'homme. Pas un seul être vivant n'est fait pour être supplicié, surtout pour le plaisir.

Cette irrationalité est un obstacle au progrès. Elle est en contradiction avec la morale et l'évolution de l'humanité. La corrida entretient « notre » goût pour la violence sanguinaire et exalte l'instinct primitif de l'homme. Si l'on veut d'une société plus civilisée, il faut être logique jusqu'au bout et supprimer tout acte cruel. Il y a trop de souffrances de par le monde pour qu'un spectacle n'en crée d'autres.

OLIVIER TOUBERT.
(Mithrad-Gare.)

NAISSANCES

Accueillir les trisomiques

Je voudrais vous faire part de mon étonnement et de ma crainte lorsque j'ai appris que le père qui avait tué son bébé trisomique avait été acquitté. Je comprends la terrible déception qui l'a poussé à ce geste de

désespoir. Et je serais plutôt contre les condamnations et les peines de prison qui n'aident pas le condamné à évoluer et à repartir positivement dans la vie. Cependant, acquitter un homme qui a tué son enfant parce qu'il n'était pas conforme à l'image qu'il s'en faisait me paraît ouvrir la porte à de graves abus : les parents auraient-ils le droit de supprimer l'enfant coupable de ne pas correspondre à leurs désirs ?

Certes, dans le cas des enfants trisomiques, il y a peut-être peu de différence entre la suppression à la naissance et l'élimination par l'avortement autorisé par la loi. La démarche de refus est la même. Mais combien de personnes semblent ignorer que les enfants trisomiques peuvent être heureux, ou malheureux, comme les autres enfants ; qu'ils pleurent et rient comme les autres ; qu'ils aiment et ont besoin d'être aimés comme les autres ? Ce ne sont pas des monstres qu'il faut cacher au fond d'une chambre. Certes leur éducation demande beaucoup plus de patience et de présence que celle d'un enfant sans problèmes, mais si leurs progrès sont plus ou moins lents, ils sont possibles.

Puisqu'il y a un taux important de naissances de trisomiques, pourquoi n'y a-t-il pas une information valable faite par divers moyens, surtout auprès des couples ? Et comment est faite l'annonce du handicap en maternité pour qu'il y ait tant d'abandons d'enfants trisomiques ? Il faut signaler que beaucoup de familles font la démarche d'adopter un enfant trisomique. L'association Emmanuel S.O.S.-Adoption a cette vocation de redonner un foyer à ces petits handicapés. Nous-mêmes sommes famille d'accueil d'un garçon trisomique, c'est pourquoi ce sujet nous tient à cœur.

CLAUDE MICHEL.
(Oullins-Rhône.)

ENORMITÉS

Les Verts et Israël

Je n'ai guère lu de réaction à la déclaration des Verts sur la visite de Y. Arafat que vous rapportez dans votre numéro du 3 mai et dont je vous rappelle l'essentiel : « Vingt-deux ans d'occupation, dix-sept mois de répression sanglante, tactiquement totales par la communauté internationale, représentant une situation sans équivalent à l'échelle de la planète depuis la seconde guerre mondiale ».

Le contexte semblait indiquer qu'il ne s'agissait ni de la Syrie dans la guerre du Liban, ni de l'Irak au Kurdistan, ni du Cambodge mais bien d'Israël. Je pense que beaucoup de lecteurs auront relevé par eux-mêmes l'enormité de cette déclaration, due à l'incompétence ou à la mauvaise foi, et que n'importe quel livre d'histoire saura infirmer aussi bien que moi. Mais on peut s'interroger qu'une telle déclaration, faisant d'Israël le « juif des Etats », motivée comme tel par les « commentés internationaux », reste sans réponse. JEAN BRAUNSTEIN.
(Rouen.)

PERESTROÏKA

Juifs des hauteurs

La relation d'un séjour au Daghestan (soviétique) par M. Péron-Hugot (Le Monde du 25 avril) donne le sentiment d'un pays profondément islamisé. Or, dans cette république incroyablement aux trente-deux nations-

lité, il n'y en a pas que l'islam ; on trouve là, en effet, un petit peuple insoumis et isolé : les Tatars, d'origine turcique ou « juifs de montagne », qui furent pourchassés en 1942, lorsque les troupes allemandes atteignirent le mont Elbrus et le fleuve Terek.

LUC MATTIERN.
(Bordeaux.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27
Téléx MONDPAR 850572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montmartre, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléx MONDPUB 206 136 F

Le Monde
TELEMATIQUE
Composés 36-15 - Taper LEMONDE
ou 36-15 - Taper LM

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-0337
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BELGIUM	SUISSE	AUTRES PAYS tarif normal
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 380 F	1 500 F	1 900 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVoyez CE BULLETIN accompagné de
votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements
tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

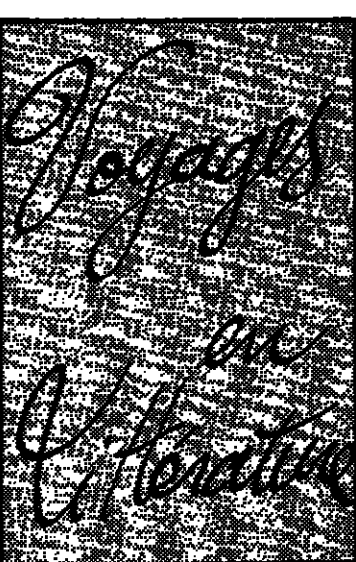
Changements d'adresse : dès que possible, nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

GRAND CONCOURS

Du 22 mai au 10 juin 1989



HACHETTE
Classiques

Le Monde

EUROPE 1

L'auteur caché

Question 13 :

Textes méconnus d'écrivains célèbres.

La célébrité d'un auteur ne s'étend pas toujours à l'ensemble de son œuvre.
Trouvez les deux écrivains à qui l'on doit ces ouvrages :
a - Histoire de la roulette.
b - La voiture embourbée.

Question 14 :

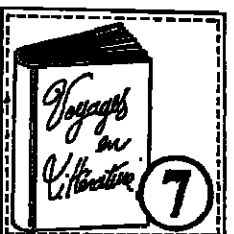
Parlons de moi, il n'y a que cela qui m'intéresse.

Tout le monde sait bien que les écrivains sont plus ou moins narcissiques.
A vous de dire à quel auteur appartient la citation autobiographique que voici :
« Qu'aucun amateur de scandale ne se réjouisse, je n'écris pas pour lui... »

- ☐ Rousseau
- ☐ Sand
- ☐ Sartre
- ☐ Stendhal
- ☐ Tristan l'Hermite

Bulletin-réponse dans Le Monde,
le samedi 10 juin 1989
(date d'envoi 11 - lundi 12 juin)

Chaque jour une vignette de participation.
Collectionnez les précieusement. Vous devrez les coller sur le bulletin-réponse.
Pour vous aider à répondre, chaque jour des indices sur Europe 1
ou sur Minitel 3615 code LEMONDE, EDUC ou EUROPE 1.



مكتبة المنهج

Etranger

Les manifestations et la carence du pouvoir en Chine

La fête devient triste

PÉKIN
de notre correspondant

Les bannières rouges frappées des noms d'universités en jaune, les tentes de sport, bannières militaires et autres abris de fortune hébergeant la place Tiananmen sont devenus une curiosité pour les badauds chinois et les touristes étrangers. La fête devient triste face à la carence du pouvoir. La chaleur rend encore plus insupportable l'odeur pestilentielle qui se dégage des lieux occupés par une population d'étudiants cloîtrés du fait de l'insécurité des autorités à s'entendre sur une issue à la crise politique. Les cortèges qui ont sillonné à nouveau la ville samedi et dimanche étaient composés de jeunes exténués, fatigués d'être condamnés par le régime à jouer le rôle de tribuns, eux dont le principal moteur depuis un mois et demi est un sens du devoir historique que les errements du pouvoir n'ont fait que renforcer. On se croyait au cours du week-end, sur la plus grande place du monde, au milieu d'un camp de réfugiés abandonnés à par un conflit interne, impuissants devant la taille colossale des forces qu'ils ont mises en mouvement et dont le choc a réduit à néant des années d'efforts pour présenter l'image d'une Chine redevenue politiquement rationnelle.

La Chine, au lieu de cela, semble s'installer dans une crise de longue haleine. Dix jours après l'instauration théorique de la loi martiale à Pékin, M. Deng Xiaoping n'a pas obtenu le ralliement public à son premier ministre putschiste, M. Li Peng, de personnalités politiques de premier plan autres que les vieillards de sa propre génération historique. La réticence de la classe bureaucratique à se soumettre — si l'on excepte les ralliements de pure forme, non nominatifs, provenant d'institutions, et qui n'ont pas de valeur politique réelle — fait apparaître la politique des responsables — achève d'identifier le chef du gouvernement à cette vieille génération qui vient d'administrer la preuve qu'elle avait totalement perdu le contact avec la réalité de la société chinoise et de son évolution après dix ans d'ouverture économique. Des signes indiquant une résistance symbolique de cette société civile commencent également à apparaître tandis que se précise la thèse d'un « complot » contre le parti dont on fera porter le chapeau au secrétaire général, M. Zhao Ziyang.

Beaucoup de gens
« ne comprennent pas »

M. Deng a obtenu, au cours du week-end, l'adhésion de deux personnalités identifiées à la génération de la légende : M. Wan Li, président de l'Assemblée nationale populaire (Parlement), dans une déclaration écrite depuis Shanghai où il est maintenant incommunicado pour de mystérieuses raisons médicales ; et M. Li Xianmin, ancien chef de l'Etat, président de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC), symbolisant la stratégie de front uni autour du PCC. Même ces deux ralliements ne sont pas inconditionnels. M. Wan Li a certes avalé la couleur consistant à blâmer « un tout petit nombre de gens qui se sont livrés à une conspiration politique en utilisant les graves émeutes et en déformant le désordre pour s'émanciper du chaos ». Mais le chef du Parlement, dans la lecture de la déclaration par la télévision n'a pas été accompagné d'images — une photo d'archive était seulement affichée sur les écrans — à également souligner que la prochaine réunion du comité permanent de l'Assemblée, reportée au 20 juin au plus tôt, devrait tirer les leçons de la crise en pratiquant « un sens renforcé de la démocratie et de la légalité », ce qui n'est pas la caractéristique principale de la situation actuelle.

Sur le plan constitutionnel, on est en effet, depuis que M. Li Peng a recueilli les pleins pouvoirs des mains de M. Deng, dans une illégalité totale. Il n'y a guère que le coup de force de Mao Zedong contre le PCC au début de la révolution culturelle qui y ressemble. Le comité central n'a pas été publiquement réuni pour entériner les décisions adoptées. S'il l'a été secrètement, c'est bien que la quasi-unanimité de rigueur en pareille circonstance n'y a pas été trouvée. Les décisions ont été prises au cours d'une réunion le 19 mai, qui rassemblait une minorité de membres du comité central, augmentée d'un nombre important de responsables extérieurs à cette instance — technique habituelle pour les décisions minoritaires en Chine.

On était toujours sans nouvelles officielles, lundi 29 mai, du sort de M. Zhao Ziyang, secrétaire général du Parti communiste chinois, probablement aux arrestés, comme de toute évidence de soutien politique à la crise du pouvoir. De nouvelles manifestations d'étudiants et d'enseignants ont eu lieu au cours du week-end à Pékin pour réclamer le départ du premier ministre et la démission de M. Deng Xiaoping, en dépit de la loi martiale, toujours inappliquée. Plusieurs dizaines de milliers de manifestants — principalement des étudiants de province — y participaient. Quelques manifestations ont également eu lieu dans le reste du pays, en particulier à Shanghai.

communiste. Chaque heure qui passe sans voir l'apparition physique sur la scène publique d'autorités autres que les vieillards de la Longue Marche et de la guerre antijaponaise contribue à démontrer que M. Li Peng s'est fourvoyé dans un borborygme dont personne dans la génération des successeurs n'est vraiment pressé de le sortir.

L'arrêt de mort
du régime ?

Même M. Li Xianmin n'a pas été tellement catégorique dans l'expression de son soutien au putsch. Il a certes été le plus précis à ce jour dans la critique de M. Zhao : il a accusé « certains individus à la tête du PCC » d'avoir voulu « nier la direction du PCC et le système socialiste ». Mais il a également souligné avoir reçu « de nombreuses lettres qui ne comprennent pas » le sens de cette accusation. « Quand ils auront compris ces faits, je suis sûr qu'ils approuveront plus fermement », les décisions prises. On ne saurait être plus clair, derrière les circonvolutions obligées de la langue de bois, pour désavouer non pas les objectifs, mais en tout cas les méthodes de M. Li Peng : le recours à la troupe.

Car ce recours, sans précédent dans l'histoire du régime et l'on excepte la révolution culturelle, constitue probablement le plus dramatique erreur que M. Deng ait jamais commise, dans sa carrière. Ni les soldats ni le peuple de Pékin insubordonnés n'ont compris qu'on les mette ainsi en situation antagoniste, contre toutes les règles du bon sens, en vertu de la légende d'antiquité qui est la raison d'être de l'armée du peuple ». En ordonnant aux uniformes verts de ressortir de leurs casernes où il les avait lui-même contraints à rentrer après la mort de Mao, M. Deng a fait plus que condamner son propre directoire civil de succession à la tête du régime. C'est peut-être le régime lui-même dont il a signé l'acte de mort.

Un million de manifestants dans les rues de Hongkong

Des manifestations de soutien au mouvement démocratique chinois ont eu lieu dimanche 28 mai à Sydney, Macao et Paris. Dans la capitale française, plusieurs centaines d'étudiants chinois ont défilé de l'Esplanade des droits de l'homme à l'Assemblée de Chine en demandant le départ de MM. Deng Xiaoping et Li Peng.

TOKYO
de notre correspondant

Les habitants de Hongkong ont à nouveau manifesté, dimanche 28 mai, en faveur de la démocratie en Chine. Dans un surprenant mouvement populaire pour une population qui jusqu'à présent exprimait ses choix politiques, plus d'un million de personnes (soit un sixième des habitants du territoire) ont défilé dans les rues chantant « A bas Li Peng » et « Avantage, liberté et démocratie ». C'est la première fois que la colonie britannique est le théâtre d'une manifestation d'une telle ampleur.

La foule colorée, composée de jeunes, de parents portant leurs enfants sur les épaules, d'ouvriers comme d'employés de bureau, était plus importante que celle du dimanche précédent (estimée à cinq cent mille personnes). La manifestation était surtout dirigée, estimant des observateurs, contre M. Li Peng qui semble sortir vainqueur de la lutte pour le pouvoir. La veille avait eu lieu sur le champ de courses de Happy Valley un concert-spectacle réunissant quelque trois cents artistes de Hongkong et de Taiwan (chanteurs, acteurs de cinéma comme Jackie Chan, la grande vedette des films de kung fu) destinés à recueillir des fonds pour le mouvement en faveur de la démocratie en Chine : 1,6 million de dollars ont été donnés par l'assistance.

Comme il y a une semaine, la manifestation a été animée moins par un anti-communisme militant

que par un patriotisme certain. L'un des chefs du mouvement en faveur de la démocratie en Chine, M. Lau Chin-shek, a notamment déclaré : « Nous aimons la Chine mais non la Chine communiste. Les étudiants de Pékin ont montré qu'ils ne se battent pas pour renverser le gouvernement et nous manifestons pour les soutenir ».

Mouvements
de fronde

Effort qui n'a pas l'air de porter ses fruits. Outre la lenteur des institutions à se remettre en route, on voit des signes à d'autres manifestations de fronde qui dépassent le cadre de la place Tiananmen ou vont plus loin que la simple participation de cortèges de professeurs aux rassemblements publics. C'est le facteur qui a apporté, dans le cortège de lundi, l'un de ces signes : la dernière livraison, retardée de dix jours dans sa distribution, de la revue du parti, le bimensuel *Recherches* (en chinois), qui a remplacé le *Drapeau rouge*. En première place au sommaire, on y trouve le discours prononcé par M. Zhao à l'occasion du soixante-dixième anniversaire du mouvement du 4 mai 1919, une des fêtes carillonnées du régime qui aurait définitivement marqué la république populaire au cours de ces

Ph. P.

dernières semaines. Autre insolence, la deuxième page de couverture est occupée par une photographie du défunt Hu Yaobang.

Si l'on peut à la rigueur blâmer les graves pertes de rigueur pour ce décalage entre la réalité politique et son reflet dans la presse du parti, c'est plus difficile dans le cas d'une autre revue, également livrée lundi : l'hebdomadaire destiné à l'étranger *Pékin Informations*, dont la version en langue anglaise comporte une superbe collection de photographies en couleurs imprimées sur papier glacé montrant tout le mouvement d'agitation sous son meilleur jour. M. Zhao y est vu réconfortant un gréviste de la faim à l'hôpital.

M. Zhao s'avance, depuis plusieurs mois, sur une trajectoire qui ne pouvait aboutir qu'à une collision avec M. Deng, dont il semble bien qu'il ait perdu l'oreille depuis l'été 1988. Mais l'accusation ressemble aussi aux procès d'intention dont on ne s'est jamais privé en Chine à l'égard des dignitaires déchu.

Un bouleversement
historique

Les médias officiels ont commencé à publier des lettres de citoyens mécontents et autres responsables académiques exhortant les quelque centaines d'étudiants occupant toujours la place Tiananmen à rentrer dans leurs collèges et universités. La décision, annoncée samedi par trois responsables de la coordination étudiante, de mettre fin au mouvement de protestation pékinois, mardi 30 mai, après un ultime bureau d'hommes à travers la ville, n'a pas été accueillie par l'unanimité qu'ils escomptaient. Certains étudiants — surtout les provinciaux — voudraient rester jusqu'à la réunion du comité permanent de l'Assemblée nationale.

On peut douter qu'ils y parviennent. Le rétroplanage de la propagande, qui insiste sur l'unité de la troupe et du peuple, commence à porter ses fruits à en juger par la mobilisation minimale qui a accompagné les manifestations d'étudiants au cours du week-end. D'autre part, selon des informations de bonne source, les commandants des troupes encerclant la capitale voudraient pouvoir y pénétrer mardi ou mercredi. Mais il faudrait de préférence pour cela une amorce de solution politique s'esquise.

Solution qu'on ne verra se matérialiser qu'une fois que la télévision interrompra ses interminables leçons de mathématiques ou de physique élémentaire dont elle abuse les spectateurs depuis qu'elle est sous le contrôle de soldats — très discrets au demeurant — pour montrer le visage d'un nouveau pouvoir civil. Quelle que soit la composition, ce pouvoir ne pourra faire oublier que, au bout de ce mouvement de *people's power* à la chinoise, M. Deng, par sa décision contraire à la maturité dont commence à faire preuve une population bien informée de l'évolution politique dans le reste du monde, en particulier socialiste, a précipité un bouleversement historique : c'est le 19 mai 1989 — trois jours après l'anniversaire, jamais célébré, du lancement de la révolution culturelle par Mao — quand M. Li Peng a lancé la troupe à l'assaut d'une capitale désarmée, que le Parti communiste a effectivement commencé à perdre le contrôle du pouvoir absolu en Chine.

FRANCIS DERON.

Réminiscences

L'Histoire, dit-on, n'a pas l'habitude de repasser les plats. Mais il arrive que certains mets laissent aux convives, y compris à ceux de générations nouvelles venues, un goût amer de réchouffé.

Au printemps 1976, les étudiants de Pékin avaient déjà manifesté moins, comme on l'a dit, contre un Mao Zedong au crépuscule de sa vie qu'à la mémoire d'un « magistrat intègre » qui s'était éteint trois mois plus tôt, Zhou Enlai. Et en implorant le ciel qu'un successeur du même calibre lui soit donné. « Quand les étoiles seront tombées, lisait-on alors sur l'un des poèmes affichés sur le monument aux Héros du peuple, il n'y aura plus de lumière ». L'affaire se termina mal et, politiquement, dans une succession de révolutions de palais qui vit émerger à l'automne, dans un uniforme de vainqueur beaucoup trop grand pour lui, un certain Huo Guofeng.

L'homme, Deng Xiaoping, qui avait été au cœur des événements ne sortit des coulisses qu'un peu plus tard. A ses conditions, avec l'aide d'un sauveur dans un paysage où il ne comptait plus l'ombre d'un concurrent. Il lui faudra cependant le « printemps de Pékin » pour écarter d'ultimes résistances, qu'il a réprimé ensuite avec la dernière sévérité ceux qui l'auraient osé à dénoncer ses adversaires.

Exigences
morales

Un « ordre » règne donc à Pékin et en Chine au lendemain de cet épisode. Un ordre, mais quel ordre ? Dès l'année suivante, au mois de novembre 1989, un homme, Chen Yun, un vétéran à qui personne n'a rien à reprocher sinon son goût prononcé de la rigueur, et qui vient de faire, le semaine dernière, une rentrée remarquée dans son rôle de censeur, — lance le premier vrai cri d'alarme de l'après-macisme. « Le style de travail du parti lorsqu'il est au pouvoir, dit-il, est pour lui une question de vie ou de mort ». Langage codé mais parfaitement clair pour ses pairs et que Hu Yaobang, en mai 1988, dans la mort le 15 avril dernier, a marqué le point de départ de la crise pékinoise — se charge de traduire. Trop de membres du parti, dit-il au cours de la même réunion, « assimilent position dirigeante et position dominante » profitant du pouvoir pour « assurer des avantages personnels », « trichent dans leur travail » et « ne cherchent qu'à plaire à leurs supérieurs ». Sur-tout, constate-t-il, « des problèmes fondamentaux ne sont pas résolus » dans les rapports entre le parti et la population.

Simple réminiscence ? Si l'on veut, car ces jugements paraissent bien faibles appliqués à la situation d'aujourd'hui. Mais il demeure que, près de dix ans plus tard, la Chine n'a fait que s'entourer dans les contradictions et les vices qui étaient alors dénoncés.

On ne dira sans doute jamais assez les exigences morales que comporte, en Chine plus qu'ailleurs, l'exercice durable du pouvoir. Ce jeune gréviste de la faim pensait-il à autre chose qui priait le premier ministre Li Peng, venu se pencher sur sa civière, de commencer par imposer un peu plus de retenue à sa propre progéniture ? La réflexion vient de loin. Humilié par l'étranger,

l'empire s'est effondré en 1911 miné par sa propre corruption. Et face aux troupes de Tchang Kai-shek et à leurs chefs, qui vivaient de pillages, une armée rouge en haillons et sandales a construit sa réputation et son empire sur le respect méticuleux des biens des paysans.

Le pouvoir aujourd'hui à Pékin a beau dire et répéter qu'il fait sienne la revendication populaire — et pas seulement étudiante — d'une éradication de la corruption. Ce n'est pas, en vient de le voir, la première fois qu'il le prétend, et avec les résultats que l'on sait. Il a perdu, sur ce terrain, ce qui lui restait de crédibilité.

Certes, il pourra s'efforcer — ce ne sera pas non plus la première fois — de mettre un peu d'ordre dans une économie à la dérive, de pousser en avant, comme des voiles, l'économie à l'étranger, des réformes qui ont déjà profité à beaucoup, sinon à tous. Est-ce le remède ? Il est à craindre qu'il soit insuffisant. Un vieux philosophe, Liang Shuming, avait eu sur ce sujet, il y a plusieurs décennies, des observations prémonitrices. « Je ne dis pas, écrivait-il, que la dimension économique ne soit pas importante, ou qu'il ne soit pas possible de mobiliser les paysans au nom de leur intérêt personnel. Je dis seulement que si vous les mobilisez de cette façon, bien sûr cela marchera un certain temps... jusqu'à un moment où cela ne marchera plus (...). Nous ne voulons pas séduire les paysans avec des intérêts matériels. Nous voulons reconstruire leur moral, les galvaniser pour l'action. Ce n'est qu'à cette condition que les choses pourront marcher ».

Dans l'ombre
la plus opaque

En Chine comme ailleurs, cela ne peut « marcher » non plus sans un minimum d'adhésion au pouvoir de la population. A fortiori quand un certain degré de développement a fait naître dans de larges couches sociales une conscience politique impatiente de s'émanciper. Saint-Just, à la veille de Thermidor, ne constatait-il pas le divorce entre le dynamisme populaire et le gouvernement de salut public, pour en conclure avec lucidité que « la Révolution est glorieuse » ? Glacé, le pouvoir est paralysé et tel est bien le sort qui menace aujourd'hui le PC chinois.

Si complexes que soient les épisodes de la lutte au couteau qui s'est livrée ces dernières semaines entre dirigeants, leur caractéristique est qu'ils se sont déroulés dans l'ombre la plus opaque — au point de dérouter quelques-uns des membres du gouvernement eux-mêmes, d'autres se taisant prudemment en attendant que la tempête s'apaise et de savoir de quel côté les dieux allaient tomber. Du côté du peuple de Pékin en invoquant l'exemple de Mikhaïl Gorbatchev pour obtenir un peu plus de transparence dans un système politique qui leur était devenu de plus en plus étranger.

A travers de telles méthodes, et quel que soit l'ordre » qu'il parviendra plus ou moins longtemps à faire respecter, c'est sa propre légitimité que le PC chinois a mise en cause.

ALAIN JACOB.

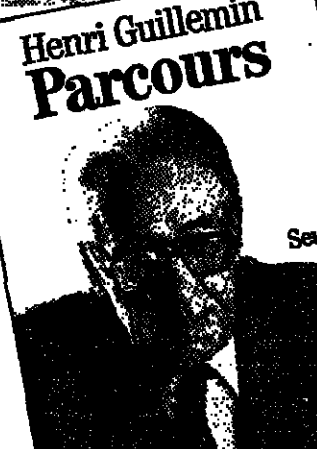
HENRI GUILLEMIN

A 86 ans, le vieux lion continue de rugir dans les savanes du dogme, avec l'intacte férocité de sa jeunesse. J.-L. Ezine / Le Nouvel Observateur

Guillemin suit tranquillement son chemin. Jérôme Garcin / L'Evénement du Jeudi

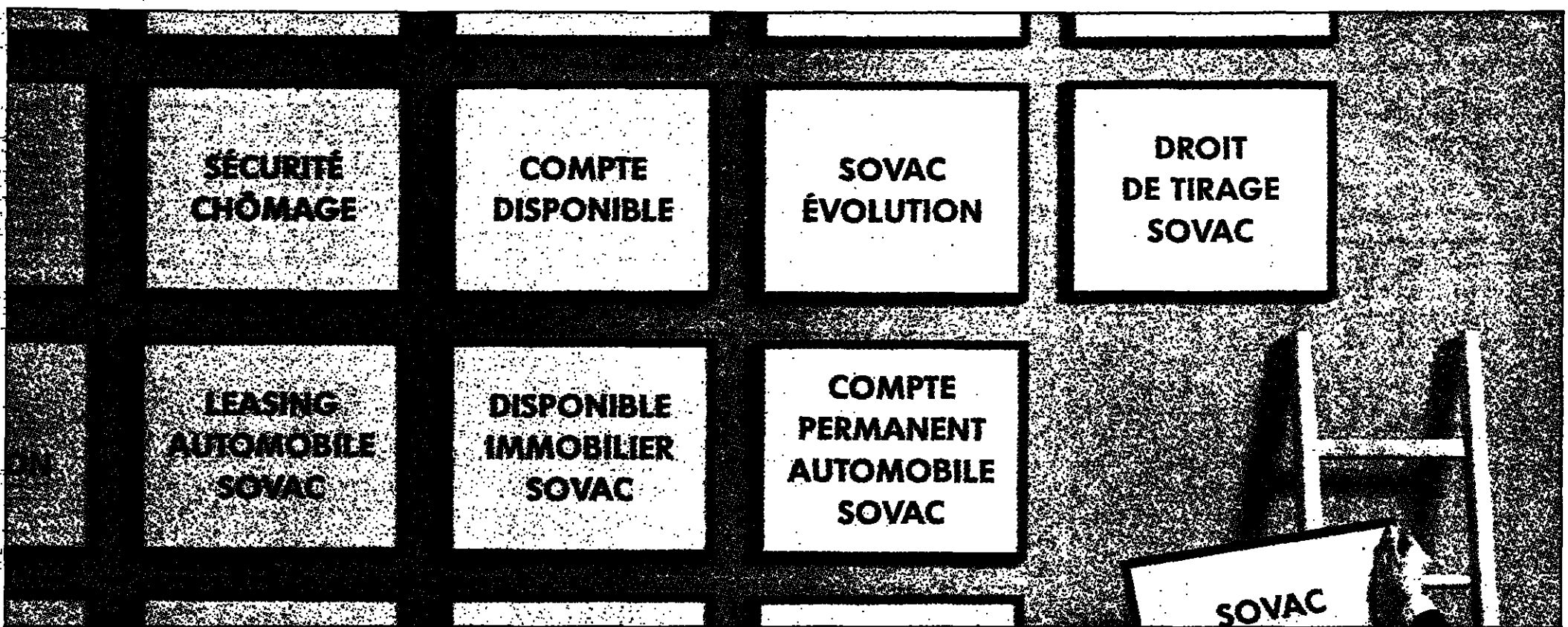
Un grand bonhomme ! Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde

Editions du Seuil



139 F

Sovac. En matière de financement, voici quelques innovations à mettre à notre crédit.



Acquérir la maison de ses rêves, acheter une voiture, investir dans des machines plus performantes, s'installer dans des bureaux plus vastes : pour les particuliers comme pour les entreprises, l'argent reste le nerf de la guerre et le crédit l'outil indispensable. La vocation de Sovac est justement de vous offrir une gamme de financements originaux adaptés à l'ensemble de vos besoins.

Dans un monde où les techniques évoluent à un rythme accéléré, vous devez pouvoir compter sur un système de financement souple, fiable, moderne. C'est sur cette idée que Sovac a forgé sa vocation. Sa politique est simple : s'adapter, évoluer, anticiper, créer. L'innovation s'avère le maître mot de sa stratégie d'entreprise et une des composantes majeures de son identité.

En 1968, Sovac est ainsi la première à introduire le leasing automobile, tandis que dès 1972 elle lance le "Compte Disponible", une formule nouvelle de crédit revolving à l'usage des particuliers, à laquelle la Carte Bleue a été associée à partir de 1980. Dans le même esprit, en 1979, Sovac met au point le Disponible Immobilier Sovac, un crédit en compte pour l'acquisition d'une résidence principale ou secondaire. En 1981, un crédit d'investissement de type revolving appliqué aux entreprises voit le jour : le Droit de Tirage Sovac (D.T.S.).

En 1987 est lancé le compte permanent automobile : un crédit permanent pour l'entretien et l'amélioration des véhicules. Auparavant, en 1975, Sovac avait mis sur le marché le premier mode de protection des salariés emprunteurs immobiliers : "La sécurité chômage". En 1988, Sovac crée Sovac-Evolution : un crédit immobilier à taux ajustable qui, entre autres avantages, pro-

tège l'emprunteur des hausses brutales de taux et le fait bénéficier des baisses. Repris par l'ensemble de la profession, ce nouveau concept a valu à Sovac "le Prix Grand Public de l'Innovation Financière" décerné par l'Association des Professions Financières, le Crédit National et la Tribune de l'Expansion.

Pour mener à bien cette politique d'innovation ambitieuse, Sovac a toujours misé sur le partenariat, nouant des relations étroites avec l'ensemble des prescripteurs. Aujourd'hui, avec plus de 35 filiales, Sovac est au premier rang des groupes financiers français spécialisés dans le financement des particuliers et des entreprises. Les chiffres globaux du groupe sont, à cet égard, éloquents : 3,4 milliards de fonds propres, 464 millions de résultat net d'exploitation, près de 48 milliards d'encours gérés, 2,4 millions de clients, 2 700 collaborateurs.

Dans un monde en pleine mutation, Sovac parie sur les hommes, persuadée que la qualité du service est le facteur clé de la réussite et de la compétitivité. Soutien majeur de l'équipement des ménages et des entreprises, le crédit est à la fois une anticipation de l'épargne et un pari optimiste sur l'avenir. Mais c'est justement en raison de toutes ses qualités qu'il convient de le manier avec précaution, c'est-à-dire avec expertise. Forte de son sérieux, de sa puissance financière, de son expérience, Sovac entend favoriser ainsi la modernité du crédit et la modération de l'endettement.

Elle revendique haut et fort toute la spécificité et l'actualité de son métier.



S.O.V.A.C. NOTRE METIER : VOUS FINANCER.

Europe

URSS : l'échec des réformateurs à l'élection du Soviet suprême

M. Gorbatchev n'a pu éviter un affrontement entre la « gauche » et la « droite »

MOSCOU
de notre correspondant

C'est le changement dans le changement et il est spectaculaire. En trois jours de session de leur tout nouveau Congrès des députés du peuple, accrochés à leurs télévisions et radios qui retransmettent en direct, les Soviétiques ont découvert la politique, ses grands discours et ses tortueuses manœuvres parlementaires, ses petits malins et ses grandes consciences, ses conflits d'intérêt et ses soudaines défaites — amères, violentes et mobilisatrices.

Car, lorsque sont proclamés, samedi 27 mai, les résultats de l'élection des membres du Soviet suprême, le cadre élargi non seulement parmi les députés démocrates (c'est ainsi que se sont maintenus les réformateurs), mais aussi dans tout le pays. Boris Eltsine, de loin l'homme politique le plus populaire d'URSS, l'homme auquel 69 % des Moscovites avaient donné leur voix, l'homme dont plus de deux cents autres circonscriptions auraient souhaité faire leur candidat, cet homme-là n'a pas été élu à l'Assemblée permanente restreinte que le Congrès avait à mettre en place.

Il a été proprement barré par les conservateurs, et tout à l'heure, quand on a annoncé la composition de la seconde Chambre de ce Soviet suprême, la colère a tournée à la rage. Non seulement les plus célèbres des intellectuels réformateurs de la capitale ont été également barrés, mais les conservateurs triomphent littéralement de joie, applaudissant à tout rompre aux défaites de M. Tatiana Zaslavskaya, la pionnière de la sociologie politique soviétique, ou de M. Gabriel Popov, le rédacteur en chef de *Questions d'économie*.

Ces applaudissements cingleront au vif plus d'un Soviétique, mais, avant qu'on ne soit passé à la composition de cette seconde des Chambres, l'ourli Afanassiev, le directeur de l'Institut des archives, a déjà pris le micro. Depuis un an qu'il est invité par des cercles de jeunes et des usines à donner des conférences sur les perspectives de la perestroïka, ce spécialiste de la Révolution française est devenu une personnalité. Dans quelques minutes, il va devenir une gloire nationale.

Un groupe parlementaire démocrate ?

Face aux caméras de télévision (c'est évidemment au pays et non pas au Congrès qu'il s'adresse), il apostrophe la « majorité agressive-soviet », lui reproche d'avoir élu un Soviet suprême « brezhneviste », c'est-à-dire « conservateur », dont M. Gorbatchev entoure les conservateurs. Un murmure de haine lui répond qu'il écrase en retour à la « respectueuse majorité agressive-soviet » qu'elle a bafoué les espoirs populaires et que ses vociférations ne changeront rien à cette réalité. C'est un beau moment d'histoire parlementaire, sanctionné par la longue ovation des réformateurs, qui applaudissent debout dans une halle d'honneur spontanée, mais c'est l'histoire tout court, car c'est l'acte de naissance de l'opposition soviétique.

Non plus l'opposition héroïque des dissidents, non plus même l'opposition vaine des grands noms de cette intelligentsia qui poussait depuis quatre ans à la route des réformes, mais l'opposition tout court — légale, parlementaire et proclamée. Devant tout le pays a volé

un éclat le mythe soviétique de l'unité. Un parti s'est formé pour combattre un autre parti, pour arracher la majorité qu'il a dans le pays mais pas encore dans les institutions, et, si le mot de multipartisme n'est pas prononcé, Gavril Popov succède à la tribune à l'ourli Afanassiev pour appeler à la formation d'un « groupe indépendant interrégional » — d'un groupe parlementaire démocrate.

Combien de temps tout cela s'il duré ? Quinze minutes, vingt au maximum que toute l'URSS (on est samedi matin) a vécu en direct. Pour un changement, c'en est un. Pour l'évolution future du pays, il est fondamental. Mais c'est-à-dire

Techniquement parlant oui, mais pour ce qui est des principes non, car on ne sortait là ni des candidatures uniques ni surtout de l'idée typiquement soviétique que le critère d'élection d'un candidat n'est pas ses opinions politiques (pourquoi en avoir dans une société consensuelle ?), mais sa bonne réputation dans sa ville ou son quartier.

Bataille sur les principes

Après avoir perdu, jeudi, une longue bataille procédurière sur l'ordre du jour (*Le Monde* du 27 mai), les députés de Moscou ont donc mené,

les uns, qui soulignent — et les faits sont là — que la culture politique du pays a fait en une journée plus de progrès qu'en quatre ans, qu'il était plus important de clarifier les enjeux et de mobiliser les gens que de s'assurer les sièges perdus et qu'on ne peut sortir de soixante-dix ans de mensonges et de schizophrénie en commençant par transiger sur les principes.

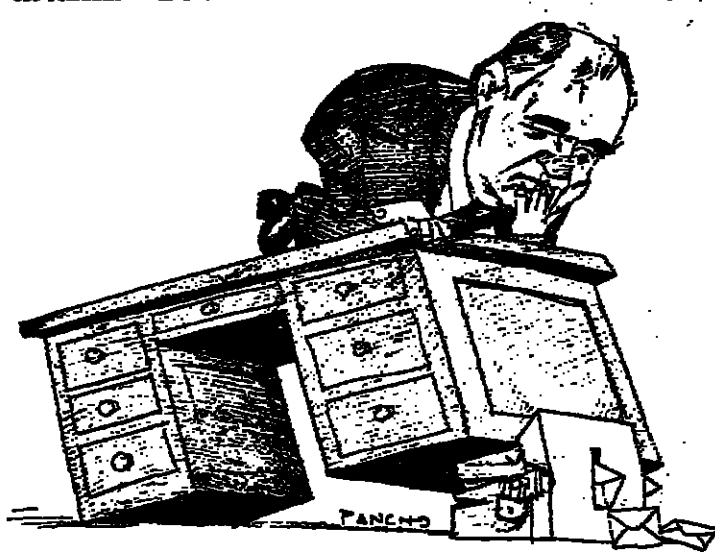
Pas intelligent du tout, répondent d'autres, en faisant valoir que les conservateurs ont remporté la victoire, qu'elle va leur redonner des muscles, donner à penser au mauvais (tant au Congrès que dans le parti et l'ensemble du pays) et qu'il n'est jamais bon en politique de braquer le projecteur sur sa propre faiblesse. Et puis surtout la polarisation politique n'est non seulement étendue à de nouvelles couches de la société, mais c'est toute la stratégie de M. Gorbatchev qui s'en trouve aussi fragilisée.

Car sa règle d'or est de ne jamais faire un pas supplémentaire à gauche avant d'avoir fait accepter à droite, par l'appareil, le pas précédent. C'est un jeu difficile, qui suppose de demeurer arbitre entre une poussée réformatrice qu'il suscite et une résistance dont il se pose en dernier espoir.

Or ce qui vient de se produire au Congrès, c'est un affrontement direct entre la gauche et la droite. M. Gorbatchev n'a pas pu l'empêcher, et, s'il se développait maintenant, l'arbitre risquerait de se retrouver en touche ou contraint de choisir son camp.

Même dans les grandes envolées, on sait garder la tête froide, mais dimanche soir, devant le stade Louniki, devenu le Hyde-Park de Moscou, le meeting désormais quotidien était très chaud. On parlait de grèves d'avertissement en soutien aux députés démocrates. M. Gorbatchev ne recevait pas que des compliments. MM. Afanassiev et Sakharov avaient du mal à calmer les ovations passionnées de la foule. C'étaient les débuts d'une vie politique en URSS, et il ne sert à rien en politique de regretter.

BERNARD GUETTA.



que l'opposition a forcément bien joué et était-ce là le plus souhaitable des scénarios ?

On en débat à Moscou et ce débat — grand classique — oppose défense des principes et opportunité politique. Car, si l'opposition avait voulu faire entrer ses hommes au Soviet suprême, elle l'aurait pu sans grande difficulté. Il lui aurait suffi pour cela d'accepter de s'en remettre à M. Gorbatchev, de le laisser composer une liste qui aurait ensuite été, officiellement ou officieusement, « proposée » au Congrès par le secrétaire général avec toute l'autorité de sa fonction et du parti. Cette liste serait passée sans problème, car même au vote secret les conservateurs purs et durs ne disposent pas au Congrès d'une majorité automatique contre un consensus entre M. Gorbatchev, le marais qu'il conduit et la gauche (ça y est, les gens disent aussi « la gauche » et « la droite »).

Seulement voilà, faisant cela, le Congrès n'aurait pas seulement sacrifié la démocratie, mais admis aussi une soumission à la direction de parti. C'est été si contraire à l'esprit des réformes en cours que M. Gorbatchev avait donc proposé une autre solution : laisser chacune des délégations régionales élire ses candidats et réunir tous les noms retenus, avec un candidat par siège, sur une liste à faire voter par l'ensemble du Congrès.

L'idée était habile, car elle revenait finalement à respecter la réalité des rapports de force locaux, à laisser les conservateurs choisir les députés des régions qu'ils contrôlent toujours, mais à laisser aussi les réformateurs choisir ceux des régions qu'ils contrôlent déjà. Ainsi concoctée, la liste passait d'autant plus facilement qu'avec un candidat par siège il aurait fallu, pour éliminer l'un d'eux, concentrer contre lui plus de 50 % des voix. Une bonne solution ?

Commémoration de la première République d'Arménie à Erevan

Après les trois Républiques baltes et la Géorgie, l'Arménie a été à son tour autorisée à célébrer l'anniversaire de la première République arménienne et à prendre son drapeau comme « emblème national ». Cent mille personnes se sont rassemblées, dimanche 28 mai, à Erevan, jour anniversaire de la proclamation de cette République en 1918. Celle-ci avait été rattachée en 1921, comme la Géorgie, à l'Union soviétique.

Les manifestants se sont rassemblés devant le Matenadaran, musée des archives de la ville, où quelques dizaines de nationalistes arméniens observent depuis une semaine un sit-in permanent pour demander la libération des neuf membres du comité Karabakh encore détenus à Moscou. Selon un de leurs défenseurs, contacté depuis Moscou, les dossiers de ces derniers viennent d'être transmis au parquet d'Arménie, ce qui semble signifier qu'ils devraient prochainement être libérés ou au moins transférés à Erevan. — (AFP.)

En Hongrie

Un ministre se prononce pour la « liquidation » du système communiste

Le ministre d'Etat hongrois Imre Pozsgay, considéré comme chef de file des réformateurs au sein du PC, s'est prononcé pour la « liquidation » du système communiste, dans une interview à la station américaine pour l'Europe de l'Est, Radio-Free-Europe, citée dimanche soir 28 mai par la télévision hongroise et l'agence officielle MTI.

M. Pozsgay a estimé, dans la première interview d'un membre du bureau politique (instance dirigeante) du Parti socialiste ouvrier de Hongrie (PSOH) à RFE, qu'il était « impossible de réformer la pratique communiste existant actuellement en Union soviétique et en Europe de l'Est. (...) Ce système doit être liquidé ».

Concernant la réforme politique en Hongrie, le ministre d'Etat envisage « plutôt un parti d'un nouveau type basé sur des idées européennes socialistes et social-démocrates » qu'un « Parti communiste réformé ». — (AFP.)

BELGIQUE : l'enlèvement de M. Paul Vanden Boeynants

Le cerveau du gang, Patrick Haemers, est arrêté à Rio-de-Janeiro

BRUXELLES
de notre correspondant

« Je reconnais avoir participé à l'enlèvement de Paul Vanden Boeynants, mais je ne suis pas avec les tueurs du Brabant wallon », a déclaré, dimanche 28 mai à Rio-de-Janeiro, quelques dizaines d'heures après son arrestation, Patrick Haemers (trente-sept ans), considéré en Belgique comme l'« ennemi public numéro un ». Le tueur, qui devrait être extradé vers la fin juin, a été arrêté dans une cabine téléphonique de la grande ville brésilienne en compagnie de ses deux complices, Axel Zeyen (trente-cinq ans), qui est vraisemblablement mêlé au rapt de l'ancien premier ministre belge, et Denise Tyack (trente-quatre ans), dite Sabrina, l'épouse d'Haemers. Cette dernière aurait insulté les gendarmes belges présents à Rio-de-Janeiro, alors que Patrick Haemers aurait versé quelques larmes à la vue de ses complices.

Ce coup de filet a été réalisé grâce à la fructueuse collaboration

entre les polices belge, française et brésilienne. Après l'arrestation, le 14 février à Metz, quelques heures après la libération de M. Vanden Boeynants, de Bert Baeyens, puis celle de plusieurs autres personnes suspectées d'avoir participé à ce rapt — dont Michel Vander Elst, un avocat ami d'Haemers et qui avait son bureau dans l'immeuble même où logeait l'ancien premier ministre, — une grande partie des malfrats ayant mis au point et réalisé l'enlèvement de « VDB » sont donc sous les verrous. L'ancien premier ministre avait été enlevé le 14 janvier dernier, puis libéré le 13 février, après versement d'une rançon estimée à plus de 60 millions de francs belges (environ 9 millions de francs français).

Les tueurs du Brabant

Les interrogatoires de Patrick Haemers permettront d'en savoir plus sur les activités de celui-ci, et notamment sur sa participation

éventuelle aux tueries du Brabant wallon, cette série de crimes restés inexplicables qui avaient endeuillé la Belgique de 1983 à 1985. S'il a mé, dès son arrestation, avoir été mêlé, de près ou de loin, à cette épopée sanglante, des indices troublants existaient pourtant en ce sens.

Patrick Haemers pourrait aussi être mêlé à un autre crime, toujours resté impuni, celui de Juan Mendez, ingénieur de la Fabrique nationale d'armes. Or, ce dernier assassinat semble être une des « plaques tournantes » de la série de crimes, de vols, de tueries qui ont marqué la Belgique au cours de ces dernières années. Pour le reste, Patrick Haemers aurait, de toute manière, un beau palmars à son actif, et notamment une série impressionnante de hold-up et d'attaques de fourgons postaux au cours desquels plusieurs personnes ont trouvé la mort. Arrêté une première fois le 13 octobre 1986 et condamné à deux ans de prison, il s'échappa le 13 août de l'année suivante, son fourgon cellulaire ayant été attaqué par ses amis.

Fils de commerçants aisés de Bruxelles, Patrick Haemers a déclaré aux journalistes brésiliens — la tradition veut, dans ce pays, que toute personne arrêtée soit présentée rapidement aux journalistes — qu'il comptait mettre fin à sa carrière de tueur après le rapt de Paul Vanden Boeynants. « Je n'ai fait cela que pour l'argent. Je ne suis membre d'aucun groupe terroriste ou politique. J'ai enlevé Paul Vanden Boeynants à cause de sa renommée et parce que j'avais lu dans un journal qu'il était riche. C'est un grand homme, un type bien, un grand personnage, pour lequel j'ai beaucoup d'admiration », a déclaré Patrick Haemers, qui projetait de négocier — pour 60 millions de francs belges ! — les interviews avec les médias internationaux. Les mandats d'arrêt en vue de l'extradition de Patrick Haemers et de ses complices ont déjà été signés et seront complétés par d'autres pour que — c'est du moins le souhait des autorités belges — l'extradition puisse avoir lieu avant la fin juin.

JOSE-ALAIN FRALON.



Le LIVRE de POCHIE

KÉNIZÉ MOURAD De la part de la princesse morte
LUCIEN BODARD Les Grandes Murailles

ARTHUR MILLER Au fil du temps

CIZIA ZYKÉ Fieèvres

ALPHONSE BOUDARD L'Education d'Alphonse

A.D.G. Le Grand Sud

PATRICK POIVRE D'ARVOR Les femmes de ma vie

NIEN CHENG Vie et mort à Shangai

FRANÇOISE DOLTO Solitude

YVES SIMON Le Voyageur Magnifique

Biblio/Biblio-Essais

KNUT HAMSUN La Faim

PA KIN Famille

GUGLIELMO FERRERO Les deux Révolutions Françaises

Classique

CHATEAUBRIAND Les Natchez / René / Atala

Thriller

LE ROUX et BUCHARD Fumée verte

Langues modernes

BORGES et BIOY Nouveaux contes de Bustos Domecq



كتاب الحظ

“NOTRE MARQUE N’EST NULLE PART, ET POURTANT NOUS FAISONS BEAUCOUP PARLER DE NOUS.”



Le logo CGE, vous ne le retrouverez sur aucun produit dans aucun point de vente.

Et pourtant, nous sommes un des premiers groupes industriels mondiaux et nos réalisations dans les domaines de l'énergie et de la communication construisent jour après jour l'Europe industrielle.

Aujourd'hui, pour être encore plus proche de ses grandes activités industrielles et faire profiter ses actionnaires des succès de l'ensemble du groupe, CGE a décidé d'absorber la Compagnie Financière ALCATEL et ALSTHOM.

Dans le secteur de l'énergie et des transports, nous venons de conclure des accords majeurs avec le groupe britannique General Electric Company.

L'un donne naissance à GEC ALSTHOM, un leader mondial sur le marché des équipements destinés à l'énergie et au transport ferroviaire. L'autre permet de renforcer le poids de notre filiale CGEE ALSTHOM dans le domaine du contrôle industriel. Autant d'événements qui nous

placent sous les projecteurs de l'actualité.

Ils se sont braqués aussi sur nous quand nous avons annoncé nos résultats pour 1988 :

- Un bénéfice net de 4.15 milliards de francs, en hausse de 23%.
- Une marge nette qui a dépassé, avec deux ans d'avance, l'objectif

de 3% du chiffre d'affaires que nous nous étions fixé.

- Un carnet de commandes de 132,2 milliards de francs à fin 1988, en progression de 18% à structure comparable.

Autant de performances constatées et saluées par les médias. Mais si nous déployons tant d'énergie c'est dans le seul but d'assurer l'avenir de CGE et par là même celui de l'industrie française et européenne.



GRUPE
CGE

Notre marque n'est nulle part, et pourtant nous sommes là.

Diplomatie

Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OTAN à Bruxelles

C'est peu après 10 heures, lundi 29 mai, que s'est ouvert le sommet de l'OTAN au siège de l'Organisation, dans la banlieue de Bruxelles. Après une brève cérémonie officielle et la traditionnelle scène de la photo des seize chefs d'Etat et de gouvernement (1), les responsables de l'alliance atlantique se sont réunis en séance de travail avant d'être les hôtes à déjeuner du roi Baudouin. Le sommet se terminera mardi en fin de matinée. Deux séances de travail doivent avoir encore lieu, lundi après-midi et mardi matin; les seize chefs de délégations, conformément à la tradition d'habituer ensemble.

Ces entretiens permettront-ils de trouver une solution au problème des armes nucléaires à courte portée (SNF) qui oppose Washington et Londres aux dirigeants ouest-allemands ? Personne, à la veille du sommet qui marque le quarantième anniversaire de la création de l'OTAN, ne se hasardait à faire des pronostics. D'autant plus que M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, avait réaffirmé dimanche sa volonté de voir s'ouvrir prochainement des

négociations avec Moscou sur la réduction des SNF, voire sur la conclusion d'une troisième option zéro, ce qu'excluent catégoriquement non seulement les Américains et les Britanniques mais aussi la France.

Au cours de la première séance de travail, M. Bush a proposé aux alliés un plan de désarmement en trois points dont le but est double : ravier enfin en cette matière la redoutée à M. Gorbatchev et replacer le problème des SNF dans un plus large contexte, c'est-à-dire celui d'une politique de désarmement global. Le plan de M. Bush comprendrait :

— une réduction de 15 % à 20 % des effectifs des troupes américaines basées en Europe; ils sont actuellement d'environ 320 000 ;

— une réduction de 10 % à 15 % du nombre d'avions et d'hélicoptères déployés par l'alliance Atlantique et le Pacte de Varsovie ;

— l'ouverture de négociations sur les SNF avec l'URSS à la condition expresse que soit conclu d'ici six

mois à un an un accord global sur la réduction des armements conventionnels aux négociations de Vienne et que ce plan soit mis en œuvre d'ici 1992 ou 1993.

Ce dernier point donnera-t-il satisfaction aux Allemands ? Rien n'est moins sûr puisque M. Genscher ne veut pas entendre parler de conditions pour l'ouverture d'une négociation sur les SNF et menace implicitement le chancelier Kohl de déclencher une crise gouvernementale si son point de vue n'est pas respecté.

M. Bush, qui a fait préciser samedi et dimanche à Rome qu'il ne songeait pas à une réduction « multilatérale » des effectifs américains, pourrait aussi proposer de revoir à la baisse les interdictions de livraisons à l'URSS de produits de haute technologie; les restrictions avaient été imposées au lendemain de l'invasion de l'Afghanistan.

(1) Allemagne fédérale, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, France, Grèce, Islande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Norvège, Royaume-Uni et Turquie (la France et l'Espagne ne font pas partie du commandement militaire intégré).

Réuni en congrès à Cologne

Le Parti libéral ouest-allemand apporte son soutien enthousiaste à M. Genscher

BONN
de notre correspondant

Réuni à Cologne les 27 et 28 mai, le congrès du Parti libéral démocrate ouest-allemand (FDP) a fait un triomphe au ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, qui était venu exposer devant les délégués sa position dans le conflit qui oppose la République fédérale aux États-Unis sur la question de la modernisation des armes nucléaires à courte portée.

Les orateurs des congressistes, qui ont applaudi M. Genscher debout pendant plusieurs minutes, saluèrent des propos très fermes sur les exigences posées par le gouvernement fédéral à ses alliés de l'OTAN. Pour M. Genscher, l'ouverture de négociations avec l'URSS sur la réduction des armes nucléaires à courte portée est « urgente » — alors que l'accord passé au sein de la coalition demandait seulement des négociations « prochaines » — et une troisième option zéro concernant ce type d'armes ne doit pas être exclue par principe. En s'exprimant de la sorte, le ministre des affaires étrangères cherchait à fermer la voie à toute tentative de compromis à Bruxelles. M. Jürgen Möllemann, ministre de la formation professionnelle et par ailleurs affirmé à la tribune du congrès que toute tentative de dévier de la position définie dans la déclaration gouvernementale du chancelier Kohl du 27 avril dernier entraînerait une crise grave au sein de la coalition et serait susceptible

de provoquer le retrait des ministres libéraux du gouvernement.

S'achève-t-on donc vers une crise de la coalition qui serait fatale au chancelier Kohl ? Le président du FDP, M. Lambrecht, se défend de vouloir, comme certains lui en prêtent l'intention, ouvrir une crise du type de celle qui avait, en octobre 1982, abouti à la chute du chancelier Schmidt. Il a violemment attaqué le Parti social-démocrate qu'il accuse de « traîner derrière lui le cercueil de Karl Marx ».

Double assurance

Le FDP se trouve actuellement dans une situation fort inconfortable. Les dernières consultations électorales ont été catastrophiques pour lui, et une partie des militants ont l'impression d'être entraînés dans la dégringolade dont sont victimes les chrétiens-démocrates ces derniers mois. Ils tiennent donc à marquer leur différence et s'appuient pour cela sur un seul homme, M. Genscher, dont la popularité reste toujours au zénith.

En essayant de lier les mains du chancelier Kohl à Bruxelles, M. Genscher prend une double assurance pour l'avenir : en cas de succès allemand lors du sommet, il en tirera le principal bénéfice, et si jamais le chancelier devait passer outre aux avertissements défilés à Cologne et procéder à un rapprochement avec M. Bush, il rejeterait la responsabilité d'une éventuelle rupture sur les chrétiens-démocrates.

LUC ROSENZWEIG.

En vertu d'un accord secret de 1961

La France et les États-Unis échangent des informations en matière de technologie des armes nucléaires

La France et les États-Unis échangent des informations en matière de technologie des armes nucléaires en vertu d'un accord secret de 1961 (soit cinq ans avant le retrait des forces françaises du commandement intégré de l'OTAN), qui n'est entré en application, en réalité, qu'en 1972 et qui depuis a été renouvelé et amendé en 1985.

Cette révélation, confirmée partiellement par le Pentagone et le ministère français de la défense, figure dans un article paru, samedi 27 mai, à la veille du sommet de l'alliance atlantique à Bruxelles, dans la revue américaine *Foreign Policy* et rédigé par M. Richard Ullman.

L'auteur fut, dans les années 60, fonctionnaire au ministère américain de la défense et au conseil national de sécurité à Washington. Il est aujourd'hui professeur de relations internationales à l'université de Princeton.

Selon M. Ullman, la collaboration nucléaire américano-française a été « l'un des secrets les plus étroitement protégés » par les deux gouvernements, et elle pourrait, à la différence des accords américano-britanniques qui ont été approuvés par le Congrès, constituer « presque certainement » une violation de la législation américaine. Cet accord américano-français remonte en son principe à 1961, du temps, donc, où le général de Gaulle était président de la République et cinq ans avant qu'il n'annonce, lui-même, à Paris, sa décision de retirer les forces françaises du commandement militaire intégré de l'OTAN.

Le Pentagone a précisé que l'accord de 1961, dont le ministre français de la défense a confirmé l'existence, prévoyait « un échange d'informations sur les armes nucléaires en liaison avec les impératifs militaires opérationnels ».

Cet accord a été révisé à l'occasion d'une rencontre entre Georges Pompidou, alors chef de l'Etat, et M. Richard Nixon, à la Maison Blanche. Depuis 1972, plusieurs réunions, auxquelles ont participé des techniciens des deux pays, ont eu lieu chaque année, selon le Pentagone. Confirmant une précision donnée par M. Ullman, le ministre français de la défense a, de son côté, indiqué que cet accord avait été amendé et renouvelé en 1985, sous la présidence de M. François Mitterrand. Ce nouvel accord autorise certains échanges d'informations essentiellement consacrés à l'accroissement de la sécurité et de la fiabilité des sites nucléaires.

Après une centaine d'entretiens menés au cours des deux dernières années avec des responsables ayant participé à ces contacts franco-américains, M. Ullman en a conclu que les États-Unis avaient donné à la France des informations sur les possibilités de pénétration de la défense soviétique, sur la miniaturisation des éléments composant les têtes nucléaires multiples à trajectoire indépendante, sur les systèmes de guidage et de propulsion des missiles, sur les effets de l'impulsion électromagnétique déployée par une explosion nucléaire et, enfin, sur une éventuelle répartition des cibles en URSS de façon qu'il n'y ait pas d'interférence entre les plans de tir américains et la programmation française des tirs.

Selon M. Ullman, ces échanges d'informations furent plutôt favorables à la France au début, mais, au fil des années, la technologie française évoluant, ils sont devenus équilibrés, les États-Unis y trouvant leur compte.

Le Pentagone a précisé que le transfert d'armes nucléaires, de composants nucléaires d'armements,

de sources ou de matériaux nucléaires était exclu de l'accord. C'est en quoi, a ajouté son porte-parole, les échanges de données entre les deux pays ne sont pas illégaux.

Pour sa part, le ministre français de la défense a fait savoir que « ces accords n'ont donné lieu à aucun transfert de concepts ou de formules, même si certains des travaux effectués dans leur cadre sont classifiés. C'est avec ses propres moyens que la France construit une dissuasion nucléaire indépendante. Les échanges d'informations techniques avec les États-Unis ne se traduisent par aucune dépendance des forces nucléaires françaises et n'ont, à l'origine, aucune conséquence sur l'indépendance de la décision française quant à l'emploi des forces ».

Ces révélations de *Foreign Policy* interviennent à la veille du sommet atlantique à Bruxelles, où l'on débat des armes nucléaires à courte portée en présence de M. Mitterrand, qui a maintenu, lors d'une récente conférence de presse, le point de vue de la France, selon lequel elle possède des armes de cette catégorie totalement indépendantes (comme le Pluton ou le missile ASMP) et, donc, non comparables dans la négociation Est-Ouest.

Selon des sources militaires françaises, les échanges franco-américains ont surtout été des conseils pour empêcher les techniciens français de se fourvoyer sur de mauvaises voies de recherche ou dans des impasses technologiques, notamment en matière, à l'époque, d'armes thermonucléaires et, plus récemment, pour les aides à la pénétration des missiles. D'autre part, des moyens cartographiques, par relevés de satellites espions américains, facilitent la navigation à basse altitude des avions nucléaires français et la désignation de leurs objectifs éventuels.

La visite de M. Bush en Italie

« L'alliance atlantique est plus valide que jamais » a dit M. De Mita au président américain

ROME
de notre correspondant

L'heure n'est pas encore venue de « transformer nos épées en charrues ». Ces quelques mots d'essence biblique tirés du discours prononcé, samedi 27 mai, au Vatican, par M. Bush, constituent bien, finalement, la substance du message que le président américain a décidé d'apporter à l'Europe.

« Nous sommes encore loin de cet objectif », a dit M. Bush devant le pape Jean-Paul II, mais « nous avons fait des progrès pour réduire les armements et diminuer le danger de guerre (...) et nous continuons ». En clair, pas question de laisser toujours apparaître les Soviétiques comme les uniques faiseurs de paix. M. Bush, même s'il entend pas concurrencer M. Gorbatchev « dans le jeu des relations publiques », a bien l'intention de lui reprendre l'initiative.

L'étape romaine de son premier voyage présidentiel en Europe a, dans un premier temps, désigné l'image d'un président immobile et attentif. C'est en tout cas l'opinion de ses interlocuteurs italiens, conquis par la « force tranquille » qui émanerait de sa personne et de son discours.

Cette visite de cinquante heures a, bien entendu, été largement éclipsée par le difficile sommet de l'OTAN qui attendait les seize partenaires de l'alliance lundi et mardi à Bruxelles. Mais, à Rome, le successeur de M. Reagan, toujours souriant et apparemment détendu, est resté, en public, dans le domaine des généralités.

Il avait fait l'éloge du pays hôte qui « s'est toujours montré prompt à défendre l'alliance ». « Peu de peuples au monde ont été de la part des États-Unis autant de respect que celui d'Italie », a encore dit

le président américain à M. De Mita, le premier ministre démissionnaire depuis une dizaine de jours, mais toujours en charge des affaires courantes. « L'alliance atlantique est plus valide que jamais, lui a répondu ce dernier. Personne ne songe à renoncer à s'engager à fond dans un moment qui paraît si favorable à des progrès décisifs sur la sécurité en Europe. » L'Italie, qui cherche toujours à concilier les positions, et qui tendait jusqu'ici à « comprendre » celle de la RFA dans l'affaire des missiles, semble avoir fait un pas de plus dans la direction américaine.

La presse romaine s'est fait l'écho de craintes concernant les soixante-douze F-16 expulsés d'Espagne dans un délai de trois ans et que l'Italie s'est engagée à recevoir chez elle, en Calabre. « Si ces appareils étaient rapatriés aux États-Unis, dit-on ici dans les milieux militaires, le flanc sud de l'OTAN serait affaibli, et toute l'alliance avec lui. » On n'en est pas là. La paix, oui, mais pas à n'importe quel prix. Le président des États-Unis l'a dit sous toutes les formes à tous ses interlocuteurs.

Le message Memorial Day

Et d'abord aux quelques milliers de personnes réunies dimanche au cimetière américain de Nettuno, à 60 kilomètres de Rome. C'est là, face à une marée de 7 862 croix blanches innommées de soldats, que M. Bush a lancé son message du Memorial Day retraçant aux États-Unis.

« Nous sommes rassemblés ici, a dit le président la voix cassée par l'émotion, pour honorer les milliers de jeunes qui se sont exposés afin que d'autres puissent vivre libres. » Chacun s'est alors souvenu qu'en 1944, plus de dix mille Américains sont tombés pour la libération de l'Italie. « Je pense, a poursuivi M. Bush, que les générations qui ont grandi, des deux côtés de l'Atlantique, en paix et dans la prospérité (...), il est peut-être difficile de comprendre pourquoi nous devons conserver une forte dissuasion militaire (...). La réponse est là, dans le silence de ces tombes. Le prix de la liberté n'est jamais compris qu'au moment où frappe la tragédie. »

Au pape Jean-Paul II, la veille, le président avait dit : « Il n'y a pas de paix véritable et durable sans respect des droits de l'homme, sans la liberté des peuples », y compris, bien sûr, « la liberté religieuse, un droit que les gouvernements doivent protéger et non pas menacer ».

A cet égard, M. Bush s'est « félicité » du récent accord entre l'Église et l'Etat polonais, « la première normalisation de ce type dans un Etat communiste ». L'Amérique s'est engagée à encourager « les réformes politiques et économiques en Pologne et ailleurs en Europe de l'Est ».

« Nous sommes satisfaits, a poursuivi M. Bush devant Jean-Paul II, de voir que les tensions ont été réduites dans certaines régions d'Asie et d'Afrique australe. » Pas au point, cependant, de recevoir personnellement M. « Pék » Botha, le chef de la diplomatie sud-africaine, « de passage » à Rome après une visite à Bonn, mais tout de même...

M. Botha veut « abolir l'apartheid »

Le président, qui recevra peut-être cette année, à Washington, M. Frederick De Klerk, successeur probable de M. Pieter Botha à la tête de la République sud-africaine, a chargé M. James Baker, son secrétaire d'Etat, de rencontrer le ministre de Pretoria. « M. Botha, a dit

ensuite M. Baker, nous a indiqué que son gouvernement avait l'intention d'abolir l'apartheid. Nous en sommes satisfaits. » Le Sud-Africain, lui, est allé un peu plus loin, affirmant devant la presse que son gouvernement, dorénavant, « accepte le fait que la domination blanche doit prendre fin ». Il a aussi espéré que le Congrès national africain (ANC) renonce à la violence. « Je crois que le temps des violences comme moyen de résoudre les problèmes politiques est terminé », a conclu M. Botha. M. Bush n'a pas dit autre chose, notamment à propos... du Liban.

« Je veux vous assurer, a-t-il affirmé au pape, que nous continuerons de faire tout ce qui est possible pour ramener la paix et aider à restaurer l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban. »

Et il a appelé au « démantèlement des milices » et au « retrait des forces étrangères » de ce pays. Les cinquante-cinq minutes d'entretien en tête-à-tête entre le chef de l'Etat catholique et le président américain n'ont fait l'objet d'aucun compte rendu détaillé. Nul doute que les deux hommes, qui disposent chacun dans leur domaine de services de renseignements de haute qualité, avaient beaucoup d'informations et d'impressions à échanger. Pendant ce temps, l'épouse du président visitait Saint-Pierre et servait des pâtes aux pauvres d'un hospice de Rome géré par l'ordre de Mère Teresa.

PATRICE CLAUDE.

Du 30 mai au 23 juin

Paris capitale des droits de l'homme

Paris sera pendant près d'un mois la capitale des droits de l'homme en accueillant à partir du mardi 30 mai la première étape de la conférence des trente-cinq pays de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) sur « la dimension humaine ».

La Roumanie et la Tchécoslovaquie, notamment, risquent de se retrouver au banc des accusés en raison des harcèlements systématiques qu'elles ont fait subir à leurs dissidents ces derniers mois et contre lesquels plusieurs des trente-trois autres membres de la CSCE (toute l'Europe moins l'Albanie plus les États-Unis et le Canada) ont déjà protesté.

La conférence, qui se poursuivra jusqu'au 23 juin, vise à dresser un premier bilan de la mise en œuvre des engagements dans le domaine des droits de l'homme pris à Vienne lors de la dernière réunion de la CSCE, qui s'est achevée en janvier dernier. Les deux prochaines sessions se tiendront à Copenhague en juin 1990 et à Moscou en septembre-octobre 1991.

Une vingtaine de ministres des affaires étrangères, dont le Soviétique Edouard Chevardnadze, sont attendus pour les journées inaugurales, les 30 et 31 mai, à la Sorbonne. M. Mitterrand prononcera le discours d'accueil mardi après-midi, à son retour du sommet de l'alliance atlantique à Bruxelles.

• Manifestation pro-banalisée. — En marge de cette conférence, quatorze associations manifesteront en faveur du Liban, mardi à 17 h 30, devant la Sorbonne.

Amériques

ÉTATS-UNIS

Démissions en série à Washington

Le vent de moralisme qui souffle depuis plusieurs mois sur la classe politique américaine vient de faire tomber une nouvelle tête, celle de M. Tony Coelho, numéro trois de la majorité démocrate à la Chambre des représentants. L'exigence de vertu est telle que désormais les personnalités susceptibles d'être nommées à l'inspiration du Congrès préfèrent prévenir les ennemis en démissionnant avant toute enquête — sans compter celles qui, à l'avance, refusent maintenant de briguer un poste ou d'accepter une nomination.

M. Coelho, quarante-sept ans, représentant de Californie, a annoncé, samedi 27 mai, qu'il abandonnerait son siège le 15 juin, sachant que circulent au Capitole des informations selon lesquelles il aurait effectué dans des conditions douteuses un investissement de 100 000 dollars dans des obligations à haut risque. Il a démenti avoir mal agi, mais a expliqué sa décision par le souci d'éviter « davantage de troubles » à son parti.

En effet, pour des irrégularités financières qui, en d'autres temps, n'auraient guère causé de remous, le président (speaker) de la Chambre, démocrate lui aussi, M. Jim Wright, pourrait être amené à se démettre au cours des prochains jours, après avoir comparu la semaine dernière, devant la commission d'enquête de l'Assemblée. En février, le Sénat avait rejeté la nomination de M. John Tower au poste de secrétaire d'Etat à la défense, certains lui reprochant d'avoir un penchant excessif pour l'acier et les diamants — sinon d'avoir travaillé pour des firmes bénéficiant d'importants contrats de la part du Pentagone.

Par ailleurs, jeudi dernier, le secrétaire adjoint à la défense pour les affaires internationales, M. Richard Armitage, qui venait d'être désigné par le président Bush pour devenir secrétaire à l'Armée de terre avait fait savoir qu'il renoncera à ces deux fonctions. Il s'invoké des « raisons familiales », mais on sait qu'il craignait d'avoir pour la confirmation de sa désignation à répondre devant une commission du Sénat de son rôle supposé dans l'affaire de l'Irangate.

Les retombées de cette affaire hypothéquent également les « confidences » de M. M. John Negroponte et Donald Gregg, choisis pour être, respectivement, ambassadeurs au Mexique et en Corée du Sud. — (AFP.)

ARGENTINE

Le président Alfonsín annonce un nouveau plan économique

BUENOS-AIRES
de notre correspondant

Le président argentin Raúl Alfonsín a annoncé dimanche 28 mai un « ultime » — selon ses dires — plan économique, pour six mois, bien que peu de monde dans la classe politique ne croie que le président puisse tenir son poste jusqu'à là. Il doit, en principe, transmettre le pouvoir à M. Carlos Menem, nouvel élu, le 10 décembre (1). « Personne », a déclaré M. Alfonsín, « n'a d'excuses pour abandonner la lutte. » Il a souligné la nécessité que son programme soit soutenu par tous, « sinon il est voué à l'échec ». « Or, si l'on prévient, la situation est extrêmement dangereuse ».

L'idée de fond du nouveau plan, consiste à faire payer les riches qui doivent considérer cela « non comme un châtiment, mais comme une contribution de solidarité ». Il s'agit, en outre, de pourchasser les spéculateurs qu'il a qualifiés d'« éléments nocifs » contre lesquels il emploiera « un traitement qui est répressif ». Les mesures qui devront être votées par le Congrès avant la fin de la semaine prochaine ne sont pas nouvelles, mais elles sont dracونيennes : un type de change unique — destiné à favoriser la compétitivité des exportateurs argentins — est créé pour certaines opérations économiques, considérées comme prioritaires. Ce qui fait penser à un retour au contrôle des changes, d'autant qu'il précise que toute transaction qui se situe en marge de ce régime sera considérée comme « un délit criminel ».

Des impôts de 30 % sur les exportations agricoles et de 20 % sur celles de l'industrie sont également prévus. Les prix seront strictement contrôlés. Les dépenses de l'Etat seront diminuées. Ce plan à court terme se heurte à l'incertitude et à l'inquiétude de la population qui redoute une explosion sociale. Déjà des supermarchés de la capitale et de différentes provinces ont été pillés.

(1) Des négociations — qui ont échoué jusqu'à maintenant — avaient été entreprises avec M. Menem et les péronistes pour éviter, après le 10 décembre, la gravité de la crise économique.

مكتبة المجلد

Amériques

... Le Monde • Mardi 30 mai 1989 9

EN ROUTE VERS UN MONDE PLUS FLUIDE.



Chez Calberson, quelle que soit
notre activité, transport, transit,
entreposage ou distribution,
nous avons tous le même objectif

rendre le monde plus fluide.
C'est pour cela que nous investissons
dans les technologies nouvelles,
en logistique, en informatique.

Que nous développons la formation
de nos hommes. Que nous amplifions
notre réseau mondial. Aujourd'hui,
nous sommes 15 000 hommes

et femmes dans 30 pays à
partager cet idéal. Avec Calberson,
en route vers un monde
plus fluide.


calberson
183, Av. de Clichy, 75017 Paris - Tél. : (1) 42 28 41 11

VOUS PARTICIPEZ A LA
DÉCISION DANS L'ENTREPRISE

VOUS

SECRÉTAIRES'89

salon

6 - 7 - 8 JUIN 1989 DE 9 H A 19 H
ESPACE CHAMPERRET - PORTE DE CHAMPERRET - PARIS 17^e

ENTRÉE GRATUITE

ALPHA

POINT COMPÔ

Le salon SECRÉTAIRES'89 est organisé
par PADO-SILENHEIM
64, rue du Rocher - 75008 PARIS Tél. (1) 42 93 60 25

DÉFINISSEZ VOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

SCIENCES
ET MÉDECINE

ÉDITEUR en quête d'AUTEURS

Pour ses nouvelles collections important éditeur parisien recherche
MANUSCRITS INÉDITS Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre
Les œuvres sélectionnées seront publiées et diffusées après établissement
d'un contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 mars 1987 sur la propriété
littéraire et bénéficieront d'une véritable promotion auprès de tous les médias :
Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires

Vos manuscrits sont à adresser à

L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE ÉDITEURS
8, rue Copernic - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08 - Télax : 612358 F

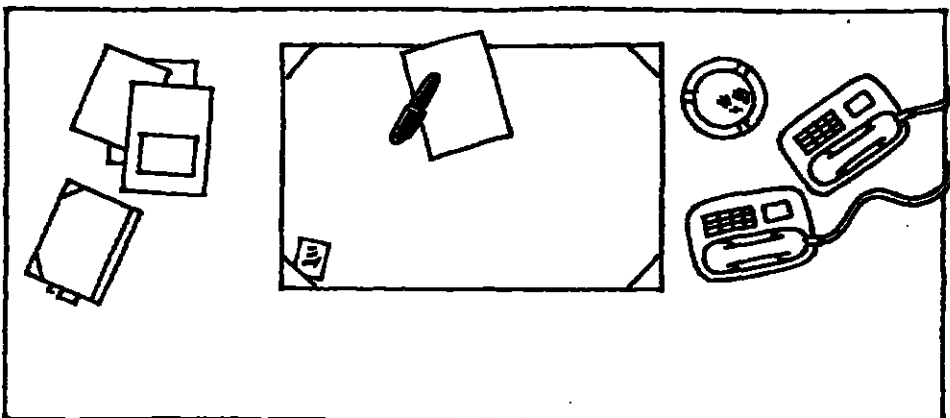
JE VAIS VOUS FAIRE
UNE CONFIDENCE
MON CHER BERNARD,
À VOTRE ÂGE, JE VOUS
RESSEMBLAIS BEAUCOUP...

TOUTJOURS PRESSÉ,
TOUTJOURS EN RETARD...

ET PLUS UN JOUR
J'AI RATÉ UN GROS
CONTRAT...

COMME VOUS HIER...

UN CIGARE ?...



LE MÉTRO, C'EST UNE AFFAIRE DE BON SENS

SANTIAGO

de nos envoyés spéciaux

Ce n'est plus tout à fait la dictature, ce n'est pas encore la démocratie. Le général Augusto Pinochet est toujours chef d'État et commandant en chef des forces armées. Mais depuis le 5 octobre dernier, depuis que 55 % de l'électorat chilien a répondu « non » au plébiscite, l'atmosphère a changé au Chili. Dans la presse tout d'abord. Ainsi, le très conservateur et très officiel *Mercurio* vient-il de rendre compte, en une double page, du quinzième congrès du Parti communiste chilien - toujours interdit - et a même publié un long entretien avec l'un de ses dirigeants nationaux.

Les violations des droits de l'homme, qui furent terribles, et nombreuses, représentent aujourd'hui davantage le passé que le quotidien du régime - aux dires même des opposants. Dans les rues aussi les choses changent. Aux boutiques rapides perdus dans les quartiers populaires pour stygmatiser celui qu'on appelle le « chacal » (le général Pinochet) se sont ajoutées ces grandes fresques (murales), qui ont été, en leur temps, le symbole culturel de l'Unité populaire de Salvador Allende. L'une d'elles, qui orne la façade d'un immeuble de Villa-Francia, est dédiée aux victimes de la dictature tombées dans cette banlieue populaire.

Il serait évidemment absurde de croire que tout va pour le mieux dans le meilleur des Chilis possibles. Les instruments de la dictature, au premier rang desquels figure le fameux Conseil national d'investigation (CNI), la police secrète de l'armée, sont toujours en place. La contraignante législation sociale demeure aussi. Ainsi, un employé peut faire grève : une fois par an, lors des négociations salariales ; mais au-delà de soixante jours - pendant lesquels son employeur peut recourir à du personnel intérimaire - il est considéré comme démissionnaire s'il ne rejoint pas son poste de travail. La présence militaire ne s'efface plus guère en dehors de la traditionnelle relève de la garde devant le palais national de la Moneda. Mais il y a le général.

Aimer
un bulldozer ?

L'attitude d'Augusto Pinochet reste la grande inconnue de cette transition, qui a déjà commencé sous ses yeux. A une question sur l'avenir possible du dictateur, un dirigeant de l'opposition répondait tout simplement : « Au mieux, il ne se passera rien. » Comme si, tout à coup, le général Pinochet pouvait disparaître et prendre une simple retraite. L'actuel chef de l'État, lui, garde au moins l'ambition (aux termes de la « sa » Constitution, approuvée par référendum en 1980) de demeurer, après l'élection présidentielle de décembre et la passation des pouvoirs de mars 1990, commandant en chef des forces armées. Ne songe plus à avancer l'éventualité d'une nouvelle candidature de sa part à la magistrature suprême qu'un quarton d'irréductibles. Cette opinion semblait presque partagée - décision oblige - par l'opposition (s'était l'impossibilité fixée par la Constitution) : celle-ci ne croit-elle pas trouver en lui l'adversaire le plus facile à battre par son candidat unique ?

Parmi les inconditionnels « sérieux » du général Pinochet figure un ancien dirigeant de la trop fameuse CNI, M. Álvaro Corbalán, aujourd'hui à la tête d'une formation intimiste Avancée nationale. Il a annoncé qu'en cas de victoire de l'opposition, il prendrait le maquis, armes à la main. Cette déclaration a été fermement démentie par tout le monde, et a, au fond, provoqué davantage de sourires que de réelles inquiétudes. Il est vrai qu'au sein même de la droite la candidature du général Pinochet est presque unanimement rejetée. La formation conservatrice la plus en vogue, Rénovation nationale, devrait désigner prochainement son candidat, qui ne serait autre que son président, l'ancien ministre de l'Intérieur (1983-1985), M. Sergio Onofre Jarpa.

De son passage à la tête d'un cabinet « pinochétiste », il a gardé d'ambres souvenirs, tel celui de sa prestation de serment exigée par Pinochet le jour même où des manifestants étaient tués par les forces de l'ordre lors d'une protestation (manifestation). Les accrochages entre les deux hommes ont été nombreux et violents, et il n'est certainement pas dans l'esprit de l'homme politique de céder désormais la place au gé-

Amériques

CHILI : plus de six mois avant l'élection présidentielle

Déjà l'après-Pinochet

ral, qui a tant cherché à briser sa carrière.

Pour la droite, assez atomisée, le leitmotiv semble être devenu « Pinochet, c'est le passé ! ». Comment est-ce homme de guerre peut-il prétendre remettre le pays sur la voie de la démocratie ? Peut-on aimer un bulldozer ? » résume plaisamment un de ses dirigeants. La recomposition du paysage chilien et le futur retour à la démocratie imposent en effet aux dirigeants de la droite d'en finir avec le général - principal obstacle à leur volonté de représenter dans un prochain avenir une alternance crédible. Seule l'UDI, scission extrême de Rénovation nationale dirigée par l'idéologue M. Jaime Guzmán, continue de voir en Augusto Pinochet l'avenir du pays.

L'opposition
est prête

En finir avec Pinochet, et même avec « sa » Constitution. La quasi-totalité des partis politiques souhaitent d'une même voix l'adoption d'une réforme de cette charte. Au sein même du gouvernement, le ministre de l'Intérieur, M. Carlos Cáceres, défend une telle démarche. Il vient de renouer avec l'opposition sur ce thème un dialogue qui s'était rompu début mai. Il a, pour ce faire, le soutien de quelques-uns de ses collègues ministres, mais aussi d'une partie des forces armées. Il est en contradiction évidente, en revanche, avec le souhait du chef de l'État qu'on ne touche pas à son « enfant ». Les négociations portent essentiellement sur l'abrogation de l'article interdisant le Parti communiste, sur la fin de la désignation par le pouvoir d'un tiers des sénateurs et sur les pouvoirs de révision constitutionnelle de la prochaine Assemblée. Si un accord intervenait dans un proche délai, un plébiscite pourrait alors ratifier ces modifications avant l'élection présidentielle du 14 décembre.

L'armée de terre elle-même, pourtant peu portée aux déclarations publiques, vient d'indiquer par la voix du général Jorge Zúñiga, numéro deux de l'armée de terre, qu'elle garantirait « sans aucun doute possible » la candidature d'un candidat à l'élection présidentielle. S'il le candidat de l'opposition. Même si le général affirmait - que peut dire en ce domaine l'adjoint militaire du chef de l'État ? - que Pinochet « serait un bon candidat pour le pays », ses déclarations ont été bien accueillies par la plus grande partie des hommes politiques.

Si la droite s'appête à perdre le scrutin du 14 décembre (destiné à élire, outre le président de la République, les députés et les sénateurs), l'opposition s'organise pour la victoire. Pour l'heure, aucun nom de candidat n'est avancé officiellement. Mais l'hypothèse d'une candidature admise par la totalité des forces

d'opposition - y compris par un Parti communiste qui a fait officiellement retour, ces derniers jours, à la « voie légale » (1). Ce candidat sera presque certainement l'actuel « pré-candidat » du Parti démocrate chrétien, M. Patricio Aylwin. Sa consécration ne dépend plus que d'un accord sur la composition des listes présentées pour l'élection des députés et sénateurs. La traction, cependant s'éternise. A à, deux raisons.

Tout d'abord, comme nous le dit M. Patricio Aylwin : « Après seize ans de dictature, les postulants sont nombreux, et les places comptent. Dans chaque parti, les choix sont difficiles, y compris dans le nôtre. » Ensuite, la législation électorale confie à l'absurde. En raison de la règle dite du « scrutin binominal », il suffit à un parti d'obtenir environ 35 % des voix dans tous les districts du pays pour s'assurer de la moitié des sièges de l'Assemblée. Si l'on ajoute à cela un découpage électoral fait « sur mesure » par le régime, on comprend mieux les difficultés de constitution de ces listes.

Malgré tout, la relève se prépare. Les dix-sept partis de l'opposition réunis dans la Concertación democrática (de la démocratie chrétienne à la gauche socialiste, sans le Parti communiste) sont pratiquement d'accord sur les tâches du futur gouvernement de transition : nécessité de juger, devant des tribunaux ordinaires, les responsables de violations des droits de l'homme, sans mettre en cause l'institution militaire elle-même ; obligation de répondre aux demandes justifiées des secteurs sociaux les plus démunis, sans porter atteinte aux grands équilibres économiques.

« L'opposition est prête », disent ses principaux responsables, en insistant sur l'« extraordinaire » préparation des spécialistes de tous secteurs. Ceux-ci, il est vrai, arpentent depuis des années les divers centres d'études des partis. Tous les opposants s'accrochent aussi pour peiper que le prochain gouvernement devra être un « gouvernement d'union ». Ils affirment que tous les partis mettront leurs experts au service du futur président. On en oublie presque le général Pinochet.

GILLES BAUDIN
et DENIS HAUTIN-GURAUT.

(1) Lors de son quinzième congrès, clandestin, réuni tout récemment, le PC chilien a désigné un nouveau secrétaire général, M. Volodia Teitelboim, resté d'un long exil en URSS à la fin de 1988. Il succède à M. Luis Corvalán, qui occupait la fonction depuis des lustres. Le congrès a, en outre, décidé de voter fin à son appel à cette « voie armée », qui, depuis la fin de 1980, était devenue, contre sa tradition historique, la ligne du parti. Cette décision devrait conduire à l'extinction de l'essentiel du « Front patriotique Manuel Rodríguez », responsable de nombreux attentats, dont celui en 1986 contre le général Pinochet.

VIENT DE PARAÎTRE :

LA TRIBUNE

D'OCTOBRE

Revue bimensuelle (langues Arabe - Française)

AU SOMMAIRE :
ALGÉRIE :

- Interview exclusive d'Ahmed BEN BELLA
- Les intellectuels algériens réclament le retour des exilés.
- Le M.D.A. à Alger

PALESTINE :

- Chronique des événements courants.

HISTOIRE :

- « Révolution française et Nationalisme algérien », par Albert Paul Lentini

et ses rubriques habituelles : immigration, développement, droits de l'homme, etc.

Spécimen gratuit sur demande à :
Sté ALTERNATIVES, B.P. 253, 93511 Montreuil

مكتبة الحزب

Politique

La préparation des élections du 18 juin

L'Europe paie

Les sondages au secours de la campagne. La faible perception de l'enjeu intérieur du scrutin européen nuisait à la mobilisation de l'opinion. L'enquête IPOS, dont les résultats ont été publiés par le *Journal du dimanche*, donne du lustre à une compétition qui semblait réservée aux initiés. M. Valéry Giscard d'Estaing, qui se proposait de dépasser les 30 % de suffrages, de devancer M. Laurent Fabius et de marginaliser M. Simone Veil, est actuellement situé sensiblement derrière le chef de file socialiste (respectivement 25 % et 28 %) et n'obtiendrait pas le double des voix de la liste centriste (cédée de 14 % des intentions de vote).

L'Europe paie : M. Fabius s'est placé dans le sillage du président de la République, dont il s'affirme — en s'aidant de la « censure » du 16 mai — comme le seul, parmi les têtes de liste, à soutenir l'action européenne. M. Veil incarne, par définition, l'Europe. M. Giscard d'Estaing pèse de son poids essentiellement par un souci intime à l'opposition et par celui de se montrer « incon-

tourable ». L'ancienne présidente du Parlement de Strasbourg ne manque pas une occasion de souligner qu'elle est la seule à agir, depuis dix ans, dans l'espace européen, alors qu'on peut douter que ses concurrents aient la Communauté pour principal horizon.

Le débat interne à l'opposition, lancé par les rénovateurs au lendemain des élections municipales, sert, aussi, M. Veil. Celle-ci a pris fait et cause pour la nouvelle génération, réservant ses premiers déplacements en province à Toulouse (M. Dominique Baudis) et à Lyon (MM. Michel Noir et Charles Millon). Le résultat que lui promettent les sondages témoigne de la faveur dont bénéficie la nouvelle génération dans l'électorat de l'opposition.

Mieux se porte M. Veil, mieux navigue M. Fabius. Le chef de file socialiste, après avoir

hésité, avait refusé de participer à l'entreprise de marginalisation de la liste centriste que lui proposait M. Giscard d'Estaing. Il persiste à ne pas vouloir un face à face télévisé avec l'ancien chef de l'Etat, invité, lundi 29 mai, de « l'heure de vérité » sur Antenne 2. L'alliance « objective » s'est nouée entre M. Fabius et M. Veil, au détriment du chef de file UDF-RPR, qui risque d'être pris dans une seringue.

Le pouvoir a tout lieu de se réjouir, en outre, de voir les deux listes de l'opposition créditées, au total, de moins de 40 % des intentions de vote, alors que la liste conduite par M. Veil en avait réuni près de 43 % en 1984. Les socialistes pourraient ainsi consolider leur majorité relative, tandis que tous les espoirs sont, de nouveau permis à M. Jean-Marie Le Pen. L'extrême droite profite de la volonté de M. Giscard d'Estaing de se position-

ner au centre et des efforts de son chef de file pour écarter la tendance « populiste » de son mouvement et recouvrer une apparence de respectabilité. Le résultat de l'élection cantonale partielle de Perpignan, où règne un micro-climat favorable, montre que l'électorat lepéniste, qui a tendance à se mobiliser plus tardivement que les autres, est toujours là.

Les Verts, eux aussi à l'affût du vote sanction ou du vote refuge, vont recevoir à leur tour, après quelques vicissitudes, l'onction médiatique de « l'heure de vérité », le 31 mai. Les socialistes — et pas seulement eux — attendent beaucoup des déboires qu'ils prévoient pour le chef de file écologiste, M. Antoine Waechter, lors de ce baptême du feu. Les sondages montrent que les électeurs de chaque camp sont présents à l'appel. Il s'agit, maintenant, de les retenir.

PATRICK JARREAU
et DANIEL CARTON.

La campagne de M. Laurent Fabius

Un plan de lutte contre la pauvreté

M. Laurent Fabius a déclaré, dimanche 28 mai, au « Forum FR3-Radio-Monte-Carlo », qu'il y a « deux différences majeures » entre les orientations des listes de M. Valéry Giscard d'Estaing, et de M. Simone Veil et celles de la liste qu'il conduit : cette dernière « est, et sera la seule à soutenir fermement l'action européenne du président Mitterrand » ; les listes de droite proposent une Europe du « laissez-aller », du « laissez-polluer », tandis que celle du PS veut « une Europe organisée ».

Interrogé sur les propos de M. Jean-Marie Le Pen affirmant que l'arrestation de Tourvier est un

« coup » électoral, M. Fabius a déclaré : « De toutes les manières, depuis ce que M. Le Pen a dit sur « Durafour criminaire », toute discussion est finie. Je n'attache pas d'importance, pas de crédit, pas de considération, et, surtout, pas de respect à ce qu'il dit. »

Le chef de file socialiste a précisé le contenu du plan européen de lutte contre la pauvreté, qu'il propose : généraliser un revenu minimum européen ; offrir un toit européen aux sans-abri ; créer une banque alimentaire européenne ; faire intervenir le

Fonds social européen en faveur des chômeurs de longue durée.

Le président de l'Assemblée nationale a indiqué, en outre, que lors de la conférence des présidents des Parlements de la CEE à laquelle il avait participé, les 19 et 20 mai, à Madrid, il avait été décidé que, « l'année prochaine et les années qui viennent, tous les Parlements d'Europe et le Parlement européen auront un rendez-vous de l'Europe, où ils traiteront tous en débat avec leur gouvernement le même sujet inter-européen ».

M. Philippe Herzog lance un appel aux syndicalistes

Invité du « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche 28 mai, M. Philippe Herzog, tête de liste du PCF aux élections européennes, a indiqué qu'il prônait « une initiative politique » en lançant « un appel aux syndicalistes » dans le cadre de « la troisième étape » de sa campagne. Alors que M. Laurent Fabius a récemment rencontré des syndicalistes au cours de « la conférence européenne des travailleurs », organisée par les partis socialistes et sociaux-démocrates, M. Herzog, qui, de son côté, a déjà dialogué avec les dirigeants de la CGT et d'autres dirigeants syndicaux liés aux PCF, a souhaité « faire lever les forces sociales et syndicales existant en France afin de faire barrage aux puissances d'argent et aux atteintes contre les droits sociaux et nationaux ».

A l'intérieur de l'Hexagone, il s'est adressé à FO et à la CFDT et, en dehors, à la Confédération européenne des syndicats (CES), aux syndicats allemands (DGB), italien (CGIL) et britannique (TUC), afin de les rencontrer. Il s'est élevé contre la mise en forme d'une charte des droits sociaux qui serait « une feuille de vigne pour dissimuler les atteintes aux droits dans chaque pays ».

Estimant que les socialistes sont dans une « formidable contradiction » car « tous leurs actes les associent à des gens de droite », il a conseillé à M. Fabius de sortir du « petit cinéma de la démagogie sur l'Europe sociale ». Il a accusé les socialistes, « coupables de se retrancher derrière M. Kohl sur la fiscalité zéro pour les revenus financiers, avec la Commission de Bruxelles sur la directive santé qui répond aux propositions patronales (...) avec M. Bush pour l'armement, avec Séguin, Solson et Rocard pour les licenciements économiques ».

Personne n'étant exempt de contradictions, M. Herzog a assuré que son « objectif politique est de [se] rapprocher de [ses] alliés potentiels », en parlant du PC italien avec lequel le PCF est au plus mal, et en déclarant que « les sociaux-démocrates allemands sont plus proches de nous, et même la droite allemande ». Ce qui n'est apparemment pas le cas de la droite française puisque M. Valéry Giscard d'Estaing, chef de file de la liste UDF-RPR, « a soutenu la montée des sociétés multinationales et de l'affairisme en France ».

A propos d'affairisme, il s'en est pris vigoureusement au chanteur Yves Montand, « un ami du baron Empain », qui fait actuellement campagne pour Solidarité en Pologne mais qui, selon M. Herzog, « est mal placé pour donner des leçons de socialisme ». Il semble qu'il était mieux placé, en 1956, avec l'appui du PCF !

L'émancipation des femmes « à deux vitesses »

A l'heure où l'on recense les femmes figurant sur les différentes listes pour l'élection européenne, les femmes du PS tenaient colloque, samedi 27 mai, à Paris, sur le thème : « Femmes européennes : les solidarités ». Organisée par l'ancien ministre, M. Yvette Roudy, en l'absence d'écusse mais néanmoins remarquée de l'actuel secrétaire d'Etat aux droits de la femme, M. Michèle André, cette rencontre a eu l'occasion de faire le point sur l'état de la législation en matière d'égalité professionnelle, sur la violence, sur la montée de l'intégrisme et, plus généralement, sur le combat féministe.

Réquis spécialement, au terme des débats, deux représentants du sexe fort, M. Pierre Mauroy et M. Laurent Fabius, auront créé l'événement de ce colloque. Le premier secrétaire du PS, reconnaissant, a promis une modification des statuts du parti lors du prochain congrès, visant dans le cadre d'une meilleure représentation des femmes. Il envisage de porter les quotas pour les élections de 20 % à 30 % et, pour les instances du parti (comité directeur), à 40 %.

Rendant hommage au travail de M. Roudy, réalisé de 1981 à 1988, M. Mauroy a souligné que le PS et le gouvernement, s'ils doivent rester tenaces, ne doivent pas se laisser aller à la recherche d'un consensus. « Il faut s'interroger sur le manque de nos débats idéologiques », a-t-il dit. Nous ne devons pas accepter des idées qui ne sont pas les nôtres. Nous ne devons pas cé-

der de combattre pour la liberté et l'égalité.

M. Fabius s'est exprimé dans les mêmes termes, déclarant que « le combat n'a pas lieu de cesser ». « Notre organisation sociale, en particulier du travail, est fondée sur une division des rôles qui ne correspond pas à l'égalité », a-t-il affirmé. La grande question qui doit être posée : sommes-nous capables de concevoir une autre organisation ? Je ne vote pas qu'elle se profile. Si, par tempérament gestionnaire on oublie ce problème, c'est grave. »

Les deux orateurs ont regretté que se développe « une émancipation des femmes à deux vitesses ». L'une, correspondant au modèle de « femme idéale », imposé par les médias, l'autre décalée par rapport à ce modèle, « en ce qui concerne la formation, la capacité au travail, la disponibilité au bonheur ».

M. Antoinette Fouque, visiblement désolée aux promesses des deux participants masculins à pronostiquer une « montée du narcissisme de l'homme, du patriarcat, dont témoignent les affiches du PS, réduisant les femmes à des « petites sœurs » », M. Roudy, plus optimiste sur l'issue du mouvement, a repris les critiques formulées des deux députés du PS à l'occasion de M. Michel Rocard et affirmé que ce dernier n'avait « pas donné à son secrétaire d'Etat les moyens d'agir » et qu'il ne considère pas, « en l'absence de forces de pression suffisantes, le droit des femmes comme une priorité. »

« Le racisme ordinaire n'a pas disparu »

M. Laurent Fabius a défendu, samedi 27 mai, « l'Europe de la justice sociale, l'Europe que souhaite François Mitterrand », au cours d'une visite dans le nord de la France-Comté, visite placée avant tout, sous le signe de la lutte contre le racisme.

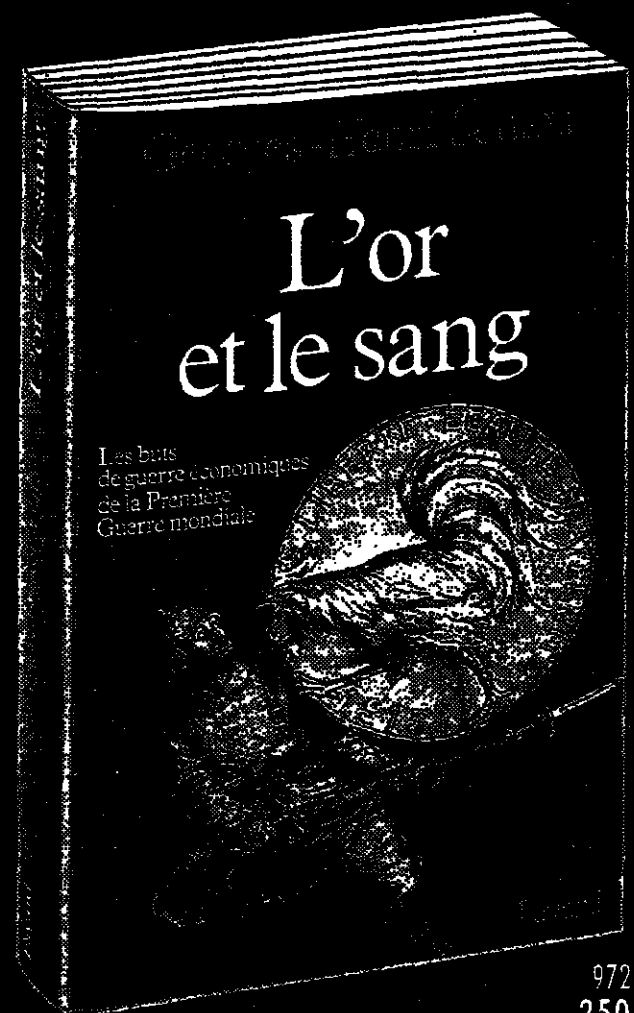
Après avoir été reçu à Belfort par M. Jean-Pierre Chevènement, le président de l'Assemblée nationale a dévoilé une stèle élevée à la mémoire des habitants de Champagny (Haute-Saône) qui, le 19 mars 1789, avaient demandé dans leur cahier de doléances l'abolition de l'esclavage.

Visitant la Maison de la négritude, sorte de chapelle laïque dédiée aux droits de l'homme autour du « vent de Champagny », M. Fabius a évoqué le « racisme ordinaire, quotidien, qui n'a pas disparu en France », avant de fustiger celui qui est en vigueur en Afrique du Sud.

A Champagny, puis à Héricourt (Haute-Saône), où il a inauguré une rue Nelson-Mandela au côté du maire et député socialiste, Jean-Pierre Michel, l'ancien premier ministre a notamment lancé : « Il faut que l'apartheid disparaisse en Afrique du Sud avant la fin du siècle. »

M. Fabius a été invité à un déjeuner privé chez les parents de M. Nora Zaidi, dans un quartier populaire à très forte population immigrée de Béthencourt, dans le pays de Montbéliard. Avant d'être candidate en position éligible sur la liste socialiste, la jeune femme était présidente de l'antenne locale de SOS-Racisme.

Voici un livre capital...



...Il bouleverse la plupart des interprétations reçues, les plus classiques comme les plus contestatrices, de la Grande Guerre de 1914-1918.

Jacques Nobécourt, *L'Express*

FAYARD

« Sécurité ou rentabilité, il faut choisir. »
« Ah oui ? »

Politique

La préparation des élections du 18 juin

M. Jacques Delors souhaite que la France « comprenne et aime » l'Allemagne

M. Jacques Delors, qui était dimanche soir l'invité de « Questions à domicile » sur TF1, a souhaité que la France comprenne et aime l'Allemagne avant de dire son « inquiétude » de poser à celle-ci une question « simple » : veut-elle « oui ou non » de l'union économique et monétaire, projet qui est, selon lui, « le pas qui va nous engager vers l'Europe politique » ?

M. Delors a estimé que la suppression par la RFA de la retenue à la source des intérêts des obligations relève de considérations de politique intérieure. Il a ajouté que l'union économique et monétaire donnera à la France « plus de marge de manœuvre qu'elle n'en a dans le système monétaire européen, dont on a épuisé les charmes ».

Le président de la Commission européenne a ensuite renvoyé dos à dos ceux qui assurent que « l'Europe sera socialiste ou ne sera pas » et ceux pour qui « l'Europe sera socialiste ou ne sera pas » : « L'Europe sera pluraliste ou ne sera pas », a-t-il lancé avant d'ajouter : « Si les Allemands veulent prendre leur tenue de croisés et imposer leur modèle de société aux autres, cela ne marchera pas ! »

Il a justifié le projet bas de la charte sociale européenne qu'il propose, en insistant toutefois sur l'idée que les « grands principes » qui y sont énoncés « ont une importance exceptionnelle », car il s'agit de montrer, d'une part, que « nos démocraties ne sont pas simplement des démocraties politiques mais veulent être des démocraties sociales », d'autre part, qu'il faut aller « vers l'harmonisation par la loi ».

Interrogé ensuite sur la polémique qui s'est instaurée avec M. Lang à propos de la directive européenne concernant l'audiovisuel et l'absence de quotas de diffusion d'œuvres européennes par cette directive,

M. Delors a lancé : « Jack Lang est un excellent ministre de la culture, mais il ne connaît pas le traité de Rome. (...) Nous avons l'intention d'aider à la production et à la coopération des œuvres européennes ; d'autre part, nous avons obtenu que l'on aille progressivement vers une diffusion majoritaire d'œuvres européennes ».

Interpellé par M. Daniel Cohn-Bendit, adjoint (Vert) au maire de Francfort, qui était l'invité surprise de l'émission, et qui proposait que le prochain scrutin européen se déroule à partir de listes européennes et non plus nationales, M. Delors a répondu : « Je propose que le prochain Parlement européen élabore des propositions pour aller dans ce sens ». M. Delors a également indiqué qu'il lui plairait d'être élu à son poste de commissaire par le Parlement européen lui-même plutôt que d'être désigné par les gouvernements. Il souhaite non pas une structure fédérale, comme M. Veil, mais plutôt « une très grande marge d'autonomie laissée aux États nationaux et à des régions fortes ».

Soutien à M. Rocard

En ce qui concerne la politique intérieure française, et son éventuel retour sur cette scène, M. Delors a simplement répondu : « Qui vivra verra », ajoutant aussitôt : « Je me sens assez jeune pour continuer à travailler ». Il a, par ailleurs, souhaité que le Parti socialiste participe au renouveau de la pensée social-démocrate qu'il perçoit aujourd'hui.

Au sujet de M. Rocard, il a déclaré : « Michel Rocard est mon ami depuis trente-cinq ans, et nous avons milité tous les deux ensemble, et nous étions ensemble à la création du Parti socialiste unifié — PSU — et nous avons adhéré

ensemble au Parti socialiste en 1974. Et beaucoup de journalistes se sont mis à nous opposer. Ma seule divergence avec Michel a été sur la stratégie pour reconquérir le pouvoir et faire du Parti socialiste un grand parti de gouvernement. J'avais pensé que seule la stratégie de François Mitterrand était la bonne, et je crois que les événements ont tranché. Mais pour le reste, je me sens très proche de lui. C'est un ami, et je souhaite sa réussite en tant que premier ministre. Il a pensé qu'il fallait une période où la politique devait être modeste, mais il est comme moi, il bouillonne d'idées, et je suis sûr qu'après cette phase de politique modeste, il va revenir, comme il a toujours été, un grand facteur de propositions ».

Enfin, évoquant la « petite phrase » de M. Laurent Fabius, lequel avait indiqué que si M. Rocard réussissait, il le « soutiendrait » à la prochaine élection présidentielle, M. Delors a déclaré : « Je dirai la même chose avec quand même un renvoi : c'est que moi, je souhaite pleinement la réussite [de Michel Rocard] aujourd'hui ».

M. Delors a conclu en disant qu'il devait être, selon lui, les trois objectifs de la présidence française de la Communauté, qui s'ouvre le 1^{er} juillet : « On peut attendre de cette présidence qu'elle fasse passer dans les faits la dimension sociale plus la dimension sociale, qu'elle mette sur les rails ce projet européen d'aide à la diffusion audiovisuelle et qu'un engagement solennel soit pris à douze, à onze, à dix, à neuf — je ne sais pas ! — sur l'union économique et monétaire, qui, si elle se réalise peu à peu, appellera à son tour une réforme politique. L'union monétaire et économique, cela appellera un contrepartie démocratique du Parti socialiste unifié — PSU — et nous avons adhéré

Autant... en emporte Le Pen

La liste européenne du Front national va encore être modifiée ! Dévoilée à Saint-Gilles (Gard) après quelques péripéties — disparition d'un certain Pierre Temtant, apparition de Pierre Serey — la liste de M. Jean-Marie Le Pen (le Monde du 23 mai) avait immédiatement perdu M. Soraya Djebbour, excédée par les références aux croisés et à Charles Martel. Voilà qu'elle va gagner un nouveau candidat parmi les éligibles.

Avec la Jument verte, on l'aurait bien vu sur la liste des « écoles ». Avec l'Auberge rouge, on l'aurait plutôt rangé sur des listes du courant communiste. Avec la Traversée de Paris, il se serait sans doute retrouvé — rapport à la capitale, pas un marché noir — sur la liste conduite par M. Valéry Giscard d'Estaing, dans le contingent du RPR. Sur la liste de Mme Simone Veil, il ne pouvait s'y glisser, puisque M. Claude Laloux y occupait déjà la place du cinéaste.

C'était oublier que M. Claude Autant-Lara (quatre-vingt-sept ans) figurait dans le comité de soutien à M. Jean-Marie Le Pen à la dernière élection présidentielle. C'est donc sur la liste du président du Front national, « dans les toutes premières places », que devrait figurer M. Autant-Lara, ainsi que M. Le Pen le « dévoile » le mercredi 31 mai.

Un remake. M. Autant-Lara donnera à la liste Europe et Patrie un petit air rétro, nostalgique des années 40, au moins pour le cinéma.

Dans un entretien avec le mensuel d'extrême droite le Choc du mois, Claude Autant-Lara parlait, en janvier 1988, de son livre les Fourgons du malheur (éditions Carrère) et du suivant, qui porterait, disait-il, sur l'Occupation. « Alors là, dit-il, j'ai une idée, c'est que l'on se paye une tranche, c'était la plus belle époque du cinéma français. Sont arrivés Prévert, Delannoy, Becker, Clouzot. Nous étions chez nous, et les gens de chez nous travaillaient ».

Cette réflexion venait après un jugement porté par Claude Autant-Lara sur l'aide accordée à Mehdi Charif pour la réalisation du film le Thé au harem d'Archimède. « C'est un scandale. Ce monsieur, qui est peut-être quelqu'un de très bien, n'a qu'à faire financer son film par les Arabes. Tant que les Français n'auront pas ce à quoi ils ont droit puisqu'ils sont chez eux, nom de Dieu ! On n'a pas à faire venir des étrangers. Maintenant, on favorise le cosmopolitisme. Et bien, je travaille. Le Français, lui, ne pisse à la raie ! D'ailleurs, le cosmopolitisme, ce sont les Américains ».

Paris, remarquez, n'est plus ce qu'il était : « On rencontre des nègres, des Arabes et des Chinois à chaque coin de rue. Voyez tous ces commerces qui disparaissent, qui sont vendus aux Arabes. Remarque, aux du moins, ils travaillent. Le Français, lui, ne faut plus rien. Il faudrait le traiter à coups de pied au cul. »

O. B.

EN BREF

● Polémique Fabius-Bourlanges. — M. Laurent Fabius a répété au Forum RMC — FR 3 du 28 mai que M. Jean-Louis Bourlanges, candidat sur la liste de M. Veil, « a toujours voté avec l'extrême droite sans exception aucune » au conseil général de Haute-Normandie, dont il est membre. M. Bourlanges, qui avait été élu comme RPR au conseil régional lui épond en ces termes : « M. Fabius paraît curieusement mal informé des réalités haut-normandes, puisqu'il semble ignorer que j'ai à plusieurs reprises (...) dénoncé la collusion du RPR, de l'UDF et du FN, récusé le principe d'une majorité commune à ces trois formations et appelé de mes vœux la constitution d'une majorité républicaine de gestion régionale, associant tous les groupes à l'except-

tion du Front national et du Parti communiste. »

● M. Veil ne veut pas être le chef du centre. — Interrogé dimanche 28 mai au « Grand Oral Libération-Pacifi FM », M. Simone Veil a expliqué qu'elle souhaite « pour la vie politique française qu'il y ait un courant du centre important », mais qu'elle ne se voyait pas, compte tenu de son emploi du temps, en prendre la tête au lendemain du 18 juin. « Que ce courant du centre, a-t-elle déclaré, soit au sein d'une grande formation ou qu'il soit tout à fait autonome, il est trop tôt pour le dire (...). Je le soutiendrai s'il se fait, mais je ne serai pas le leader. Je ne vois pas comment faire ce qu'il y a à faire à Strasbourg et pouvoir m'occuper vraiment comme leader d'une telle force, même si j'y apporte mon soutien. »

Le débat à l'Assemblée nationale sur l'entrée et le séjour des étrangers en France

L'opposition compte lancer une bataille d'amendements

Les députés devaient commencer, lundi 29 mai après midi, l'examen du projet de loi relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France. Après l'intervention du rapporteur de la commission des lois, M. Michel Suchod (PS, Dordogne) [voir son portrait], le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, devait rappeler les traits principaux de son texte, qui abroge certaines dispositions de la loi Pasqua de septembre 1986. Le chef de l'Etat s'était personnellement engagé à faire abroger cette loi. La discussion devait théoriquement durer jusqu'à jeudi. Théoriquement car, pour la première fois depuis le début de cette législature, l'opposition de droite va se livrer à une bataille d'amendements. En commission, les députés UDF-UDC et RPR ont proposé très peu de modifications, mais l'ancien président de la commission des lois, M. Pierre Mazeaud (RPR), tient en réserve près de 150 amendements qui seront déposés au dernier moment. M. Mazeaud veut tenter de réintroduire dans le texte du gouvernement les dispositions de sa proposition de loi portant réforme du code de la nationalité française qui reprend les principales mesures avancées il y a plus d'un an par la commission de la nationalité

qu'avait présidée M. Marcelle Long, vice-président du Conseil d'Etat.

Cette commission avait déposé un rapport sur le bureau du premier ministre de l'époque, M. Jacques Chirac (le Monde daté 8-9 janvier 1988). Après un travail dont la qualité avait été saluée, la commission Mazeaud, composée de seize membres aux sensibilités différentes, avait proposé de ne pas remettre fondamentalement en cause les principaux critères sur lesquels repose, depuis plus d'un siècle, la définition de la nationalité française : filiation, lieu de naissance et résidence.

La commission souhaitait en revanche que soit mieux affirmée « l'identité française », tout en assurant une meilleure intégration des étrangers. L'expression de la volonté individuelle du postulant à la nationalité française devait également être favorisée, selon la commission.

Ces propositions n'ont jamais été suivies d'effet. M. Mazeaud souhaite les relever de leurs cendres en profitant de la discussion du projet Joxe. Ses amendements reprennent 49 des 60 propositions de la commission, c'est-à-dire toutes celles ayant une portée législative, les autres relevant du domaine réglementaire.

D'autre part, l'opposition de droite a également choisi de sortir le « grand jeu » en utilisant tous les ressorts de la procédure pour contester ce texte : question préalable (est-il bien nécessaire de débattre d'un tel projet ?), exception d'irrecevabilité (le texte est anticonstitutionnel), motion de renvoi en commission (le travail a été bâclé). C'est également M. Mazeaud qui défendra l'exception d'irrecevabilité.

Le député RPR dénonce le fait que le projet de loi prévoit que, désormais, l'arrêté de reconduction à la frontière prononcé par le préfet à l'encontre d'un étranger en situation irrégulière puisse être contesté devant le tribunal de grande instance et en appel devant le premier président de la cour d'appel. « Cet article opère donc un transfert de compétence de la juridiction administrative au profit du juge judiciaire », estime M. Mazeaud, pour qui ce transfert « est totalement contraire à notre tradition juridique ». De leur côté, les députés communistes ont également préparé de nombreux amendements pour tenter d'abroger complètement la loi Pasqua.

PIERRE SERVENT.

« Un projet ni bon ni justifié »

assure le Syndicat de la juridiction administrative

Au nom du Syndicat de la juridiction administrative, son président, M. Michel Courtin, et son ancien président, M. Daniel Chabanol, protestent contre certaines dispositions du projet de loi sur les immigrés, et nous écrivent :

« Le projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers comporte une atteinte inadmissible aux règles fondamentales organisant les compétences des ordres de juridiction, atteinte que le ministre de l'Intérieur habilite de considérations d'opportunité pour ne pas dire de commodité.

Un juge de l'excès de pouvoir

De quoi s'agit-il ? De rien moins que de confier au juge judiciaire le contrôle de la légalité des décisions individuelles de reconduction à la frontière prises à l'encontre des étrangers par l'autorité administrative, les préfets en l'espèce.

Ainsi, aujourd'hui, M. Joxe s'engage dans un processus qui verrait le juge judiciaire transformé en juge de l'excès de pouvoir, annuler, voire suspendre l'exécution de décisions administratives prises dans l'exercice du pouvoir de police.

L'entorse ainsi envisagée à l'article 13 de la loi des 16 et 24 août 1790 (« Les juges ne pourront, à peine de forfaiture, troubler, de quelque manière que ce soit, les opérations des corps administratifs ») et au décret du 16 fructidor an III (« Défenses répétitives sont faites aux tribunaux de connaître des actes d'administration... ») n'est pas un accident ponctuel, elle s'inscrit dans un mouvement diffus et souvent sournois de contestation de l'existence de la juridiction administrative.

Cet aspect du projet de loi n'est ni bon ni justifié. »

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'EUROPE DES RÉGIONS

Envoyer 60 F (timbres à 2 F ou chèques) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

M. Suchod (PS), rapporteur du projet

Un diplomate

C'est à M. Michel Suchod (PS, Dordogne) que devait revenir, le lundi 29 mai, le soin de rapporter, au nom de la commission des lois de l'Assemblée nationale, le projet de loi relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France. M. Suchod avait déjà été rapporteur, en octobre 1981, du texte abrogeant la loi Bonnet sur la prévention de l'immigration clandestine.

Rien n'aurait dû dispenser M. Michel Suchod de devenir, au sein du groupe socialiste, le spécialiste de la législation sur l'entrée et le séjour des étrangers en France. A l'exception — bienvenue — d'une présidence de la Ligue départementale des droits de l'homme, on ne trouve, dans le curriculum vitae de cet énarque de quarante et un ans proche de M. Jean-Pierre Chevènement, nulle trace de militantisme ou de participation à des groupes de travail sur le sujet. Conseiller, puis secrétaire des affaires étrangères, avant d'être élu en 1980 député de la deuxième circonscription de la Dordogne, M. Michel Suchod avait d'ailleurs volontiers plus disert sur les problèmes du Moyen-Orient ou sur la politique de coopération de la France que sur l'immigration clandestine.

C'est pourtant lui qui, pour la seconde fois, a été désigné pour rapporter cette nouvelle réforme de la législation sur les étrangers. Car en 1981, sur le projet abrogeant symboliquement la « loi Bonnet », comme en 1988, sur le texte modifiant profondément cet autre symbole qu'est pour la gauche le « loi Pasqua », ce n'est pas d'un « militant » que le groupe socialiste avait besoin, mais d'un rapporteur qui saurait

habilement faire la synthèse entre les positions divergentes du gouvernement et de certains élus de la majorité.

Il y a huit ans, Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, inquiet des velléités de surcharge des députés socialistes, avait sérieusement envisagé de retirer son projet. M. Michel Suchod avait alors dû le convaincre de maintenir le texte à l'ordre du jour du Parlement contre l'assurance que les dispositions législatives et réglementaires seraient pas défendues.

Maintenant, c'est la prudence de M. Pierre Joxe qui est critiquée par certains élus socialistes, et à la fois l'insouciance de M. Suchod — mais cette fois en amont du débat à l'Assemblée — pour parvenir à un accord. Et hier comme aujourd'hui c'est au diplomate que l'on a demandé de conduire ce débat à risque, à l'été de la Dordogne radicalisant que l'on a confié le soin de contenir les radicalismes de gauche comme de droite.

Tout en affirmant qu'il ne « retirait rien » de son intervention de 1981, soigneusement relu avant la discussion de lundi, M. Michel Suchod reconnaît que l'expérience des huit années passées lui convaincu qu'« on ne saurait considérer que l'ensemble des délégués de la plénitude pouvait trouver un havre de tranquillité en France. La majorité des élus du groupe a d'ailleurs fait cette évolution ». « En dix ans, observe-t-il, c'est la cinquième fois que le Parlement modifie la législation sur l'entrée et le séjour des étrangers. Il faut en finir. Le vrai question est : l'on doit se poser, maintenant, c'est celle de l'insertion. »

P. R.-D.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi (éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82. Poète 4138

LES CHIFFRES-CLES DE LA TÉLÉVISION FRANÇAISE (1988-1989)

LA TÉLÉVISION FRANÇAISE EN CHIFFRES

Présenté par l'Institut National de l'Audiovisuel et le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, 75 F.

Diffusion : LA DOCUMENTATION FRANÇAISE 31, quai Voltaire Paris 7^e Tel. 1. 40.15.70.00

هكنا من الأهل

Politique

Un entretien avec M. Edouard Balladur

(Suite de la première page.)

« Nous avons tenté d'échapper à cette anarchie en organisant la coopération lors des accords du Louvre. Ces accords ont bien fonctionné mais resteront insuffisants si chacun n'est pas résolu à remédier aux déséquilibres de son économie, les uns réduisant leurs déficits et les autres diminuant leurs excédents. Les fluctuations relatives du dollar et du mark que l'on observe aujourd'hui sont l'illustration des inconvénients majeurs nés de l'absence de toute organisation monétaire solide au plan mondial.

« Il y a un peu plus d'un an, j'avais proposé de mettre à l'étude la réforme du système monétaire international et d'examiner soit la création d'une sorte de système monétaire européen à l'échelle mondiale, soit l'adoption d'un système nouveau comportant un étalon monétaire mondial et l'obligation de convertibilité externe de chaque monnaie. Ainsi tout pays en situation de déséquilibre serait nécessairement conduit à prendre les mesures de correction qui le ramèneraient à l'équilibre. Depuis lors, rien ne s'est passé.

« Abandonner le nationalisme monétaire »

« Les États tiennent à leur pouvoir monétaire exclusif, indépendamment de toute sanction extérieure. C'est le cœur du problème. Je souhaite que l'on revienne à un système abandonnant le nationalisme monétaire au profit de règles qui s'imposent à tous, et respectées grâce à l'existence d'un étalon monétaire et à la libre convertibilité.

« Aussi longtemps que les États-Unis demeureront la plus grande puissance militaire et économique du monde, aussi longtemps que les banques centrales continueront d'acheter des dollars qu'elles ne pourront convertir en un étalon monétaire commun, les Américains pourront faire financer leurs déficits par les autres, dans leur propre monnaie. Ils ne renonceront pas aisément à cette commodité.

« Considérez-vous que le rapport Delors sur l'union monétaire européenne va dans le bon sens.

« Pour l'essentiel, oui. Il est évident que le fonctionnement du marché unique européen suppose une monnaie commune, surtout dans une situation de flottement général des monnaies dans le monde. C'est pourquoi nous avons progressivement perfectionné le système monétaire européen, notamment lors des accords de Nyborg en 1987, sur la proposition de la France. Créer une monnaie commune, cela consiste à faire un pas supplémentaire. J'approuve des orientations et je souhaite qu'un jour cette monnaie commune, dont l'usage public et l'usage privé devraient être développés, soit gérée par une banque centrale dans laquelle il va de soi que les divers instituts d'émission nationaux devraient jouer un rôle essentiel.

« Reste que l'institution d'une monnaie commune tend à dessaisir les États d'une part de leur souveraineté, puisque la monnaie est avec la défense l'un des attributs essentiels de l'indépendance des nations. Il faut s'interroger sur la vision que l'on a de l'avenir

de l'Europe : est-il de l'intérêt des pays européens que cette monnaie commune soit gérée non seulement indépendamment des autorités nationales, mais également indépendamment des autorités européennes, par un organisme totalement indépendant sur le modèle américain par exemple ?

Le faux nez du socialisme

« Vous préconisez le libéralisme populaire. En quoi est-il tellement différent de la société d'économie mixte ? L'un comme l'autre sont fondés sur la coexistence de l'État et du marché ?

« C'est une question de degré, au-delà d'une question d'état d'esprit. La société d'économie mixte, c'est le faux nez du socialisme. De quoi s'agit-il ? De permettre à l'État d'élaborer et de faire appliquer des réglementations à condition de ne pas aller trop loin. J'ai moi-même, en supprimant le contrôle des prix, institué une réglementation de la concurrence.

« S'agit-il pour l'État de préserver sur l'économie les ressources qui lui sont nécessaires ? Question de degré aussi : il n'est pas indifférent que la collectivité prélève moins de 30 % ou près de 50 % de la richesse nationale.

« L'État doit-il avoir une activité économique de producteur ou de distributeur ? C'est toute la question. Je suis hostile à ce que, sauf exception, l'État possède des entreprises, dispose de monopoles industriels ou financiers, hostile à l'association entre acteurs publics et acteurs privés, car, ce faisant, l'on organise l'intrusion de la politique dans l'économie.

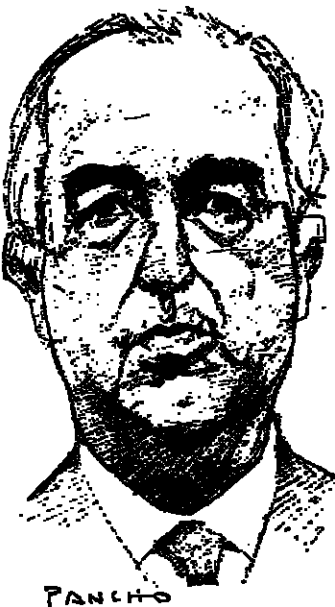
« Quelles sont les différences entre la société d'économie mixte et le libéralisme populaire ? Elles sont essentielles, même s'il y a parfois des recoupements : qu'il s'agisse du volume et de la nature des réglementations, qu'il s'agisse du niveau des prélèvements publics, qu'il s'agisse de l'ampleur des budgets publics, qu'il s'agisse de l'existence d'un large secteur nationalisé ou des libertés économiques, on voit bien que ce sont deux approches totalement différentes de la vie en société.

« Concrètement, qu'est-ce que cela signifie ?

« Je vais vous donner un exemple. Tout le monde va répétant que les entreprises françaises ont un capital trop faible et trop fragile et qu'il faut les protéger notamment face à l'étranger. Fort bien, c'est également mon avis : aussi avais-je, malgré les critiques, doté les entreprises privatisées de noyaux stables d'actionnaires dont tout le monde reconnaît aujourd'hui qu'ils étaient indispensables, en ne faisant même parfois grief de ne pas être allés assez loin. Permettez-moi d'indiquer en passant que le Conseil d'État vient de rejeter les recours présentés par M. Joxe contre les opérations de privatisation de Saint-Gobain et de Paribas. Le Conseil d'État ne fait ainsi que confirmer les appréciations que la COB avait pu porter, en leur temps, sur chacune des opérations de privatisation.

« Comment protéger les entreprises françaises ? Il y a la méthode de M. Mitterrand qui

consiste à introduire dans ces entreprises des capitaux publics, que ce soit ceux des compagnies d'assurance ou de la Caisse des dépôts ; il s'agit en fait d'une éviscération partielle. Ou bien il y a la méthode, propre au libéralisme populaire, que nous avons utilisée : elle consiste à faire appel à l'épargne de tous les citoyens pour qu'ils deviennent actionnaires des grandes entreprises du pays. On a vu en octobre 1987 que les petits porteurs ont été tout à fait stables et sereins dans la tourmente. Je ne peux pas trouver de meilleur exemple de la différence entre la société d'économie mixte et le libéralisme populaire.



P. ANCHUT

« Qu'est-ce qui différencie le libéralisme populaire de la conception usuelle de libéralisme ?

« Deux choses essentiellement : la liberté doit exister au profit de tous, grâce à la participation, chacun prenant sa part dans la gestion et dans le capital des entreprises. C'est la forme moderne du progrès social. En outre, ce libéralisme doit comporter un ordre, qu'il s'agisse d'un ordre mondial grâce à l'institution d'un véritable système monétaire, ou d'un ordre interne, voire européen, grâce à des réglementations telles que celle sur les OPA.

« Je me propose de publier, dans les semaines qui viennent, un plan quadriennal de baisse des impôts qui permettra à notre pays d'entrer dans de bonnes conditions dans le grand marché en 1993.

« Je suis préoccupé de notre état d'impréparation : on a quasiment arrêté la politique de baisse des impôts, arrêté les privatisations ; je n'entends plus parler de participation des salariés et, enfin, je ne ressens pas la volonté de mettre en ordre le système monétaire international. Nous sommes pourtant à un tournant : on bien, profitant de l'embellie actuelle, l'on consolide le libéralisme en France et dans le monde, ou bien à la prochaine bourrasque l'on retournera à l'étatisme.

« Certains estiment pourtant qu'il y a aujourd'hui entre la droite et la gauche un accord sur l'essentiel et sur les objectifs et qu'il n'y a

plus de désaccord que sur les méthodes ?

« Je suis d'un avis absolument contraire. Si je me laissais aller, je ferais volontiers l'éloge de l'idéologie.

« Notre situation politique est aujourd'hui paradoxale, il y a comme un affaissement des convictions à droite comme à gauche : la gauche a gagné l'an dernier mais elle paraît tellement ébranlée par ses erreurs passées qu'elle ne veut plus toucher à rien et semble sans projet ; quant à la droite, elle a montré qu'elle savait gouverner et réformer efficacement mais elle a perdu politiquement. Alors elle en vient parfois à se demander si ce n'est pas la gauche qui avait raison.

« Je pense que notre pays n'est pas en bon état politique parce qu'on a trop évacué le débat sur les idées aux dépens d'un unanimisme de façade.

« Notre vie politique est atone, il est grand temps de lui redonner un peu de vigueur.

« Y a-t-il également en matière de politique étrangère et de défense des différences entre l'opposition et la majorité socialiste ?

« En tout cas, il serait dangereux que la loi-programme d'équipement militaire fût remise en cause ; c'est pourtant ce que le gouvernement a décidé : faute de parvenir à freiner suffisamment nos autres dépenses publiques. Prenons garde à ne pas briser le consensus national sur la défense mais, au-delà, réfléchissons à l'avenir. Les choses bougent très vite, notamment en Europe, et l'on constate une tendance grandissante de la RFA à s'interroger sur place qu'elle doit tenir dans la défense commune de l'Occident européen, sur le type de rapports qu'elle doit avoir avec l'Union soviétique. Cette évolution des esprits en Allemagne fédérale est d'une importance considérable, elle peut remettre en cause le sens même de la construction européenne.

« La souveraineté des États, c'est la monnaie et la défense, il serait quelque peu paradoxal, vous en conviendrez, qu'à une coopération monétaire croissante correspondent des dissensions militaires croissantes. Or, bien que personne n'en parle en France, nous devrions nous interroger, nous Français, sur l'adaptation de notre position traditionnelle en matière de stratégie et de défense à cette évolution. Tout se passe comme si nous répétions sempiternellement les catéchismes militaires et nucléaires des années 60, à une époque où il y avait une alliance atlantique solide, un Occident européen bien organisé et en face de lui un monde soviétique unanimement considéré comme hostile.

« Première question : la doctrine traditionnelle d'emploi des forces nucléaires françaises, fondée sur la dissuasion imprécisée, la doctrine traditionnelle d'emploi des forces conventionnelles françaises fondée sur la refus d'occuper une place précise à la frontière orientale de la RFA sont-elles toujours justifiées ? Il

faut peut-être s'interroger là-dessus. Je crains cependant qu'il ne soit bien tard pour tenter d'empêcher l'évolution allemande.

« Deuxième question : si vraiment l'évolution allemande se confirme, quelle conclusion la France doit-elle en tirer dans ses rapports avec la Grande-Bretagne et les États-Unis ? Ne doit-elle pas affirmer davantage sa place dans le pacte atlantique, ce qui serait d'une certaine manière une inflexion de ce qu'était sa position il y a vingt ans, à une époque où les choses étaient tout à fait différentes ?

« Je ne constate aucun débat en France sur ces sujets essentiels qui conditionnent notre avenir. Alors, débattons-en, au lieu de rester dans le silence et le brouillard. Voilà ce que j'appelle l'apologie du débat d'idées.

« Ne considérez-vous pas comme infatigable le fait que l'harmonisation fiscale européenne va nous obliger à des réductions d'impôts et que ces baisses de recettes vont toucher la défense nationale d'autant plus facilement que le mouvement aux États-Unis, en Union soviétique, pousse au désarmement ? On considère-vous que le budget de la défense est tabou ?

« Nous affectons à la défense nationale une proportion plus faible de notre richesse nationale que les Anglais, les Allemands et a fortiori les Américains. Le respect de la loi-programme est indispensable. Alors, quelles économies, où ? Le problème que pose l'Europe à la France, c'est que sa construction lui demande une rénovation de ses structures économiques et sociales plus profondes qu'à ses partenaires, parce que les impôts et les taxes sont plus importants chez nous qu'en Allemagne ou en Grande-Bretagne, parce qu'il nous faut faire des économies plus importantes que les autres sur nos dépenses collectives. Abaisser les dépenses, c'est réformer la société. L'Europe est une mécanique à réformer et à libérer les sociétés.

« Le gouvernement et la majorité parlementaire actuels se comportent comme des conservateurs. Ils veulent maintenir la société française en l'état.

« Nous devons au contraire être des novateurs : je souhaiterais qu'il y ait des novateurs partout.

Le trouble de l'opposition

« Vous dites que la France est en mauvais état politique. Est-ce que vous ne considérez pas état politique de la France et état politique de l'opposition ?

« Je ne le crois pas. Notre pays a besoin de se réformer profondément, il faut l'y préparer psychologiquement et politiquement. On en est l'opposition ? Il est bien vrai qu'elle vit depuis un an une période de trouble.

« Comment peut-elle le surmonter ? L'an dernier j'avais fait ici même des suggestions pour une meilleure organisation de l'opposition en vue d'une union plus forte. Il m'arrive de me demander aujourd'hui si j'avais tout à fait raison de privilégier l'organisation : je crois qu'il faut également progresser sur le ter-

rain des idées et commencer à se préoccuper de ce vide intellectuel dans lequel la France politique vit.

« L'opposition devrait se fixer deux objectifs : le premier c'est, dans l'année qui vient et sur les grandes questions qui conditionnent notre avenir, de dégager des propositions communes qui pourraient être adoptées au printemps de 1990 ; en second lieu, réfléchir à ses problèmes d'organisation en améliorant l'union. De ce point de vue tous ceux qui sont attachés à l'union ne peuvent que soutenir la liste commune du RPR et de l'UDF. Elle préfigure une meilleure organisation de l'opposition. Est-il possible d'organiser des élections primaires pour désigner un candidat présidentiel commun ? Si oui, il ne faut pas hésiter.

« Comment appréciez-vous la tentative de ceux qu'on appelle à droite les « novateurs » ?

« Le mouvement vers la rénovation, à la suite des déceptions de l'opposition l'année dernière, était dans une large mesure prévisible, et nécessaire. Il vient d'horizons divers, il est revendiqué par des hommes d'inspirations différentes. La rénovation, cela peut vouloir dire deux choses : la confrontation des idées ou bien le choc des ambitions. Je préfère la première au second même si, n'étant pas naïf, je me réjouis très bien au fait que le second existe. Pour l'instant, les choses n'en ont pas été simplifiées. Ce qui compte, c'est que le débat d'idées s'engage et puisse aller au fond, sans tabou ni exclusivité, et que la volonté de synthèse l'emporte chez tous.

« De ces mouvements divers, il peut sortir pour l'opposition soit des divisions et un affaiblissement supplémentaire, soit l'annonce d'un redressement. Cela dépendra du désarmement et du respect de la liberté d'autrui qu'il appartient à tous, au sein de l'opposition, de manifester. Cela dépendra aussi de la volonté de promouvoir une union réelle et non pas des opérations personnelles, ce qui n'est guère ce qu'attendent les Français.

« En ce qui me concerne, je ferai tout mon possible pour qu'il sorte de tout cela une meilleure cohérence dans la diversité. Nous n'en sommes pas encore là. Mais il faudra bien que vienne l'heure de la synthèse.

« Vous avez depuis un an appelé à l'union de l'opposition, vous avez tenté de réunir quelque peu le débat d'idées et manifestement vous n'êtes pas très satisfaits. Ne vous sentez-vous pas découragés ?

« Tout n'est pas sombre : nous avons été capables d'élaborer une position commune sur l'Europe et sur cette base nous présentons une liste commune du RPR et de l'UDF, ce qui n'était pas évident il y a quelques mois. C'est un premier résultat. Il devra être suivi d'autres, dans la même direction. La politique n'est pas du domaine de l'abstrait, il faut l'admettre sans pour autant s'y résigner. C'est ce à quoi je m'efforce, sans me laisser aller, rassurez-vous, ni au découragement ni au goût de la solitude.

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI et ERIK IZRAELEVICZ.

Revenus et patrimoine

POUR ÉCLAIRER LES DÉBATS ACTUELS

Inégalités de revenu, RMI, ISF...

Sous la direction de Dominique MEURS

Les Cahiers Français
108 pages, 47 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire Paris 7^e Tel. (1) 40.15.70.00

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration

UNIVERSITÉ À SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel. Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities. Academic program, unique in concept, format and professional experience. Fully approved to grant the

Master of Business Administration
with an emphasis in international management
accredited by AACSB

FILIÈRES D'ADMISSION

3^e CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Docteurs : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA, DESS - IEP - Titulaires de maîtrise.

Programme de 12 à 14 mois, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au M.B.A.

2^e CYCLE Expérience professionnelle de 3 ans exigée après une formation supérieure équivalente au second cycle. Cours de 14 à 16 mois conduisant au M.B.A.

Informations et sélections : European University of America
17/25 rue de Chailot 92010 Nanterre 75116 Paris, (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Programmes associés en Europe, Asie : Taï Ming - Hong Kong, et aux USA : Phila.

L'Année administrative 88

LE POINT SUR LES RÉFORMES EN COURS

L'Administration, une terre étrangère ?

Propos de François de CLOSETS

Une publication de l'Institut International d'Administration Publique
75 F

Diffusion : **LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**
31, quai Voltaire Paris 7^e Tel. (1) 40.15.70.00

مكتبة الشرق

Société

• Le Monde • Mardi 30 mai 1989 15

Après l'arrestation de l'ancien milicien

Les enquêteurs ont entendu longuement des proches de Paul Touvier

Les gendarmes de la section de recherches de Paris ont continué, durant tout le week-end, à enquêter sur les personnes qui ont pu aider Paul Touvier, l'ancien chef du deuxième service de la milice à Lyon, à échapper à la justice. Le lieutenant-colonel Jean-Louis Recardon et son équipe ont ainsi longuement entendu une parente de l'abbé Duben, un prêtre qui a été cité dans l'enquête, en 1947, le mariage religieux de Paul Touvier et de Monique Berthel. Cette femme, qui aurait été au courant de la plupart des déplacements de Paul Touvier, avait déjà été entendue par les gendarmes juste avant l'arrestation de ce dernier. Cette fois, elle a été placée en garde à

vue durant près de quarante-huit heures avant d'être relâchée dimanche 28 mai au soir.

Mgr Lustiger, cardinal-archevêque de Paris, a déclaré dimanche sur Europe 1 : « Il serait absurde de vouloir faire le procès de l'Eglise sur cette période de l'histoire de la France. Car c'est toute la France qui est en cause. Quelques mois avant l'arrivée du général de Gaulle à Paris, il y avait un million de Parisiens pour acclamer le maréchal Pétain. C'est la vraie question ». La veille, le cardinal avait indiqué, sur Antenne 2 : « Moi, j'ai frappé au hasard quand j'étais pourchassé. Les seules portes où j'avais confiance,

c'était d'abord un prestyère ou un prêtre. Jamais je n'ai été dénoncé par eux. D'autres m'ont dénoncé », a-t-il conclu.

Au cours de la messe dite au priuré intergrité Saint-François, à Nice — établissement religieux dans lequel Paul Touvier a été arrêté — l'abbé Moulin, monté en chaire, a déclaré devant quelque cent vingt fidèles : « Sachez, mes frères, qu'en demeurant fidèle à la loi de charité que la Sainte Eglise a toujours pratiquée depuis deux mille ans, selon la volonté même de son divin fondateur, je n'ai fait que mon strict devoir de prêtre catholique. » L'abbé a aussi indiqué dans son sermon : « Qu'importe si ma vie est en danger

compte tenu du tapage odieux qui entoure cette affaire et qui n'a fait qu'exciter l'envie vindicte populaire. »

Dans son édition du 28 mai, le Journal du dimanche rapporte d'autre part une déclaration du général Paul Grossin, ancien responsable du SDECE de 1957 à 1962, l'un des deux grands services de contre-espionnage français : « L'enquête montrera que [Paul Touvier] avait son impunité, non seulement à une protection de certains secteurs de l'Eglise, mais aussi au fait qu'il a rendu des services aux organismes de renseignements français. »

La « providence » et la Fraternité Notre-Dame de la Merci

(Suite de la première page.)

Cette association aide les prisonniers et les réfugiés « sans aucune discrimination ». Elle s'essouffait pendant quelques années, avant d'être ramifiée au moment de la guerre d'Algérie, grâce au dynamisme d'un chevalier de l'ordre de Notre-Dame, Pierre Rimasson, mort en 1968 dans un accident de voiture.

Composée de chrétiens dévoués, la Fraternité ne peut pas être soupçonnée de sentiments providencielles. Elle a eu pour présidents des hommes comme le colonel Jehan de Penfentenyo, résistant et député, Jacques Mercier, résistant et député à Ravensbrück et Sachsenhausen (qui a contribué à y a quelques années au lancement en France de l'hebdomadaire Famille chrétienne), l'abbé Jean Rignard, lui aussi ancien député, figure estimée dans l'Eglise catholique.

L'actuel président de cette organisation de bienfaisance est Louis Venot, ancien commissaire général de la marine nationale. Son secrétaire général est Jean-Pierre Lefèvre. La Fraternité Notre-Dame de la Merci est régulièrement déclarée depuis 1964 dans une préfecture de la région parisienne, au domicile de son secrétaire général. Elle a des statuts, un bulletin de liaison et publie régulièrement ses comptes. Elle a environ trois cent cinquante adhérents et plus de bienfaiteurs.

● RECTIFICATIF. — C'est par erreur que, dans l'article de Jean-Pierre Rioux publié dans le Monde daté 28-29 mai, Paul Touvier a été qualifié d'assassin de Victor Basch. Pour ce crime la cour de justice du Rhône a, en effet, condamné à mort Joseph Lécussan, supérieur de Touvier à la milice de Lyon qui fut fusillé et qui lui-même en attribuait la responsabilité à la police allemande. Jusqu'à présent, le nom de Touvier n'apparaît pas dans les enquêtes et dossiers judiciaires parmi ceux des miliciens présents sur les lieux du crime.

Depuis 1971, date à laquelle Paul Touvier a été gracié par Georges Pompidou, la famille de l'ancien chef du deuxième bureau de la milice lyonnaise faisait partie des nombreuses « familles en détresse » financièrement dépannées par la Fraternité. « Quand un homme a faim, un chrétien, un chevalier, vient lui donner à manger. Surtout s'il a connu la même épreuve. Nous n'avons guère que par pitié et charité », explique Jean-Pierre Lefèvre.

Imprudence ? « Mais quand quelqu'un se noie, vous plongez pour le sauver ! Un médecin qui soigne un malade du sida ne l'interroge pas sur son passé ! En revanche, je ne l'ai jamais hébergé et je n'ai jamais entendu dire qu'il avait été hébergé par un seul membre de la Fraternité ou des chevaliers de Notre-Dame. »

Humbles services

Officiellement, ces deux organisations sont indépendantes. La Fraternité Notre-Dame de la Merci est une association déclarée. Les chevaliers de Notre-Dame — en latin Militia Sanctae Mariae — sont un ordre de l'Eglise catholique, érigé canoniquement à la Noël 1964, dans la tradition des grands ordres chrétiens de chevalerie médiévale (ordre de Malte ou ordre du Saint-Sépulcre de Jérusalem) (1).

En fait, leurs responsables sont interchangeables. Le colonel de Penfentenyo, déjà cité pour Notre-Dame de la Merci, était aussi grand maître de l'ordre des chevaliers de Notre-Dame, Jacques Mercier, assistant au maître, l'abbé Rignard, chapelain général, c'est-à-dire aumônier. Jean-Pierre Lefèvre est l'actuel responsable des chevaliers pour Paris et la région parisienne.

Un culte particulier les relie à Chartres, où, à chaque fête du 15 août, ils se rendent en pèlerinage pour l'extension du voile de la Vierge et les cérémonies d'adoubement des

nouveaux chevaliers. L'évêque de Chartres, hier Mgr Roger Michon, aujourd'hui Mgr Michel Kuhn, est selon les constitutions de l'ordre leur « primat ». Le chapelain est aujourd'hui Mgr Paul-Marie Guillaume, évêque de Saint-Dié (Vosges), qui vient de déclarer : « Si j'apprenais quelque action répréhensible de l'ordre dans l'affaire Touvier, je réviserais mon jugement. »

Dans leur longue tenue grise, frappée d'une épée, surmontée d'un capuchon noir, les chevaliers de Notre-Dame (environ quatre cents en France) rendent, entre autres activités, de menus services au recteur du Sacré-Cœur de Montmartre. Ils encadraient le pape lors de sa visite à la basilique, le 30 mai 1980. Ce sont eux qui assurent les « tâches ingrates » du pèlerinage annuel du Sacré-Cœur en mai à Chartres (préparation des catéchismes, sonorisation, installation de podiums, nettoyage, etc.), qui encadrent la procession de la Fête-Dieu, ainsi que le chemin de croix du cardinal Lustiger qui a encore réuni dix mille fidèles au dernier vendredi saint.

Homonymie trompeuse

L'ordre des chevaliers de Notre-Dame est né à Chartres le 6 août 1945. Il n'a rien à voir — assurent ses supérieurs en déplorant l'homonymie et la confusion — avec les chevaliers (ou scouts) de Notre-Dame (CND), formés pendant la guerre à Lyon, montés du Gouguillon, par l'abbé Vautherin. Il a été fondé à la libération par une poignée de jeunes chrétiens enthouliastes de Rouen, dont Maxime Adam, résistant FFI, Georges Lambert, qui connaît et aide aussi Touvier (il a quitté l'ordre au début des années 70 pour des raisons familiales et s'est retiré dans le Midi), et surtout Gérard Lafond, né en 1926.

Celui-ci a un frère qui fut déporté. Ils appartiennent à la

famille Lafond, très catholique, qui a fondé le Journal de Rouen. Gérard a la vocation monastique et prononcera ses vœux à l'abbaye de Saint-Wandrille à quelques kilomètres de Rouen. C'est le Père abbé Gabriel Gontard, de Saint-Wandrille, qui sera même le premier chapelain général de l'ordre des chevaliers de Notre-Dame. Du côté des enquêteurs de la gendarmerie, on est convaincu que l'abbaye de Saint-Wandrille a hébergé Touvier, dom Gérard Lafond, élu en 1988 Père abbé de l'abbaye de Wisques (Pas-de-Calais), où il a été entendu lundi dernier, le 14 mai formellement.

C'est au début des années 70 que Jean-Pierre Lefèvre entre à son tour dans l'ordre des chevaliers de Notre-Dame, qu'il a connu grâce à la Fraternité d'aide aux prisonniers, avec laquelle, on le sait, les cloisons ne sont guère étanches. Mais le contact avec Paul Touvier s'établit, non pas, dit-il, par l'intermédiaire de Georges Lambert (qui protège l'ancien milicien), qu'il n'a vu qu'une seule fois, mais sur la recommandation d'un prêtre charitable, « un saint curé d'Ars », aujourd'hui disparu, l'abbé Duben, et d'une parente de ce dernier qui a été entendue par la gendarmerie. C'est elle qui aurait joué le rôle de « boîte aux lettres » entre la Fraternité Notre-Dame de la Merci et Paul Touvier.

Il faut dire que Touvier a l'art de frapper à toutes les portes, de se faire recommander par des personnalités, politiques ou ecclésiastiques, celui aussi, disent ceux qui l'ont connu, de « compromettre les gens ». Le moine Gérard Lafond ne l'a rencontré — « et seulement comme prêtre », — qu'une fois avant la grâce de 1971 et une fois après. En revanche, il recevait des cartes de vœux. Jean-Pierre Lefèvre aussi a été un jour destinataire d'une carte

postale. On est également sûr que Touvier était présent au pèlerinage de l'ordre des chevaliers de Notre-Dame à Chartres en 1973 avec le colonel Rémy (qui avait demandé sa grâce).

« On ne va pas décrire une cathédrale en contemplant seulement une gargouille », conclut Jean-Pierre Lefèvre. Ce qui signifie que, pour lui, la responsabilité de la Fraternité ou celle des chevaliers de Notre-Dame ne va pas au-delà de l'acte de charité commis en faveur de l'ancien milicien, une fois amnistié et gracié. Et c'est parce qu'il est convaincu, comme le cardinal Lustiger, qu'on est en train de se tromper de procès et de discréditer son Eglise qu'il a accepté de parler.

HENRI TINCO.

(1) Chevaliers du vingtième siècle, André Van Boeckh, Editions BPO, 1988.

La Fête-Dieu à Paris

Chevaliers en quarantaine

Les chevaliers de l'ordre de Notre-Dame, drapés dans leurs austères capes grises, n'ont pas eu l'honneur d'entourer et de protéger le cardinal Lustiger, dimanche après-midi 28 mai, lors de la procession diocésaine de la Fête-Dieu. Aucun interdit ne les a encore frappés mais les chevaliers, depuis l'arrestation de l'ancien milicien Paul Touvier, le 24 mai, et la révélation de certains éléments de l'enquête, sont devenus des « indésirables » pour l'Eglise catholique. Les autorités religieuses ont en effet demandé aux prêtres de n'accepter « aucune participation des membres des chevaliers de Notre-Dame à des services d'ordre ou organisations de cérémonies religieuses en attendant les conclusions de l'enquête dont ils font l'objet ».

Mis en quarantaine pour avoir protégé et aidé financièrement Paul Touvier et les siens dans sa fuite de la justice des hommes, le grand maître, les précepteurs et autres écuysers de l'ordre ont ainsi renoncé, contraints et forcés, à participer à l'une des grandes fêtes des catholiques parisiens. Les fidèles, venus par milliers, étaient invités pour la troisième année consécutive à gravir les deux cent soixante-trois marches qui conduisent du square Willette au parvis de la basilique du Sacré-Cœur.

Pour sa part, le cardinal, plus soucieux de se recueillir que de distiller des petites phrases, a annulé sans préavis la rencontre prévue avec les journalistes. Précedé de jeunes gens, revêtus d'une robe blanche et agitant abondamment l'encensoir, il a gravi la colline portant un lourd ostensorio tandis que quatre prêtres l'abritaient d'un ombrellino tissé de voiles argent et or. De son côté, le recteur de la basilique du Sacré-Cœur, qui accueille généralement les réunions des chevaliers de Notre-Dame, a fait savoir que ce « groupement spirituel [est] approuvé par l'Eglise », mais qu'il n'admet « aucune confusion entre leurs activités propres et le rôle de la basilique de Montmartre ». Privés d'une de leurs grandes sorties de l'année, les chevaliers se sont rattrapés en organisant avec faste, dans le Val-de-Marne, la procession de la Fête-Dieu de la paroisse très traditionnelle de Chennvières-sur-Marne.

L. G.

Avec ses produits d'assurance, qui sont à la fois des placements sûrs et rentables, le Gan renverse les idées reçues.

1

GAN SICAV

France Gan et Euro Gan respectivement aux 1^{er} et 2^e rangs des Sicav Actions. Nippon Gan, 1^{er} du secteur Pacifique en 1988 (Sources : La Vie Française, Mieux Vivre...).

2

GAN EPARGNE

Taux minimum annuel 6,5% garanti pendant 8 ans. Dernière performance de l'année 1988 : 9,40%. Un placement sécurisé, un des meilleurs taux du marché.

3

GAN FONCIER INVESTISSEMENT

Aujourd'hui la garantie la plus solide contre l'érosion monétaire. Un patrimoine d'immuables prestigieux qui garantit votre placement et l'associe à la plus-value d'immuables de qualité.

La preuve par 3 et par le Gan qu'on peut être en même temps un garant de la sécurité et un gestionnaire dynamique de l'assurance-vie. Allez vite voir votre conseiller Gan.

L'énergie de tous les projets



© 1989 GAN

3

Société

Au procès de la branche lyonnaise d'Action directe Le noyau dur cerné par les repentis

Après deux semaines de débats, le procès de la branche lyonnaise d'Action directe est loin de rompre. Malgré leur gravité, les faits reprochés au groupe terroriste en arrivent à s'estomper derrière les protagonistes, dont la diversité dérange autant qu'elle surprend. Au fil des audiences, une première évidence s'est dégagée : l'isolement du « noyau dur » par rapport aux seconds rôles, qui l'un après l'autre révèlent leur position de « repentis ».

LYON
de notre bureau régional

Soucieuse de respecter la chronologie des faits, qui s'étalent sur six ans, la cour a choisi de s'intéresser aux dix-neuf coaccusés dans l'ordre de leur « entrée en scène ». En présentant la cohérence des débats, ce découpage ménage aussi des rapprochements saisissants. Ainsi, la journée du jeudi 25 mai a-t-elle mis sur la sellette deux personnages du « deuxième cercle » que tout sépare sauf leur appartenance momentanée à Action directe et leur participation, en duo, à un hold-up dont ils furent les acteurs-mariages. Chantal Clair et François Polak illustrent, jusqu'à la caricature, la dichotomie des « disciples » d'Olivier.

Dernière enfant, particulièrement « choyée », d'une famille d'agriculteurs de la Loire, Chantal Clair explique le traumatisme qu'elle a subi lorsque sa mère est décédée, en 1981, à l'issue d'une longue maladie, et combien Joëlle Crépét, rencontrée alors qu'elle avait vingt ans, l'a soutenue dans cette épreuve. A cette évocation, sa voix se brise. Elle éclate en sanglots. La suite de son récit correspond à une autre vie, qu'elle semble avoir mise entre parenthèses en se mariant et en s'efforçant d'oublier. Jusqu'à son arrestation en 1986.

Cette confiance aveugle l'ambassa à s'immerger, cinq mois durant, dans le groupe clandestin dont, de son propre aveu, elle n'avait pas saisi les motivations politiques. Elle leur confia ses papiers d'identité — qu'ils utilisèrent plus tard pour essayer de la « récupérer ». — commença par faire leurs commissions, s'investit dans l'interdiction, exécuta des repérages de banques, puis finit par les attaquer.

Au tour d'André Olivier, dont les fanfaronnades se font de plus en plus grinçantes (le président a dû lui retirer le micro parce qu'il entendait « dénoncer les méthodes péniennes des policiers »), et de Maxime Frérot, qui s'emploie avec application à raisonner sur tout, un fossé s'est creusé. Joëlle Crépét s'accroche pitoyablement à la « solidarité » que semblait lui dicter certains regards et de nombreux apartés, mais le cœur n'y

est pas. Emile Ballandras campe sur ses convictions de militant farouche mais toujours un peu solitaire. Quant aux autres, en tout cas ceux qui ont eu le loisir de s'exprimer, ils paraissent s'être totalement détachés de ces chefs qui furent, un temps, leurs maîtres à penser. Action directe ne serait plus pour eux qu'un vieux cauchemar, que la cohabitation à l'intérieur d'un même box réveille douloureusement.

naturellement vicié. « J'ai débarqué dans un appartement de Caluire-Val, et là l'ambiance était les frères Rapetout. Le scénario était écrit, il n'y avait plus qu'à tourner... » Le président : « Qu'est-ce qui se mijotait ? » Polak : « Rien, c'était écrit, il était déjà question que je fasse un hold-up le lendemain. Je pouvais pas dire : Bon, bon salut, je ne casse pas. On peut parler de fonction si l'on veut. Reste que j'ai dit oui. Une idée n'a pas besoin d'être bonne pour convaincre. »

Outre qu'il participera à deux braquages, Polak, qui n'est pas tenu à la clandestinité, devra rendre une multitude de services au groupe : fournisseur de matériel, chauffeur, banquier à l'occasion. Il se reproche par-dessus tout d'avoir entraîné son ami, Christian Dabray dans la « galère ».

C'est après son deuxième hold-up, d'une agence du Crédit du Nord de Lyon fut légèrement blessé d'un coup de couteau, que Polak a pris conscience de son dérapage. « J'ai réalisé que je me trouvais dans la peau de quelqu'un qui peut tuer le premier venu. (...) J'ai commencé à prendre mes distances. » Polak espère les rencontres, se réinstalle à mi-temps dans la « vie normale ».

« Lorsque l'état de guerre a été déclaré en Pologne, j'ai eu la chance d'être le premier photographe à entrer à Varsovie. Voir les chars rétablir l'ordre au nom du marxisme-léninisme m'a aidé à remettre mes pendules à l'heure. » Mais Frérot vient le relancer à Paris, le menace vaguement, lui confisque ses papiers. C'en est trop. Le jour même, il fait une déclaration de perte et s'embarque pour l'Afrique. De longs séjours-reportages à l'île Maurice puis en Afrique du Sud, puis sur une jonque en mer de Chine, achè-

« Olivier ! prends tes responsabilités, sinon je te tuerai ! », a hurlé, vendredi 26 mai, depuis les rangs du public, un égaré, assailli cernant. Remarques prises, il s'agitait de Marcel Béjat, le militant du Comité d'action des prisonniers (CAP) qui, en 1975, avait réglé ses comptes avec Olivier à coups de mitrailleries (le Monde du 22 mai). La première partie de l'apostrophe méritait sans doute réflexion pour l'ancien chef d'une « bande » qui s'est nettement défilée.

Ils se retrouvent dans un quartier qu'ils ne connaissent pas, avec leurs casques intégraux, leurs armes, le sac en plastique contenant le butin. Parqués, ils rentrent à pied. Olivier et Frérot les sermonnent vertement. Pourtant, Frérot écrit dans son carnet intime : « J'ai plus peur qu'eux. Je m'enfuis au lieu de les attendre. Je ne m'excuse pas. Quelle mise en confiance ! »

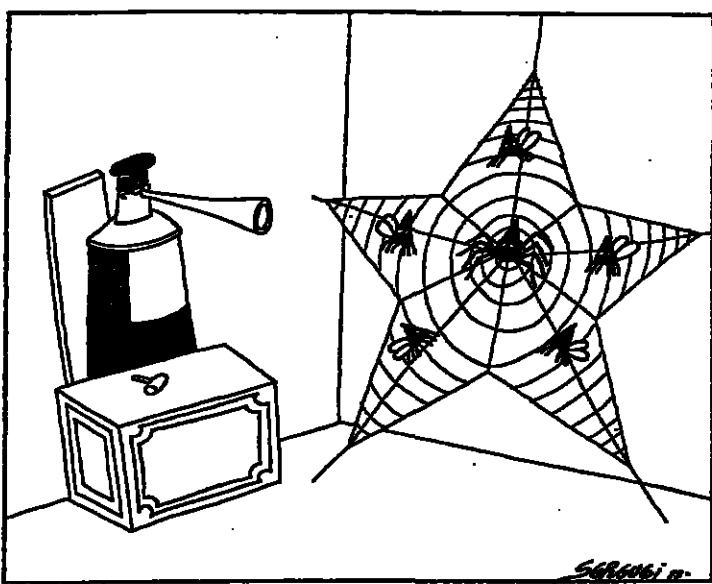
D'autres vols à main armée ont connu un épilogue plus dramatique. Ainsi, l'attaque de la BNP de Caluire qui, le 29 octobre 1980, a coûté la vie à M. Henri Delcœur, convoyeur de fonds, père de six enfants, littéralement criblé de balles par quatre tireurs. Cette terrible « bavure » a occupé plus d'une journée de débats, mais tout n'a pas pour autant été épuisé. Olivier, Frérot et Crépét, accusés de meurtre, comme Ballandras, poursuivi pour vol à main armée, — sans compter un cinquième individu, non identifié, — se sont, une fois encore, réfugiés derrière « l'instruction en cours » (le Monde des 16 et 18 mai) pour refuser de s'expliquer.

ROBERT BELLERET.

EN BREF

● Nouvelle agression contre un agent de la SNCF. — Trois inconnus qui voyageaient à bord d'un train circulant entre Nice et Paris dans la nuit du samedi 27 au dimanche 28 mai ont attaqué, en le menaçant d'une arme à feu, un agent de la SNCF qui procédait à un contrôle de billets. Les trois hommes se sont jetés sur l'employé qui, violemment frappé au visage, a dû être hospitalisé à Lyon. Les agresseurs n'ont pas encore été retrouvés.

● Réouverture de la salle de jeu de boule est de nouveau autorisée au casino de Plombières-les-Bains (Vosges) depuis le samedi 27 mai. Le ministre de l'Intérieur avait refusé de renouveler cette autorisation pour la saison qui commençait le 1^{er} mai, car le directeur de l'établissement avait transmis un dossier incomplet au ministère (le Monde du 6 mai). Ce dossier a été complété depuis, et la salle de jeu a pu rouvrir ses portes.



A cinq reprises, en juillet 1981, dans un sursaut, elle parvient à décrocher et tire un trait sur ce printemps d'égarement, qu'elle rend sans s'en remettre tout à fait.

« Elle venait de sa campagne, ce n'est pas une politique, on lui présente des excuses pour sa situation actuelle », lâche Frérot, un peu gêné. « C'est très triste de voir dans quel état elle se trouve, nous avons agi par amitié, pas par manipulation. Je lui fais des excuses mais l'ennemie la cour ! », plastronne Olivier, plus ambigu.

Face à François Polak, qui a su prendre du recul, et expose avec une lucidité teintée d'ironie une tranche de sa vie qu'il assume, le chef d'Action directe aura plus de mal encore à trouver une contenance.

Fils de charcutiers de la banlieue parisienne, Polak, après une année à l'école de journalisme de Strasbourg puis une tentative d'études en sciences éco à Paris, qu'il abandonne parce qu'il ne « supporte plus les étudiants grinçants », se lance dans le reportage photo. « C'est dans une cité de transit de la Seine-Saint-Denis, où j'allais régulièrement me documenter sur le quart-monde, et par l'intermédiaire d'une femme formidable — qui avait réussi à monter une petite librairie. Les délinquants et animaliers une station pirate, Radio-Prolo — que j'ai rencontré Olivier. Il était intelligent, ouvert, souriant, persuasif... »

Polak et Olivier se rencontrent souvent, et, lorsque Olivier vient s'installer à Lyon, Polak lui rend

PARIS-VALLÉE DE MONTMORENCY Un nouveau raccourci direct.

Le RER,
toujours plus vite,
toujours plus loin.

Seulement 25 minutes pour aller directement de Montigny-Beauchamp au Palais des Congrès : oui c'est possible, avec le RER.
Dès dimanche 28 mai 1989, la ligne C du RER va plus vite et plus loin. Les gares de Montigny-Beauchamp,

Franconville-Le Plessis-Bouchard et Cernay seront desservies à toute heure de la journée. Les branches nord-ouest du RER C atteindront désormais

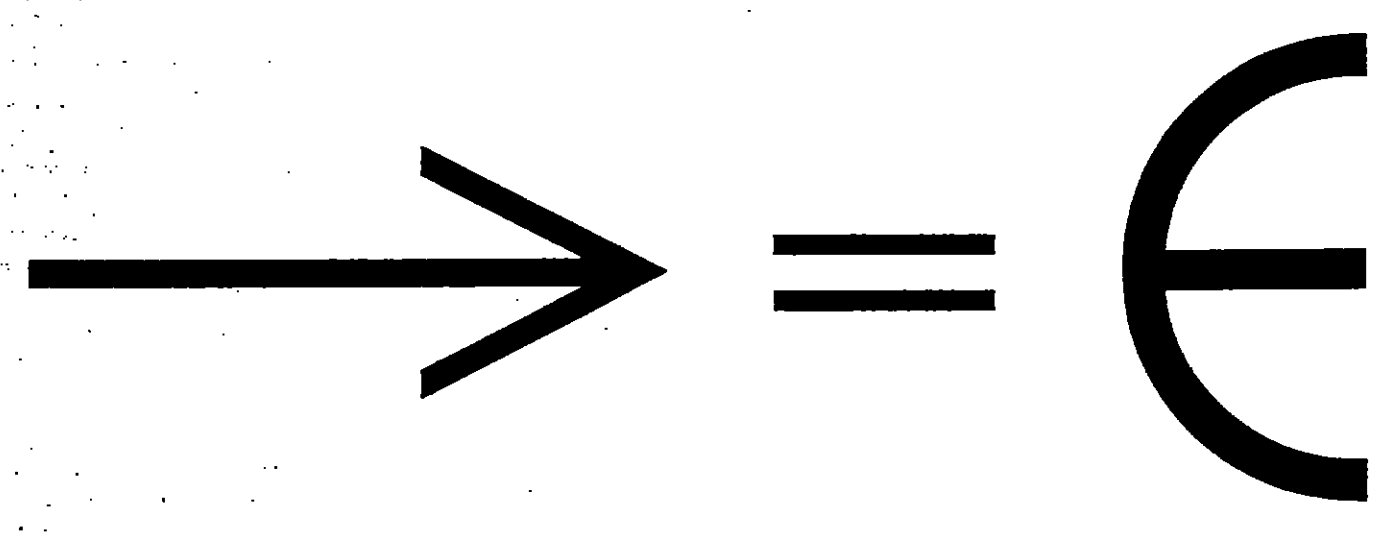
Brétigny-sur-Orge. Avec les trains « bleu, blanc, rouge » à deux étages, le RER va toujours plus vite, toujours plus loin.

RER C SNCF

UNIVAS

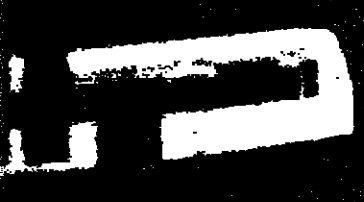
مكتبة الأمل

(Publicité)



olivetti

DRENCY
rect.



SNEF

ESPACE

Après le report du trente et unième lancement

10 millions de francs de réparations pour la fusée Ariane

Le trente et unième lancement de la fusée Ariane (voilà inaugural de la version « 44-L », la plus puissante du lanceur européen) a été retardé d'environ une semaine. La date précise du tir, qui aurait dû avoir lieu au cours de la nuit du vendredi 26 au samedi 27 mai, n'avait pas encore été fixée lundi matin.

Cette décision est la conséquence d'un défaut d'étanchéité qui empêchait d'établir une pression correcte dans le réservoir d'hydrogène du troisième étage. Les vérifications et les

réparations nécessaires obligeront les techniciens à vidanger tous les réservoirs de la fusée, et à décharger les deux satellites qu'elle devait mettre sur orbite. L'ensemble de ces opérations reviendra à environ 10 millions de francs, a indiqué M. Frédéric d'Allest, président d'Arianespace. Le report du tir ne devrait cependant pas avoir de conséquences importantes sur le prochain vol, prévu pour le 22 juin et qui sera retardé de quelques jours tout au plus, a ajouté M. d'Allest.

ÉDUCATION

Le PS et les réformes de M. Jospin

La notion de « projet d'établissement » inquiète certains socialistes

Il est de bonne guerre de resserrer les rangs avant les batailles décisives. A l'approche du débat parlementaire auquel sera soumis, les 6 et 7 juin, le projet de loi d'orientation préparé par M. Lionel Jospin, le Parti socialiste a donc rassemblé ses troupes à l'occasion d'un colloque baptisé « Renouer l'école ». Réunis à Paris le 27 mai par la délégation à l'éducation et à la recherche du PS, les congressistes ont réfléchi aux différentes façons de moderniser le système éducatif et d'appliquer sur le

terrain les changements préconisés par M. Jospin.

Au-delà des luttes intestines et des oppositions de principe, les responsables socialistes se sont efforcés de convaincre leurs interlocuteurs que ce projet ne devra pas être une réforme de plus, mais une modification effective des habitudes.

Présentant son projet, M. Jospin a déclaré : « Il faut se garder de l'illusion bien française qu'il suffit d'un texte législatif pour tout régler. Il faut aussi le faire accepter, le faire vivre. Celui-ci justement permet une telle démarche car il n'est pas bâti de toutes pièces ex nihilo. Il se base au contraire sur ce qui existe, visant à l'améliorer, à le faire évoluer. Il sanctionne et concrétise les choses qui se font déjà et en autorise de nouvelles. Il permet d'aller plus loin. »

Soucieux d'efficacité, M. Jospin a souligné qu'il n'avait pas été guidé par une démarche idéologique, même s'il n'oubliait pas ses convictions, pour promouvoir un projet d'« intérêt général ». Il a choisi de ne pas satisfaire à toutes les revendications, mais d'emprunter la voie du compromis.

Cette voie médiane, justement, froisse les principes de certains et pourrait provoquer des réticences dans l'application de la loi. D'où la volonté de mobiliser les socialistes autour de l'idée de rénovation. « Nous voulons nous adresser aux enseignants et leur montrer qu'il est nécessaire d'avoir une stratégie de

renovation dont la loi doit être le premier acte », a souligné M. Jean-Pierre Sueur, maire d'Orléans et député national du PS à l'éducation et à la recherche.

Dès la rentrée prochaine

Cet engagement aux côtés de Lionel Jospin n'empêchera cependant pas les députés socialistes de déposer des amendements, pour essayer de rectifier les points sur lesquels le ministre de l'éducation nationale a dû céder aux impératifs du compromis. Des précisions seraient notamment demandées sur le contenu des programmes et sur le calendrier de la rénovation. « Nous tenons à ce que les améliorations soient perceptibles par les usagers dès la prochaine rentrée scolaire », a expliqué M. Philippe San Marco, député des Bouches-du-Rhône. « De plus, nous serons très vigilants lors du prochain débat budgétaire. »

Comment ces changements, qui sont parfois des bouleversements, vont-ils s'appliquer dans la pratique ? M. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique, a observé que certains des objectifs mis en avant par le projet de M. Jospin avaient déjà cours dans l'enseignement technique. La pédagogie adaptée aux élèves, l'individualisation des parcours, la construction d'une communauté éducative ou l'ouverture sur le monde, figurent en bonne place dans

de nombreux établissements techniques, a expliqué M. Chapuis.

La notion de « projet d'établissement », qui constitue un acte important du projet de loi, a suscité des réactions et des questions diverses. Cette disposition, qui prévoit de donner aux établissements scolaires la possibilité de s'adapter à leur environnement, notamment par des liens avec des entreprises, provoque des critiques au sein même du PS. Certains estiment que ce début d'autonomie peut entraîner une dérive des établissements qui seraient tentés de ne pas respecter les programmes nationaux.

Les responsables du colloque souhaitent désamorcer ces craintes. « Il s'agit de donner aux chefs d'établissement la possibilité d'élaborer une stratégie de l'éducation en partant de l'établissement, tout en restant attaché au service public, a affirmé M. Sueur. Il faut garder des normes, mais donner plus d'initiative, car ce qui est actuellement défini à l'échelle nationale est plutôt théorique. »

Le risque de la bureaucratisation ou la nécessité de ne pas reléguer les savoirs de base au second plan ont été évoqués, tout comme la question cruciale de l'encadrement. « Il est difficile de parler de projet d'établissement, indépendamment des changements que cela doit entraîner dans la formation des enseignants, des administrateurs et des chefs d'établissement », a souligné M. Georges Chauveau, chargé de recherche au CRESAS-INREP.

RAPHAËLE RÉROLLE.

Les homosexuels danois pourront s'unir par contrat

COPENHAGUE de notre correspondante

« Grande première : le Parlement danois autorise le mariage entre homosexuels », ont titré ces jours-ci les médias de Scandinavie. En fait, cette « nouvelle spectaculaire » mérite quelques aménagements.

Le vendredi 26 mai, en troisième lecture, le Parlement a adopté une loi qui permettra aux homosexuels vivant sous le même toit de bénéficier de certaines garanties économiques importantes ; mais il n'est pas question que l'union de ces couples soit consacrée solennellement devant le maire ou le pasteur (au Danemark, il n'y a pas de séparation entre l'Eglise et l'Etat : le mariage religieux, quand il a lieu, a force de loi).

Ce texte offre la possibilité à deux personnes du même sexe de faire enregistrer par les autorités leur « partenariat », une sorte de contrat qui permettra, en cas de décès, au survivant d'hériter de son compagnon ou de sa compagne et d'éviter d'être expulsé d'un logement dont il n'était pas officiellement locataire. S'il y a séparation, le partenaire qui s'estime lésé pourra, sous certaines conditions, réclamer une indemnité ou une pension alimentaire. Les choses s'arrêtent là ; les partenaires, par exemple, ne pourront espérer adopter un enfant.

Même s'ils ne s'estiment pas entièrement satisfaits, les porte-parole de l'Association nationale des homosexuels et lesbiennes, dont la création remonte à 1948, n'ont pas caché que, pour eux, un pas considérable avait été franchi.

L'évêque catholique du Danemark, Mgr Martensen, avait adressé quelques jours avant le scrutin du 26 mai — qu'il espérait, «-il confie, voir ajourné, — adressé une lettre d'avertissement très ferme aux parlementaires.

La nouvelle loi, en principe, devrait entrer en vigueur le 1^{er} octobre. Enfin, tel que se présente le contenu de ce texte, les homosexuels ne seront peut-être pas les seuls à chercher à en bénéficier. On peut très bien imaginer que des personnes du même sexe non liées sur le plan intime, associées, par exemple, commercialement ou désireuses de déshériter leurs proches, pourraient envisager aussi d'en tirer parti.

CAMILLE OLSEN.

En fin de compte, votre cœur a toujours un parti pris.

La nouvelle Renault 19 Chamade TR 454^F par mois la 1^{re} année.

Coup de cœur, coup de foudre pour la nouvelle Renault 19 Chamade TR. Pas de problème, moi, Monsieur Financement, je vous propose une location avec option d'achat sur 60 mois, moyennant un versement initial de 25 960 F (dont 16 225 F de 1^{er} loyer majoré et 9 735 F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale), et 11 loyers de 454 F, 12 loyers de 746 F et 36 loyers de 1 226 F. Coût total en cas d'acquisition 84 042 F. Renault 19 Chamade TR 64 900 F. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC - S.A. au capital de F. 321 490 700 - 27-33, Quai Le Gallo 92512 Boulogne Cedex RCS Nanterre B 702 002 221. Monsieur Financement, chez votre concessionnaire ou au

N° Vert 05.25.25.25

WEZ 34-41

Diac

Grand public Renault

Mr. FINANCEMENT, LE 1^{er} SERVICE RENAULT.

RENAULT
DES VOITURES
A VIVRE

A Bayonne

Trois mille personnes ont défilé en faveur de la culture basque

BIARRITZ de notre correspondant

Près de trois mille personnes ont défilé, le samedi 27 mai, dans les rues de Bayonne pour exiger du gouvernement le respect des droits culturels des Basques.

Le président des Ikastolas (écoles où l'enseignement est donné en basque) M. Jean-Louis Malka, a dénoncé « l'indifférence, et même le mépris des pouvoirs publics » à l'endroit de la culture et de la langue basques.

Après l'abandon, en 1983, du projet de loi socialiste prenant en compte la défense des langues et des cultures régionales, et le refus du Conseil constitutionnel à la fin de 1985, d'intégrer au personnel de l'éducation nationale les enseignants des écoles privées bilingues, les ikastolas sont aujourd'hui au bord du dépôt de bilan, les subventions des pouvoirs publics ne couvrant qu'un tiers de leur budget.

Une enquête sociolinguistique récente montre que, dans la partie rurale du Pays basque français — la moins francisée, — la langue basque (euzkara) n'est plus parlée que par 75 % des gens au-delà de quarante ans et seulement par 34 % des jeunes de moins de quinze ans. Sur la côte atlantique, ce pourcentage chuterait de plus de la moitié.

Négociations pour une convention

Dans les écoles primaires, sur les vingt-six mille élèves, 27 % bénéficient de trois heures de basque hebdomadaires, et seulement 5 % fréquentent des classes bilingues ou entièrement en basque. Dans l'enseignement secondaire, 94,5 % des élèves n'ont aucun enseignement de basque. L'une des plus vieilles langues d'Europe risque donc de disparaître en une génération.

En revanche, dans la communauté autonome basque (Etat espagnol), sur les cinq cent onze mille élèves de l'enseignement général et secondaire, 68 % des élèves ont cinq heures de cours de basque hebdomadaires et 31 % sont dans des classes bilingues ou entièrement en basque. A peine 1 % ne bénéficient pas de cours d'euzkara.

Les ikastolas négocient pour une convention qui assurerait une subvention de 8 millions de francs, et la Fédération Fikmdes demande une aide de 3 millions sous forme de contrat culturel durable.

Prise de conscience des autorités face à la nécessité d'une action urgente ou inquiétée devant le score imprévu des nationalistes basques aux dernières élections municipales (près de 10 % des voix, contre 4,2 % aux élections législatives de 1988...), les ministères de la culture et de l'éducation nationale ont renoué les contacts avec les responsables basques.

Ph.E.

مكتبة النور

(Publicité)

Notre force est votre énergie

Olivetti est l'un des leaders mondiaux et le Numéro Un européen en informatique.

Les décisions d'avant-garde prises dans les années 70 et 80 expliquent l'avance technologique d'Olivetti et sa croissance exceptionnelle dans les technologies de pointe.

Mais être la référence ne suffit pas.

Olivetti ne se contente pas de travailler au développement des technologies de l'information pour répondre à la demande du marché. Ce sont les exigences jus-

tifiées de ses clients qui sont à l'origine de la gamme très diversifiée de systèmes et de services.

Notre mission est de développer les applications et les systèmes, compatibles et évolutifs, les mieux adaptés aux exigences de rentabilité de nos clients - celles d'aujourd'hui et celles de demain.

Cette vision fait notre succès. Et c'est elle qui nous a conduit, en toute logique, à nous décentraliser en sociétés autonomes par marché et par services rendus à nos clients.

Olivetti est désormais le

holding de trois réseaux d'entreprises dotées chacune de tous les moyens nécessaires pour la recherche-développement, la production et la commercialisation. S'y ajoute le groupe Activités Technologiques qui, outre ses activités dans les composants et les périphériques pour hardware, développe et gère des grands projets industriels à travers le monde.

Cette nouvelle structure ouvre à Olivetti un potentiel sans limites dans tous les domaines de l'informatique. Les trois nouvelles entités sont déjà opérationnel-

les, loin devant leurs concurrents, pour apporter les réponses gagnantes aux multiples questions qui se posent à leurs clients.

Chaque entité travaille en parfaite harmonie et partenariat avec les forces industrielles et les réseaux de distribution pour atteindre ses propres objectifs, et peut ainsi concentrer toutes ses énergies à cet objectif simple : mieux servir chaque client.

La nouvelle organisation d'Olivetti est aussi le reflet de sa culture d'entreprise.

Pour chaque produit et dans chaque domaine, Olivetti n'a

qu'un seul but : faire bénéficier ses utilisateurs de toute la puissance et des potentiels des technologies de pointe.

Plus que tout autre groupe, Olivetti rend l'innovation plus accessible à plus d'utilisateurs pour plus d'applications.

Cela implique une relation directe et réelle avec vous, l'utilisateur. Un lien qui est au cœur de nos rapports de confiance mutuels.

C'est vous qui inspirez nos meilleures solutions. Tout ce que nous faisons, c'est pour vous.

Notre force est votre énergie.

olivetti

Société

ENVIRONNEMENT

Réunis à Nairobi à l'initiative des Nations unies

Cent trois pays définissent leurs priorités dans la défense de l'environnement

NAIROBI
de notre correspondante

La quatorzième session du conseil d'administration du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), réunie à Nairobi (Kenya) du 10 au 26 mai, aura été exceptionnelle au moins à un titre : le nombre des pays représentés — cent trois — constitue un record jamais atteint depuis 1972, date de la création du PNUE. Le fait que quarante-quatre de ces délégations aient été conduites par un ministre atteste l'importance que les gouvernements accordent désormais à l'environnement. Traits marquants de cette évolution : la mobilisation des pays de l'Est et la sensibilisation de plus en plus forte des pays en développement.

« Pendant longtemps, l'environnement a été considéré comme un gadget de l'Occident. Cette époque est révolue », affirmait en coulisse un délégué européen. Mais c'est à l'aune des efforts financiers de chacun que cet enthousiasme inédit devra se mesurer. Les délégués de Nairobi ont, certes, voté comme un seul homme le futur budget du PNUE : d'ici 1992, 100 millions de dollars devront être réunis.

« Promettre de l'argent, c'est une chose. Le mettre sur la table en est une autre », a souligné le docteur Mustafa K. Tolba, directeur exécutif du PNUE. Si nous voulons atteindre notre but et rassembler ces 100 millions de dollars, il faudra que les gouvernements augmentent leurs contributions volontaires

de 35 % en moyenne chaque année, en 1990, en 1991 et, encore une fois, en 1992.

Les premiers à faire un geste ont été les Britanniques, annonçant qu'ils augmenteraient leur contribution de plus de 140 % « dès cette année ». La RFA, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède ont fait des déclarations en ce sens.

« Il ne faut pas se bercer d'illusions. Tant que nous continuerons à dépenser des millions pour l'environnement et des milliards pour les armes, il n'y aura pas de solution durable », a insisté le docteur Tolba.

Le réchauffement de la Terre

Parmi les dizaines de résolutions votées durant ces deux semaines de travaux, la plus importante concerne le réchauffement de la Terre, qui devra faire l'objet, aussi vite que possible, d'un traité international. Les cent trois délégués de Nairobi ont convenu que cet objectif constituait la « priorité des priorités » pour le PNUE. Les négociations devront commencer en 1990. Le futur traité sera préparé par le PNUE, qui travaillera en étroite collaboration avec l'Organisation météorologique mondiale (OMM). On « espère » qu'il sera prêt en 1992.

Sept autres priorités ont été soulignées au cours de cette session : la protection des ressources en eau douce, la défense des littoraux, la lutte contre la déforestation et la désertification, la protection de la diversité de la faune et de la flore, la gestion rigoureuse de la biotechnologie, le contrôle des déchets toxiques et la protection de la santé et la qualité de vie des populations, en particulier celles qui sont démunies de res-

sources. La session a donné mandat à l'équipe dirigeante pour que « 70 % des ressources financières et humaines du PNUE » soient concentrées sur ces « huit champs d'action prioritaires ».

La règle du consensus, qui aura marqué l'ensemble des votes de cette quatorzième session, n'a été brisée qu'à une seule occasion : la proposition, faite par un groupe de pays arabes, au sujet des problèmes de l'environnement dans les territoires palestiniens occupés par Israël. La plupart des délégations n'ont pas participé au vote. Vingt-huit d'entre elles ont approuvé la proposition, dix-huit se sont abstenues. Un seul pays, les États-Unis, a voté contre.

Le texte soumis à l'assemblée proposait « la formation d'un groupe d'experts spécialisés dans les problèmes de l'environnement », ayant pour mission de « préparer un rapport complet et détaillé » en utilisant « les informations fournies aussi bien par les populations habitant ces territoires que par les États concernés et les organisations régionales et internationales ».

CATHERINE SIMON.

LOTOSPORT	
RÉSULTATS COMPLETS	
1 ^{er} temps	500 607,00 F
2 ^{ème} temps	18 377,00 F
3 ^{ème} temps	1 099,00 F
NUMÉRO FACTURE : 4	
Tirage du Dimanche 28 Mai 1989	

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE RUGBY SOCIÉTÉ GÉNÉRALE



Stade Toulousain Champion de France.

Nous félicitons les 2 équipes finalistes pour leur combativité, leur esprit d'équipe et leur talent.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

REPÈRES

Alpinisme

Cinq morts dans l'Everest

Cinq alpinistes polonais ont été tués et un autre grièvement blessé par une avalanche, samedi 27 mai, sur les pentes du mont Everest au Népal. Les six hommes se trouvaient au camp 3, à une altitude de 7 200 mètres, lorsque leurs tentes ont été ensevelies. Parmi eux se trouvait le chef de l'expédition, Eugeniusz Chrobak, qui, quatre jours avant, avait réussi l'ascension du plus haut sommet du monde, malgré de mauvaises conditions météorologiques.

Bouddhistes

La mort d'un grand lama

Le 2533^e anniversaire de la naissance de Bouddha a été célébré, dimanche 28 mai, à la pagode du bois de Vincennes par la communauté bouddhiste de France, regroupée dans une union de 150 000 fidèles environ et créée en juin 1986. La veille, au même endroit, les bouddhistes tibétains avaient rendu hommage à l'un des plus grands lamas, Kalou Rinpoché, qui vient de disparaître dans son monastère de Sonada (Inde).

Né en 1904, celui-ci avait reçu l'ordination monastique à treize ans puis accompli une retraite qui a duré quatorze ans dans les grottes du Tibet, avant de fonder un grand nombre de monastères. Véritable missionnaire du bouddhisme dans les pays occidentaux, Kalou Rinpoché était venu plus de sept fois en France, la dernière pour participer à l'inauguration, le 22 août 1987, du premier temple tibétain construit en France, près du château de Plaisir en Bourgogne (le Monde du 19 août 1987).

Catastrophes

Cyclones et séismes en Asie

Un violent cyclone a frappé, vendredi 26 et samedi 27 mai, les côtes de la baie du Bengale, tuant au moins soixante personnes au Bangladesh et en Inde et en laissant cinq cent mille autres personnes sans abri. Dans les régions les plus touchées — le district de Belgaon, dans l'État d'Orissa, celui de Midnapore au Bengale occidental et la région de Tangail au Bangladesh —, des vents de 140 kilomètres à l'heure ont paralysé les transports routiers et ferroviaires, interrompant en certains endroits les télécommunications et l'alimentation en électricité. Dans la province du Fara, en Iran, dix-sept personnes ont été blessées par un tremblement de terre survenu dans la nuit de samedi à dimanche, d'une magnitude de 5,9 degrés sur l'échelle de Richter. (AFP, AP.)

Corridas

Les opposants rallument la polémique

Les opposants aux corridas à Fiebre (Gironde) ont manifesté contre la « ville tauvine » en incendiant, dans la nuit de vendredi 26 à samedi 27 mai, un garage municipal en pleine agglomération. Trois autobus de ramassage scolaire et un camion-grue pour l'entretien de l'éclairage public ont entièrement brûlé. Un hangar de 450 mètres carrés s'est à moitié effondré et devra être complètement détruit.

Presque simultanément, l'incendie s'est réouvert par un appel téléphonique parvenu au bureau de l'Agence France-Presse de Bordeaux.

La renouveau des courses de taureaux dans l'agglomération bordelaise soulève de vives polémiques depuis 1987, date à laquelle le maire de Floirac, M. Jean Darriet, avait favorisé leur reprise (le Monde du 6 mai).

Hôpitaux

Les infirmières rouvrent leur dossier

Neuf mois après le conflit de l'automne 1988, les infirmières demandent la réouverture de leur dossier, ont annoncé dans un communiqué, dimanche 28 mai, la coordination nationale des infirmières, les syndicats CGT, CFDT, CGC et CFTC ainsi que d'autres associations d'infirmières. Elles évoquent la « dégradation des conditions de travail, les effectifs en baisse (...) et le non-remplacement des congés qui mettent en jeu la sécurité des patients ».

Les infirmières de toutes spécialités ont annoncé leur volonté de « s'unir et d'être fortement associées en tant que partenaires à l'élaboration de toute politique de santé, notamment dans la perspective de 1993 ».

Le Carnet du Monde

Mariages

— Béatrice LE NIR et Sherif ABULEINEIN sont heureux de faire part de leur mariage, célébré au Caire.
6, rue Gramma, 75015 Paris.
6, rue Lotfallah, Zamack, Le Caire.

— Annie SALLÉ, née Boucher, et Pierre MIALET se sont mariés dans l'intimité le 27 mai 1989.

56, rue Vieille-du-Temple, 75003 Paris.

Décès

— M^{me} Jeanne ALDIERE et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean ALDIERE, ancien secrétaire national de la Confédération française démocratique du travail, ancien membre du Conseil économique et social,

survenu le 25 mai 1989, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Les obsèques religieuses auront lieu le mardi 30 mai, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Merci, à Fresnes (Val-de-Marne).

4, allée des Iris, 94260 Fresnes.

— Le docteur et M^{me} Marc ARON ont la douleur de faire part du décès de leur mère et belle-mère,

M^{me} Martha ARON, née Lévy,

survenue dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 29 mai, au cimetière de La Moèche, à Lyon.

— La directrice, Le personnel, Et les anciens élèves de l'Ecole départementale de services sociaux de Paris, L'Association des formateurs de stage Paris-Île-de-France, La Confédération française des professions sociales, Le Comité national des écoles de service social, L'Association des écoles de service social d'Ile-de-France, L'Association nationale des assistants de service social, ont la tristesse d'annoncer le décès de

M^{me} Jeanne-Marie CARNIOL, ancienne directrice de l'EDSS, chevalier de l'Ordre des Palmes académiques, et vous convient à un service commémoratif, mercredi 14 juin 1989, à 17 heures, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, Paris-6.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Henriette CHARRON,

survenue le 12 mai 1989.

Selon sa volonté, l'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité dans le caveau familial, à Saint-Savinien-sur-Charente.

« Ton roi vient à toi. »

— La Confédération française démocratique du travail (CFDT),

La Fédération unifiée des industries chimiques CFDT,

Le Syndicat des travailleurs des industries chimiques de la région parisienne CFDT,

ont le regret de faire part du décès, survenu le 23 mai 1989, on Nouvelle-Calédonie, dans sa cinquante-troisième année, de

M. Emile LEVERE, secrétaire confédéral CFDT, délégué aux DOM-TOM.

Les obsèques auront lieu à Vitry-sur-Seine, en l'église Saint-Germain, rue de l'Abbe-Dany (place du Marché), vendredi 2 juin, à 15 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Jean-Pierre MALBOS, son épouse,

Ex-Olivier Malbos, son fils, Sa famille, Et ses proches, ont la douleur de faire part de la mort de

Jean-Pierre MALBOS,

survenue le 25 mai 1989, à Villejuif (Val-de-Marne), à l'âge de quarante-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame d'Aix-les-Bains, le mardi 30 mai, à 14 h 30.

— EXPOSITION. — Le Cercle nîmois de l'air, route de Rustat, Apt (Vaucluse), organisée jusqu'au 11 juin une exposition sur les terres australes et antiques françaises. Panneaux, maquettes, échantillons botaniques, oiseaux naturalisés, maquettes, présentant les recherches faites dans ce territoire d'ouverture.

★ Ouvert tous les jours de 9 heures à 18 heures. Entrée libre.

— Maurice PLUMERAT,

est décédé le 16 mai 1989.

Ceux qui l'ont aimé sont dans la peine.

Jeanne Plumerat, son épouse, Danille et Jean Decloux, ses enfants, Jean-Yves, Eric et Valérie, ses petits-enfants, Vincent, son arrière-petit-fils, Ses frères, Ses beaux-frères et belles-sœurs, Ses sœurs et nièces.

L'inhumation a eu lieu le lundi 29 mai, au cimetière du Père-Lachaise.

— M^{me} Marc SCAMARONI, née Suzanne Romani, Et sa famille,

ont la grande douleur de faire part du décès de leur cher et regretté

M. Marc SCAMARONI, chevalier de la Légion d'honneur, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats de Constantine, ancien membre du Conseil supérieur des Français à l'étranger,

survenu à Nice, le 27 mai 1989, dans sa quatre-vingt-cinquième année, muni des sacrements de l'Eglise.

— M^{me} Annie THOUARD, Frédéric et Dominique Perrin et leur fils Clément,

Valérie Perrin, Isabelle Perrin, Guillaume Perrin,

M. et M^{me} Jean-Louis Thourard, Valérie Thourard et Nicolas Sadler et leur fils Simon,

Denis Thourard, Julien Thourard,

M. Jacques Berthier et M^{me}, née Catherine Thourard,

et leurs enfants Thourard et Manlio, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean THOUARD,

croix de guerre 1914-1918, président-fondateur de la Société Jean Thourard,

survenu le 27 mai 1989, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques seront célébrées dans la plus stricte intimité, en l'église d'Annemont (Val-d'Oise), le jeudi 1^{er} juin.

7, square Desaix, 75015 Paris.
55, rue Vaneau, 75007 Paris.
La Héméra, 3, chemin des Mielles, 77176 Nandy.

Anniversaires

— En souvenir de

Françoise GROF, née le 30 mai 1945.

Que ma joie demeure.

Communications diverses

— Les éditions de Carf vous invitent le mardi 30 mai, à 17 h 30, 29, boulevard Latour-Maubourg 75007 Paris (métro : Latour-Maubourg), à une rencontre amicale avec René Fassin, auteur du livre *Simon Doukhan, Lettres sur le judaïsme ancien et nouveau*.

Soutenances de thèses

— Université Toulouse-Le Mirail, le samedi 27 mai, M^{me} Lucie Berlangue, épouse Rivet, a soutenu : « La vie antérieure à Toulouse (1888-1939) ».

— Université Toulouse-Le Mirail, le mercredi 31 mai à 9 h 30, salle du Château, 5, allée A-Machado, M^{me} Anne-Lise Levy, épouse Pietri : « Artistes latino-américains contemporains. Quand l'art populaire devient une marchandise ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le vendredi 2 juin à 14 h 30 (Sorbonne), amphithéâtre Durkheim, galerie Claude-Bernard, escalier J, 3^e étage, 1, rue Victor-Cousin, M. Alfred Schwartz : « Du Samsara au Cavalry : une anthropologie du sous-populisme. L'opération San Pedro et le développement du Sud-Ouest ibovien ».

— Université Paris-XII (Val-de-Marne), le samedi 3 juin à 14 heures, en Sorbonne, amphithéâtre Michelet, escalier A, entrée 17, rue de la Sorbonne, M. Jacques Bouy : « La recherche des formes dans le récit narratif ».

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-95-03

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F

Abonnés et actionnaires 73 F

Communicat. diverses 86 F

POMPES FUNÈRES

BOBLOT

NOUVELLE FORMULE

"LE CONTRAT PREVOYANCE"

pour l'organisation de vos obsèques

interrogez-nous

NEVERT 03.45.22.27

مكتبة الشرف

(Publicité)

Notre ouverture est votre liberté

Olivetti Systems & Networks est le premier constructeur européen et l'un des dix premiers mondiaux dans le domaine de l'informatique distribuée.



Nos systèmes sont ouverts et flexibles parce qu'ils s'appuient sur les grands standards industriels du marché, et nos solutions spécifiques apportent une grande valeur ajoutée dans les secteurs de marché auxquels elles s'adressent.

Notre réseau de services est l'un des plus qualifiés sur le marché informatique.

Mondialement réputées, les solutions développées par nos laboratoires de recherche et développement, s'appuient sur une large expérience acquise auprès des utilisateurs.

Des solutions qui vous aident à faire communiquer des systèmes jusqu'à présent incompatibles.

Notre engagement à vous fournir ces nouvelles solutions vous donne la liberté de prévoir, de construire et de grandir sans barrières ni frontières.

Notre ouverture est votre liberté.

OLIVETTI SYSTEMS & NETWORKS

Notre expérience est votre quotidien

Olivetti Office est le Numéro Un européen et l'un des dix premiers mondiaux de la bureautique.



Systèmes d'écriture, traitement de données ou d'images, notre expérience dans ces domaines est sans équivalent.

Notre vocation est de fournir des solutions bureautiques qui couvrent tous les besoins avec des équipes

toujours compatibles et prévus pour suivre la croissance des entreprises.

Notre présence et notre assistance, réputées à travers toute l'Europe, vous garantissent d'être à la pointe du progrès quels que soient vos besoins bureautiques.

Notre expérience est votre quotidien.

OLIVETTI OFFICE

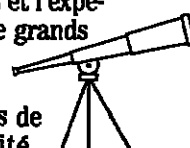
Notre savoir-faire est votre réussite

Olivetti Information Services est le premier groupe privé italien dans le secteur des services informatiques.

Le seul groupe qui offre à la fois talent et ressources dans les domaines les plus variés, des services professionnels aux logiciels, des systèmes intégrés aux réseaux à valeur ajoutée, depuis le "facility management" jusqu'à la formation.

Bénéficiant de l'expérience de plusieurs sociétés spécialisées par technologies et segments de marché, nous offrons à la fois savoir-faire, garanties et compétences d'un grand groupe.

Nous avons les moyens et l'expérience du management de grands projets, et notre éthique professionnelle fait de la satisfaction des besoins de nos clients la priorité absolue, dans le respect de son environnement opérationnel et de sa culture d'entreprise.



Olivetti Information Services a le savoir-faire et l'expérience indispensables pour assurer la pérennité de votre investissement et garantir votre croissance.

C'est en cela que notre savoir-faire est votre réussite.

OLIVETTI INFORMATION SERVICES

Notre force est votre énergie

olivetti

Champions en consultation

Vol à voile

CHAMPIONNATS DU MONDE

L'équipe de France a enlevé deux médailles d'or aux Championnats du monde de vol à voile, qui se sont terminés samedi 27 mai à Wiener Neustadt (Autriche). Jacques Aboulins est imposé en classe standard (planeurs de 15 mètres) et Jean-Claude Litaux en classe libre (25 mètres).

مكتبة الأهل

Le Monde ECONOMIE



Man, un paradis très respectable

Les banques et compagnies d'assurances qui représentent un quart du revenu insulaire garderont après 1992 leur fiscalité privilégiée

JUSQU'ICI, l'île de Man était plutôt, selon l'expression locale, « a well kept secret » (un secret bien gardé). Mais, depuis cinq ans environ, les financiers de Londres, de Manchester et même de Guernessey, affluent vers ce petit paradis — fiscal entre autres — coïncé entre l'Ecosse et l'Irlande.

« Après tout, observe David Burton, responsable du cabinet d'audit Touche Ross à Douglas, l'île est à peine plus petite que Singapour mais beaucoup moins peuplée (soixante-neuf mille habitants contre deux millions cinq cent mille). Elle est trois fois plus grande que ses concurrentes anglo-normandes, mais utilise le droit commun britannique — et non le « franco-normand ». Et elle a sur... Panama par exemple, l'énorme avantage d'avoir un Parlement indépendant et démocratique depuis plus de mille ans ! »

Loin des descendants des Vikings, qui débarquèrent à la fin du premier millénaire, les Manx insistent sur le fait qu'ils « ne font pas et n'ont jamais fait partie du Royaume-Uni ». Les relations entre Man et Londres sont subtiles. Une zone de libre-échange existe entre les deux pays, l'île paye une petite partie de son budget (2,5 %) à l'Exchequer en échange de la protection militaire et de la représentation diplomatique britannique... et la reine d'Angleterre dépêche sur Man un « lieutenant-gouverneur » qui préside le Tynwald (les trois chambres du Parlement local), sans exercer de pouvoir véritable.

Un entassement financier

Pour avoir une bonne idée de l'équilibre économique de l'île, il suffit de regarder le panorama de la baie de Douglas, la capitale. Vers le nord, la promenade aligne de nombreux hôtels d'aspect victorien, souvent modestes, dont un grand nombre sont fermés et quelques-uns transformés en palaces et en casinos. Au sud, un port de commerce étrangement surdimensionné prolonge une minuscule baie de pêche presque vide. Les ruelles de ce quartier

ancien abritent les bâtiments officiels, dont la rotonde du Tynwald. Une multitude de banques, de compagnies d'assurances et de cabinets d'experts se serrent autour de ces bureaux gouvernementaux comme pour saisir plus vite les moindres amendements à une législation si favorable à leurs affaires. Entre le port de pêche et cet entassement financier, une petite gare de briques rouges où fument des locomotives à vapeur. Les mêmes depuis 1875.

A peine embarqué dans ces wagons de bois, l'on est déjà dans la campagne, vers le sud et le minuscule havre de Port-Erin. Au passage, l'on découvre au bord des falaises l'aéroport de Douglas au trafic étonnant, jouxtant une zone industrielle « hors taxes » ultramoderne.

Les armes de Man présentent, sur fond rouge, trois jambes d'armure en croix. La devise « Quocumque jeceri stabit » (« Où qu'on me lance, je tiens droit ») pourrait parfaitement illustrer la politique économique locale, un équilibre dynamique soigneusement préservé.

Au fil des ans, le triptyque agriculture-pêche-villégiature a simplement été remplacé par la trilogie finance-industrie-services. Et l'île, qui fut jadis très pauvre, peut s'enorgueillir aujourd'hui d'un taux de chômage parmi les plus faibles : 1,5 %, soit environ quatre cents personnes.

Dans le monde britannique, Man fut pendant longtemps perçue comme un lieu étrange, aux coutumes fortement établies, vivant d'agriculture, de pêche aux harengs... et de contrebande d'alcool, de tabac et de soie. Vint le temps du tourisme chic qui, au dix-neuvième siècle, vit débarquer dans les villes côtières de nobles Anglais, remplacés par un mélange de retraités du Commonwealth goûtant les joies d'une vie paisible aux impôts légers... et de touristes populaires venant par ferries entiers jouer au bingo et prendre les trains de bois pour des voyages à travers le temps.

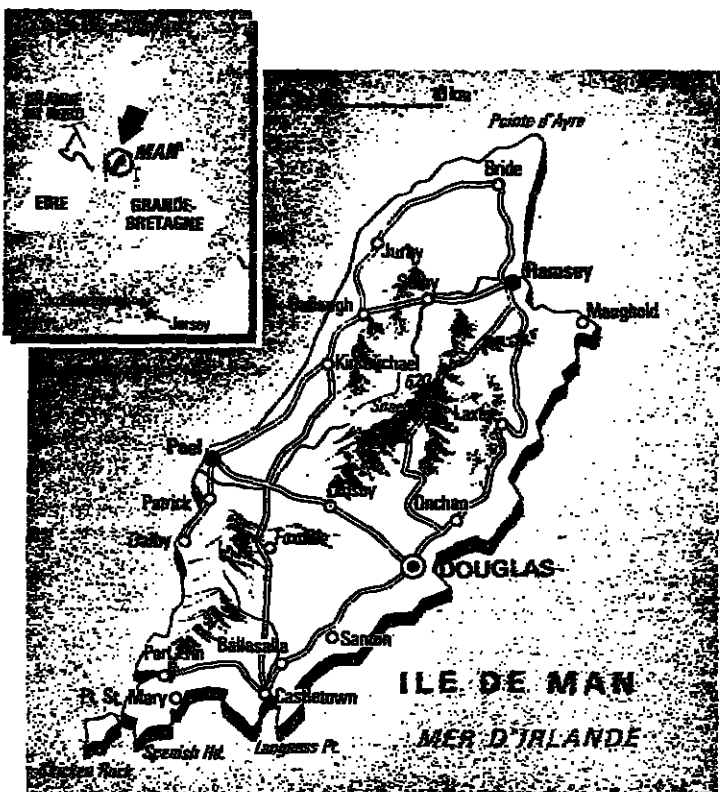
Cette époque est révolue. L'agriculture et la pêche ne pèsent guère plus de 3 % du revenu insulaire ; les retraités coloniaux, coûtant cher au sys-

tème de sécurité sociale local, sont moins recherchés ; et les hordes estivales préfèrent aujourd'hui les vacances standardisées en Espagne.

Le secteur financier représente actuellement un bon quart du revenu de l'île qui atteint 200 millions de livres. La fiscalité légère (impôt sur les bénéfices allant de 20 % à 0, impôt sur les revenus de 15 %) n'est pas la seule raison

45 employés), explique son choix : « Le gouvernement de l'île a mis au point une législation de contrôle des banques très stricte qui renforce la confiance des grandes institutions internationales. De plus, l'implantation dans l'île ne coûte pas cher et on peut trouver de l'espace facilement. »

C'est un expert qui parle : la Royal Bank of Canada emploie en



pour laquelle on dénombre plus de cinquante banques et quatre-vingt compagnies d'assurances dans les rues de Douglas ou de Ramsey.

Colin Mackay, président de la filiale de Man de la Royal Bank of Canada, qui vient d'acquiescer une société financière locale importante (le Mannin Group, fort de

effet quelque cent quatre-vingts personnes) à Guernessey où l'espace devient une denrée rare. Aussi les dépôts bancaires ont-ils connu ces dernières années un « boom » impressionnant à Man : avec une croissance moyenne annuelle de l'ordre de 20 %, ils sont passés d'environ 1 milliard de livres en 1981 à 4,6 milliards de livres fin 1988.

Mot d'ordre des autorités : « Nous ne voulons pas du bas de gamme. » En clair, pas question de recevoir dans les rues du port quelque banque semi-officielle pouvant servir à blanchir de l'argent sale. Le banking supervisor veille et les institutions londoniennes, néerlandaises ou suisses installées à Douglas ne voudraient pas de voisins peu recommandables.

Même surveillance sévère dans le secteur des assurances. William Hostings, qui en est le supervisor, souligne que les onze compagnies d'assurance-vie établies sur l'île (qui sont aussi génératrices d'emplois) se recrutent parmi les plus grosses (Eagle Star, Royal Insurance, Equity & Law...).

Le marché se développe surtout par les assurances « captives » des grandes sociétés comme British Gas, Jaguar, British Telecom. « Les compagnies captives se multiplient partout et nous sommes en train de prendre des parts de marché croissantes. Nous avons sur place l'infrastructure, les comptables, les consultants, les banques d'investissement... », souligne le supervisor qui se déclare « très optimiste ».

Le climat de Man, en effet, semble particulièrement propice à la créativité financière. Que ce soit dans les activités de banque privée, de trust, ou d'assurances spéciales, il semble que ce paradis fiscal suscite les idées originales.

Cependant, avec une finance qui ne cesse de croître, ne peut-on craindre, comme le font remarquer les rares autonomistes de l'île, de voir Man se transformer en une sorte de Jersey riche et sans âme ? « Nous faisons tout notre possible pour avoir une économie diversifiée et équilibrée », répond David Cannan, ministre des finances de Man. Cela veut dire que nous encourageons fortement l'industrie. Avec plus de deux cents entreprises, ce secteur pèse déjà 15 % du PIB.

La politique en la matière est claire : pas question, comme l'explique un conseiller du Trésor, de faire venir une grosse usine de montage automobile japonaise. Trop dangereux pour l'équilibre de l'emploi et pas assez de valeur ajoutée. Les autorités encoura-

gent plutôt l'implantation de petites unités très spécialisées dans les hautes technologies.

L'île était déjà, pendant la dernière guerre, un centre industriel aéronautique important (car loin du front). On y trouve encore un fabricant de pièces pour sièges éjectables, mais aussi une unité d'outillage du diamantaire De Beers (installée dans la zone franche), une usine de chromatographes et de nombreux ateliers d'électronique venant tirer profit de larges subventions.

Le gouvernement veut aussi développer rapidement le secteur des services en s'appuyant sur deux points forts traditionnels : le maritime et le tourisme. L'île est le siège d'un « pavillon bis » (ou pavillon offshore) garantissant des coûts d'exploitation allégés aux navires britanniques. Avec plus de 4 millions de tonnes de jauge brute immatriculées, ce pavillon représente maintenant près du tiers du tonnage britannique total. Cette activité a créé de nombreux services de management maritime.

Le second souffle

Quant au tourisme local qui pèse encore 10 % du PIB, il cherche aujourd'hui son second souffle : la capacité hôtelière a fondu de 40 % en dix ans, suivant la baisse de fréquentation estivale. Il a fallu du temps aux Manx, finalement assez conservateurs, pour s'apercevoir que le marché touristique avait changé. On cherche à présent à développer les séjours courts, les événements sportifs et le tourisme de congrès. Un travail de longue haleine.

Pourtant les gens de l'île, pour la plupart, considèrent encore le tourisme comme un secteur clé et les débats sont vifs lorsqu'un hôtel qui ferme est remplacé par des bureaux de banque. Le président de la chambre de commerce, Bill Denard, est également président de la plus grosse blanchisserie de l'île, Clucas Cleaners, dont l'activité dépend étroitement du tourisme hôtelier.

de Douglas
DIDIER POURQUERY.
(Lire la suite page III.)

Panama, le canal renforcé

Américains, Japonais... et Français étudient le doublement de la voie d'eau par une autoroute et une ligne ferroviaire moderne

FIGÉ sur un obélisque, le bec pointé vers le pont des deux Amériques et son arche de métal, le coq gaulois de la place de France est le premier veilleur à l'entrée du canal de Panama. Soixante-quinze ans après le percement définitif de l'isthme, l'empreinte tricolore est réduite à l'état de symbole. Ferdinand de Lesseps statufié, comme le lieutenant Lucien-Napoléon Bonaparte ou l'ingénieur Léon Boyer.

L'imagerie officielle n'a pas oublié qu'en leur temps vingt mille ouvriers français ont trouvé la mort en s'avançant dans la forêt vierge, décimés par la malaria. Mais on sait à Panama que le génie cartésien d'un Lesseps s'est lamentablement enlisé.

Le héros de Suez s'obstinait à vouloir creuser un canal au niveau de la mer, quand seul un système d'écluses pouvait venir à bout des reliefs du pays. Après dix ans de vains efforts, un tiers seulement de la distance avait été couvert, et à quel prix !

Dans son tracé et son fonctionnement actuels, le canal de Panama est une création des Etats-Unis. Au début du siècle, les Américains pensaient d'abord tirer un trait d'union entre le Pacifique et l'Atlantique, à travers le Nicaragua. Mais, dissuadés par les menaces d'éruption du volcan Momotombo et les risques de

tremblement de terre, ils choisirent Panama.

En 1903, la France cède ses droits dans la Compagnie du canal pour 40 millions de dollars. Pendant deux ans, les Américains se consacrent exclusivement à la chasse aux moustiques, à présent disparus malgré l'humidité tropicale. « Un travail remarquable, jamais accompli ailleurs », reconnaît un résident français.

La première traversée

Le 15 août 1914, le navire à vapeur *Ancon* effectuait la première traversée du canal interocéanique. Les Etats-Unis avaient dépensé 387 millions de dollars pour relever le défi. Depuis 1903, ils ont investi 3 milliards de dollars dans l'opération et récupéré les deux tiers de la mise, grâce aux taxes perçues. En 1987, les droits de passage ont rapporté près de 330 millions de dollars.

Malgré les exploits des cap-horniers, l'ouverture du canal

donna un nouveau lustre à Panama. Après un dix-septième siècle glorieux, marqué par la conquête espagnole de l'or au Pérou et son rapatriement en Europe, via l'isthme, le petit Etat d'Amérique latine s'était assoupi.

La capitale tomba, en 1671, sous les boulets du pirate Morgan. Rebâtie sur les rives du Pacifique, elle ne se réveilla qu'avec la ruée vers l'or californien de 1849. Le chemin de fer, construit à cette époque d'un bord à l'autre de l'isthme, annonçait le futur canal.

Aujourd'hui encore, *El ferrocarril* de Panama relie trois fois par jour Panama-City à Colon, sur l'Atlantique, dans un fracas de métal assourdissant. Des fenêtres du train bleu, lorsque la jungle s'éclaircit, on voit s'avancer les immenses coques des navires franchissant les écluses. Troublante vision que ces monstres marins au milieu de la forêt vierge.

Depuis 1979, la gestion du chemin de fer est revenue à l'Etat de Panama, après plus d'un siècle de contrôle américain. Le service

s'est dégradé, la sécurité est relative, comme la précision des horaires. « Comment fonctionnera le canal lorsqu'il reviendra aux Panaméens ? », interroge un fonctionnaire étranger.

Le traité Carter-Torrijos, signé en 1977 par les chefs d'Etat américain et panaméen de l'époque, prévoit en effet le transfert de l'administration du canal aux autorités autochtones à compter du 1^{er} janvier de l'an 2000.

Des bases militaires

Les bases américaines, où sont stationnés quelque quinze mille GI's (depuis l'envoi récent de trois mille hommes supplémentaires par George Bush), devraient, dans le même temps, fermer.

L'article 4 du traité autorise cependant les Etats-Unis à mener des opérations militaires sur le canal en cas d'entrave à la libre circulation des bateaux. Mais cette clause est jusqu'ici restée théorique. En soixante-quinze ans d'existence, la voie interocéanique n'a jamais été coupée, pas même une journée.

de Panama
ERIC FOTTORINO.
(Lire la suite page III.)



INSTITUT
SUPÉRIEUR
DU
COMMERCE

3^e CYCLE SPÉCIALISÉ FINANCE D'ENTREPRISE ISC PARIS

une année intensive d'enseignement de haut niveau pour devenir un professionnel recherché de la gestion financière quotidienne des entreprises.

■ FORMATION :

du 2 Octobre 1989 au 29 Juin 1990.

■ ADMISSION :

Bac + 4 (Maîtrise d'Université ou équivalent), Diplôme grande école de commerce ou d'ingénieur ou 6 ans d'expérience professionnelle.

■ SÉLECTION :

sur dossier et entretien avec un jury

INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE
Établissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'État
22 Boulevard du Fort de Vaux - 75017 PARIS
TÉL. (1) 42 70 34 80-42 70 90 95 Yvette CARIOU

LA PRÉVISION EST-ELLE UNE SCIENCE ?

Comment font les diseurs de (bonne) conjoncture

Dans un monde en plein bouleversement il est très difficile de mettre en équation les comportements humains

FAIRE tourner des modèles qui portent des noms exotiques, il y a de quoi donner le vertige ou, à tout le moins, voir la conjoncture de toutes les couleurs. Pourtant, les prévisionnistes français sont des gens sages. Très sages même. Dans ce petit monde d'universitaires à l'intelligence discrète, où les « effets d'annonce » semblent du plus mauvais goût, on a l'habitude de peser ses chiffres.

Echaudé par le récent « krach » boursier, on joue la prudence et les Cassandre. Quitte — comme l'INSEE vient de le faire — à réviser publiquement ses comptes. Le diagnostic est quasi général : aujourd'hui, il est de bon ton d'être pessimiste.

Des chiffres subjectifs

« Pour être intelligent, il faut prédire une baisse », ironise Michel Develle, le directeur des études économiques et financières de Paribas. A la direction de la prévision (qui relève du ministère de l'économie et des finances), on conteste que l'on se soit laissé « intoxiquer par les effets du krach, au demeurant plutôt minimes » : on reconnaît, en revanche, que personne n'avait prévu le redémarrage, mi-87, de l'investissement. « Même si on l'avait soupçonné, le climat catastrophiste aurait empêché de le dire ».

Personne d'ailleurs ne cherche à cacher ce que les chiffres avancés chaque année doivent au subjectif. D'après une étude menée dans l'université de Michigan, qui fit, dans les années 30, figure de pionnière des prévisions, le « jugement » interviendrait pour 30 % à 70 % dans la fabrication des équations. De même, des

études effectuées pour Wharton EFA — l'un des trois grands instituts de prévision américains — montrent que les erreurs de prévisions « post meeting » (c'est-à-dire après discussion avec les utilisateurs des modèles) sont inférieures à celles d'avant la réunion.

« Les prévisions retenues combinent à la fois l'aptitude du modèle à traiter les interdépendances, la connaissance des imperfections du modèle utilisé, et le jugement du prévisionniste sur les inflexions possibles des comportements des agents économiques et des modifications vraisemblables de la politique économique », note le professeur Raymond Courbis, qui dirige le Groupe d'analyse macro-économique appliquée (GAMA).

La prévision serait-elle alors une science de moins en moins exacte ? « Les économies, en effet, sont en plein bouleversement structurel. La déréglementation financière réduit l'efficacité des politiques monétaires, et les comportements des agents économiques deviennent plus difficiles à prévoir », résume, à l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), Byron Ballis. Et puis « la première réaction assez simpliste c'est toujours de se chercher des excuses ».

Et Nicholas Vanston, son non moins lucide collègue, d'ajouter : « Il y a trente ans, c'est vrai, le monde était moins compliqué. Mais les économistes travaillaient généralement sur des statistiques peu détaillées et vieilles de plusieurs mois ».

« Les erreurs de 1988 ne sont pas d'une nature nouvelle, renchérit le responsable du département des diagnostics de l'OFCE,

Philippe Sigogne. Elles relèvent du type de formation des économistes et sont le fait d'une idéologie dominante : la macro-économie telle qu'elle est appliquée dans l'OCDE. Tous les modèles qui existent sont inspirés de thèses keynésiennes qui ne permettent pas, notamment, d'intégrer dans l'économie réelle les problèmes monétaires et financiers. » Les liens avec les analyses micro-économiques y sont souvent sommairement traités.

Un discrédit des modèles

Cela explique, pour une part, que les modèles macro-économiques souffrent d'un certain discrédit. Car la prévision a aussi ses modes. Il y a dix ans, on ne jurait que par la modélisation économétrique ; aujourd'hui, les critiques fusent de tout bord. Les théoriciens des anticipations rationnelles ont été les plus virulents.

Même les praticiens s'habituent mal à la lenteur de leur mise en œuvre. « La modélisation est une industrie lourde, reconnaît Raymond Courbis. Il faut environ quatre ou cinq années pour construire un modèle (300 à 400 équations). Il en coûte (si on tient compte des dépenses de personnel, de la validation des équations, de l'informatisation et de l'achat de données à l'INSEE) environ 10 millions de francs, et un petit courant d'air peut venir tout balayer ! »

Aujourd'hui, l'INSEE laisse tomber son modèle sectoriel *Propage*, GAMA son modèle annuel *Mogit*. L'OFCE, qui avait décidé, il y a trois ans, de construire avec le CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales) un nouveau modèle macroéconomique d'inspiration keynésienne *Mimosa* qui vient de produire sa première projection, cherche aujourd'hui à s'orienter de plus en plus vers l'analyse financière.



Cette défaveur n'est toutefois que relative. Les modèles permettent de saisir les interdépendances (et notamment les effets de « feedback ») qui existent entre les diverses variables économiques. Ils ont aussi l'immense avantage de permettre des simulations.

« Contrairement aux devins d'autant, les prévisionnistes (à l'OCDE, on préfère dire les projectionnistes) ne sont pas payés pour dire aux gouvernements et au monde en général ce qu'il va se produire. Ils sont payés pour dire ce qui a le plus de chances de se produire si les politiques économiques restent inchangées et si les taux de change ne varient pas », résume Nicholas Vanston.

La défaveur a sans doute des effets positifs. Elle permet, notamment, à des méthodes non formalisées d'avoir droit de cité à côté des modèles. Le Centre d'observation économique, (COE) de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, par exemple, qui a accès au modèle *Hermès* sans en avoir le monopole, publie des indicateurs originaux calculés par rapport à un certain nombre de séries moné-

taires, financières et — « sans doute pas assez » — industrielles.

Lancée aux États-Unis, cette technique permet de « sentir » plus finement les signes avant-coureurs des mouvements de crise et de reprise. « Nous pourrions à la fois mettre en évidence des choses que les modèles ignorent, comme les effets de richesse négative, explique son conseiller scientifique, Christian de Bolsieu, et comparer — c'est ce qu'il nous intéresse — nos résultats aux simulations des modèles lourds ».

Pluralisme des méthodes, pluralisme des sources : le temps est loin où seules existaient les prévisions officielles (celles de l'INSEE et de la direction de la prévision). Une confrontation a lieu depuis 1979 deux fois par an, au sein du groupe technique de la commission des comptes de la nation, entre « officiels » et « non officiels ». Les instituts participent aussi à une plus large échelle, qui aux réunions de l'AEICE, (Association européenne des instituts de conjoncture économique), qui aux rendez-vous des utilisateurs internationaux du modèle *Frangipane* de l'OCDE.

Presque des récréations pour ces grands enfants qui refont le monde. Admise et reconnue, la prévision française a en tout cas atteint l'âge adulte. Des cinq grands instituts (on exclut la direction de la prévision, dont chacun sait que les chiffres sont des objectifs, même s'ils sont présentés comme des prévisions officielles), aucun n'est vraiment à la traîne (1).

Reste maintenant à éduquer les encore trop potentiels utilisateurs — les entreprises, notamment — de prévisions. Le travail n'est pas mince, si l'on en croit cette histoire que le directeur du GAMA garantit authentique. A un membre d'un grand organisme de prévision qui tentait d'obtenir un renouvellement d'abonnement, un chef d'entreprise aurait répondu très sérieusement : « Mais vous me servez des prévisions à quatre ans... Je verrai bien dans trois ans si j'en ai vraiment l'usage ».

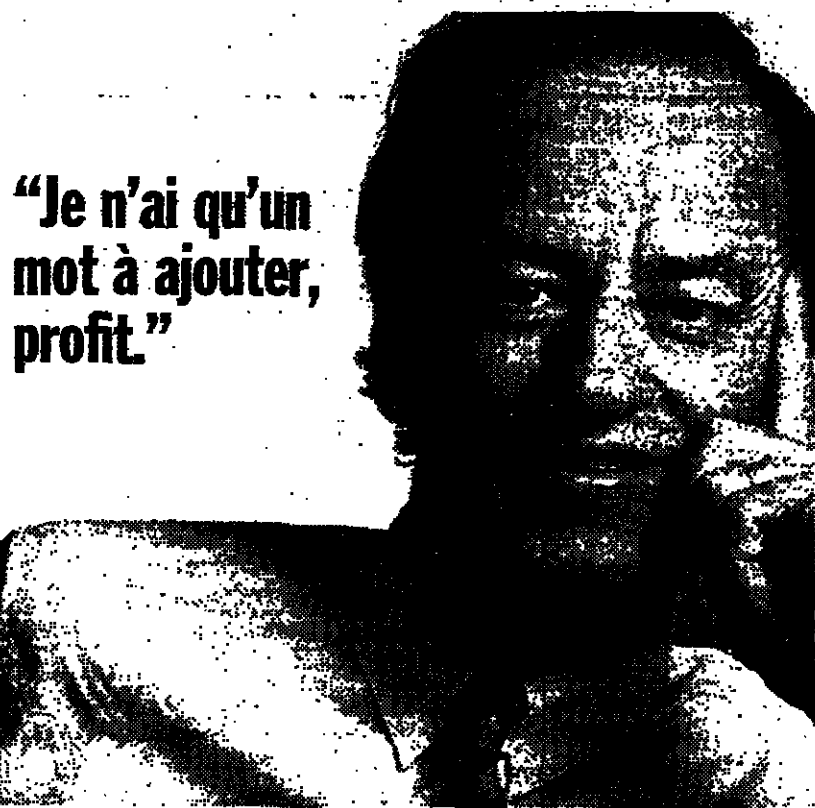
ARIANE CHEMIN.



Z-386/25

Zenith Z-386/25
SuperSet 32 bits. Mémoire cache.
Mémoire RAM 2 Mo extensible
à 8 et 32 Mo. Vidéo VGA. 6.02 MIPS.
Disque dur ESDI à 16 millisecondes.
Mot de passe. MS-DOS.
UNIX, MS-DOS/2, WINDOWS 386.

“Je n'ai qu'un mot à ajouter, profit.”



ZENITH data systems

☐ Envoyez-moi sans engagement de ma part votre documentation.
☐ Je souhaite rencontrer un ingénieur commercial Zenith.

Nom _____
Société _____
Adresse _____

Renvoyez ce coupon à : Zenith Data Systems
B.P. 201 - 92082 Nanterre cedex (92) 70 11 11

مكتبة النهر

conjoncture



Man, un paradis très respectable

(Suite de la page 1.)

Cette année, dans son rapport annuel, on peut trouver quelques traces d'optimisme : « A une époque où les grandes manœuvres de capitaux cherchent les meilleures opportunités, il est crucial que notre culture manne et que le contrôle de nos affaires ne tombe pas entre les mains d'étrangers qui n'ont qu'un intérêt passager pour notre île. » Bill Denard reconnaît par ailleurs que son problème principal est de trouver de la main-d'œuvre.

« Nous avons besoin d'immigration », confirme un conseiller au Trésor. Cependant, tout le monde constate que l'afflux de cadres financiers a créé une inflation immobilière préoccupante : le gouvernement doit aider l'accession à la propriété pour les insulaires, notamment les jeunes.

Des concurrents inquiétants

L'île connaît donc son lot de problèmes d'adaptation liés à sa croissance rapide. Mais quelques voix s'élèvent aussi pour signaler une préoccupation de fond : que se passera-t-il après 1992 ? Officiellement, le gouvernement est sûr : les relations de Man avec la CEE sont régies par le protocole 3 du traité d'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté et le grand marché ne devrait rien changer.

L'île bénéficie de relations privilégiées avec Bruxelles mais ne touche ni ne verse de sommes au budget commun. En revanche, elle est soumise au même régime de TVA que la Grande-Bretagne.

avec laquelle elle forme une même zone douanière.

N'étant pas tenu en 1992 de modifier quoi que ce soit à sa législation fiscale, Man continuera d'être un paradis financier et de considérer le monde comme son marché potentiel : les concurrents inquiétants sont autant les îles Caïmans que le Luxembourg ou la zone franche de Dublin. Mais à la chambre de commerce ou encore — en privé — dans les milieux gouvernementaux, certains se demandent si ce fleigme bien dans la tradition insulaire (« Tout de bon », mais pour « y'a bien le temps » est une expression courante) n'est pas une « vue de paysan chinois », comme le dit un haut fonctionnaire.

« Il faut étudier toutes les directives du grand marché et voir celles qui pourraient nous concerner, en bien ou en mal. Nous ne pouvons pas faire l'économie de ce travail », souligne-t-il.

Le gouvernement de l'île a quand même pris une décision : il fait réaliser par le bureau local du plus grand cabinet d'audit mondial, KPMG, une étude sur les conséquences de 1992 pour Man. Autant profiter de la présence près du port de pêche des plus grands noms du conseil international.

de Douglas DIERER POURQUERY.

Après Madère (le Monde du 20 décembre), Rhodes (31 janvier), les Canaries (14 février), la Corse (10 mai), nous pourrions la publication de rapports sur les îles dans la Communauté européenne.

(Suite de la page 1.)

Près de treize mille cinq cents navires ont passé l'an dernier sans encombre les écluses jumelles de Miraflores et de Gatun, après une traversée de moins de dix heures. Il faut en moyenne sept minutes pour qu'un gros navire enfilé dans une écluse soit soulevé ou abaissé de 25 mètres, afin de gravir ou descendre les marches de l'eau. Chaque approche est guidée par des solides, mais archaïques, locomotives grises, les mulets, qui tirent lentement les bateaux au milieu d'un défilé d'eau très étroit (110 pieds de largeur, soit moins de 40 m).

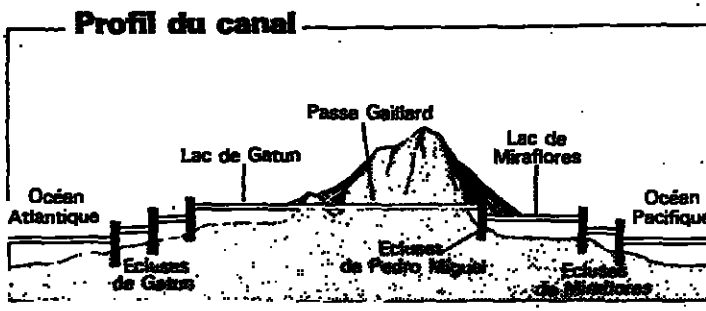
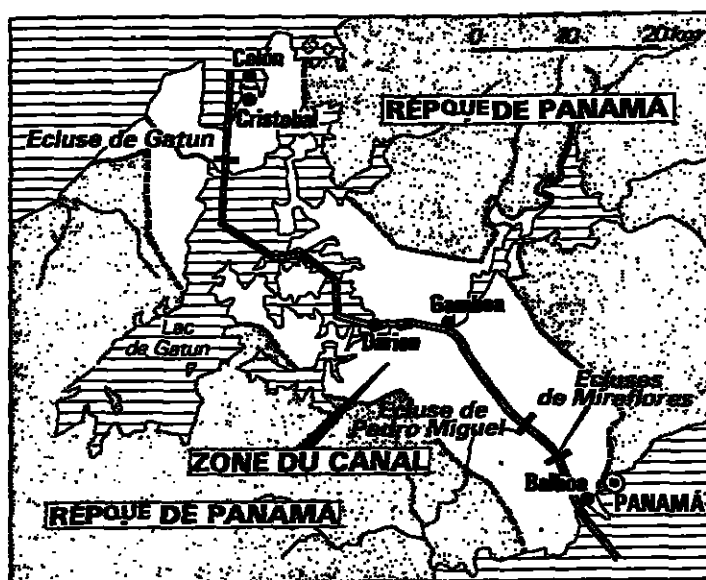
« Lorsque les Anglais et les Français ont quitté le canal de Suez, les marins américains disaient que les Égyptiens seraient incapables de faire passer les bateaux. Ils y sont parvenus », plaide un Panaméen proche du gouvernement. La zone du canal, où vivent plus de trente mille civils, reste encore une enclave américaine autonome, malgré les rétrocessions progressives de ce territoire à l'État.

Un dollar volatil

Nombre de Panaméens regrettent leurs téléviseurs sur la chaîne du canal, pour avoir accès à des informations ignorées par les réseaux officiels. Le dimanche, des orchestres jouent des airs de Glenn Miller et la Bamba, sous les drapeaux réunis de Panama et de l'« État gringo », pendant que le public boit du Coca-Cola ou du vin rouge chilien.

Le général Noriega entend bien gammonner ce reste d'Amérique accroché aux rives du canal. « Son rêve est de supprimer le dollar comme monnaie de référence pour le paiement des trans-

Panama, le canal renforcé



sées lorsque Panama prendra possession de la compagnie », assure un expert économique. Déjà, en l'absence de banque centrale, le gouvernement encourage les établissements de crédit à conclure des accords interbancaires, sur la base de plusieurs devises.

Sous la pression discrète de la France, le Parlement panaméen a

voté, en décembre 1988, une loi sur les concessions de grands travaux aux entreprises privées, qui permet le financement de contrats sur la base du franc, et non plus du dollar, jugé trop volatil. Ces dispositions nouvelles concernent directement les projets d'extension du canal de Panama.

Un moment envisagé, l'élargissement du tracé, à hauteur de la

passée Gaillard, n'est pas encore à l'ordre du jour. L'idée de créer un « canal sec » (une autoroute) parallèle est, en revanche, sérieusement avancée. Il en est de même de l'aménagement des ports maritimes — Balboa et San Cristobal — afin de permettre une meilleure manutention et le déchargement des conteneurs. Une voie terrestre pourrait permettre à certains navires d'accoster, puis de repartir, sans avoir traversé le canal.

Aux investisseurs japonais et américains déclarés, les autorités panaméennes aimeraient ajouter les entreprises de la CEE. Depuis le 1^{er} janvier, une trentaine de missions d'industriels français se sont rendues dans la zone du canal. La société Bouygues étudie un projet autoroutier : la SOFRETU s'intéresse au projet ferroviaire. Des entreprises de levage, d'équipement et d'aménagement portuaires ont envoyé des experts. La firme de négoce Sucre et dérivés s'est penchée sur les possibilités de financement des travaux par la compensation. Un grand port autonome français pourrait aussi vendre son savoir-faire aux Panaméens.

Un canal renforcé permettrait à ce petit État d'Amérique centrale de donner une nouvelle dimension à la zone libre de Colon, première place mondiale de commerce — après Hongkong — qui jouxte l'embouchure atlantique du canal. Pour la France, l'enjeu n'est pas négligeable.

Colon est un formidable récepteur de marchandises sur l'ensemble du continent américain du nord au sud. La balance tricolore a sans doute beaucoup à y gagner : du Canada à la Terre de feu, Panama est, après le Venezuela, son premier solide positif.

de Panama ERIC FOTOFINO.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) lance un appel d'offres international pour l'équipement, en mobilier, de ses sept (7) nouvelles agences principales.

Les immeubles concernés sont implantés dans les capitales des pays membres de l'UMOA et aux adresses suivantes :

- Cotonou BP 325 - République populaire du Bénin
Tél. : 31-24-66 ; Téléc. : 5211 ; Téléc. : 31-24-65.
- Ouagadougou BP 356 - Burkina Faso
Tél. : 30-60-15 jusqu'à 18 ; Téléc. : 5205 ; Téléc. : 31-01-22
- Abidjan 01 BP 1769 - République de Côte-d'Ivoire
Tél. : 32-04-66 ; Téléc. : 3761-3474 ; Téléc. : 22-28-52
- Bamako BP 206 - République du Mali
Tél. : 22-37-56 ou 22-37-57 ; Téléc. : 2574 ; Téléc. : 22-47-86
- Niamey BP 487 - République du Niger
Tél. : 72-24-91 ou 72-24-82 ; Téléc. : 5218 ; Téléc. : 73-47-43
- Dakar BP 3159 - République du Sénégal
Tél. : 22-13-85 ; Téléc. : 21839 ; Téléc. : 23-57-57
- Lomé BP 120 - République du Togo
Tél. : 21-53-84 ou 21-25-12 ; Téléc. : 5216 ; Téléc. : 21-76-02

1) Consistance des travaux et liste des lots :

Le mobilier à fournir et à mettre en place se répartit en 14 lots :

- Lot 1 Meubles de bureau
- Lot 2 Tables de travail
- Lot 3 Meubles de rangement
- Lot 4 Sièges
- Lot 5 Meubles de vestiaires
- Lot 6 Mobilier d'appartements
- Lot 7 Mobilier d'infirmerie
- Lot 8 Mobilier de haut de gamme ou de fabrication spéciale
- Lot 9 Equipement divers (caféteria, salle de réception)
- Lot 10 Accessoires de bureaux et d'appartements (lampes, sous-mains, corbeilles, porte blocs, bacs à courrier, cendriers, etc.)
- Lot 11 Bacs à fleurs
- Lot 12 Mobiliers divers
- Lot 13 Agencement et menuiserie décorative
- Lot 14 Accessoires de sols, de fenêtres et de portes (tapis, rideaux, stores, etc.)

2) Architectes concepteurs des immeubles et décorateurs

- Bénin Afrique Omnitech - BP 03.0183
C/591 - 6, bd Saint-Michel - Cotonou
- Burkina Agence d'architecture, d'Engineering et de Design BP 1321 - Tél. : 33-39-62 - Ouagadougou
- Côte d'Ivoire Cabinet Michel Galy Kouassi et Associés
01 BP 1557 - Abidjan - Tél. : 32-20-41
- Mali A.I.M. - BP 2569 - Tél. : 22-29-83 - Bamako
- Niger Cabinet AUBA - BP 10.035 - Tél. : 73-31-47 Niamey
- Sénégal Cabinet Pierre Goudiaby Atépa
Fam Mermoz - Cormiche Ouest
BP 2191 - Tél. : 25-45-26 - Dakar
- Togo Atelier des Travaux d'Architecture et d'Ingénierie
BP 3030 - Tél. : 21-63-71 - Lomé

3) Conditions de participation à l'Appel d'Offres

Les dossiers d'appel d'offres seront disponibles dans toutes les agences principales de la BCEAO aux adresses ci-dessus à partir du 26 juin 1989.

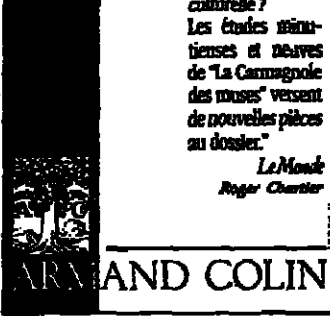
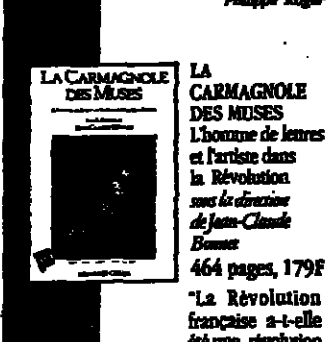
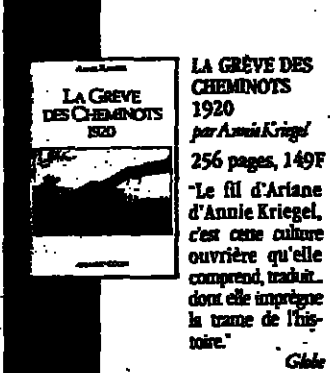
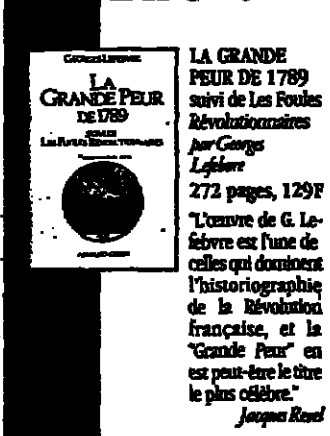
Les sociétés et groupements de sociétés intéressés devront impérativement faire connaître par écrit, et à l'une des agences principales, leur intention de soumissionner entre le 15 mai et le 1^{er} juin 1989, délai de rigueur.

Toute inscription ne sera validée que par le paiement effectif et dans les mêmes délais du prix des dossiers.

Les offres seront remises aux lieux de retrait des dossiers au plus tard le 26 juillet 1989 à 17 heures (heure locale).

Les Sociétés ne peuvent soumissionner que pour un ou pour plusieurs lots entiers.

ARMAND COLIN, L'HISTOIRE



eslsca

3^e CYCLE SPÉCIALISÉ EN "TRADING"

Formation professionnelle de haut niveau débouchant sur une nouvelle fonction de management particulièrement adaptée à l'Europe d'après 1992. Du négoce international aux dernières techniques financières et boursières et au risk management.

Pédagogie et corps professoral :
Spécialistes experts et entreprises partenaires.

Renseignements et inscriptions : Philippe GINSBERG

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES

Fondée en 1949 - reconnue par l'État
1, rue Bougainville - 75007 PARIS
Tél. : (1) 45 51 32 59

On vous juge sur votre personnalité.

SUP DE CO AMIENS VOUS AIDE À L'AFFIRMER.

Nos étudiants travaillent une journée par semaine dans les entreprises. Nous encadrons leurs actions. Nous leur donnons les moyens d'améliorer leur comportement professionnel.

Ecole Supérieure de Commerce et d'Administration des Entreprises
18, place Saint-Michel - 80038 Amiens cedex - Tél. 22 91 57 02

La chronique de Paul Fabra

Dollar fort ou deutschemark faible ?

VOICI de nouveau le dollar en vedette. Le préjugé selon lequel l'économie la plus importante du monde doit correspondre à la monnaie la plus forte fait qu'à chaque fois qu'il monte, tout le monde ou presque découvre aussitôt de bonnes raisons pour expliquer pourquoi il doit en être ainsi et pour s'attendre à la continuation du mouvement.

Pourtant, sur la longue période, mettons sur les trente dernières années, on compterait sur les doigts d'une seule main (peut-être un de plus) les années où l'inspiration des devises américaines était à la hausse, alors que, pendant les vingt-cinq ou vingt-quatre autres, elle était ou bien faible ou bien carrément orientée à la baisse, et parfois en chute.

Mais rien y fait. Ce qui frappe les esprits est que cette monnaie serve d'instrument de transaction non seulement à d'innombrables particuliers dans tous les continents et sous tous les régimes — à commencer par les pays qui n'ont pas de monnaie digne de ce nom, une situation, on le conçoit très gênante et qui est celle où les pays communistes se sont mis, — mais aussi aux États (le solde des échanges soviéto-chinois se règle en dollars).

De cet emploi généralisé, on tire des conclusions hâtives, et en particulier celle-ci : qu'il doit s'agir d'une monnaie sûre. Sûre, elle l'est en ce sens qu'on ne l'imagine pas facilement refusée par qui-conque (encore que ce soit arrivé, à l'époque contemporaine, au moins une fois : en plein milieu du mois d'août 1971). En ce qui concerne sa valeur, c'est une autre affaire, comme chacun, l'expérience aidant, le sait... mais a tendance à vite l'oublier. Du reste, n'est-ce pas plutôt les mauvaises monnaies qui circulent ?

Si l'on parle de nouveau aujourd'hui d'un dollar haut et d'un deutschemark faible, il n'est, pour prendre la mesure de l'actuelle remontée de la monnaie américaine, si spectaculaire fut-elle (+ 12 % depuis le début de l'année) que de se rappeler les bouleversements passés. Il y a tout juste vingt ans, le dollar cotait 4 DM et 380 yens. Même aux taux actuels (environ 2 DM et 142 yens), le recul est considérable sur la longue distance. On dira que ces réajustements étaient rendus nécessaires par l'évolu-

tion divergente des prix. Cela n'est du reste vrai qu'en partie.

Mais l'objection ne vaut pas excuse : la dérive des prix américains relève directement de la responsabilité des administrations, successivement du pouvoir à Washington. C'est donc toute une gestion étalée sur au moins un quart de siècle qui s'est trouvée sanctionnée par les changements de parité. Et aujourd'hui ?

Sur toutes les places de change du monde, y compris en Extrême-Orient, la première cotation de la journée est celle du dollar en deutschemarks (jusqu'à la fin des années 50, c'était le cours du sterling en dollars). C'est donc d'abord par rapport à la devise allemande, leader des monnaies du continent européen, qu'on mesure « la force ou la faiblesse » de la devise des États-Unis.

Bien que ce point de vue ait été occasionnellement contesté, il semble que, au cours, depuis des vingt-cinq à trente dernières années, tous les mouvements importants qui ont affecté les relations monétaires d'un continent à l'autre aient eu leur origine de l'autre côté de l'Atlantique. En rappelant cela, je ne nie pas que des décisions de la plus haute importance aient été arrêtées en Europe, à commencer par celle de cesser de soutenir le dollar (prise pour la première fois par la RFA en mai 1971). Mais, dans cette dernière circonstance encore, il s'agissait d'une réaction pour se défendre contre les impulsions inflationnistes transmises par le truchement du dollar.

A l'inverse, si le dollar a connu de 1980 à 1985 la seule (et formidable) hausse durable qu'on lui ait connue en trente ans, la cause en était le soudain revirement américain contre l'inflation.

Nous sommes aujourd'hui en présence d'un événement de bien moindre ampleur, si on le mesure à l'aune des variations du taux de change. Mais, pour la première fois dans l'histoire monétaire du couple dollar-deutschemark, ce n'est pas le premier qui a joué le rôle principal pour modifier les données du jeu. Et cette intervention explicite, peut-être mieux que tout autre facteur, la sur-

L'accord du Louvre conclu en février 1987, en pleine crise du dollar, pour en stabiliser le cours, n'a toujours pas, il s'en faut de beaucoup, réalisé son objectif, proclamé. Même si le déficit de la balance des paiements américaine a diminué d'environ 20 % à la faveur d'un dopage des exportations dû à un dollar dévalorisé, il reste béant.

Aux États-Unis, plusieurs économistes de renom (dont la réputation est étonnamment restée intacte malgré leurs erreurs de prévision répétées) réclament une nouvelle baisse du dollar. L'administration Bush, dont ils espèrent bien être les conseillers, a pris le sage parti de leur tourner le dos. Tant mieux. Mais elle ne voulait certainement pas non plus d'un dollar en hausse. Que s'est-il produit ? L'ascension indésirée serait-elle le résultat d'une fausse manœuvre, une de plus ?

C'est en Allemagne qu'il faut en chercher la clé. Bien que la situation de ce pays reste enviable à plus d'un égard (et qu'il ne soit nullement en proie à la démesure, comme aurait pu le laisser croire le titre, sans doute trop elliptique, donné à la chronique précédente), le deutschemark se trouve, depuis plusieurs mois, aux prises avec des difficultés dont l'ampleur n'avait pas été prévue. Elles ne pouvaient en particulier pas l'être par le chancelier Kohl puisque c'est lui qui est largement à l'origine de l'extraordinaire perte de crédibilité dont souffre son gouvernement. Ses amis les plus proches démontrent, de sa part, pas moins de cinq bévues de taille.

Le service militaire, porté de quinze à dix-huit mois pour être aussitôt ramené à quinze, le dispute aux palinodes sur la retenue à la source pour donner l'impression d'un manque dramatique de suite dans les idées, d'une incapacité à définir une ligne et à s'y tenir. Joue alors la peur, qu'on connaît bien en France, de l'inconnu des élections prochaines, ou plutôt de la quasi-certitude d'une victoire de la gauche, dont le rouge est aggravé par le vert. Résultat : une fuite, pardon monnaie Poehl, une sortie de capitaux continue et éno-

Les marchés ont les yeux fixés sur la balance des paiements courants des États-Unis, et il est vrai qu'un déficit est de nature à induire une sortie de fonds, mais celle-ci n'a évidemment aucun effet sur les changes si elle est compensée, ou plus que compensée, comme c'est de nouveau le cas pour les États-Unis, par des entrées de capitaux non liées aux échanges commerciaux. A l'inverse pour la RFA, dont l'excédent commercial, très élevé, et les entrées de fonds qui y correspondent théoriquement, n'ont aucune raison de faire sentir leurs effets dans la réalité puisque les sorties auxquelles il vient d'être fait allusion sont d'un montant très supérieur (voir notre interview avec M. Poehl dans le Monde du 23 mai).

En profondeur aussi, la situation financière en Allemagne ou bien ne s'est pas, côté déficit budgétaire, autant améliorée que le prétend le gouvernement ou bien, côté entreprises, s'est détériorée. Le ratio fonds propres/endettement total, qui était de 30 % environ il y a quelques années, est aujourd'hui de l'ordre de 20 %. Il est possible, il est probable, que les atterrissements de la politique monétaire soient, par le climat de renforcement (relatif, bien sûr) qu'il a contribué à créer, en partie responsable de cette évolution. Mais ces flottements, à quelles interventions intempestives sont-ils dus ?

Par le détour de cette question, on retombe en plein sur les aspects internationaux de la minuscule du deutschemark — et de ses implications quant à la question « concertée » des changes. La question, à vrai dire accessoire, qu'on se pose aujourd'hui, avec un dollar valant plus de 2 DM est celle de savoir si l'accord du Louvre, qui prétend limiter les fluctuations de la devise américaine à l'intérieur de certaines bornes (tenues secrètes), survivra au débordement. Rien n'empêcherait en principe les autorités de laisser empiéter qu'elles ont relevé leur plafond, qu'elles ont ainsi discrétionnairement et en cachette fixé pour la hausse du dollar. Elles pourraient le porter, par exemple, pour se donner de la marge, de 1,9 DM (celui qui était en

vigueur, parait-il, jusqu'au 8 mai dernier, jour où ce plafond fut crevé) à 2,1 ou 2,2 DM. Mais, à changer de cible aussi pratiquement sous la pression de la spéculation, l'accord perdrait toute valeur d'engagement. N'étant que cela, il cesserait d'exister.

La véritable échec est ailleurs. Si le deutschemark traverse une mauvaise passe, les motifs n'en sont pas que politiques et contingents. Plus tôt que d'autres, la Bundesbank et l'ancien ministre des finances, Gerhard Stoltenberg, avaient, au cours des deux dernières années, perçu les menaces qui pesaient sur les prix, sur les taux et, d'une façon plus générale, sur la stabilité des marchés financiers en Allemagne et ailleurs.

Mais, au nom de la « coopération internationale », telle qu'elle était conçue par la déplorable accord du Louvre, de puissantes pressions américaines, françaises et accablées britanniques, s'exerçaient sur la Bundesbank avec l'active complicité d'une partie au moins du cabinet de Bonn. Aussi les autorités de Francfort ne purent-elles pas résister à temps — elles auraient pu, alors, le faire avec modération — à la montée des tensions inflationnistes renouées. La suite des événements, et le boom ambiant, mon- tre qu'il n'était nul besoin d'activer la demande (voir notre article du 15 mai 1987 : « Le désastreux précédent de 1978 »).

Pour une banque centrale, pratiquer à contretemps une politique de taux artificiellement bas (le taux d'escompte fut ramené à 2,5 %, son niveau le plus bas historiquement) et donc de gonflement inconsidéré de son portefeuille de titres, c'est se fier les mains pour l'avenir, c'est se condamner à prendre les mesures de sauvegarde quand il est déjà tard et dans des conditions beaucoup plus dangereuses. Dans le Wall Street Journal (édition du 23 mai), l'expert Roland Leuschel admet les banques centrales de ne pas s'en prendre à l'inflation quand c'est la déflation qu'elles préparent par des politiques trop restrictives. Mais la déflation n'est toujours d'une inflation préalable, et, plus on laisse celle-ci se développer, plus celle-là risque d'être sévère.

A TRAVERS LES REVUES

Par MICHEL BEAUD

Un nouvel « isme » ?

LES nommera-t-on un jour les « conventionnalistes » ? Ils ont travaillé sur des champs différents : l'emploi, la qualification des produits, les marchés financiers et, bien sûr, les théories, tant classiques que néoclassiques que keynésiennes — y compris dans leurs développements les plus récents. Et ils nous présentent aujourd'hui l'esquisse d'une pensée commune, articulée autour de la notion de « convention » (1).

Chacun, en son domaine, a constaté les impasses dans lesquelles s'enferment les « nouveaux néoclassiques » — enfants de ce qu'il est convenu d'appeler la synthèse keynéso-néoclassique et de la vague contemporaine du libéralisme — quand ils prétendent traiter de situations concrètes ou s'approcher de la réalité. Leur point de départ commun est donc le constat des problèmes critiques rencontrés par les développements récents de la littérature néoclassique lorsqu'elle s'étend à des actions économiques éloignées du marché concurrentiel pur et parfait (2).

Pourtant, loin de rompre radicalement avec la pensée classique et néoclassique pour se situer d'emblée sur des positions antagoniques — marxistes ou keynésiennes, institutionnalistes ou régulationnistes, — nos six mou-

quétaires — Jean-Pierre Dupuy, François Eymard-Duvernay, Olivier Favereau, André Orléan, Robert Salais, Laurent Thévenot — affirment avec force leur attachement aux préceptes de l'individualisme méthodologique.

« Les seuls acteurs sont des personnes, qu'on les saisisse ou non comme membres d'un collectif ou d'une institution, ou dans l'exercice d'une fonction de représentation d'un groupe. Toute autre position revient, au bout du compte, à réduire la personne à l'état de chose manipulable ou à l'agile de l'extérieur, que ce soit avec ou sans son consentement ou sa conscience ».

En outre, ils consacrent une importante part de leurs travaux aux situations de marché, aux relations marchandes et aux relations susceptibles d'être analysées comme telles : des marchés dont ils soulignent avec insistance que, comme bien d'autres institutions, ils ne peuvent fonctionner « sans un cadre commun, sans une convention constitutive », la convention étant « une régularité qui a sa source dans les interactions sociales mais qui se présente aux acteurs sous une forme objective ».

La convention est donc au centre de leurs analyses : à la fois comme élément constitutif de toute situation de marché et comme base d'autres institutions, d'autres formes de coordination, étrangères au marché. Selon nos

auteurs, la prise en compte de la convention est de nature à permettre de rendre compte de phénomènes critiques (par rapport à la catégorie de l'équilibre), par exemple, des situations d'échange marchand où il y a incertitude sur la qualité — qu'il s'agisse de biens, de travail ou d'actifs financiers... Ainsi Robert Salais, du CNRS, traite-t-il de la relation de travail en la réinterprétant à partir de deux concepts : la convention de productivité, qui « assure un compromis entre les deux principes d'équivalence, salaire-travail et salaire-produit » (qui sont simultanément à l'œuvre dans cette relation), et la convention de chômage, qui permet de dénouer la tension entre l'entreprise et l'extérieur, en la caractérisant « comme un aléa économique traitable selon le principe de la responsabilité ».

La théorie et la réalité

De même, s'agissant des échanges de produits, François Eymard-Duvernay, du Centre d'études de l'emploi, dégage des conventions de qualité sur la base desquelles s'établissent diverses formes de coordination. Et André Orléan, du CREA (Centre de recherche en épistémologie appliquée de l'Ecole polytechnique), montre qu'en l'absence de convention financière, les marchés spéculatifs seraient incapables de maîtriser l'instabilité qu'engendrerait l'incertitude : cette convention, qui constitue en quelque sorte un « dispositif cognitif collectif », permet en effet « une coordination à priori des anticipations individuelles ».

Ces conventions, fondement de formes diverses de coordinations (marchandes ou non), résultent de processus sociaux et historiques : points d'ancrage pour le travail des économistes, elles sont donc aussi des lieux essentiels où construire l'articulation des champs trop souvent séparés de l'économie, de la sociologie et de l'histoire. En outre, elles permettent d'établir des passages entre la réflexion théorique et l'analyse de la réalité : elles peuvent constituer

une charnière entre l'individualisme et le holisme.

Elles ouvrent peut-être la voie à une construction théorique qui intégrerait les analyses tant micro que macro-économiques. N'est-ce pas d'ailleurs le projet implicite d'Olivier Favereau, des universités Paris-X et Paris-II, quand il constate que, parmi les principaux courants actuels en économie, « les uns n'ont pas la macro-économie de leur micro-économie, les autres n'ont pas la micro-économie de leur macro-économie ».

De son côté, Jean-Pierre Dupuy, également du CREA, et de l'université Stanford, souligne le caractère radicalement incomplet, et donc non opératoire, du paradigme de la rationalité : « Si elles ne prenaient pas appui sur des références extérieures qui les guident en les « poussant », les interactions entre acteurs rationnels seraient en général incapables de produire à elles seules tout ce qui est déterminé ».

Kaléidoscope

● Dette du tiers-monde : politiques d'ajustement et recomposition sociale en Amérique latine. *Revue tiers-monde*, janvier-mars 1989 : la crise en Amérique latine, *Challenge*, January-February 1989 : le tiers-monde doit-il payer sa dette ? *Economie et humanisme*, mars-avril 1989 : le « plan » Brady, *Paribas Conjoncture*, avril 1989.

● Réformes à l'Est : les réformes en URSS, en Europe de l'Est et... outre-mer, *Economie prospective internationale*, revue du CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales), deuxième trimestre 1989. Union soviétique, Pologne, Hongrie : conditions et difficultés des réformes, *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, décembre 1988. Evaluation de la production par tête à Cuba, droits de propriété et entreprise soviétique, *Journal of Comparative Economics*, March 1989.

● Tendances à l'Ouest : dernière sortie avant l'inflation, performances françaises à l'exportation, flexibilité du travail en Allemagne fédérale. *Observations et diagnostics économiques*, revue de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques), avril 1989. Les consultants, la qualité, l'excellence, *Annales des mines - Gérer et comprendre*, mars 1989. De la pauvreté à l'insertion, *Revue française des affaires sociales*, octobre-décembre 1988.

● Statistiques : les apports des données de panel à l'analyse économique, *Economie et prévision*, revue de la Direction de la prévision, n° 87, 1989-1. Comparaisons internationales de la production, de la productivité et du pouvoir d'achat, *The Review of Income and Wealth*, March 1989.

● Planète : effets de serre, déforestation, pollutions : l'économie de la protection de l'environnement, *Economic Impact*, 1988.

corpus économique aujourd'hui dominant ?

Nos six mouquétaires ne se considèrent pas isolés : travaillent dans la même veine quelques « hétérodoxes néoclassiques » (comme G. Akerlof et J. E. Stiglitz), des institutionnalistes (comme P. B. Doeringer et M. J. Piore), des régulationnistes (comme Michel Aglietta). Ils ne sont pas sans ambition : dans ce numéro riche et difficile de la *Revue économique*, certains passages ont les accents d'un manifeste.

Seront-ils les fondateurs d'un nouveau courant de pensée, d'une nouvelle école : le conventionnalisme ? On ne peut l'écarter. Mais au fond, leur projet n'est-il pas plus large encore ? N'est-il pas de jeter les bases d'une théorie alternative par rapport au corpus aujourd'hui dominant ?

Pour l'instant, en artisans consciencieux, ils analysent le terrain, marquent les territoires, posent leurs propres jalons. Mais, pour parvenir à un nouvel ensemble théorique cohérent, que de travail encore pour harmoniser le langage, surmonter d'innombrables difficultés et de probables divergences, préciser et articuler les concepts, élaborer les hypothèses, étendre l'analyse en termes de convention aux différentes situations de marchés et aux autres types d'institutions...

Courage donc, messieurs les conventionnalistes !

(1) « L'économie des conventions », numéro spécial de la *Revue économique*, mai 1989 (Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 27 rue Saint-Guillaume, 75341 Paris Cedex 07). Dans ce numéro, six articles : - Laurent Thévenot, « Equilibre et rationalité dans un univers complexe » ; - Robert Salais, « L'analyse économique des conventions du travail » ; - André Orléan, « Pour une approche cognitive des conventions économiques » ; - Olivier Favereau, « Marchés internes, marchés externes » ; - François Eymard-Duvernay, « Conventions de qualité et formes de coordination » ; - Jean-Pierre Dupuy, « Conventions et Common Knowledge », et une introduction rédigée par les six auteurs. (2) Les citations non indiquées sont tirées de l'introduction collective du numéro.

INSAM



INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES ET DU MANAGEMENT

- 4 ans de formation internationale au management
- Études à Paris, États-Unis, Europe
- Admission : 1^{re} année : bac + concours (juin)
- 2^e année : bac + 2 (DUT, DEUG, BTS)

GROUPE Établissement privé d'enseignement supérieur

ESLSCA : FONDÉE EN 1949, RECONNUE PAR L'ÉTAT, DIPLOME VISÉ PAR L'ÉTAT

1, rue Bougainville, 75007 PARIS. Tél. (1) 45.66.59.98

مكتبة الشامل

[illegible]

I LOVE YOU MY PUBLIQUE!



CRESERF

avantages et t'offrirai des réductions de 7 à 9% sur l'achat d'une voiture. Toujours je te conseillerai pour tes placements et tes assurances. Sans exception, je continuerai à en faire profiter les membres de ta famille. Parce que je t'aime. Et, pour que tu puisses tout me demander quand tu le veux, j'ai créé un service Minitel, le 3615 CSF. Nous pourrons même y étudier ensemble un plan financier personnalisé. Parce que toi, c'est toi.

CRÉDIT SOCIAL DES FONCTIONNAIRES

NOUS PRIVILÉGIONS LES FONCTIONNAIRES

9, rue du Faubourg-Poissonnière - 75009 PARIS - Tél.: (1) 40 22 10 10 - 3615 CSF

EDI FRET

Le Contact Permanent

Une grande première pour vos transports ferroviaires.

Avec E.D.I. FRET disposez en temps réel de l'information sur l'acheminement de vos marchandises.

Connaitre l'heure d'arrivée de vos wagons dès la veille de leur livraison, leur position, les délais d'acheminement, l'équipement des gares... Des novembre c'est possible avec le nouveau service d'informations personnalisées E.D.I. FRET !

Tous les systèmes de communication seront progressivement à votre disposition : minitel, télé-

phone à synthèse vocale, télécopie, télex, micro-ordinateur et liaisons d'ordinateur.

Une documentation complète sur E.D.I. FRET vous a été adressée par publi-postage.

Pour en savoir plus, téléphonez au 16 (1) 42 85 93 51

SNCF

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi
(éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82.
Poste 4138

GRAND CONCOURS

COMMANDEZ VOS NUMEROS MANQUANTS

Cochez les numéros des vignettes qui vous manquent. Nous vous ferons parvenir les numéros correspondants en France de port.

N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6
4.50 F du 23 MAI	4.50 F du 24 MAI	4.50 F du 25 MAI	4.50 F du 26 MAI	4.50 F du 27 MAI	4.50 F du 28-29 MAI
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

NOM : _____ PRENOM : _____
ADRESSE : _____
CODE POSTAL : _____ LOCALITE : _____

Envoyez ce bon de commande avec votre règlement du total des exemplaires commandés à : Le Monde, service des ventes au numéro 7, rue des Italiens, 75009 Paris.

Europe 1993

Un entretien avec M. Ernst Breit, président de la Confédération européenne des syndicats

« Nous avons de grands espoirs dans la présidence française »

« Qu'attendez-vous du marché intérieur de 1993 alors que la Communauté européenne compte 15,6 millions de chômeurs et que le rapport Coccini prévoit, dans un premier temps, une aggravation du chômage ?

— J'attends du grand marché intérieur de 1993 un développement économique des régions qui ont été les moins favorisées jusqu'ici. Il faut aussi une politique économique et financière qui facilite la réorption du chômage. Même si on peut exprimer des réserves sur la méthode, la tendance du rapport Coccini, qui prévoit d'abord une aggravation du chômage, est correcte. Mais il prévoit aussi la création de 5 millions d'emplois sur cinq ans si des mesures économiques et financières accompagnent le développement du marché intérieur. De telles mesures ne résoudront pas encore le problème du chômage. Il faudra faire des efforts supplémentaires. Les syndicats vont s'employer à obtenir, avec une intensité variable selon les pays, une diminution du temps de travail, c'est-à-dire une redistribution de la quantité de travail disponible.

— L'Europe sociale, qu'est-ce que c'est pour vous ?

— L'Europe sociale signifie qu'à long terme les travailleurs et les travailleurs d'Europe auront les mêmes chances de vivre et de travailler, c'est-à-dire les mêmes droits sociaux fondamentaux.

Risque de conflits

— En l'absence d'Europe sociale, ne craignez-vous pas que se développe un sentiment anti-européen ?

— Pour la CES, les droits sociaux fondamentaux doivent avoir force de loi. Si tel n'était pas le cas, une grande partie des salariés n'auraient pas leur compte et craignaient une remise en cause de leurs conditions de vie actuelles, plus ou moins bonnes selon les pays. On ne pourrait pas alors attendre d'eux une grande mobilisation pro-européenne ! Nous voulons une Europe attractive, offrant à tous de meilleures chances et de meilleures perspectives. C'est pour cette raison que nous voulons que les salariés soient nombreux à participer aux élections européennes.

— Qu'attendez-vous de la présidence française à partir du 1^{er} juillet ?

— Nous avons de grands espoirs, parce que nous croyons que le gouvernement français penche du même côté que les syndicats pour donner aux droits sociaux fondamentaux une forme juridique. Le président de la Commission a défendu la même position au congrès de Stockholm, en mai 1988. Mais, lors d'un récent discours à Strasbourg, il a modifié son attitude. La présidence française apparaît comme la meilleure occasion d'obtenir une légalisation des droits sociaux fondamentaux. Les syndicats de la CES feront tout leur possible pour inciter leurs gouvernements à aller dans ce sens.

— N'êtes-vous pas trop optimiste ? La CES demande que la charte des droits sociaux fonde-

mentaux soit mise en œuvre avant la fin de 1989 par des instruments juridiques contraignants. Mais que ferez-vous si, comme l'indiquent des responsables de la France et de la Commission, elle ne donne lieu qu'à une « déclaration solennelle » ?

— Si M. Delors s'est prononcé clairement en faveur d'une déclaration solennelle, cela signifie qu'il a dit explicitement le contraire de ce qu'il avait affirmé il y a un an à Stockholm. Je n'ai pas encore eu le plaisir de rencontrer M. Solstein. Mais dans un avenir pas trop lointain une telle rencontre devrait avoir lieu. Je ne veux pas me lancer dans des spéculations sur ce qui se passerait si les droits sociaux fondamentaux n'obtenaient pas la base juridique contraignante que nous demandons.

— Pour la CES, cette charte n'est pas une formalité. Elle constituerait la base des conditions de vie et de travail dans la CEE. On ne peut donc pas exclure que le fait de renoncer à un instrument juridique contraignant suscite des conflits. Nous restons convaincus que chacun a droit à un contrat de travail, à une convention collective, à une assurance pour sa retraite et à être membre d'un syndicat. Le président de la Commission a invité le comité économique et social à formuler un avis sur cette charte. Cet avis a été voté avec l'accord de la majorité du patronat. Je n'imagine pas qu'on l'ait demandé pour l'ignorer ensuite.

Un dialogue extrêmement utile

— La CES a-t-elle les moyens d'organiser une action syndicale plus efficace que les précédentes ?

— Le moment n'est pas encore venu de décider. Je ne peux pas exclure qu'il y ait des actions en commun des syndicats de la CES si cette question extrêmement importante des droits sociaux fondamentaux nécessite un tel engagement. Il y a un très large consensus au sein de la CES, et nous allons lutter pour trouver des solutions raisonnables.

— Mais le syndicalisme n'est-il pas globalement trop affaibli pour pouvoir jouer un rôle important dans la construction européenne ?

— Le syndicalisme est plus ou moins fort selon les pays européens, mais nous avons une approche commune des questions économiques, sociales, écologiques. Nous pensons aussi que les travailleurs doivent participer à la prise des décisions qui sont importantes pour eux.

sommes regroupés autour d'un avis commun sur les droits sociaux fondamentaux.

— Le modèle social allemand peut-il servir de modèle social pour l'Europe ?

— Cela me semble invraisemblable, car il y a des traditions, des idées, des habitudes et des conditions de vie qui sont très différentes d'un pays européen à l'autre. Nous allons continuer un certain temps avec cette diversité. Nous allons apprendre les uns des autres. Ce sera du moment-donnant pour arriver à une plus grande communauté. Ce ne serait pas une bonne idée de façonner la même forme de chausure pour des pieds qui sont de taille différente ! Mais nous nous efforçons d'obtenir des chaussures de même qualité pour tout le monde.

Si la CGT est capable de suivre...

— Si la CGT repousse officiellement sa candidature à la CES, quelle attitude adopterez-vous ?

— Il faudrait d'abord voir si la CGT est capable de suivre la politique de la CES telle qu'elle a été définie ces dernières années, surtout en ce qui concerne l'Europe et le grand marché intérieur. Il serait aussi d'une importance prépondérante de connaître l'avis des membres français de la CES par rapport à une telle candidature.

— Pour les élections européennes, la CES s'est prononcée pour des candidats soutenant les valeurs « primordiales » de croissance, de plein emploi, de solidarité et de justice sociale. Est-ce un sentiment implicite aux partis socialistes ?

— Le but de la CES n'est pas de soutenir certains partis, mais plutôt certains objectifs dans lesquels nous nous reconnaissons parce qu'ils sont les nôtres. Mais cet accord est plus étendu avec les partis qui regroupent surtout des travailleurs qu'avec les autres. Au sein de la CES, il y a des confessions qui ont des orientations politiques différentes. Certaines ne sont proches d'aucun parti et sont composées de membres ayant des idées politiques, philosophiques et religieuses très disparates. Il est donc exclu que nous nous attachions à un certain parti ou à une politique pour laquelle on s'engage.

Propos recueillis par
MICHEL NOBLECOURT.

Lire aussi

• La préparation des élections européennes page 11

Eurostaf Dafsa

Europe Stratégie Analyse Financière

vient de faire paraître :

L'industrie européenne de la conserve

Constituée en majorité de PME, cette industrie se heurte, à l'horizon du marché européen, d'une part à une concurrence très vive tant interne qu'externe, et d'autre part à la concentration croissante de la grande distribution. On assiste ainsi à une restructuration et à une concentration accrue du secteur.

prochaine parution d'étude :

Leclerc, Intermarché et leurs concurrents

Comment évolue la distribution en France ? Quelle est la stratégie des acteurs en présence ? Vers quelle réorganisation s'orientent-ils à court terme ? Pour la première fois, une étude stratégique et financière sur ce secteur permet de comparer les analyses financières de Leclerc et d'Intermarché aux treize autres groupes ou sociétés concurrents.

vous rappelle ses dernières études parues :

Les leaders de la brasserie dans le monde

L'industrie européenne de la bioculture

Les surgelés : production et distribution.

Pour recevoir les présentations détaillées de ces études, contactez : EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière), 16, rue de la Banque, 75002 Paris. Tél. : 42 61 51 24. Téléc. : 670 363.

Nos représentants à l'étranger :

— ESPAGNE : BBR ACTION à Madrid — Tél. : 275.45.38. Télécopie : 4312748.

— ITALIE : DATABANK à Milan — Tél. : 80.52.955. Télécopie : 885579.

— PORTUGAL : G.V.P. à Lisbonne — Tél. : 67.55.75. Télécopie : 1571738.

— BELGIQUE : DAFSA à Bruxelles — Tél. : 847.08.75. Télécopie : 840.39.57.

votre 205 Green en livraison immédiate avec l'intérieur en CUIR GRATUIT

NEUBAUER



toujours plus avec la griffe

NEUBAUER PEUGEOT

* en fonction des options choisies.

227, bd. Anatole France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.80.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

هكزان المثل

Culture

MUSIQUES

Hommage à Samson François

La jeune garde

Rien de moins stéréotypé que le concert de la fondation Samson François, qui a réuni maints jeunes artistes d'une spontanéité et d'un tempérament conformes à l'esprit du grand pianiste.

Il est des visages et des talents qu'on n'oublie pas : jeudi soir, dix-huit ans après sa mort, les amis de Samson François et ceux qui ne l'ont connu que par les disques s'étaient rassemblés nombreux salle Pleyel. Ils venaient pour le retrouver dans le film de Claude Santelli où il parle si bien de son art, du chant qui transcende toute mesure, et joue le Concerto en fa mineur de Chopin, visage perdu en lui-même, avec un peu d'amertume au coin de la bouche que dément parfois un rire d'enfant.

Mais ce destin inachevé d'un pianiste de quarante-six ans est devenu un emblème de jeunesse grâce à sa femme Joëlle et à la Fondation Samson-François qui, depuis plusieurs années, s'applique à aider les talents néophytes, ceux qui rencontrent de grandes difficultés dans leur pays d'origine, ceux que les concours laissent de côté injustement, ceux qui ont besoin de poursuivre leurs études dans des pays étrangers, etc. Tout un réseau de relations et de solidarités efficaces.

C'est au profit de cette fondation (1) que s'étaient réunis tant de vieux compagnons de Samson et d'artistes de la nouvelle génération pour composer un plateau somptueux où voisinaient Pierre Barbizet

et Bruno Rigutto, Maurice Baquet, Pierre Penisson, Raphaël Fido et Vincent Segal, dans des gags de piano et de violoncelles qui n'engendraient pas la mélancolie — un hommage que le disparu aurait bien aimé, tout comme les numéros de Raymond Devos, « hénarmones » et généreux.

Martial Solal, Yvette Horner (à l'accordéon et au piano) et Nancy Holloway apportaient les fleurs du jazz, des variétés et du music-hall, tandis que Akiko Ebi faisait revivre la fantaisie viennoise du Samson François de *Musique noire*.

Mais la musique vivait surtout dans sa prime fraîcheur avec les artistes invités par la fondation et ses correspondants, en particulier Charles Webb, directeur de l'université de Bloomington, qui avait tenu à être là pour accompagner un violoniste de dix-sept ans, Corey Cervoski, d'une musicalité certaine et d'une virtuosité effolante dans la *Fantaisie sur Carmen* de Sarasate, aussi échevelée que celle de Horowitz au piano. Un nom à retenir.

Quelques Français brillaient d'un vif éclat, surtout Brigitte Lafon, comme un rayon de soleil dans le « Batti, batti » de Zerkine, le Trio Wanderer (invité l'an prochain à Bloomington), vibrant et passionné dans un Mendelssohn bien maîtrisé, et le Quatuor Bertrand-Walter, frais émoulu de l'Orchestre national, dans un *adagio* posthume de Webern, alors que le Quatuor Kandinsky jouait à se rompre le cou le *rondo alla zingaresca* du 1^{er} Quatuor avec piano de Brahms.

La jeune garde des pianistes internationaux fermait le bal : Benedetto Lupo (Italie), au jeu très lumineux mais peu imaginatif dans la 4^e *Ballade* de Chopin, Zed Multaka (Liban), qui mettait poésie, violence et mystère dans deux *Préludes* de Debussy, Andrei Viern (Roumanie), géant barbu des Carpates, plongeant dans le *Rondo du sou perdu* de Beethoven, où il alliait à un bonhomme technique exceptionnel le son le plus naturellement radieux.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Les dons à la fondation Samson-François peuvent s'effectuer par la fondation de France, 40 avenue Hoche, 75008 Paris ; CCP 369 Paris.

PHOTOGRAPHIES

Deux expositions de Pierre Verger

Un ethnologue sauvage

Des Indiens zapotèques à la danse des Sikuris, la redécouverte d'un pionnier des années 30.

A quatre-vingt-six ans, Pierre Verger n'a rien perdu de sa superbe d'adolescent rebelle. Franchement débarqué du Brésil, il dit venir à Paris pour revoir ses amis. Et très peu pour revoir ses photos. Méfiant, il demande à lire les questions avant de répondre. Puis, très vite, il se laisse prendre au jeu et se met à raconter sa vie.

Celle-ci fut pleine et animée. Du seizième arrondissement de Paris, elle l'a mené sur tous les continents. Par goût de la lecture, Verger a voyagé pour vivre, pour voir, et surtout par passion des autres. La photographie ne fut pour lui qu'un passeport dont il s'est servi pour franchir les frontières qui le séparaient de lui-même. Il admet y être venu par hasard, pour faire l'existence confortable de son milieu familial. « Mon père était imprimeur. Avant de faire le tour du monde pour Paris-Sor, je suis parti en touriste à Tahiti. Et de là pour Bora-Bora. Une fois sur place, on ne savait pas si on reviendrait. Il n'y avait pas de bateau. En entrant dans une case indienne, la première chose que j'ai vue était un calendrier imprimé par mon père. Ce fut un choc. J'ai compris ce jour-là qu'on ne fait pas son passé. »

En 1934, il participe à la création de l'agence Alliance Photo avec Maria Eisner, René Zuber, Emile Fédor, Denise Bellon et Pierre Boucher. Devenu professionnel, il couvre le conflit sino-japonais, collabore au Musée de l'Homme et invente ce qu'on appelle « le portrait ethnographique et colonial ». « Les choses étaient plus simples que maintenant. Le monde était beaucoup plus calme. La photo était mon carnet de notes. J'en faisais pour me souvenir, non pour expliquer. »

Contrairement à tant de ses confrères, il ne photographie pas son environnement familial. Alors que d'autres font de la publicité ou de la mode, il évolue à contre-courant. Et refuse de voir les photos des autres par crainte de montrer une chose qui l'a déjà été. Publié dans *Arts et*

métiers graphiques, *Regards* et *Yu*, il ne se soucie pas de la destinée de ses images, ni de leur rentabilité.

Après un premier contact avec l'Afrique en 1935, il parcourt le Mexique avec 4 dollars en poche. Au Soudan français, il enregistre la danse des Bobos, bien avant Léni Riefenstahl. Suit la découverte du Pérou où il vit durant quatre ans avec les Indiens des hauts plateaux. Souffrant de ne pouvoir communiquer, il reprend la route et atterrit en Argentine, puis au Brésil, à Bahia — où il réside depuis 1944.

Cet éternel insoumis ne se sent pas brésilien pour autant. Et sa nouvelle « patrie » ne l'empêche pas de bouger. Surtout durant la guerre : l'Équateur, la Guinée portugaise et les îles du Cap-Vert, sans oublier les États-Unis qu'il parcourt en chemin de fer. L'ambition de tout ethnographe est de remonter aux sources. Mais cet explorateur insatiable n'a jamais cherché à être un savant. « Ethnologue ou anthropologue, quels mots effrayants ! On n'étudie pas les gens. Ce ne sont pas des minéraux ou des insectes. Les hommes nous passionnent car je les aime. Je les rencontre non pour étudier mais pour apprendre. »

Attiré par les religions africaines, qui sont sans culpabilité ni rédemption, Pierre Verger déclare être parti en Afrique tel un descendant du Brésil qui retourne à son pays d'origine. Il est ainsi né une seconde fois en 1952, après avoir été initié au « babalawo », auprès des Yorouba.

Solitaire, farouche, désintéressé, Pierre « Fatumbi » Berger n'a jamais agi par calcul. Avec ses notes et sa bibliothèque, ils sont répertoriés à San Salvador de Bahia à la fondation qui porte son nom. Souhaitons que l'accrochage y soit moins nul qu'à la Maison de l'Amérique latine, à Paris.

PATRICK ROEGERS.

★ Pierre Verger, photographies d'Afrique latine (1936-1950), Foto Bastille, 53 bis, rue de la Roquette, Paris 11^e et Le Candolb de Bahia, Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain, Paris-7^e, jusqu'au 31 mai.

THÉÂTRE

Mort du metteur en scène soviétique Gueorgui Tovstonogov

Gueorgui Tovstonogov, directeur du Théâtre Gorki de Leningrad, dont on apprend la mort, était un des plus importants et des plus talentueux metteurs en scène du théâtre soviétique des dernières décennies. Un des plus connus à travers l'Union soviétique et à l'étranger. Il était âgé de soixante-troize ans.

Né à Tbilissi le 15 septembre 1915, ce Géorgien avait commencé sa carrière comme acteur et assistant metteur en scène, à seize ans, au Théâtre de la jeunesse de Tbilissi, avant de venir à Moscou parfaire ses études à l'Institut d'Etat du théâtre (GITIS), l'équivalent de notre Conservatoire national.

Metteur en scène remarqué dès ses débuts au théâtre de langue russe de Tbilissi, le Théâtre Gorki, où il travailla de 1938 à 1946, puis au Théâtre de la jeunesse de Moscou (TIJUZ), c'est à Leningrad que cet homme du Sud s'établira définitivement à partir de 1950, metteur en scène principal du Théâtre Gorki depuis 1956. Là, il se fait remarquer par une recherche esthétique qui, dans ses réussites, prenait ses distances avec les canons officiels en mêlant la convention à l'innovation, grâce à une intelligence et un goût très de la satire.

Ses spectacles marquèrent les générations des années Khrouchtchev et Brejnev, notamment *Idiot* de Dostoevski (1957, nouvelle mise en scène en 1966), *Le Maître d'avoir trop d'esprit*, de Gribotédov (1962), *Les Trois Sœurs* (1964), qui fut interdit par la censure, ainsi que la remarquable *Histoire du cheval*, d'après Tolstoï (1975), une fable « chevaline » anthropomorphique remarquablement stylisée sur la destinée humaine — présentée au Festival d'Avignon, — qui continue à être le grand succès de la compagnie et du comédien-cheval Lebedev, et qui a fait le tour du monde.

A Leningrad, le nom de Tovstonogov continue grâce à son fils, metteur en scène du *Docteur Jivago*, d'après Pasternak.

NICOLE ZAND.

Communication

Profitant de la directive « Télévision sans frontières »

Deux chaînes commerciales se lancent aux Pays-Bas

Paradoxe à la mode des Pays-Bas : alors que la démission récente du gouvernement semblait renvoyer aux calendes grecques la création de la télévision commerciale (le Monde des 2 et 25 mars), il n'a jamais été autant question de réforme audiovisuelle. D'ici à la fin de l'année, deux chaînes privées doivent être lancées qui menacent de bouleverser de fond en comble le paysage audiovisuel.

AMSTERDAM
de notre correspondant

Radio-Télé-Véronique (RTV) et TV10 n'ont encore diffusé aucune image mais monopolisent déjà le devant de la scène médiatique. Dans les deux cas il s'agit de chaînes, associant des professionnels de l'audiovisuel et des investisseurs qui tireront leurs ressources de la publicité et dont les programmes auront un double point commun : axés sur le divertissement, ils n'arriveront aux télé-spectateurs de La Haye ou de Groningue qu'après un chemin compliqué. La législation des Pays-Bas empêchant la création de chaînes commerciales à l'intérieur de leurs frontières, RTV s'est installée au grand-duché de Luxembourg, d'où ses programmes seront envoyés au satellite Astra avant de retomber sur les réseaux câblés néerlandais qui desservent 80 % des ménages. RTV s'est assurée la complicité active de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion et de Philips. La multinationale électronique équipera RTV, profitant de l'occasion pour « se faire la main » avec la norme D2-Mac Paquet.

TV 10 de son côté a implanté ses studios à Aalsmeer, à l'entrée d'Amsterdam, mais ses images sortiront d'abord du territoire national : dans un premier temps transmises à Milan, elles seront ensuite envoyées vers le satellite ECS-4, qui les répétera enfin sur les têtes de réseaux câblés aux Pays-Bas.

Le transfert des présentateurs vedettes

Ceux-ci sont les premiers arbitres de la concurrence que se livrent RTV et TV 10 afin de se ménager une place sur les réseaux de télédiffusion, qui sont pour la plupart saturés. Dans cette bataille décisive qui pourrait commencer par coiffer leur place à certaines chaînes étrangères telles Sky Channel ou Super Channel, TV 10 est prête à investir plus de 150 millions de francs et dispose de sérieux atouts.

Le premier d'entre eux est la présence dans son capital du producteur indépendant Joop Van den Ende. Travaillant régulièrement pour six des dix sociétés de programmes néerlandaises, les studios

M. Jack Lang demande un effort pour le dessin animé

En inaugurant, le 28 mai, le Marché international du cinéma d'animation à Annecy, M. Jack Lang a demandé aux chaînes de télévision de respecter leur cahier des charges en ce qui concerne le dessin animé. Le ministre de la culture et de la communication, qui avait lancé en 1984 un grand plan de soutien à l'animation française estime que « les commandes des chaînes ne sont plus assez régulières ni correctement financées ».

M. Lang a précisé qu'il allait « négocier pour renouveler le prix d'achat du dessin animé par la télévision ». Oscillant aujourd'hui autour de 8 000 francs la minute, ce prix d'achat finance moins de la moitié d'un budget de production. Le ministre aimerait le voir porter à 12 000 ou 13 000 francs la minute, à la fois également annoncé que 100 millions de francs seront débouqués pour promouvoir les œuvres de jeunesse en matière de cinéma d'animation.

● RMC s'intéresse à la chaîne musicale. — Radio Monte-Carlo souhaite entrer dans le capital d'Euro-musique, la chaîne de télévision musicale autorisée récemment par le Conseil supérieur de l'audiovisuel sur le satellite TDF 1. La proposition d'une participation de 10 % ou de 12 % dans la chaîne sera soumise à l'approbation du conseil d'administration de RMC qui se tiendra dans le courant de juin. Cette opération est cependant indépendante de l'avenir de Télé Monte-Carlo (TMC) lié jusqu'au 30 juin prochain par un accord de diffusion avec M6. La direction de RMC-TMC travaille sur une quinzaine d'hypothèses concernant l'avenir de TMC et parmi lesquelles, souligne-t-on au siège de la station, celle d'un nouvel accord avec M6 ou d'une diffusion d'Euro-musique.

ultramodernes de Van den Ende Productions ont été ces dernières années le berceau des émissions les plus populaires dans le genre distraitif : séries, jeux, variétés, talk-show.

Amuseur public numéro un, courtisé autant que jalouxé, Joop Van den Ende ne fait plus vraiment tirer les directeurs de programmes depuis qu'il a décidé de devenir leur concurrent en créant TV 10. Et quel concurrent ! Les droits sur la formation des émissions à succès n'appartiennent pas aux chaînes qui les diffusent mais à Joop Van den Ende : ce dernier les apporte donc à TV 10. Même transfert pour les présentateurs vedettes : ils étaient sous contrat avec le producteur et le suivent sur sa nouvelle chaîne.

Les réservations d'espaces ont commencé le lundi 29 mai et les commerciaux de TV 10 ne doutent pas un seul instant de faire rapidement le plein d'ordres pour couvrir les 200 millions de francs (environ 600 millions de francs) du premier exercice budgétaire. Pour les annonceurs aussi l'avènement de TV 10 ouvre une nouvelle ère : celle des tarifs basés sur l'audience, des négociations. La publicité, jusque-là limitée à 5 % du temps d'antenne et interdite le dimanche, va faire une entrée massive sur les écrans.

Le ministère de la culture a tenté dernièrement de faire modifier la loi sur les médias pour contraindre TV 10. Mais celle-ci se réclame de la convention « Télévision sans frontières » du Conseil de l'Europe signée par les Pays-Bas, et pourra arguer bientôt de la directive européenne du même nom. Ce qui a fait dire au ministre que TV 10 « emprunte une sortie dérobée ». Mais les pouvoirs publics néerlandais sont paralysés par la crise gouvernementale et l'audiovisuel commercial à ses raisons que la politique ignore.

CHRISTIAN CHARTIER.

L'OPA sur BMP

BDDP ne surenchérit pas immédiatement

Pas de surenchère immédiate : le groupe publicitaire français Boulet-Dru-Dupuy-Petit (BDDP), qui a lancé fin mars une offre publique d'achat sur le groupe publicitaire britannique Basse-Massini-Pollitt (BMP), la maintient à son niveau actuel, soit 345 pence l'action. Le groupe français dispose cependant de trois semaines pour modifier son offre, laps de temps durant lequel court l'OPA qu'a lancé le groupe américain Omnicom, (*le Monde* du 20 mai). Sa proposition d'OPA — à 365 pence l'action — a été accueillie favorablement par BMP.

BDDP a maintenant le choix entre différentes stratégies. Soit l'abandon pur et simple et la revende des 15,2 % acquis du capital de BMP, ce qui représenterait pour BDDP une plus-value de 45 millions de francs ; soit une surenchère sur l'offre d'Omnicom qui pourrait aller jusqu'à 450 pence pour l'obliger à se retirer. Mais pour assumer une telle offre BDDP devrait trouver des alliés. Troisième option : les parts de BDDP dans BMP pourraient être échangées contre le contrôle de la filiale américaine Ammirati and Paris, du groupe britannique.

● La fusion Time-Warner approuvée par la FCC. — La Commission fédérale des communications américaine (FCC) a approuvé la fusion entre les groupes Time et Warner, qui donne naissance au premier groupe mondial du secteur des médias, avec un chiffre d'affaires d'environ 82 milliards de francs (*le Monde* du 7 mai). La FCC a toutefois exigé des deux firmes qu'elles règlent dans un délai de dix-huit mois quelques problèmes de concentration. En particulier, la filiale de Time ATC (American Television and Communications) exploite des réseaux câblés dans des régions (Los Angeles et Austin) où Chris-Craft, actionnaire important de Warner, possède des télévisions hertziennes, ce qui est contraire aux règlements fédéraux.

DISQUES

The Pixies

Une voix, une guitare électrique, une basse, une batterie. Quatre temps, complet, refrain, solo. Cela fait trente-cinq ans que ça dure et, miraculeusement, de temps en temps un petit scepticisme se produit et la formule reprend un coup de jeune. « Doolittle », l'album des Pixies, est de ces miracles-là. Les Pixies viennent de Boston. Leur musique est violente et drôle, leur univers cruel et enfantin. Black Francis (pseudonyme ridicule du chanteur et compositeur) devait être abominé au *drive in* local. Plus de la moitié des chansons de l'album évoquent les films de Gore, les mutilations, les profanations, tout ce qui fait le charme des séries Z qui sortent chez nous directement en vidéo.

Les Pixies jouent de cette mythologie en finesse sans incantation ni sorcellerie de bazar. Ils aiment et connaissent assez les ficelles du rock pour pouvoir les tendre, ou les tordre sans jamais les casser. La guitare (Joey Santiago) est omniprésente, agressive et imprévue, la rythmique (Kim Deal, basse, et David Lovering, batterie) lourde et claire. La voix de Black Francis (en fait il s'appelle Charles Francis) pleine de manières attachantes. Ses textes explorent les passerelles entre l'horreur, l'humour et l'amour en transportant le mythe de Samson sur les campus américains (« Gunge Away » ou jouant au calbaliste de dessin animé « Monkey gone to Heaven »). « Doolittle » est un disque pour rire, pour rire en frissonnant, une boîte à malice.

THOMAS SOTINEL.

★ « Doolittle », 4 AD/Virgin.

Espace • MICHEL SIMON • 36, rue de la République 93160 NOISY-LE-GRAND 49-31-02-02.

LA FILLE MAL GARDÉE

par les BALLETS de NANTES
Chorégraphie : IVO CRAMER
d'après les partitions originales de la création :
Bordeaux, 1^{er} juillet 1989.
SAMEDI 3 JUIN à 21 h
Locations 3 F.N.A.C.

DERNIERE LE 3 JUIN

ESSAION-42.78.46.42

THOMAS B.
DE JACQUES KRAEMER
AVEC DENIS MANUEL

1^{er} FORUM FRANÇAIS « ACTION LEARNING »

LA PÉRENNITÉ DE L'ENTREPRISE

Judi 15 juin 1989 à l'IFG
37, quai de Grenelle - 75015 Paris

CHEFS D'ENTREPRISE ET CADRES DIRIGEANTS
VENEZ DÉCOUVRIR COMMENT
LES ENTREPRISES LEADERS TELLES QUE :

FIAT, BARCLAYS, UNILEVER, ESSO,
ITT/ALCATEL
LA NOUVELLE INDUSTRIE AUTOMOBILE
EN CHINE

progressent
en utilisant les trois clés de la
« COMMUNICATION
COMPÉTENTE »

Programme : entre autres

1^o Technologie et adaptation culturelle — Action learning en milieu international par M. Max Boissot — Ph. D. Transfert Technologie-Université de Londres — Directeur de la Chine — CEE Executive Development Program.

2^o Conséquences des développements techniques sur les ressources humaines par M. Jean-Paul Longuemard — Directeur du laboratoire électronique physique appliquée de l'École centrale de Paris.

3^o Action Learning pour le Développement du Management par M. David Ashton — Professeur de Management Learning et directeur de l'université de Lancaster UK.

Frais de participation : 2 650 F ht
déjeuner/cocktail

Rens. et inscriptions : Catherine Ardens
Tél. : 47-97-08-49

Organisé par : l'E.F.M.D.

(European Foundation For Management Development)

I.F.A.L.O.

(International Foundation For Action Learning Organisation)

هكسان المثل

Le Monde

NUMÉRO
HORS SÉRIE
116 PAGES 42 F

A PARAÎTRE
LE 5 JUIN

europe

LES PROMESSES
DE L'ACTE
UNIQUE

LE BILAN DE L'EUROPE
A l'occasion des élections du 18 juin,
***le Monde* fait le point**
sur la construction européenne
et trace le chemin qui reste à parcourir.

VERS LE MARCHÉ UNIQUE DE 1993
LES POLITIQUES D'ACCOMPAGNEMENT DU GRAND MARCHÉ
LA PLACE DE L'EUROPE DANS LE MONDE

LA RÉFORME DES INSTITUTIONS COMMUNAUTAIRES :
VERS UNE PLUS GRANDE DÉMOCRATIE INTERNE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

LA PROMESSE DE L'ACTE UNIQUE

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Nbre d'exemplaires X 47 F (port inclus) : F

Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter.

COMMANDE
ET RÈGLEMENT
A FAIRE PARVENIR
AU JOURNAL
Le Monde

Service des ventes au numéro
7, rue des Italiens
75427 Paris Cedex 09

مكتبة العالم

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-matin. Signification des symboles : > Signifié dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à évaluer □ On peut voir > > > Ne pas manquer > > > Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 29 mai

TF 1

20.40 **Téléfilm** : Aggression. De Theodor Kotalla, avec Pascal Petit, Michael König, Ernst Weiger. **Un mariage difficile**, boulevard par un drame. 22.20 **Magazine** : **Météo**. De François de Closets, Richard Michel, Jean-Marie Perle. **Thème** : Avions, la sécurité en question. 23.45 **Journal** et **Météo**. 0.05 **Magazine** : **Météo**. 0.30 **Série** : **Drôles d'histoires**. **Mémoires** : Sois gentil, Agnès.

A 2

20.35 **L'heure de vérité**. Invité : Valéry Giscard d'Estaing. Le président de l'UDF, tête de la liste UDF-RPR pour les élections européennes, répondra aux questions de François-Henri de Virion, Albert de Roy, Alain Duhamel, Jean-Louis Lechevalier et Serge Joly. **Libération**. 22.15 **Flash d'information**. 22.25 **Sport** : Tennis. **Résumé des Internationaux de Roland-Garros**. 23.30 **Informations** : 24 heures sur la 2. 23.50 **Météo**. 23.55 **Séquence** : **Chiffres**, le livre de la semaine. **■** Film français d'animation de Jean-François Laguionie (1985). Avec les voix de Michel Robin, Loredia Di Cicco, Armand Babel.

FR 3

20.35 **Chiffres** : Le secret de Monte-Cristo. **■** Film anglais de Robert S. Baker et Monty Bernat (1962). Avec Rory Calhoun, Patricia Breidin, Peter Arno, John Gorman. 22.15 **Journal** et **Météo**. Avec un résumé des internationaux de tennis de Roland-Garros. 22.50 **Magazine** : **Océaniques**. Edmond Jabès, par Michelle Fort. **Portrait d'un écrivain** : **Le secret des méditerranéens**. (Lire notre article p. 28). 23.45 **Magazine**, musique. **Quartett**, de Schubert, par le Quatuor Ludwig.

CANAL PLUS

20.30 **Chiffres** : **Mess streets**. **■** Film américain de Martin Scorsese (1973). Avec Robert De Niro, Harvey Keitel, David Proulx. 22.10 **Flash d'information**. 22.20 **Magazine** : **Rolling**. A 22.25, **Rolling** ; à 22.55, **golf** ; à 23.35, **basket-ball**. 0.50 **Chiffres** : **Coréens** en les infirmières congolaises. **■** Film français de Jean Marbœuf (1987). Avec Roland Girard, André Ferréol, Muriel Bruner.

LA 5

20.30 **Téléfilm** : Les mercenaires de Costa Verde. De Dominic Rino Smith. **Un détective décidé à vaincre la corruption**.

M 6

20.35 **Chiffres** : **Mess streets**. **■** Film américain de Bob Clark (1979). Avec Christopher Plummer, James Mason, Donald Sutherland. 22.20 **Série** : **Chiffres**. 23.10 **Six minutes d'information**. 23.15 **Magazine** : **Club**. 6.15 **Magazine** : **Jazz**. 6.45 **L'homme de fer** (rediff.). 1.35 **Magazine** : **Boulevard des clips**. 2.00 **Extrême**, d'où vient-elle ? (rediff.). 2.25 **Magazine** : **Quand la science mène l'enquête** (rediff.). 3.20 **Magazine** : **4** d'été le cinéma (rediff.). 4.15 **Documentaire** : **578** le plus, montre-moi nos histoires. 4.35 **Magazine** : **Adventures** (rediff.). 4.55 **Quand la science mène l'enquête** (rediff.). 5.40 **578** le plus, montre-moi nos histoires. 6.00 **Extrême**, d'où vient-elle ? 6.25 **Magazine** : **Boulevard des clips**.

M 6

20.35 **Chiffres** : **Mess streets**. **■** Film américain de Bob Clark (1979). Avec Christopher Plummer, James Mason, Donald Sutherland. 22.20 **Série** : **Chiffres**. 23.10 **Six minutes d'information**. 23.15 **Magazine** : **Club**. 6.15 **Magazine** : **Jazz**. 6.45 **L'homme de fer** (rediff.). 1.35 **Magazine** : **Boulevard des clips**. 2.00 **Extrême**, d'où vient-elle ? (rediff.). 2.25 **Magazine** : **Quand la science mène l'enquête** (rediff.). 3.20 **Magazine** : **4** d'été le cinéma (rediff.). 4.15 **Documentaire** : **578** le plus, montre-moi nos histoires. 4.35 **Magazine** : **Adventures** (rediff.). 4.55 **Quand la science mène l'enquête** (rediff.). 5.40 **578** le plus, montre-moi nos histoires. 6.00 **Extrême**, d'où vient-elle ? 6.25 **Magazine** : **Boulevard des clips**.

FRANCE-CULTURE

20.00 **Musique** : Le rythme et la raison. Charlie Parker : un oiseau rare. 1. Le son de l'instant. 20.30 Le grand débat. Où sont passés les classiques ? (2^e partie). 21.30 **Dramatique**. Le réveil, de Pascal Rambert. 22.40 **Cote d'azur**. 0.05 De jour en lendemain. 0.50 **Musique** : Coda. Le rock de Canterbury.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Renaissances** sur Appella. Concert (en direct de l'église Notre-Dame-du-Travail) : Messe pour chœur mixte et double quintette à vent, de Stravinski ; Musique olme Renaissance, de Mommet ; Com un épilog, de Pablo ; Musik für Renaissance-Instrumente, de Kapel, par l'ensemble instrumental de l'Orchestre philharmonique, l'ensemble d'instruments anciens, l'ensemble A ad voc et la Maîtrise de Radio-France, dir. Jean-Claude Malgoire. A 22.30, **Concerto vocal**. A 22.45, **Rachmaninov joue Rachmaninov**. A 23.07, **Symphonie n° 6** en sol mineur, op. 32, de Gade. A 23.30, **Une ressemblance inattendue**, de Donizetti. 0.30 **Muséologie**. Le magazine des collections ; à 1.00, **Les aventures de Mator**.

Mardi 30 mai

TF 1

14.30 **Feuilleton** : Les paysans sauvages. De Robert Mazyer (2^e épisode). 16.05 **Série** : **Drôles d'histoires**. **Mémoires** : Comptable expert. 16.30 **Variétés** : La chance aux châteaux. 16.55 **Club** **Drôles d'histoires**. **Magazine** : Tu chantes, tu gagnes. 17.05 **Série** : Les rois de Saint-Florent. Une chance de vivre. 18.40 **À la recherche**. 18.55 **Feuilleton** : Santa-Barbara. 19.25 **Jen** : La route de la fortune. 20.00 **Journal**, **Météo** et **Table** vers. 20.40 **Chiffres** : Il était une fois en Amérique. **■** (2^e partie). Film américain de Sergio Leone (1985). Avec Robert De Niro, James Wood, Elizabeth McGovern. 22.20 **Magazine** : **Club**, **mes** **magazine** ! Présenté par Christophe Dechaume. 23.55 **Journal** et **Météo**. 0.15 **Magazine** : **Arènes** en série. De Joseph Pohl et Jacques Duquesne. 0.25 **Série** : **Drôles d'histoires**. **Magazine** : **Thème** d'été. 0.50 **Série** : **Drôles d'histoires**. **Intrigue** : Cabinet particulier.

A 2

14.15 **Sport** : Tennis. **Internationaux de Roland-Garros**, en direct et en Eurovision. **Commentaires** de Daniel Caza, Christian Quideat, Lionel Chamoulaud. 19.50 **INC**. **Bréviaire** comment tout réparer soi-même. 20.00 **Journal**. 20.30 **Météo**. 20.35 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 20.40 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 20.45 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 20.50 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 20.55 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 21.00 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 21.05 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 21.10 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 21.15 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 21.20 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 21.25 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 21.30 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 21.35 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 21.40 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 21.45 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 21.50 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 21.55 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 22.00 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 22.05 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 22.10 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 22.15 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 22.20 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 22.25 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 22.30 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 22.35 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 22.40 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 22.45 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 22.50 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 22.55 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 23.00 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 23.05 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 23.10 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 23.15 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 23.20 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 23.25 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 23.30 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 23.35 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 23.40 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 23.45 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 23.50 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 23.55 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 24.00 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 24.05 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 24.10 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 24.15 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 24.20 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 24.25 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 24.30 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 24.35 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 24.40 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 24.45 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 24.50 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 24.55 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 25.00 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 25.05 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 25.10 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 25.15 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 25.20 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 25.25 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 25.30 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 25.35 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 25.40 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 25.45 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 25.50 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 25.55 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 26.00 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 26.05 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 26.10 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 26.15 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 26.20 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 26.25 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 26.30 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 26.35 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 26.40 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 26.45 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 26.50 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 26.55 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 27.00 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 27.05 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 27.10 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 27.15 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 27.20 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 27.25 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 27.30 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 27.35 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 27.40 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 27.45 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 27.50 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 27.55 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 28.00 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 28.05 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 28.10 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 28.15 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 28.20 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 28.25 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 28.30 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 28.35 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 28.40 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 28.45 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 28.50 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 28.55 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 29.00 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 29.05 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 29.10 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 29.15 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 29.20 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 29.25 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 29.30 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 29.35 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 29.40 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 29.45 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 29.50 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 29.55 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 30.00 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 30.05 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 30.10 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 30.15 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 30.20 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 30.25 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 30.30 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 30.35 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 30.40 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 30.45 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 30.50 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 30.55 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 31.00 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 31.05 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 31.10 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 31.15 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 31.20 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 31.25 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 31.30 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 31.35 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 31.40 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 31.45 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 31.50 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 31.55 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 32.00 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 32.05 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 32.10 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 32.15 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 32.20 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 32.25 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 32.30 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 32.35 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 32.40 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 32.45 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 32.50 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 32.55 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 33.00 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 33.05 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 33.10 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 33.15 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 33.20 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 33.25 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 33.30 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 33.35 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 33.40 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 33.45 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 33.50 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 33.55 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 34.00 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 34.05 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 34.10 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 34.15 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 34.20 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 34.25 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 34.30 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 34.35 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 34.40 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 34.45 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 34.50 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 34.55 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 35.00 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 35.05 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 35.10 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 35.15 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 35.20 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 35.25 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 35.30 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 35.35 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 35.40 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 35.45 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 35.50 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 35.55 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 36.00 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 36.05 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 36.10 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 36.15 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 36.20 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 36.25 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 36.30 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 36.35 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 36.40 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 36.45 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 36.50 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 36.55 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 37.00 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 37.05 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 37.10 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 37.15 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 37.20 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 37.25 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 37.30 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 37.35 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 37.40 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 37.45 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 37.50 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 37.55 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 38.00 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 38.05 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 38.10 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 38.15 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 38.20 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 38.25 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 38.30 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 38.35 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 38.40 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 38.45 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 38.50 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 38.55 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 39.00 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 39.05 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 39.10 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 39.15 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 39.20 **Chiffres** : **Les** **Internationaux de Roland-Garros**. 39.25 **Chiffres** : <

La **SARI** a fait confiance à

C B C

pour la construction du Gros Œuvre du

CNIT



Coulage du premier béton : 7 juillet 1988

Coulage du dernier plancher : 15 mai 1989

10 mois : 150.000 m² de planchers.
Un nouveau défi relevé.



Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

NOTRE PREMIÈRE RICHESSE, CE SONT LES HOMMES

LES INFORMATIONS DES SOCIÉTÉS

Pou
Evin souhale

Le
zones d'om

Le
zones d'om

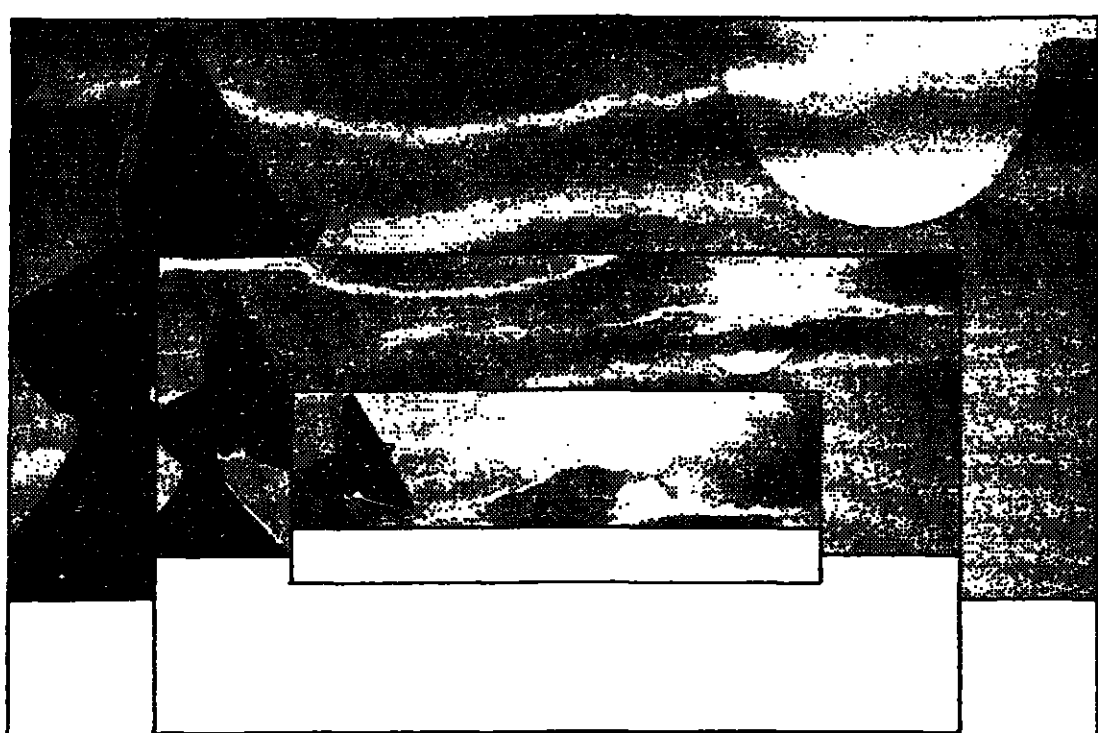
Le
zones d'om

Le
zones d'om

Le
zones d'om

Le
zones d'om

هكزامن الدحل



EMPRUNTS CNT. INVESTISSEZ DANS UNE VALEUR SÛRE: L'AVENIR

EMPRUNT A TAUX FIXE: 1,5 milliard de francs

Prix d'émission: le pair soit 5000 F par titre. Durée: 10 ans et 36 jours. Taux nominal: 9%. Taux actuariel: 8,86%. Intérêt payable le 20 juillet de chaque année et pour la première fois le 20 juillet 1990. Amortissement au pair in fine le 20 juillet 1999. Remboursement anticipé possible au gré de la CNT à partir de la 7^e année. Date de jouissance: 20 juillet 1989. Date de règlement: 12 juin 1989.

EMPRUNT A TAUX FIXE Assimilable à l'emprunt CNT 8,70% Novembre 1997 500 millions de francs.

Prix d'émission: 99,95% soit 499750 F par titre. Durée: 8 ans et 143 jours. Taux nominal: 8,70%. Taux actuariel: 8,72%. Assimilation après détachement du premier coupon le 2 novembre 1989. Intérêt payable le 2 novembre de chaque année. Premier coupon au 2 novembre 1989 fixé à 170,40 F. Date de jouissance et de règlement: 12 juin 1989.

Souscription dans les Banques, Bureaux de Poste, Trésor, Caisses d'Épargne. BALO du 23 mai 1989, visa COB n° 89.199 du 24 mai 1989. Une note d'information est tenue gratuitement à la disposition du public.

CNT En souscrivant aux nouveaux emprunts de la CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS vous réalisez un placement sûr (l'Etat étant le débiteur final) et rémunérateur. Vous vous associez ainsi au formidable effort mené par FRANCE TELECOM pour la promotion de technologies avancées et de produits et services modernes, en France et dans le monde entier. N'attendez pas... souscrivez!

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

GRUPE Casino

Accompagnez
le développement
d'un des premiers
groupes européens
de distribution

Casino émet 8.000.000
obligations convertibles
assorties de Bons de
Souscription d'actions
pour un montant de
F 2.000.000.000.

Une partie de cette émission (F 600.000.000) fait l'objet d'un placement sur le marché international.

Modalités de souscription

La souscription est ouverte à compter du lundi 22 mai 1989. Les actionnaires actuels bénéficient d'une priorité de souscription à titre irréductible jusqu'au 2 juin inclus à raison d'une obligation pour huit actions ordinaires ou A.D.P.S.D.V. Les souscriptions à titre réductible sont également admises pendant le délai de priorité.

Obligation Convertible

Chacune des obligations émises à F 250 offre un intérêt annuel de 6 % avec une durée de vie de 9 ans, 196 jours et un remboursement normal in fine au pair le 1er janvier 1999. Cette obligation pourra être convertie à tout moment à partir du 21 juin 1989 et pendant toute sa durée de vie en une action Casino.

Bon de Souscription d'Action

A chaque Obligation Convertible est attaché un Bon de Souscription d'Action, deux bons permettant de souscrire une action Casino à F 250 à tout moment jusqu'au 18 décembre 1992 inclus. Ce bon sera coté en Bourse, séparément de l'obligation.

Les modalités complètes de l'opération figurent dans la note d'information (visa C.O.B. n° 89-189 en date du 17 mai 1989) disponible sans frais au siège de la société. BALO du 22 mai 1989.

Votre entreprise et le Crédit Agricole

**L'ingénierie financière,
c'est un cadre sup vissé
sur sa chaise.
C'est bien connu.**

Vissé sur sa chaise!? Pourtant les «irrigateurs de capitaux» de Ségespar-Titres, filiale spécialisée du Crédit Agricole, sont souvent en rendez-vous aux quatre coins de France.

Aux côtés notamment des Caisses Régionales de Crédit Agricole, nous allons prolonger le partenariat de services qu'elles ont établi et propulser les projets des entreprises.

Déjà premier gestionnaire en Europe de SICAV et de FCP, nous sommes désormais aux premiers rangs des opérations financières: émissions d'emprunt, introductions en Bourse de sociétés de secteurs aussi différents que la mode, l'ingénierie du bois, l'informatique, le matériel agricole, l'optique et l'agro-alimentaire.

Nos instruments d'intervention en fonds propres, FCP à Risque Agri-Entreprises, société de capital-risque Dynamust, SICAV Uni-Régions, nous permettent d'accompagner le développement ou la pleine maturité des entreprises cotées et non cotées.

Aux PME/PML, nous ouvrons aussi, par un montage financier spécifique, le recours en groupe au marché obligataire.

Par les 10 000 agences et bureaux du Crédit Agricole, par ses Caisses Régionales, profitez de la compétence de Ségespar-Titres.

CA CRÉDIT AGRICOLE
SEGESPAR
TITRES

Les «irrigateurs de capitaux»
sur le terrain, auprès des entreprises,
avec les Caisses Régionales
de Crédit Agricole.

PREMIER INTERVENANT D'EUROPE SUR LES MARCHES FINANCIERS

مكتبة المجلد

ASSEMBLÉE ORDINAIRE DE LVMH MOËT HENNESSY LOUIS VUITTON

LVMH DERRIERE CE SYMBOLE DU LUXE IL Y A DES ANNEES D'ETHIQUE EN VOTANT PRESERVONS-LE

LVMH était conçue comme une fédération d'entreprises, fondée sur les traditions des grandes marques et sur une éthique, qui exigent un équilibre bien maîtrisé. Equilibre entre les nécessités de la croissance industrielle et l'impératif du rare, sans lequel il n'est pas de véritable luxe. Equilibre entre les familles fondatrices qui perpétuent les cultures des entreprises et les actionnaires plus récents qui participent au capital. Equilibre entre les exigences du court terme et une vision plus large qui sait intégrer la durée: les marques comptent en décennies. Equilibre entre les traditions des métiers et la mise en œuvre de moyens modernes. Cet équilibre, la charte fondatrice de LVMH, en juin 1987, s'en portait garante. Cet équilibre a été rompu. L'esprit originel a été sacrifié au nom d'ambitions qui nous sont étrangères. Il faut y revenir. Sinon, nous perdons notre âme et le patrimoine que sont nos marques. Il n'est pas de logique économique sans éthique. Pour préserver cette éthique, garante de notre intégrité et de notre prospérité, votre devoir sera de prendre parti lors de la prochaine Assemblée Générale prévue le 9 juin, afin de défendre, tous ensemble, un projet d'avenir, bâti autour d'organes dirigeants renouvelés et d'hommes nouveaux. Votre vote permettra en effet de le mettre en place, et de garantir, par le poids que nous représentons tous ensemble, que notre éthique sera effectivement respectée.

HENRY RACAMIER, cofondateur.

Pour avoir des conseils sur la participation au vote, nous avons organisé un service d'information téléphonique au numéro vert 05 111 222. Nous répondrons à toutes vos questions du lundi au samedi de 8 h 00 à 20 h 00. **N°VERT 05 111 222**

Économie

REPÈRES

Investissements

Le Japon champion des actifs à l'étranger

Pour la quatrième année consécutive, le Japon occupe la première place mondiale pour ses avoirs nets à l'étranger avec 281,75 milliards de dollars fin 1988, soit une progression de 21,2 % sur 1987, annonce le ministère japonais des finances. La deuxième place était détenue conjointement, en 1987, par la RFA et la Grande-Bretagne.

Les chiffres de 1988 pour ces deux pays ne sont pas encore connus, mais Tokyo assure que la première place du Japon ne fait aucun doute. Le total des actifs japonais à l'étranger a atteint l'an dernier 1 469 milliards de dollars, le passif représentant 1 177 milliards.

Conjoncture

Recul de 0,2 % du PIB britannique

Le produit intérieur brut (PIB) de la Grande-Bretagne a baissé de 0,2 % durant le premier trimestre par rapport aux trois derniers mois de 1988, indique l'office central des statistiques. Il demeure supérieur de 1,9 % à son niveau du premier trimestre 1988. Ces chiffres sont calculés sur la base de la production, considérée comme la plus fiable outre-Manche. Ils confirment la décelération de l'économie britannique et recouvrent un retrait de 1,5 % de la production industrielle due à la forte baisse de la production d'énergie (-7 %), ainsi qu'une légère réduction de 0,5 % de la distribution, entraînée aux conséquences des relèvements des taux d'intérêt.

Consommation

Les ménages américains dépensent plus qu'ils ne gagnent...

Les dépenses des ménages ont progressé de 1,1 % en avril aux États-Unis, un rythme nettement plus rapide que la hausse de 0,4 % de leurs revenus, annonce le département du commerce. Cette situation ramène le taux d'épargne à 5,3 % des revenus contre 6,3 % en mars. Ce rebond de la consommation est jugé décevant, la remontée de l'épargne en mars ayant fait espérer une accalmie de la consommation et, par là même, du niveau des importations américaines. Les indices mensuels sont malgré tout à considérer avec prudence. En avril, les Américains ont connu la hausse de leurs revenus la plus faible depuis novembre, ce qui ne les a pas empêchés d'acheter, notamment des automobiles.

Les Français

consommant moins de produits manufacturés

Pour le troisième mois consécutif, la consommation de produits manufacturés des ménages français a été en recul en avril, si l'on en croit l'enquête mensuelle de l'INSEE. En données corrigées des variations saisonnières, le recul a atteint 1,12 % en volume par rapport à mars et 2,6 % par rapport à janvier, le plus haut niveau atteint cette année. Les biens durables se redressent de 3 %, grâce, notamment, à la progression des ventes d'automobiles, qui, avec 192 000 immatriculations, retrou-

vent le niveau moyen mensuel du dernier trimestre 1988. Mais l'électroménager et l'électronique grand public se tassent. Le plus fort repli a été enregistré par l'habillement (-10 % environ).

Main-d'œuvre

Les grandes entreprises à nouveau créatrices d'emplois

Les entreprises de plus de 50 salariés ont à nouveau créé des emplois au quatrième trimestre de 1988, pour la première fois depuis 1983, indique l'enquête trimestrielle sur les mouvements de main-d'œuvre publiée le 26 mai. La hausse a été de 0,4 % en données corrigées (-0,2 % au premier trimestre, -0,4 % au deuxième, -0,1 % au troisième), alors que, tous établissements confondus, elle a été de 0,6 % (+0,4 %, +0,2 % et +0,3 % respectivement les trois trimestres précédents).

En données brutes, on a enregistré 800 000 mouvements de main-d'œuvre dans les entreprises de plus de 50 salariés, qui se décomposent entre 420 000 sorties et 370 000 entrées. Les contrats à durée déterminée représentent 60 % des arrivées et 45 % des départs alors que les licenciements économiques, eux, ne comptent que pour 4,5 % dans les déplacements intervenus pendant le trimestre, soit presque moitié moins que l'an passé. En revanche, la durée moyenne des contrats à durée déterminée s'allonge, passant de 3 mois au quatrième trimestre de 1988 à 3,2 mois au quatrième trimestre de 1987 et à 3,6 mois au quatrième trimestre de 1988.

CONJONCTURE

Dans un entretien à un journal canadien

M. Maurice Allais craint un nouveau krach

L'éventualité d'un nouvel effondrement boursier et d'une récession mondiale est « très forte », estime Maurice Allais, Prix Nobel d'économie 1988.

Dans un entretien accordé au quotidien de Montréal la Presse, l'économiste français énumère les éléments négatifs qui pèsent sur la situation internationale : endettement du tiers-monde, déficit du budget et du commerce extérieur américain, endettement « très élevé » des entreprises et des particuliers en Europe comme en Amérique, record de la Bourse à Tokyo, remontée ailleurs.

M. Allais, qui attendait « pour le mois de mai ou de juin 1987 » le krach survenu en octobre de cette même année, dénonce le caractère de « casino » du marché monétaire international, désormais dominé par la spéculation.

Chaque jour, 420 milliards de dollars (2 700 milliards de francs) s'échangent de par le monde. Les flux correspondant au commerce et qui représentent les besoins réels ne représentent, eux, que 12,4 milliards (80 milliards de francs). Le reste n'est que spéculation à très court terme, dont l'effet est, pour le Prix Nobel, « déstabilisateur et nocif ».

AFFAIRES

L'avenir de la poste et des télécommunications

Le tour de France d'Hubert Prévot

« Les structures de la poste et des télécommunications ne sont plus vraiment appropriées. Mais n'oubliez pas que ce sont des hommes qui font tout : on nous conduit-voilà ? Avec quelles garanties, quel statut ? Personne n'oublie que la clé du succès, c'est aussi la motivation des hommes. » M. Hubert Prévot, chargé par le ministre des PTE d'orchestrer le grand débat national sur l'avenir du service public de la poste et des télécommunications, n'a pas oublié son passé de syndicaliste. Il revient, bien évidemment, de prononcer le mot de la fin de l'un des sept débats organisés dans les régions françaises pendant deux mois, à Strasbourg. Il a su mettre cette « touche humaine » nécessaire pour faire oublier que le grand absent de la journée était le personnel.

Rien d'étonnant à cela : le tour de France auquel se livre actuellement Hubert Prévot ne s'adresse ni aux facteurs ni aux agents des lignes des télécoms. Le but recherché est de faire dialoguer sur des thèmes choisis : l'Europe, les attentes des utilisateurs, l'aménagement du territoire... — tous les autres acteurs de la vie économique concernés par le devenir d'une administration plongeée dans un univers en pleine mutation. Débats de qualité, en démontrant, mais qui précèdent des convocations : la cause est entendue pour eux, les postes et télécommunications doivent évoluer.

Absent de ces joutes, le personnel est néanmoins appelé à débattre au sein de l'entreprise. Les 435 000 agents ont tous reçu à la mi-avril le pré-rapport rédigé par M. Prévot. Ils sont également informés par un « petit journal » — qui emprunte parfois dans ses

colonnes telle ou telle citation de la « grande » presse — et invités à participer à des milliers de réunions menées soit par des animateurs des services régionaux des relations et des conditions de travail soit par des responsables de la maison formés à cette fin. On estime qu'entre un tiers et la moitié des agents seront touchés à l'issue du processus. Mais un certain scepticisme semble régner dans leurs rangs.

En fait, les réactions sont contradictoires : le personnel a soit le sentiment que rien ne changera, soit l'impression qu'en cas de modification, on ne tiendra pas compte de son avis et que tout sera décidé d'en haut... Un « haut » qui inspire la méfiance : les deux directions de la poste et des télécommunications font preuve d'une grande discrétion. Adopteraient-elles une autre attitude qu'on les accuserait de « faire de la politique » et qu'elles prendraient le risque de se couper de leurs troupes. L'avenir doit être ménagé.

L'attitude du ministre, M. Paul Quilès, est diversement appréciée : certains ont l'impression qu'il reste en arrière de la main. Ce sont souvent les plus sceptiques sur les mises du rapport Prévot. D'autres, toujours effrayés par une mythe de « privatisation », s'accrochent à l'engagement du ministre selon lequel les garanties fondamentales du statut auxquelles les agents sont attachés seront conservées... Reste que le processus n'en est qu'à ses débuts : les débats dureront jusqu'à la fin juin. Le rôle de « locomotive » joué par M. Prévot prendra fin dès qu'il aura remis son rapport, normalement à la mi-juillet. La parole sera alors aux politiques.

F. V.

En raison des fêtes du Bicentenaire

Pénurie de chambres d'hôtel en Ile-de-France au mois de juillet

Les festivités du Bicentenaire se joueront à guichets fermés : la pénurie de chambres d'hôtel est annoncée en Ile-de-France par les services officiels pour le mois de juillet. Selon un rapport de l'Office du tourisme de Paris, qui a enquêté auprès de douze chaînes hôtelières et six centrales de réservation (à la demande de ministères de la culture et du tourisme), les 85 000 lits de la région sont pleins à craquer pour cette période.

A Paris intra-muros, il n'existe aucune disponibilité dans quelque catégorie que ce soit pour des séjours de quatre ou cinq jours entre le 1^{er} et le 17 juillet. Certaines chambres sont encore disponibles en grande banlieue, à 25 ou 30 kilomètres de la capitale, mais en petite quantité et du 1^{er} au 11 juillet seulement.

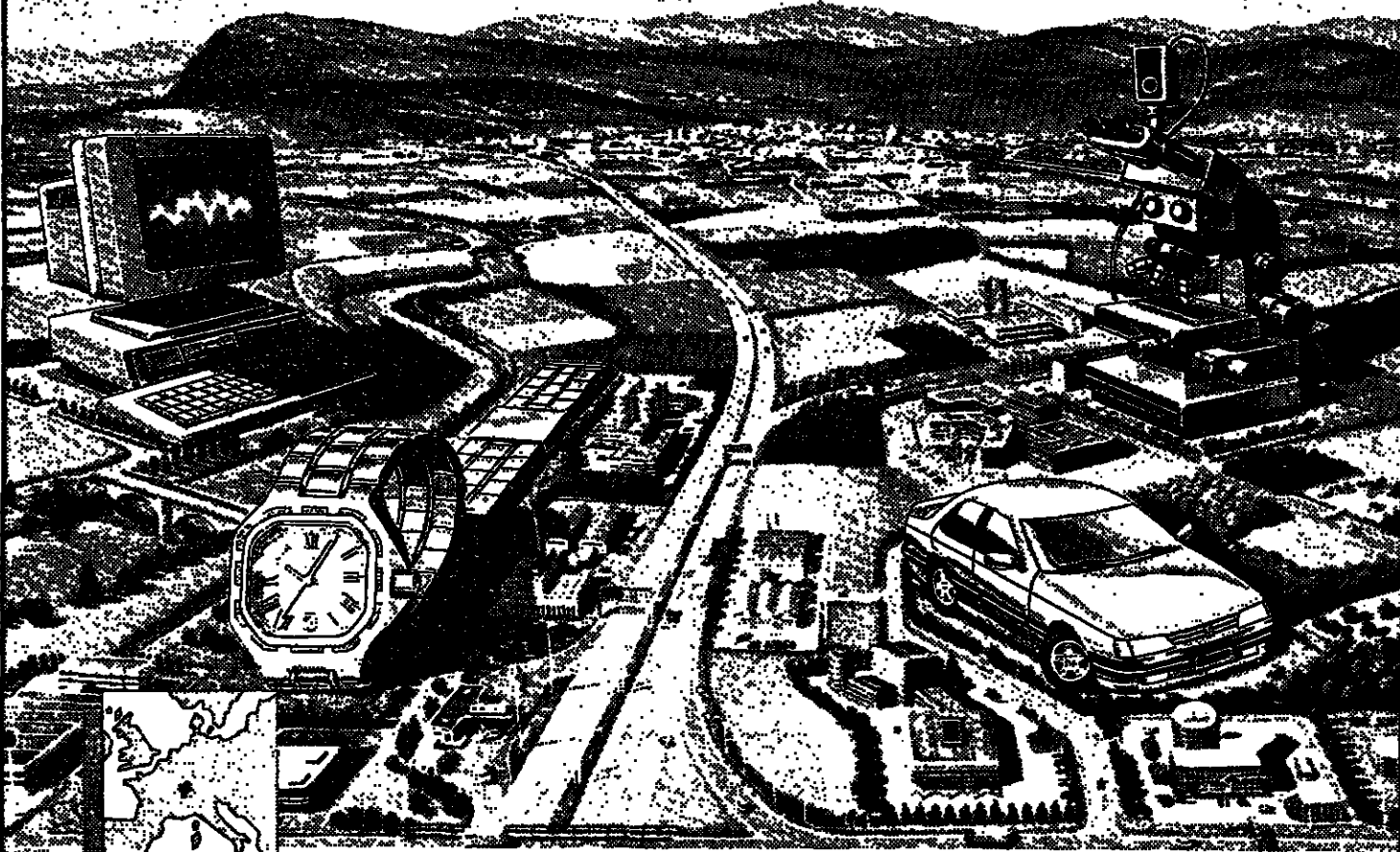
Cette congestion s'explique, bien sûr, par les fêtes organisées autour du 14 juillet. D'autres facteurs ont joué, par exemple le sommet des chefs d'État, dont les accompagnateurs rempliront les hôtels de luxe et les palaces, à l'ordinaire peu recherchés en cette période de l'année. On note aussi que deux congrès, l'un de philatélistes et l'autre de radiologues, s'approprient un bon tiers des lits théoriquement disponibles.

Enfin, les professionnels parisiens estiment que des réservations en double pour des motifs de précaution ont eu lieu. De petits malins semblent aussi avoir retenu des chambres à titre spéculatif pour les revendre au prix fort aux visiteurs imprévoyants. L'ampleur de ces phénomènes est difficile à apprécier.

Les pouvoirs publics essaient de trouver une parade à cette situation, qui risque de nuire au succès des événements programmés en juillet. Ils étudient, sans trop y croire, la possibilité de mobiliser le millier de logements meublés parisiens. Ils travaillent sérieusement l'hypothèse d'un hébergement très excentré, à 100 ou 200 kilomètres de Paris. Dans les jours qui viennent, une vingtaine de directeurs d'offices de tourisme locaux seront réunis au ministère du tourisme pour faire le point sur les possibilités d'hébergement qui existent dans des villes comme Rouen, Beauvais, Reims, Troyes, Orléans ou Chartres. Il restera ensuite à mobiliser la SNCF et les autocaristes pour organiser, chaque matin et chaque soir, les voyages de ces touristes entre leur logement hôtel et les points forts des réjouissances parisiennes.

A. F.

ATTERRISSEZ DANS LA PRECISION



LE DOUBS, une solide tradition industrielle avec ses grandes entreprises, françaises et étrangères, PEUGEOT à Sochaux-Montbéliard, Du Pont de Nemours, ALCATEL... mais surtout la maîtrise d'un « savoir-faire » qui place ce Département à la pointe de la technologie des microtechniques. Aujourd'hui, tout ce qui vole d'AIRBUS à ARIANE, tout ce qui roule ou tourne, utilisant des techniques de précision qui marient électronique, informatique, mécanique, temps fréquence, est issu d'entreprises du DOUBS.

Situé sur les grands axes de développement stratégique de l'Europe, le DOUBS, avec ses P.M.I. compétentes qui gagnent des points sur tous les marchés mondiaux, sa main-d'œuvre expérimentée, ses laboratoires de recherche, son Université, constitue un atout réel dans la course à l'expansion nationale et internationale.

L'A.D.E.D. (Agence de Développement Economique du Doubs) peut vous aider à réussir votre atterrissage vers la réussite dans le pays de la précision.

LA TECHNOLOGIE DE PRECISION A UN PAYS ... LE DOUBS

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU DOUBS

HOTEL DU DÉPARTEMENT, 7 AV. DE LA GARE D'EAU, 25031 BESANCON CEDEX FRANCE - TEL. : 81.83.24.31 - TÉLEX : AGINDV 361184F - TÉLÉPHONE : 81.82.01.40

CMC INSTITUT DE FORMATION

FORMATION D'INFORMATIENS

VOUS ÊTES diplômé de l'université (Licence, Maîtrise, DEA, DESS, ...) dans une discipline scientifique ou technique (Biologie, Chimie, Géologie, Mathématiques, Physique, ...).

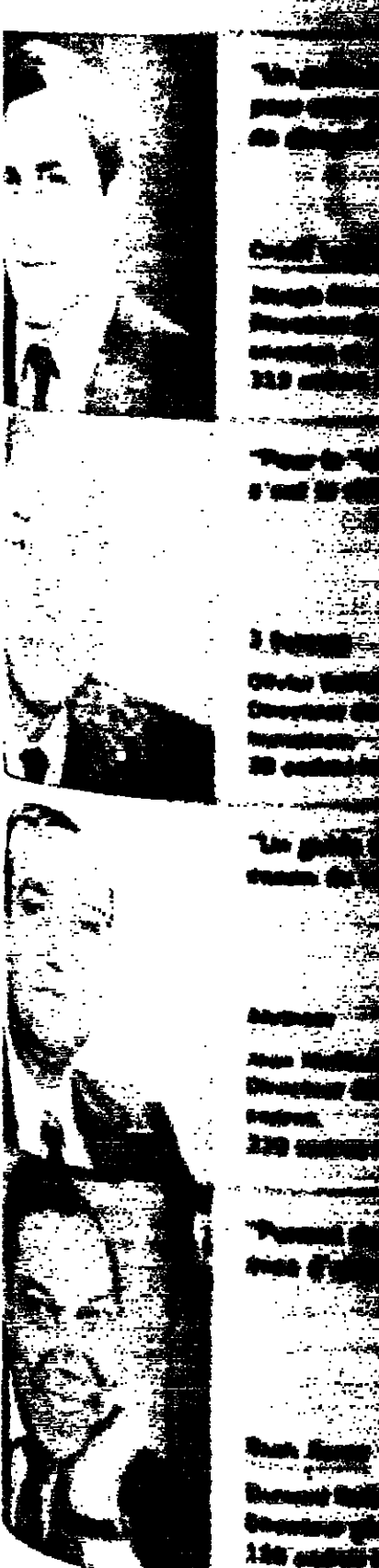
VOUS SOUHAITEZ valoriser vos connaissances en informatique acquises pendant votre scolarité et vos stages en devenant informaticien. Notre institut vous propose une formation pragmatique et opérationnelle qui vous permettra de travailler dans les environnements HP 3000-MPE, VAX-VMS ou UNIX. Vous bénéficierez ainsi de l'expérience et du savoir-faire d'une importante Société de Services en Informatique (450 collaborateurs) leader sur son marché et pourvue de toutes les opportunités d'un marché en forte croissance.

INFORMATION ET INSCRIPTION

Béatrice HOULVIGUE - Institut de Formation CMC
BP 38 - Rue de la Tente de Feu - 91942 Les Ulis Cedex - Tél. : 64.46.12.12
Prochaine session du 11 septembre au 14 décembre 1989.

éfére fixe

Voici un numéro
aux salaires des
Confirmés : 80
Debutants : le
10 000 salaires
Les opportunités
Les augmentations
Les nouvelles
L'International
L'outil indispensable
de votre avenir
Pour vous vendre



مكتبة الأمل

Ayez la même référence que ceux qui fixent votre salaire.

Voici un numéro spécial exceptionnel entièrement consacré aux salaires des cadres.

Confirmés : 80 tableaux pour vous situer.

Débutants : le prix de vos diplômes (50 diplômes étudiés).

10 000 salaires passés au crible.

Les opportunités du marché de l'emploi à saisir.

Les augmentations accordées en 88 et celles prévues en 89.

Les nouvelles méthodes de recrutement.

L'Internationalisation des Etats Majors.

L'outil indispensable pour négocier votre premier salaire ou votre augmentation.

Pour vous vendre mieux, achetez-le.



<p>"Un guide très pratique pour exercer le pouvoir de dire oui".</p> <p>Crédit Lyonnais Joseph Musseau Directeur des relations sociales et du personnel. 319 cadres recrutés en 88.</p>	<p>"Une valeur de référence".</p> <p>IBM France Christian Pastel Directeur des relations humaines. 370 cadres recrutés en 88.</p>	<p>"Pour moi, c'est la référence".</p> <p>Colgate Palmolive Serge Boyer Directeur général des ressources humaines. 59 cadres recrutés en 88.</p>
<p>"Pour le 'chouchou', c'est la référence".</p> <p>3 Suisses Olivier Sartoris Directeur des ressources humaines. 32 cadres recrutés en 88.</p>	<p>"Une enquête d'une grande fiabilité".</p> <p>BNP Guy Lapomme Directeur du personnel. Près de 300 cadres recrutés en 88.</p>	<p>"Pour les débutants, indispensable".</p> <p>Kodak Pathé SA André Rolland Directeur des relations sociales et des ressources humaines. 57 cadres recrutés en 88.</p>
<p>"Un guide qui devrait être connu de tous".</p> <p>Alsthom Jean Maillard Directeur des ingénieurs et cadres. 230 cadres recrutés en 88.</p>	<p>"Un outil de travail très utile".</p> <p>Ciei Jean-Marie Frey Directeur des ressources humaines. 250 cadres recrutés en 88.</p>	<p>"Chaque année, encore plus complet".</p> <p>Saint Gobain Pierre Vanlerenberghe Directeur gestion des cadres. 250 cadres recrutés en 88.</p>
<p>"Permet de comparer avec d'autres secteurs".</p> <p>Rank Xerox Bernard Reibell Directeur général adjoint. 150 cadres recrutés en 88.</p>	<p>"Incontournable".</p> <p>CCF Hervé Goudchaux Directeur des ressources humaines. 112 cadres recrutés en 88.</p>	<p>L'Expansion JEUDI 25 MAI. 35 F.</p>



Crédit d'équipement des PME

FICHE D'INFORMATION

Emprunts du CEPME garantis par l'Etat, mai 1989

Le directeur du Crédit d'équipement des PME a décidé, dans sa séance du 9 mai 1989, de procéder à l'émission de titres d'un montant nominal de 1,5 milliard de francs.

Cette émission est autorisée par arrêté du ministre de l'Economie des Finances et du Budget.

Charges relatives à l'opération

Le produit de l'émission s'élèvera à 1 473 360 000 F. Le montant net encaissé par le Crédit d'équipement des PME s'élèvera à environ 1 451 038 500 F après déduction sur le produit ci-dessus des rémunérations globales dues aux intermédiaires financiers pour 21 871 500 F (TVA incluse) ainsi que des frais légers et administratifs pour environ 450 000 F.

Avertissement

Le titre subordonné remboursable se distingue de l'obligation par son rang de créance contractuellement défini par la clause de subordination.

I. CARACTÉRISTIQUES DES OBLIGATIONS 8,50 % 1989/1997

MONTANT : 1,2 milliard de francs

PRIX D'ÉMISSION : 97,88 %, soit 4 894 F par obligation.

DATE DE RÈGLEMENT DES SOUSCRIPTEURS : 12 juin 1989.

DATE DE JOISSANCE : 1^{er} juillet 1989.

INTÉRÊT : les obligations rapporteront un intérêt annuel de 8,50 %, soit 425 F, par titre payable en une seule fois le 1^{er} juillet de chaque année et pour la première fois le 1^{er} juillet 1990.

ASSIMILATION : ces obligations seront assimilées aux obligations 8,50 % 1988/1997 - code SICOVAM 11 252 dès le 1^{er} juillet 1989.

TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT : 8,80 %.

DURÉE : 8 ans et 19 jours à compter du 12 juin 1989.

AMORTISSEMENT NORMAL : les obligations seront amortissables en totalité le 1^{er} juillet 1997.

AMORTISSEMENT ANTICIPÉ : le Crédit d'équipement des PME s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des obligations par remboursement.

En revanche, il se réserve le droit d'amortir par anticipation ces obligations en procédant à toute époque et sans limitation de prix, à des rachats en Bourse, notamment dans le cadre de régularisation comme indiqué ci-dessous.

Le Crédit d'équipement des PME se réserve également la possibilité d'amortir par anticipation tout ou partie de l'emprunt par voie d'offres publiques d'échange ou de rachat d'obligations, sans limitation de prix.

COTATION : les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle (Bourse de Paris) ; ces obligations seront cotées sur une ligne différente des obligations - code 11 252 jusqu'au détachement du premier terme d'intérêt.

Le nombre d'obligations 8,50 % à échéance du 1^{er} juillet 1997 en circulation au 16 mai 1989 est de 203 206 et se répartit comme suit :

- 2 838 titres en code 11 252 cotés 98,00 % au 19 mai 1989

- 388 titres en code 14 100 cotés 96,50 % au 19 mai 1989

- 200 000 titres en code 14 111 cotés 97,20 % au 19 mai 1989

A compter du 1^{er} juillet 1989, l'ensemble de ces obligations sera regroupé en un gisement unique.

PRISE FERME DE L'EMPRUNT : la présente émission fait l'objet d'une prise ferme par le Crédit Commercial de France, le Crédit Lyonnais, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Union de Garantie et de Placement.

II. CARACTÉRISTIQUES DES TITRES SUBORDONNÉS REMBOURSABLES

MONTANT : 300 millions de francs représentés par 60 000 titres.

NOMINAL : 5 000 F.

PRIX D'ÉMISSION : 99,60 %, soit 4 980 F par titre.

DATE DE JOISSANCE ET DE RÈGLEMENT : 12 juin 1989.

DURÉE : 15 ans à compter du 12 juin 1989.

TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT : 9,05 %.

INTÉRÊT : les titres subordonnés remboursables rapporteront un intérêt annuel de 9 %, soit 450 F, par titre payable en une seule fois le 12 juin de chaque année et pour la première fois le 12 juin 1990.

AMORTISSEMENT NORMAL : les titres subordonnés remboursables seront amortis en totalité le 12 juin 2004 par remboursement au pair.

AMORTISSEMENT ANTICIPÉ : le Crédit d'équipement des PME s'interdit de procéder à l'amortissement anticipé des titres subordonnés remboursables par remboursement, mais se réserve le droit de procéder au remboursement anticipé à toute époque par des rachats en Bourse.

Le Crédit d'équipement des PME se réserve également la possibilité d'amortir par anticipation tout ou partie de l'emprunt par voie d'offres publiques d'échange ou de rachat de titres, sans limitation de prix.

PRISE FERME : la présente émission fait l'objet d'une prise ferme par un groupe d'établissements dirigé par le Crédit Lyonnais.

CLAUDE DE SUBORDINATION : en cas de liquidation de la société, les titres seront remboursés à un prix égal au pair, et le remboursement des titres subordonnés n'interviendra qu'après désintéressement complet de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à la société et des titres participatifs émis par la société.

Ces titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés qui pourraient être émis ultérieurement tant en France qu'à l'étranger par la société, proportionnellement à leur montant et le cas échéant.

Ces dispositions ne prennent pas en compte l'incidence favorable pour le porteur de la garantie accordée par l'Etat.

COTATION : les titres subordonnés remboursables feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

III. DISPOSITIONS COMMUNES

ASSIMILATION : au cas où le Crédit d'équipement des PME émettrait ultérieurement de nouveaux titres entièrement assimilables aux présents titres, notamment quant au montant nominal, aux intérêts, à leurs échéances, aux conditions et dates d'amortissement et aux garanties, le Crédit d'équipement des PME pourra unifier, pour l'ensemble de ces titres, les opérations d'amortissement qui porteront ainsi, sans aucune distinction, sur les titres des émissions successives.

FONDS DE RÉGULARISATION : le Crédit d'équipement des PME s'engage, si cela est nécessaire au bon fonctionnement du marché, à racheter des titres en Bourse dans la limite de 10 % des titres restant en circulation au début de chaque période annuelle d'intérêts. Dans le cas où les rachats n'auraient pas atteint la limite de 10 % susvisée pour une année considérée, il pourra procéder à l'acquisition du solde les années suivantes.

Les titres ainsi rachetés ne pourraient être revendus et seraient annulés.

FORME DES TITRES : les titres pourront revêtir la forme au porteur ou nominative au choix des titulaires. En application de l'article 94-II de la loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981 (loi de finances pour 1982) et du décret n° 83-359 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, les droits des titulaires seront représentés par une inscription en compte à leur nom :

- chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres au porteur,

- chez l'émetteur et, s'il le souhaite, chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres nominatifs.

La SICOVAM assurera la compensation des titres entre les titulaires de compte.

Les titres seront inscrits en compte et négociables le 14 juin 1989.

RÉGIME FISCAL : le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source ou des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

En l'état actuel de la législation, les intérêts des titres émis à compter du 1^{er} janvier 1987 perçus par des personnes physiques sont :

- soit, sur option, soumis au prélèvement forfaitaire de 26 % libératoire de l'impôt sur le revenu : le prélèvement social exceptionnel de 1 % a vu son effet prorogé du 1^{er} août 1988 au 31 décembre 1988, par la loi n° 88-810 du 12 juillet 1988,

- soit pris en compte pour la détermination du revenu taxable à l'impôt sur le revenu.

Pour les revenus perçus à compter du 1^{er} janvier 1988, l'abattement global sur les dividendes d'actions et les produits d'obligations est porté à 8 000 F pour les personnes célibataires, veuves ou divorcées, et 16 000 F pour les couples mariés soumis à une imposition commune.

GARANTIE DE L'ÉTAT : le service des emprunts en intérêt, amortissement, impôts et frais accessoires est garanti par l'Etat.

OUT DE L'ÉMISSION : la présente émission contribuera au financement des prêts directs à moyen et long terme du Crédit d'équipement des PME.

PERSONNES ASSUMANT LA RESPONSABILITÉ DE LA NOTE D'INFORMATION

A notre connaissance, les données de la présente note d'information sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Le Président du Directoire,
Michel PRADA.

Vu pour vérification en ce qui concerne la situation financière et les comptes annuels, y compris ceux au 31 décembre 1988.

Etienne CARRE Les Commissaires aux Comptes Cabinet Robert MAZARS

La notice légale a été publiée au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 29 mai 1989.

VISA DE LA COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE

Par application des articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 67-833 du 28 septembre 1967, la Commission des Opérations de Bourse a approuvé, sur la présente fiche, le visa n° 89-194 en date du 22 mai 1989.

Le rapport annuel de l'exercice 1988 ainsi que la note d'information n° 89-194 du 22 mai 1989 sont disponibles sur simple demande au Crédit d'équipement des PME - Service de la Communication, 14, rue du 4-Septembre - 75002 PARIS. Tél (1) 42-98-80-85.

a été cédé
à

LA FINANCIERE ELYSEES-BALZAC

L'acquisition a été organisée par

L.B.O. FRANCE

Le financement de l'acquisition a été organisé et garanti par :



BANQUE DE GESTION PRIVEE - SIB



BANQUE INDOSUEZ

BANQUE INTERNATIONALE
A LUXEMBOURGAgent du crédit
BANQUE INDOSUEZ

RESULTATS

1988

QUELQUES CHIFFRES DU BILAN AU 31.12.1988

	(en milliards de Lires)
Capital et Réserves	1.570,4
Crédits distribués	25.628,9
Fonds gérés	31.671,9
Total du bilan (exclus les Comptes d'ordre)	38.979,3
Bénéfice net*	30,5

*Après affectation de 55,9 milliards de Lires au titre d'amortissements et de 386 milliards de Lires au titre de provisions.



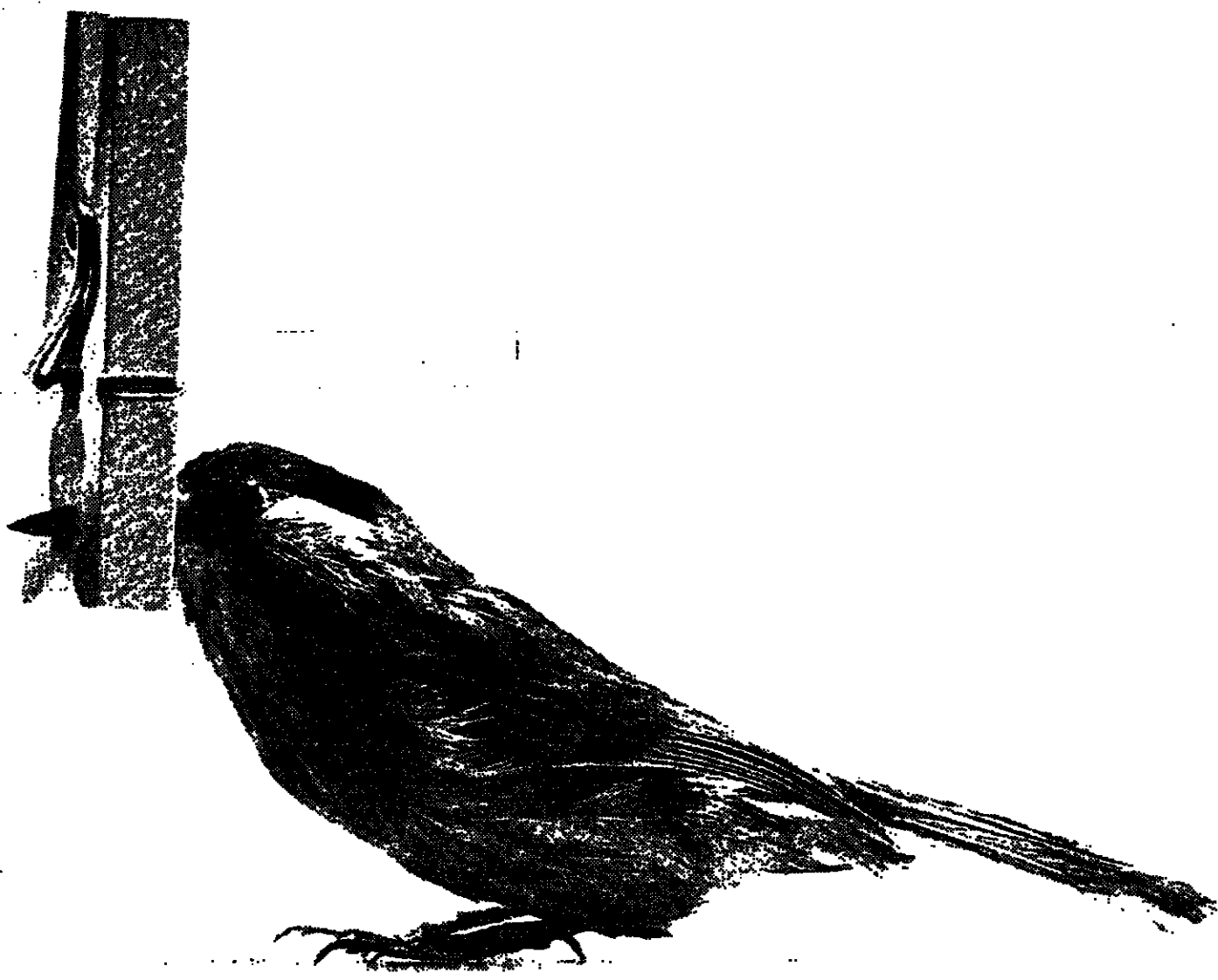
Banco di Sicilia

Direction Générale: Via Marconi Stabile 182, Palermo.
Direction de la Division Internationale: Via del Corso 271, Roma.
Succursales à l'étranger: Francfort, Londres, Los Angeles (Foreign Branch), Lyon, Munich, New York, Paris.
Bureau de représentation: Bruxelles, Budapest, Chicago, Singapour, Zurich.
Filiale: Banco di Sicilia International S.A. Luxembourg

En France
le plus prop
l'essence
les meilleur
impacter les
incompatible

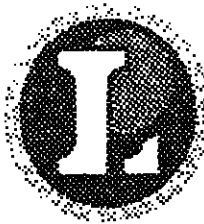
مكتبة المجلد

Quand des pétroliers
rechignent à vendre de l'essence sans plomb
aux grandes surfaces,
il n'y a pas que la concurrence
qu'on asphyxie.



En France, comme partout en Europe, tout est mis en œuvre pour favoriser l'utilisation de carburants plus propres qui respectent l'environnement. Et le gouvernement français abaissera la fiscalité de l'essence sans plomb dès le mois de juillet. Mais certains raffineurs ne semblent pas pressés de fournir les meilleurs carburants aux stations-service des grandes surfaces. Quelques-uns veulent même empêcher les hypermarchés de les vendre moins cher. La défense de l'environnement ne serait-elle pas compatible avec une saine concurrence ?

E. LECLERC



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



(BNP)

ASSEMBLÉE DU 26 MAI 1989

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires s'est réunie le 25 mai 1989 sous la présidence de M. Michel Real del Sarte, président du conseil d'administration.

Après approbation des comptes de l'exercice 1988, elle a arrêté le bénéfice net comptable de la maison mère, Compagnie du crédit universel, à 38 398 943 francs compte tenu de sa quote-part dans le résultat d'exploitation de la société en participation et des revenus des titres de ses filiales (Crédit universel, Locumov, Universal Factoring et Unifimo).

Résultat net consolidé
Le total du bilan consolidé de la Compagnie du crédit universel s'établit à 13,47 milliards de francs au 31 décembre 1988.
Le bénéfice net consolidé du groupe s'élève, après impôts, à 113,8 millions de francs.

Mise en paiement du dividende
L'assemblée générale a décidé de distribuer aux actionnaires un dividende net de 30 francs, ce qui, avec l'avoir fiscal de 15 francs, procure un revenu global par action de 45 francs.

Elle a par ailleurs, après modification des statuts, décidé d'autoriser les actionnaires à opter pour le paiement de ce dividende en actions, cette faculté s'exercera du 5 au 26 juin 1989 et l'option sera recueillie pendant cette période auprès des intermédiaires habilités.

Le conseil d'administration réuni à l'issue de cette assemblée a arrêté le prix d'émission des actions à 537 francs, conformément à la décision de l'assemblée générale, fixant ce prix à la moyenne des cours cotés de l'action pendant les vingt séances de Bourse précédant la réunion de l'assemblée, diminuée du montant net du dividende.

Pour sa part, le dividende versé en numéraire sera mis en paiement le 12 juillet 1989.

Exercice 1989
Les résultats d'exploitation consolidés pour le premier trimestre se sont élevés à 62 millions de francs, contre 56,4 millions de francs sur la même période de 1988. Cette progression de 10 % reflète les efforts menés par le groupe pour améliorer les performances de son activité sur chacun de ses marchés, malgré la très vive concurrence rencontrée. Le résultat net consolidé du premier trimestre, pour sa part, est passé à 34,04 millions de francs.

Le Groupe EL. FI.

a pris le contrôle de
**Chaffoteaux et Maury
et OFTA**

Trianon Finance
avec le concours de Gemina S.p.A

a assisté le groupe EL. FI.
dans les négociations.

Paris, avril 1989



PEUGEOT S.A.

Les actionnaires de la société Peugeot S.A. seront réunis en assemblée générale ordinaire et extraordinaire, au siège social, 75, avenue de la Grande-Armée, Paris-16^e, le 28 juin 1989 à dix heures.

Les documents préparatoires dont les actionnaires peuvent demander l'envoi leur seront expédiés sur simple demande adressée au Service des Titres de la société, 75, avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris.

Les actionnaires qui ne seraient pas en mesure d'assister à cette assemblée et qui n'auraient pu se procurer un formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration auprès d'un intermédiaire habilité pourront également demander à la société de leur envoyer ce formulaire.



BANQUE D'ARBITRAGE ET DE CRÉDIT

L'Assemblée générale ordinaire de la BANQUE D'ARBITRAGE ET DE CRÉDIT qui s'est tenue le jeudi 18 mai 1989 a approuvé les comptes de l'exercice 1988. Il est rappelé que le bénéfice net s'est élevé pour la Société-Mère B.A.C. à 58 138 000 F, soit + 22 % sur l'exercice précédent. Le résultat net consolidé du Groupe atteint 72 264 000 F, en hausse de 18 % par rapport à 1987.

L'Assemblée a décidé de maintenir le dividende à 4,50 F, avoir fiscal compris sur le capital augmenté de 20 % par attribution d'actions gratuites en octobre dernier.

Les activités de marché ont continué à apporter une contribution significative au produit net bancaire.

La gestion pour compte de tiers et l'ingénierie immobilière se sont sensiblement développées.

La Banque Commerciale, à travers la filiale BEFI, a enregistré ses encours de 547 millions de F à 1 261 millions de F. Cette dernière est spécialisée dans l'octroi de crédits aux professionnels de l'immobilier.

Le rapport de gestion souligne avec satisfaction la forte augmentation des Fonds propres, en termes de ratio Cooke, intervenue en 1988, qui atteint près de 800 millions de F, contre 320 millions de F au 31 décembre 1987.

Au cours de l'Assemblée, le Président Sarkis BEDOLAN a précisé que les perspectives s'annoncent très favorablement pour l'exercice 1989.

La qualité du portefeuille de la Banque constitue essentiellement d'emprunts publics français, le fort développement des instruments immobiliers, avec notamment l'augmentation du capital à 800 millions de F de la Compagnie Foncière de la B.A.C. et le rythme soutenu de l'activité de sa filiale BEFI, permettent d'envisager une nouvelle croissance du résultat pour l'exercice en cours.



GROUPE BAILE EQUIPEMENT

En 1988, le Groupe Baile Equipement, a mené des actions en profondeur pour accroître sa pénétration commerciale. Il a amélioré ses services aux fournisseurs de biens d'équipement et poursuivi l'adaptation de ses moyens en améliorant sa productivité et la maîtrise de ses risques.

L'Assemblée générale ordinaire s'est réunie le 17 mai 1989 sous la présidence de M. François de Dreux.

PRODUCTION : + 18 %

Le groupe a porté sa production en crédit-bail, crédit, location à hauteur de 5 milliards de nouveaux contrats signés. Parallèlement, il a étendu la répartition de son activité. Le nombre des nouveaux contrats est en effet en augmentation de 29 %, ce qui correspond à une pénétration plus grande du marché. Enfin, il a renforcé sa présence dans le domaine de l'affacturage grâce à sa filiale FactoBail.

DIVIDENDE : 26,25 F (avoir fiscal compris)

La part du Groupe dans le résultat net consolidé s'est élevée à 55,58 millions. La distribution est de 26 470 850,00 F en légère augmentation, le nombre d'actions composant le capital social s'étant accru de 16 786 actions par conversion d'obligations. Le dividende sera mis en paiement le 6 juin 1989.

ACTIVITÉ 1989

L'activité des quatre premiers mois de 1989 marque une progression des nouveaux contrats de crédit-bail, crédit, location en montant de 5 % et en nombre de 42 %. L'affacturage se développe rapidement. Le Groupe poursuit ainsi l'extension, la répartition et la pénétration de son activité engagées en 1988. Les actions engagées en Italie, en Grande-Bretagne et en Espagne sont par ailleurs en développement.



Réunis en assemblée générale ordinaire le 24 mai 1989 sous la présidence de M. Eric Dufoix, les actionnaires de Codetel ont approuvé les comptes de l'exercice 1988.

Le résultat net s'élève à 125 058 665 F. L'Assemblée a décidé de distribuer une somme de 117 600 000 F, soit un dividende de 14,70 F par action, identique à celui versé au titre de l'exercice précédent. Le report à nouveau sera porté à 39 115 312 F.

L'Assemblée a également nommé l'Union des assurances de Paris (UAP-VIE) au poste d'administrateur.

Le conseil d'administration, tenu à l'issue de l'Assemblée générale, a fixé au 15 juin la date de mise en paiement du dividende.

**Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330



**BIMP Banque Industrielle
& Mobilière Privée**

L'Assemblée générale des actionnaires, réunie le 25 mai 1989 sous la présidence de M. Jean-Claude Poullet, a voté les résolutions qui lui ont été présentées, et a notamment nommé en qualité d'administrateurs MM. Behrouz J.-P., Chabid-Nourat et Charles Proust.

Le dividende, au titre de l'exercice 1988, de 4 francs (plus avoir fiscal de 2 francs) par action de 12,50 francs nominal, soit 2 francs par demi-action (plus avoir fiscal de 1 franc), sera mis en paiement à partir du 1^{er} juin 1989.

Le conseil d'administration de la Banque, réuni à l'issue de cette assemblée, a décidé de nommer M. Jean-Claude Poullet, président d'honneur, M. Charles Froisart président-directeur général et MM. Chabid-Nourat et Jolain, vice-présidents.

ERAMET-SLN

GROUPE SLN

Les Conseils d'administration d'ERAMET-SLN et de la Société métallurgique Le Nickel-SLN se sont réunis le 25 mai en vue notamment d'arrêter les comptes de l'exercice 1988 et d'étudier la politique d'investissement en Nouvelle-Calédonie du groupe SLN.

En 1988, les ventes de produits métallurgiques ont été de 48 969 tonnes contre 41 416 tonnes en 1987 (+ 18 %). L'augmentation du volume des ventes, mais surtout la hausse considérable des prix de vente provoquée par la tension croissante du marché du nickel tout au long de l'année, ont conduit à une progression très sensible du chiffre d'affaires qui est passé de 1 208 MF en 1987 à 3 245 MF en 1988.

Les investissements et les progrès réalisés ces dernières années, notamment en matière de productivité, ont permis d'atteindre un niveau de production élevé (47 821 tonnes soit + 26 % par rapport à 1987) et de réduire les coûts de production de 15 %.

En fait de la situation du marché et des performances industrielles, les comptes consolidés se traduisent, après impôts sur les bénéfices par une capacité d'autofinancement de 1 445 MF et un résultat net de 1 108 MF.

Les comptes sociaux de la Société Eramet-SLN et de la Société métallurgique Le Nickel-SLN font apparaître des bénéfices après impôts de 492 MF et de 858 MF respectivement.

Ces résultats très favorables ont permis de procéder en 1988 à des remboursements anticipés de 467 MF. Le décaissement du groupe se poursuivra en 1989, notamment par le remboursement complet des avances de l'ERAP figurant au bilan au 31 décembre 1988 (648 MF).

Il sera proposé à l'Assemblée générale d'ERAMET qui se tiendra le 30 juin 1989 la distribution à chaque action un montant de 100 FF d'un dividende de 10 FF (soit d'un crédit d'impôt de 5 FF), soit une distribution de 17,5 MF.

La maintien d'un niveau d'activité soutenu et d'un prix du nickel élevé permet d'envisager pour 1989 des résultats de nouveau particulièrement favorables.

La volonté de suivre la croissance du marché de l'acier inoxydable et de se maintenir parmi les producteurs de nickel ayant les coûts de production les plus bas, a conduit les conseils d'administration d'ERAMET et de SLN à décider le lancement en Nouvelle-Calédonie d'un programme de modernisation et d'extension des installations minières et métallurgiques de la société.

Au cours des prochaines années, la SLN investira en Nouvelle-Calédonie plus de un milliard de francs, doublant de ce fait son rythme actuel d'investissement. Marquant ainsi sa confiance dans l'établissement progressif en Nouvelle-Calédonie de conditions économiques et fiscales comparables à celles des autres pays producteurs de nickel, la SLN devrait accroître, par étapes successives, sa production de plus de 15 % et poursuivre la réduction de ses coûts de production.



VIVE EXPANSION DU GROUPE EN 1988

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale des Eaux, dans sa séance du 16 mai 1989, a examiné les comptes consolidés de l'exercice 1988, dont les principaux éléments sont les suivants :

	1988	1987 (en francs)
Chiffre d'affaires	85,2 milliards	52,7 milliards
Résultat net part du groupe	1 375 millions	1 047,2 millions
Marge brute d'autofinancement	7,2 milliards	4,3 milliards
Investissements	14,6 milliards	7,6 milliards

Dans un périmètre de consolidation de près de 890 sociétés, dont plus de 150 à l'étranger, le groupe Général des Eaux rassemble 138 000 personnes (dont 34 200 à l'étranger), contre 87 000 l'année précédente.

Le chiffre d'affaires consolidé englobe, pour la première fois, la Société générale d'entreprises (SGE), dont la Compagnie a pris le contrôle avec une participation de 55,6 % du capital au 31 décembre 1988. La contribution au chiffre d'affaires de ce grand ensemble, dans une configuration nouvelle, est de 34,1 milliards de francs, contre 17,6 milliards en 1987, pour le seul Compagnon Bernart.

Non l'incidence de l'élargissement du périmètre de consolidation à la SGE, la croissance du volume d'activité des sociétés du Groupe a été soutenue, avec une hausse de 14,2 %. A l'étranger, l'année 1988 a marqué une étape décisive du développement du Groupe. Le chiffre d'affaires réalisé en dehors de France s'est en effet élevé à 16,5 milliards de francs, un montant près de deux fois et demi supérieur à celui constaté en 1987. Dans ce total, l'Europe a représenté 6,9 milliards, dont 1,4 milliard en Grande-Bretagne, 1,1 milliard dans les pays du Benelux, 600 millions en Espagne et 3,3 milliards en Allemagne (à travers G + H Montage, filiale récente de la SGE). En Amérique du Nord, le volume d'activité du groupe a atteint 4,1 milliards de francs.

Le résultat net part du Groupe s'établit à 1 375 millions de francs, en augmentation de 31,3 % par rapport à l'année précédente. Il aura ainsi presque triplé en quatre ans. D'une façon générale, la croissance des résultats des sociétés du Groupe a été soutenue, notamment dans les secteurs eau, énergie et propriété. Le redressement sensible des entreprises de bâtiment, de construction et de travaux publics a encore accentué la bonne progression d'ensemble dégagée d'une année sur l'autre.

Les ressources d'autofinancement ont atteint 7,2 milliards de francs, contre 4,3 milliards en 1987. Pour sa part, l'augmentation de l'endettement financier net du Groupe, dont le niveau reste modéré (23,2 % des capitaux permanents), n'a été que de 3 milliards de francs, dont 2 milliards en titre de l'emprunt obligataire convertible en actions émis par la Compagnie en juillet 1988.

En 1988, les investissements du groupe ont atteint un niveau exceptionnellement élevé de 14,6 milliards de francs, après 7,6 milliards en 1987.

Les investissements industriels ont été d'un montant de 5,8 milliards de francs, contre 3,5 milliards en 1987 : 1,7 milliard dans le domaine de l'eau, 1,1 milliard dans le secteur chauffage, 600 millions dans celui de la propriété, 1,4 milliard dans le bâtiment et les travaux publics, 1 milliard dans les autres activités du Groupe.

Les investissements financiers se sont élevés à 8,8 milliards de francs, contre 4,1 milliards en 1987. En premier lieu, pour un montant global voisin de 4 milliards, ils ont été consacrés à l'acquisition du développement international du Groupe, notamment en Grande-Bretagne, en Belgique, en Allemagne, en Espagne et en secteurs d'activité du Groupe, médias de services et entreprises de travaux. En grande partenariat industriel et financier : Saint-Gobain (3 %), Aéro (7,1 %) et la Société générale (0,75 %). Enfin, de nombreux secteurs d'activité poursuivent une politique de croissance, en particulier le bâtiment et les travaux publics, avec le renforcement et l'élargissement des champs d'intervention de la SGE, les entreprises des domaines de l'énergie et de la propriété, les nouvelles activités de services comme la communication et la santé.

Justifiée par cet important programme d'investissements et les bons résultats de la Compagnie et de ses filiales, l'émission d'actions avec boni de souscription d'avril dernier, a rencontré un vif succès auprès des actionnaires de la Générale des Eaux. Son produit contribuera à renforcer encore les capacités financières et l'expansion du Groupe.

Services Informations - Actionnaires de la Générale des Eaux :
par téléphone : 05-05-55-66
par Minutal : 3615 VP + GDEAUX



**société nationale
elf aquitaine**

remercie ses actionnaires
de la confiance qu'ils lui ont témoignée

24 avril **10 mai**

2,8 MILLIARDS DE FRANCS
SOIT
6 681 295 ACTIONS PROPOSÉES

3,3 MILLIARDS DE FRANCS
SOIT
7 822 142 ACTIONS SOUSCRITES

Le succès de cette émission renforce les moyens
du Groupe et son aptitude à mettre en œuvre sa
stratégie de développement.

Un grand Groupe français
se développant dans le monde entier
autour de 3 pôles d'activité :
Pétrole, Chimie, Santé-bio industries

مكتبة



DES LESSIVES QUI LAVENT PLUS VERT ?

ERANET-SIN

100% TAILLÉ

Le monde de la lessive est en pleine mutation. Les consommateurs exigent de plus en plus de performances, de respect pour l'environnement et pour leur santé. Les industriels répondent à ces attentes en développant des produits innovants, plus efficaces et plus écologiques. C'est le cas d'ERANET-SIN, qui propose une gamme de lessives adaptées à ces nouvelles exigences.

ERANET-SIN propose une gamme de lessives adaptées à ces nouvelles exigences. Les produits sont conçus pour être plus efficaces, plus respectueux de l'environnement et de la santé. Ils offrent une performance supérieure tout en étant plus doux pour les vêtements et les mains.

Les consommateurs peuvent choisir parmi plusieurs options, chacune offrant des avantages spécifiques. Que ce soit pour la blancheur, la douceur ou la protection de l'environnement, ERANET-SIN a la solution.

Le monde de la lessive est en pleine mutation. Les consommateurs exigent de plus en plus de performances, de respect pour l'environnement et pour leur santé. Les industriels répondent à ces attentes en développant des produits innovants, plus efficaces et plus écologiques. C'est le cas d'ERANET-SIN, qui propose une gamme de lessives adaptées à ces nouvelles exigences.

ERANET-SIN propose une gamme de lessives adaptées à ces nouvelles exigences. Les produits sont conçus pour être plus efficaces, plus respectueux de l'environnement et de la santé. Ils offrent une performance supérieure tout en étant plus doux pour les vêtements et les mains.

Les consommateurs peuvent choisir parmi plusieurs options, chacune offrant des avantages spécifiques. Que ce soit pour la blancheur, la douceur ou la protection de l'environnement, ERANET-SIN a la solution.

Les lessives sans phosphates sont-elles vraiment meilleures pour l'environnement et les consommateurs ?

Supprimer les phosphates d'une lessive ne résout pas les problèmes d'algues.

Pourquoi, en Italie, les phénomènes d'eutrophisation (prolifération des algues) dans l'Adriatique se sont-ils aggravés malgré la baisse du taux de phosphore ?

Parce qu'il n'y a pas de relation directe entre taux de phosphore et masse d'algues. Selon les travaux du Centre d'Etudes et de Recherches de Biologie et d'Océanographie Médicale, le déséquilibre de l'écosystème viendrait d'autres produits présents dans les détergents !

Les formules sans phosphates présentent plus de risques pour l'environnement.

Pourquoi les études de l'Institut Pasteur de Lyon sur 19 lessives montrent-elles que les formules sans phosphates sont plus toxiques et moins biodégradables ?

Parce que la suppression des phosphates des détergents entraîne une modification totale de leur formule et l'introduction de substituts dont l'innocuité sur l'environnement n'est, à ce jour, pas prouvée.

Les lessives sans phosphates offrent moins de garanties en matière d'hygiène.

Pourquoi les détergents avec phosphates sont-ils autorisés dans les hôpitaux et écoles américains, même dans les Etats où leur usage est réglementé ?

Parce que des essais comparatifs montrent que les lessives sans phosphates ne permettent pas de garantir une hygiène absolue : elles augmentent le taux de dépôts minéraux et organiques sur le linge. Ces dépôts, selon les travaux de l'Institut de Microbiologie Médicale de l'Université de Milan, fixent les bactéries et des germes qui augmenteraient les risques de contamination.

LESSIVES ET ÉCOLOGIE ? LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CONSOMMATEUR APPELLE UN VRAI DÉBAT. OUVREZ-LE AVEC NOUS en écrivant à Rhône-Poulenc, Information Consommateurs, 92408 Courbevoie Cedex, ou en appelant le : **N°VERT 05 35 36 37**

APPEL GRATUIT

 **RHÔNE-POULENC**

هكنا من الأمل

En Cisjordanie : malentendus partagés

Le conflit entre Israël et la PLO - qui revêt une dimension internationale - a été réouvert à partir de la fin de la guerre du Golfe. Les deux camps ont repris les négociations pour la mise en œuvre d'un accord de cessez-le-feu. Cette dernière opération a été menée à bien dans la région de Jérusalem, mais elle a été marquée par de nombreux malentendus. Les deux camps ont des visions différentes de la situation et des solutions possibles. Les Israéliens veulent une solution basée sur la reconnaissance de leur droit à la sécurité et à la souveraineté. Les Palestiniens veulent une solution basée sur la reconnaissance de leur droit à l'autodétermination et à la souveraineté. Les deux camps ont des intérêts communs, mais ils ont aussi des intérêts divergents. Les négociations sont donc très difficiles et les malentendus sont nombreux.

Le conflit entre Israël et la PLO - qui revêt une dimension internationale - a été réouvert à partir de la fin de la guerre du Golfe. Les deux camps ont repris les négociations pour la mise en œuvre d'un accord de cessez-le-feu. Cette dernière opération a été menée à bien dans la région de Jérusalem, mais elle a été marquée par de nombreux malentendus. Les deux camps ont des visions différentes de la situation et des solutions possibles. Les Israéliens veulent une solution basée sur la reconnaissance de leur droit à la sécurité et à la souveraineté. Les Palestiniens veulent une solution basée sur la reconnaissance de leur droit à l'autodétermination et à la souveraineté. Les deux camps ont des intérêts communs, mais ils ont aussi des intérêts divergents. Les négociations sont donc très difficiles et les malentendus sont nombreux.

A Jérusalem :
Les femmes
Les femmes de Jérusalem ont subi de nombreuses souffrances pendant la guerre. Elles ont vu leurs maisons détruites, leurs proches tués ou blessés. Elles ont dû fuir leur ville et chercher refuge dans d'autres pays. Elles ont subi de nombreuses humiliations et ont été traitées comme des prisonnières. Elles ont dû supporter la perte de leur identité et de leur culture. Elles ont dû vivre dans des conditions de grande pauvreté et de grande misère. Elles ont dû supporter la douleur de la séparation de leurs enfants et de leurs maris. Elles ont dû vivre dans un climat de peur et d'incertitude. Elles ont dû supporter la honte et la déshonneur. Elles ont dû vivre dans un monde où la violence est devenue la norme. Elles ont dû supporter la perte de leur espoir et de leur avenir. Elles ont dû vivre dans un monde où la mort est devenue la seule issue.

FAUT
PAS
PRENDRE
LES VERTS
POUR
DES BLEUS

CURSE DU

**Pl
sc
ils
de
qu
et
un
de**

ci
e l
se
pr
re
le
pr
ch
ce
er
L
te
qu
lin
m
de
li

v:
L
p
q
ti
le
k
s
q
s
l
d
s

EN BREF

augmenté de 9,7 %, vendredi 26 mai, à la suite de rumeurs annonçant le lancement prochain d'une offre de rachat par le groupe américain Ford. Dans un article publié par le *Chicago Tribune* vendredi, le président de Ford, questionné sur ses intentions à l'égard du constructeur britannique de voitures de luxe assurait que Jaguar « avait fait des progrès remarquables et représentait un secteur dans lequel Ford n'est pas actuellement intéressé ». On apprend que le groupe souhaitait étendre ses activités en Europe. Ford, implanté depuis longtemps sur le Vieux Continent, a racheté, en 1987, le constructeur britannique Aston Martin.

Bien que les deux groupes aient officiellement démenti que des offres de rachat soient en cours, la spéculation s'est amplifiée sur les titres de Jaguar. Depuis sa privatisation, en 1984, Jaguar a rejeté de nombreuses offres de rachat, bien que la société ait une marge brute d'autofinancement négative. Le constructeur britannique a refusé une offre de rachat de 1990 contre toute tentative d'OAPA par la *golden share* — action privilégiée — détenue par l'Etat. Elle empêche tout investisseur de détenir plus de 15 % du capital sans demander l'autorisation des autorités britanniques. Le président de Jaguar a entendu rester indépendante aussi longtemps qu'elle aurait les moyens d'investir.

9 5/16	9 13/16	9 9/16	9 11/16	9 9/16	9 13/16	9 1/2	9 5/8	9 5/8	9 5/8
6 1/4	6 1/2	6 7/8	7 1/8	7 1/8	7 1/4	7 1/8	7 5/8	7 5/8	7 5/8
6 7/8	7 1/8	6 7/8	7 1/8	7 1/8	7 1/4	7 1/8	7 5/8	7 5/8	7 5/8
8 1/4	8 3/4	8 3/8	8 11/8	8 9/8	8 3/4	8 5/8	8 5/8	8 5/8	8 5/8
8 1/2	8 5/8	8 1/4	8 5/8	8 1/8	8 3/4	8 5/8	8 5/8	8 5/8	8 5/8
10 1/2	11 1/2	11 1/2	12	11 3/4	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
13 1/2	13 5/8	13 11/16	13 13/16	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4
8 11/16	8 15/16	8 13/16	8 15/16	8 7/8	9	9	9	9	9

COTE DES CHANGES	
PLACES	COURS
ALGER	100
ANVERS	100
BARCELONE	100
BELGRADE	100
BOMBAY	100
BREITENBURG	100
BUDAPEST	100
CHANGAI	100
CHICAGO	100
COLOMBE	100
COPENHAGUE	100
DANZIG	100
DELT	100
GENEVE	100
HAMBURG	100
HONGKONG	100
INDOCHINE	100
IRAN	100
JAPON	100
LYON	100
MADAGASCAR	100
MARSEILLE	100
MATSE	100
MEXIQUE	100
MONTREAL	100
MOSCOW	100
MURMANSK	100
NANKING	100
NEW-YORK	100
OSAKA	100
PARIS	100
Peking	100
PRAGUE	100
REIMS	100
RUSSIE	100
SEBASTOPOL	100
SHANGHAI	100
SINGAPOUR	100
STAMBOUL	100
STOCKHOLM	100
SUEZ	100
TOKYO	100
TORONTO	100
TRIPOLI	100
WARSZAWA	100
WILNA	100
ZAGREB	100

Marchés financiers

BOURSE DU 29 MAI

Compagnie	VALEURS	Cours projeté	Précédent cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours projeté	Précédent cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours projeté	Précédent cours	Dernier cours	% + -
1000	C.N.E. 95 %	1070	1080	1082	- 0,21							240	Corn. Mexic.	238	244	244	+ 2,52
1005	B.A.P.F. T.P.	1077	1078	1078	+ 0,00	Compagnie	VALEURS	Cours projeté	Précédent cours	Dernier cours	% + -	87	Echo Star Mining	81	81	81	+ 0,00
1010	C.E.P.T. T.P.	1080	1080	1080								87	De Beers	97	97	97	+ 0,22
1015	Calif. Lign. T.P.	1121	1121	1121								87	Dominican Bank	1769	1770	1770	+ 0,03
1700	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1140	C.I.E.E. %	852	852	852	- 0,00	100	Dracena	1008	1008	1008	+ 0,18
1705	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1005	Coureur %	580	587	587	- 0,07	650	Dynalene	680	680	680	+ 0,83
1710	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1010	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1715	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1015	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1720	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1020	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1725	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1025	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1730	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1030	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1735	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1035	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1740	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1040	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1745	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1045	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1750	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1050	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1755	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1055	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1760	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1060	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1765	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1065	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1770	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1070	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1775	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1075	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1780	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1080	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1785	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1085	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1790	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1090	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1795	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1095	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1800	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1100	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1805	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1105	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1810	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1110	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1815	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1115	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1820	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1120	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1825	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1125	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1830	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1130	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1835	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1135	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1840	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1140	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1845	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1145	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1850	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1150	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1855	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1155	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1860	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1160	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1865	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1165	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1870	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1170	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1875	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1175	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1880	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1180	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1885	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1185	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1890	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1190	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1895	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1195	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1900	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1200	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1905	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1205	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1910	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1210	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1915	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1215	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1920	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1220	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1925	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1225	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1930	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1230	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1935	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1235	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1940	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1240	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1945	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1245	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1950	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1250	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1955	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1255	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1960	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1260	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1965	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1265	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1970	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1270	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1975	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1275	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1980	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1280	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1985	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1285	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1990	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1290	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
1995	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1295	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
2000	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1300	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
2005	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1305	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
2010	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1310	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
2015	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1315	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
2020	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1320	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
2025	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1325	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
2030	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1330	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
2035	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1335	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
2040	Can. Pac. T.P.	1127	1127	1127	+ 0,18	1340	Can. S.A. %	5162	5162	5162	+ 0,07	770	Eastman Kodak	302	312	312	+ 3,34
2045	Can. Pac. T.P.	1127															

Comptant (collection)

[illegible]**SICAV** (adjection)[illegible]

Cote des changes

MARCHE OFFICIEL.	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES		COURS		
	parc.	29/5/8	Achat	Vente	parc.	29/5/8	parc.	29/5/8	
France 100 F	9 898	8 898	6 880	6 880	Or (le kilo au baril)	78300	78300	Ormon	382
Belgique 100 F	9 898	8 898	6 880	6 880	Or (le kilo au baril)	78300	78300	Wester	381
Allemagne 100 F	338 830	338 830	328 800	348 800	Pièces françaises (20 F)	420	440	Ag. Daguerre	611
Autriche 100 F	18 180	18 174	16 880	18 880	Pièces françaises (10 F)	420	440	Holmes-Heckle	210
Canada 100 F	300 800	300 420	281 670	321 670	Pièces néo 20 (H)	464	480	Hongrie	287
Canada 100 F	317 000	317 000	317 000	317 000	Pièces néo 100 (H)	584	584	Indes	210
Arg (100 F)	93 700	94 060	90	98	Pièces néo 20 (H)	464	480	Indes	210
Arg (100 F)	93 700	94 060	90	98	Pièces néo 100 (H)	584	584	Indes	210
Arg (100 F)	10 084	10 084	10 080	11 150	Pièces de 20 dollars	2836	2800	Sar. Exp. Vals.	55
Arg (100 F)	3 868	3 868	3 750	4 600	Pièces de 10 dollars	1470	1500	S.P.R.	820
Arg (100 F)	3 868	3 868	3 750	4 600	Pièces de 5 dollars	865	865	Les Lacteurs de Minerva	745
Arg (100 F)	386 150	387 280	376	387	Pièces de 50 pence	2925	2915	Union Bank	144
Arg (100 F)	100 410	100 820	97	100	Pièces de 10 pence	498	498	Union Bank	140
Arg (100 F)	48 170	48 105	48 800	48 800	Pièces de 5 pence	249	249	Union Bank	140
Arg (100 F)	5 386	5 386	5 320	5 750	Pièces de 2 pence	125	125	Union Bank	140
Arg (100 F)	4 088	4 088	3 900	4 800	Pièces de 1 pence	62	62	Union Bank	140
Arg (100 F)	5 511	5 545	5 450	5 850	Or Londres	.....	.....	Union Bank	140
Arg (100 F)	4 798	4 798	4 620	4 840	Or Zurich	.....	.....	Union Bank	140
Arg (100 F)	.....	.....	.....	.....	Or Hongkong	.....	.....	Union Bank	140
Arg (100 F)	.....	.....	.....	.....	Argent Londres	.....	.....	Union Bank	140

c : coupon détaché - o : officiel

Marché libre de l'or

MIGNONNIES BY DEVICES	COURS par cts.	COURS 22 7/5
Or fin 835 en barres	78300	79300
Or fin 835 en lingots	79100	79100
Pièces françaises (22 1/2)	480	448
Pièce française (10 H)	420	
Pièce italienne (20 H)	454	453
Pièce italienne (20 H)	464	463
Pièce italienne (20 H)	588	587
Pièces de 20 dollars	2836	2850
Pièces de 10 dollars	1470	1500
Pièces de 5 dollars	855	
Pièces de 20 francs	2625	
Pièces de 10 francs	1310	486
Or Londres	.....
Or Zurich	.....
Or Hongkong	.....
Argent Londres	.....
Coppee	352	351
Escher	133	94
Gov. Degrading	611	606
Hongkong-Hongkong-Gov	240	
Imperial	257	
Intercolonial Bond	1740	20 50
London	500	
Principe, Prince	600	590
Rhodo-Castles	180	
Sumatra R.V.	122 30	122 30
Tientsin	390	390
Suez, Egypt. Vah.	55 30	
S.P.A.	820	
St. Lucien en Monde	745	700
Shanghai	380	
Union Branches	144	121 90
Wander	180	1470

o : coupon détaché — o : offre

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TELEMATIQUE
3 Les manifestations en Chine. 4 Dialogues Israël-OLP. 6 L'échec des réformateurs au Soviet suprême. 8 Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OTAN à Bruxelles. 10 L'après-Pinochet a déjà commencé.	11 Les élections européennes. 12 Le débat sur l'entrée et le séjour des étrangers en France. 13 Huit élections cantonales. SPORTS 22 Rugby : le onzième titre de Toulouse.	15 Après l'arrestation de Paul Touvier. 16 Le procès de la branche lyonnaise d'Action directe. 18 Education : le PS et les réformes de M. Jospin. 20 A Nairobi, ont trois pays définissent leurs priorités dans la défense de l'environnement.	25 Le Couronnement de Poppée, à Bruxelles. 26 L'authenticité des Mémoires de Chostakovitch confirmée par son fils. 28 Deux expositions des photos de Pierre Verger. 28 COMMUNICATION : deux chaînes de télévision commerciales aux Pays-Bas.	24 Un entretien avec le président de la Confédération européenne des syndicats. 31 M. Evin souhaite instaurer le prélèvement sur les revenus pour financer la Sécurité sociale. 34 M. Maurice Allais craint un nouveau krach. 42-43 Marchés financiers.	Abonnements 2 Carnet 20 Loto 20 Loto sportif 20 Météorologie 20 Mots croisés 20 Radio-Télévision 20	● Chine : en direct de la place Tiananmen JOUR ● Jeu : voyages en littérature VEL ● Un œil sur le ciel, l'autre sur votre portefeuille BOURSE 3815 taping LEMONDE ● Les offres d'emploi du Monde EMPLOI 3615 taping LM

ALGÉRIE

Grand rassemblement islamiste à l'occasion d'un procès

Alger (AFP). — Un rassemblement de quelque 2 000 personnes, venues manifester leur solidarité avec deux jeunes islamistes devant être jugés pour « troubles à l'ordre public, menaces et violence », a eu lieu dimanche 28 mai devant le tribunal d'Alger.

Dès les premières heures de la matinée, les intégristes affluaient par groupes pour prendre place à l'intérieur du palais de justice, où devaient comparaître devant la Chambre correctionnelle Salim Afrif et Abdelkader Seba, deux étudiants âgés de dix-huit ans, à qui il était reproché d'avoir usé de la violence pour interdire aux gens la consommation d'alcool.

La salle du tribunal, où l'on remarquait la présence de Cheikh Ali Belhadj, l'un des fondateurs du FIS (Front islamique de salut), et le hall du palais de justice, se sont vite vides trop exigus pour la foule qui, tout au long de la journée, a fait subir au bâtiment un siège en règle.

Le procès s'est terminé par un révoqué pour « complément d'instruction » et la mise en liberté provisoire d'Afrif et Seba.

● **TERMINES** : les internationaux de France. Les premiers matches disputés lundi 29 mai à l'ouverture des internationaux de France de tennis au stade Roland-Garros ont eu les résultats suivants chez les dames : S. Graf (RFA) b. C. Benjamin (EU) 6-1, 6-1 ; A. Farley (EU) b. J. Durie (GB) 6-4, 6-2 ; C. Caverzasolo (Ita.) b. A. Devries (Bel.) 6-4, 6-4 ; H. Klesel (Can.) b. R. Zubakov (Tch.) 6-1, 6-2 ; A. Temesvari (Hon.) b. B. Bowes (EU) 6-4, 6-4 ; A. Kanelopoulou (Gr.) b. M. Strandberg (Sud.) 6-1, 6-1.

Le numéro de « Monde » daté 29-30 mai 1989 a été tiré à 542 833 exemplaires

GRANDE-BRETAGNE

Violents affrontements lors d'une manifestation musulmane contre Salman Rushdie

LONDRES
de notre correspondant

La brigade anti-émeutes de Scotland Yard est intervenue samedi 27 mai devant le Parlement pour séparer des manifestants pro-iraniens et pro-irakiens qui venaient de participer à une marche de protestation contre le livre de Salman Rushdie *Les Versets sataniques*. Une centaine de personnes ont été interpellées et dix-huit policiers blessés. La plus importante manifestation jamais organisée par la communauté musulmane de Grande-Bretagne, puisqu'elle a rassemblé au moins 20 000 personnes, s'est donc terminée samedi soir dans la violence, aux pieds de Big Ben, et sous l'œil des caméras de télévision.

Le Front britannique d'action musulmane, proche de la Mosquée centrale de Londres, elle-même très liée à l'Arabie saoudite, affirme que ses intentions étaient parfaitement pacifiques, et qu'il s'agissait seulement de demander l'interdiction du livre et l'extension à l'Islam de la loi sur le blasphème qui protège seulement la religion chrétienne (ladite loi date de la reine Victoria et n'est d'ailleurs plus jamais appliquée). Mais les slogans entendus samedi à Hyde-Park et devant le Parlement contredisent quelque peu cette version bénigne. « Tuez ce salaud », « Abattez ce chien », « Rushdie pourriture », étaient quelques-uns d'entre eux. Le but officiel de cette journée, préparée de longue date, était peut-être de célébrer « la fierté de l'Islam » en terre britannique, mais il s'est surtout agi de crier sa haine d'un romancier jugé apostat et blasphématoire.

L'opinion, ici, risque de retentir surtout les heurts avec la police, l'afflige de Rushdie brûlé et piétiné à quelques mètres seulement de l'enceinte du Parlement, les coups parfois très violents échangés entre factions rivales. L'effet qu'était censé produire le spectacle d'une foule musulmane rassemblée à Hyde-Park, dans le respect de la loi et des institutions britanniques, pour prier « Dieu le très grand, le clément et le miséricordieux » n'a pas eu lieu.

Pro-khomeinistes et irakiens

Plus de 150 autocars venus de Bradford, Birmingham ou Leicester, des villes qui comptent une importante population immigrée musulmane originaire de l'Inde et du Pakistan, avaient convergé samedi en fin de matinée en bon ordre vers Hyde-Park. A la prière avaient succédé les discours, à proximité des citadins et des touristes, accablés par la chaleur, affaiblis sur l'herbe, en short ou en maillot de bain, et totalement indifférents.

Puis le cortège était parti vers le 10 Downing Street, paralyant la circulation dans le centre de Londres, escorté par des policiers en bras de chemise.

Un petit groupe de 500 manifestants pro-khomeinistes, porteurs de portraits de l'imam, était parti en éclaireur. Il est à l'origine des bagarres qui ont éclaté sur le pont de Westminster et sur la place du Parlement. Les partisans de Khomeiny cherchaient à en découdre avec ceux du président irakien Saddam Hussein.

Les bobbiés en bras de chemise étaient débordés. Les policiers de la

brigade anti-émeutes, à l'allure nettement moins déboussolée avec leurs boucliers en matière plastique transparente, entraient dans cette foule compacte pour interdire ceux qui se battaient et qui, aussitôt, faisaient front commun contre eux. Les policiers étaient attaqués à coups de bouteilles et de projectiles divers. Une marionnette représentant l'écrivain, reconnaissable à son nez papillon, était brûlée, ainsi que l'Union Jack.

Salman Rushdie, « condamné à mort » le 14 février par Khomeiny, est toujours caché quelque part en Angleterre, sous la protection permanente de Scotland Yard. La Chambre des Lords a récemment débattu la question de savoir s'il devait participer aux frais encourus par le gouvernement pour sa protection et conclu par la négative. L'écrivain, né en 1947 à Bombay et qui a la double citoyenneté indienne et britannique, serait en train de composer un nouveau roman inspiré par sa présente situation d'homme inviolable.

DOMINIQUE DHOMBRES.

SUÈDE

L'assassin présumé d'Olof Palme formellement inculpé

Christian Pettersson, l'homme de quarante-deux ans emprisonné depuis le 14 décembre à Stockholm dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat, en février 1986, d'Olof Palme, a été formellement inculpé lundi 29 mai du meurtre de l'ancien premier ministre suédois. Le procès de Pettersson, qui rejette cette accusation, s'ouvrira le 5 juin à Stockholm. — (Reuters, AFP.)

Sur le vif

Comment les hebdomadaires rivalisent pour attirer le chaland

Il s'avient bonne mine, citée donc, les hebdomadaires du week-end avec leurs bandes dessinées enroulées de Pékin à Moscou un vent de liberté, un vrai typhon, fait de la révolution. Tu parles ! Dis le lendemain, pépé Dang pense la place Tiananmen à la serpillère et Gorby envoyait prier, sans complexe, les fesses de la perestroïka. Vous me direz, normal, ils bouclent en milieu de semaine, ces journaux-là, ils pouvaient pas deviner... Si, ils pouvaient, ils devaient redouter le pire. D'ailleurs, il y en a un, un petit meunier qui a su éviter le piège en accrochant à sa Une un grand point d'interrogation totalement intemporel et un peu putois sur les bords : Dis, papa, c'est quoi la gauche ?

Tiens, à propos, qu'est-ce qu'il leur met, le *Canard* ? Il serait un peu jaloux que ça ne m'étonnerait pas. Jaloux de qui, de quoi ? Ben, tiens, des confrères, des news, on les appelle, qui tapinent en faisant à la descente de nos kiosques des couvertures-chocs : Tonnon, ton non gonflé. La quinquante à Jésus. Les Nuls ! Les Grands ! Les Cons ! L'ouverture qui ou merde ! La tête de croûte. Et autres titres racoleurs annonciateurs de pleurs canailles et gâleries : Tu viens, chéri, je vais t'apprendre de ces trucs, à tom-

ber par terre. Le plus souvent, il est coulé, le client. Il achète, il se jette page tant, et il se retrouve tout dépité en train de mâchouiller d'épaisse et indigeste tartine à la margarine de révolutions sans matières grasses et sans sel.

Faut reconnaître, les gros mots, ils détestent ça, au *Canard*. Eux, les mots, ils les dégoûtent, ils jouent avec. Et, de *Libé* au *Parisien*, la plupart de nos quotidiens les ont suivis sur cette voie, celle du gros clin d'œil, en forme de calembour, ou chaland, après, jour après jour, par une marchandise taquine et agaçante.

Vous m'imaginer pas les problèmes que ça nous pose, ici, au *Monde*. A la rédaction, chaque matin, c'est un vrai casse-tête. Comment se distinguer de la concurrence en alignant des titres, parfaitement plats et parfaitement châtés. Moi, je le vois bien quand je leur descends ma tasse de soupe à la grimace. Ils l'avaient d'un air dégoûté en se pinçant le nez : T'as pas bientôt fini de nous parler de ténacité et de capotes ? Bon, alors, qu'est-ce qu'on peut mettre ? Ici : Soulagement, et là : Précautions.

J'espère ? Regardez un peu le titre de ce papier. Voyez que j'ai raison !

CLAUDE SARRAUTE.

IRLANDE

Accord électoral entre deux partis de l'opposition

Les principales formations de l'opposition irlandaise, le Fine Gael (centriste) de M. Alan Dukes et les Démocrates progressistes (conservateurs) de M. Desmond O'Malley, ont conclu, dimanche 28 mai, un pacte électoral en vue des législatives anticipées du 15 juin. Les deux partis ont présenté un programme de réformes économiques et sociales comprenant notamment une baisse de l'impôt sur le revenu et une amélioration des services publics dans les domaines de la santé et de l'éducation nationale. Ils s'engagent également à réduire la dette de l'Etat d'ici à 1993. — (Corres.)

Trois attentats contre la Montedison à Milan

Trois attentats à l'explosif ont été commis, lundi 29 mai à l'aube, contre des établissements du géant italien de la chimie, le groupe Montedison. Ces attentats, qui n'ont pas fait de victimes, ont provoqué des dégâts évalués à plus de 1 milliard et demi de lires (7 millions de francs).

La première explosion s'est produite au siège central du groupe, Foro Bonaparte, situé au centre de Milan. La seconde a secoué une demi-heure plus tard les bureaux de la filiale Montedison, également établie dans la capitale lombarde. Le troisième attentat a été commis à Rho, en banlieue, contre l'usine Vedri. Ces attentats n'ont pas été revendiqués.

GRÈCE

Mme Margaret Papandréou accepte le divorce

C'est à... Bruxelles, en marge du sommet de l'alliance atlantique, que les époux Papandréou ont enfin réglé, semble-t-il, leurs défilés conjugaux et juridiques. Margaret, épouse délaissée du premier ministre grec, a confirmé dimanche 28 mai dans la capitale belge, où elle participe à une conférence d'un mouvement international pour la paix, qu'elle acceptait de divorcer. Et cela avant les élections législatives du 18 juin en Grèce, pour permettre à son mari de se rembarquer rapidement avec sa rivale, l'olympienne hôteesse de l'air d'Olympie Airways, Mme Dimitra Liani. Agée de trente-quatre ans, celle-ci accompagne très officiellement M. Papandréou au sommet de l'OTAN. Interrogée sur l'impression qu'elle ressentait à l'idée de se trouver dans la même ville que son époux et sa jeune maîtresse, Margaret a répondu leconiquement aux journalistes : « Je m'en fous ! »

Reste l'affaire Kokotzas, ce scandale politico-financier que le PASOK traîne comme un boulet depuis bientôt un an. A trois semaines des législatives, le bancaroté seacac, accusé d'avoir détourné plus de deux cents millions de dollars de la Banque de Grèce et actuellement emprisonné aux Etats-Unis, vient de déclarer au journal grec *Ethnos* Ethnos Kiriakos de New-York qu'il avait commis toutes ses fraudes « sous la protection du premier ministre ».

Par ailleurs, on apprendrait dimanche à Athènes que le PASOK avait inscrit sur ses listes électorales un ancien directeur de l'Office des télécommunications, impliqué dans le scandale et actuellement... en prison ! L'opposition conservatrice, qui donnait des signes d'essoufflement ces derniers temps, ne s'attendait pas à un tel cadeau.

TISSUS D'AMEUBLEMENT : LE TEST DES PRIX !

(On comment réaliser des économies se chiffrant à des centaines ou des milliers de francs...)
Notez les prix de beaux tissus actuels - Chintz, Jacquards, Toiles, etc. - dans des boutiques proposant des tissus « griffés ». Comparez ces prix avec les prix Rodin, pour des tissus similaires (et parfois identiques) en stock.
Vous serez stupéfait de constater des différences de prix souvent énormes. Des qualités et des dessins superbes, depuis 70 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

PCS PREPARATION COMMERCIALE SUPERIEURE

Centre de préparation aux HEC et à Sciences Politiques, créé en 1976.
● Vous confirmez de réussite aux concours
● Corps professoral réputé
● Suivi personnalisé et groupes homogènes
● Admission sur dossier pour bacheliers B, C, D.
Classes « pilote » HEC
Conditions d'admission
● Vole générale bac C plus mention et/ou admissible aux concours
● Vole économique bac B et D plus mention et/ou admissible aux concours
● Dépot des dossiers à partir de janvier
PCS
46, rue de la Fédération 75013 Paris
tel. (1) 45.60.59.98
enseignement supérieur privé

SCIENCE & VIE ECONOMIE ENTREPRISES

OÙ PASSENT LES BÉNÉFICES?

En 1988, la quasi-totalité des entreprises françaises a fait des profits records. Mais qu'en font-elles ?

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Europe : les nouvelles télé en mal de recettes
- Amérique latine : la dette au quotidien
- Gestion : l'art de nettoyer son bilan

SCIENCE & VIE ECONOMIE COMPRENDRE POUR AGIR

UN NOUVEAU METIER ASSISTANTE EUROPEENNE DE MANAGEMENT

DIPLOME ESA
Une formation intensive 20 mois en France, 5 en Californie ou en Allemagne, 5 en entreprise.
Niveau d'admission : 1^{er} année niveau BAC + tests.
2^e année niveau DEUG, DUT, BTS...
ESAM
Ecole Supérieure d'Assistants de Management
Bon à retourner à ESAM
63, avenue de Villiers - 75017 Paris. Tél. 47.05.43.22 poste 424
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Tél. : _____
☐ souhaitez un rendez-vous d'orientation ☐ souhaitez une documentation

La fin du monde

Bush a imposé à la R

Selon M.

est quatre fo

Le sommaire de

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989

Le 30 mai 1989